|  |  |
| --- | --- |
| Une image contenant clipart  Description générée avec un niveau de confiance élevé | **Une image contenant dessin  Description générée automatiquement** |

**Version N°5 du 10 06 2020**

« Mise à jour du diagnostic territorial de la Martinique en vue de la programmation des fonds européens FEDER, FSE+, FEADER et FEAMP pour la période 2021-2027 »

Table des matières

[PARTIE 1 : Diagnostic territorial de la Martinique sur les thématiques susceptibles d’être soutenues via le FEDER et le FSE+ pour la période 2021-2027 4](#_Toc42697171)

[INTRODUCTION GENERALE 5](#_Toc42697172)

[1 Vers un nouveau modèle de développement Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697173)

[1.1 Développer des espaces de recherche et d’innovation martiniquaises 8](#_Toc42697174)

[1.2 Développer et systématiser les pratiques digitales pour des entreprises martiniquaises agiles, productives et résilientes 14](#_Toc42697175)

[1.3 Consolider le tissu économique de la Martinique 20](#_Toc42697176)

[1.4 Conforter l’offre d’instruments financiers 26](#_Toc42697177)

[1.5 Développer un accompagnement spécifique pour les entreprises touristiques 29](#_Toc42697178)

[1.6 Développer des compétences et des expertises en lien avec les filières stratégiques martiniquaises 33](#_Toc42697179)

[1 Une Martinique plus durable 34](#_Toc42697180)

[2.1 Conforter le développement de l’Agro-industrie 35](#_Toc42697181)

[2.2 Développer le potentiel en matière de Transformation halieutique 36](#_Toc42697182)

[2.3 Garantir la transition vers une économie circulaire 36](#_Toc42697183)

[2.4 Viser l’amélioration des performances énergétiques 47](#_Toc42697184)

[2.5 Mener une politique volontariste pour le développement des énergies renouvelables en Martinique 54](#_Toc42697185)

[2.6 Assurer l’adaptation nécessaire des systèmes de stockage énergétiques de la Martinique 63](#_Toc42697186)

[2.7 Développer une expertise en matière de prévention des risques et de développement de la résilience face aux catastrophes 68](#_Toc42697187)

[2.8 Garantir une gestion durable de l’eau indispensable en Martinique pour répondre aux besoins des activités et de la population 77](#_Toc42697188)

[2.9 Faire de la préservation et la valorisation de la biodiversité, un vecteur de développement de la Martinique 85](#_Toc42697189)

[3 Une Martinique plus connectée 93](#_Toc42697190)

[3.1 Assurer la continuité territoriale numérique de la Martinique 94](#_Toc42697191)

[3.2 Faire de la mobilité un enjeu de développement durable de la Martinique 99](#_Toc42697192)

[4 Une Martinique plus performante et plus inclusive Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697193)

[4.1 Assurer un accompagnement à la formation et à l’emploi pour accompagner les mutations économiques souhaitées **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697194)

[4.2 Assurer l’intégration socioéconomique des communautés marginalisées de Martinique 121](#_Toc42697195)

[4.3 Un accès aux soins à renforcer pour répondre aux besoins de la population martiniquaise 125](#_Toc42697196)

[5 Une Martinique mieux aménagée 135](#_Toc42697197)

[5.1 Assurer un développement territorial équitable ~~intégré~~ dans les zones urbaines, rurales et côtières de la Martinique 135](#_Toc42697198)

[PARTIE 2 : Diagnostic territorial de la Martinique sur les thématiques susceptibles d’être soutenues via le FEADER pour la période 2021-2027 Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697199)

[Introduction Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697200)

[Avant-propos Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697201)

[1. Des spécificités liées à l’ultrapériphéricité du territoire martiniquais présentées dans le POSEI 2014-2020 toujours d’actualité : **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697202)

[AXE 1 : Une agriculture plus compétitive et plus connectée Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697203)

[2. Soutenir des revenus agricoles viables et la résilience dans toute l’Union pour améliorer la sécurité alimentaire **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697204)

[3. Renforcer l’orientation vers le marché et accroitre la compétitivité **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697205)

[4. Améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697206)

[5. Modernisation du secteur en stimulant et en partageant les connaissances, l’innovation et la numérisation dans l’agriculture et dans les zones rurales, et en encourageant leur utilisation **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697207)

[AXE 2 : Une agriculture plus durable Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697208)

[6. Contribuer à l’atténuation du changement climatique (CC) et à l’adaptation à ce dernier, ainsi qu’aux énergies durables **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697209)

[7. Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l’eau, les sols et l’air **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697210)

[8. Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697211)

[9. Améliorer la façon dont l’agriculture de l’Union fait face aux nouvelles exigences de la société en matière d’alimentation et de santé, y compris une alimentation sûre, nutritive et durable, les déchets alimentaires et de bien-être des animaux **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697212)

[AXE 3 : Une agriculture plus performante et plus compétente Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697213)

[1. Attirer les jeunes agriculteurs et faciliter le développement des entreprises dans les zones rurales **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697214)

[AXE 4 : Des zones rurales mieux aménagées Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697215)

[2. Promouvoir l’emploi, la croissance, l’inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697216)

[PARTIE 3 : Diagnostic territorial de la Martinique sur les thématiques susceptibles d’être soutenues via le FEAMP pour la période 2021-2027 Erreur ! Signet non défini.](#_Toc42697217)

[1. Accompagner la transformation de la filière pêche **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697218)

[2. Développer le potentiel de l’aquaculture (hors commercialisation) **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697219)

[3. Assurer la commercialisation et la transformation des produits de la pêche et de l’aquaculture **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697220)

[4. Assurer l’articulation avec les autres filières de l’économie bleue durable **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697221)

[5. Assurer la surveillance et la planification maritime **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc42697222)

|  |
| --- |
| PARTIE 1 : Diagnostic Prospectif territorial de la Martinique sur les thématiques susceptibles d’être soutenues via le FEDER et le FSE+ pour la période 2021-2027 |

# INTRODUCTION GENERALE

La volonté politique de **domicilier la création de valeurs et de richesses en Martinique** est une priorité.

La très grave crise du COVID-19 a puissamment souligné l’urgence de cet impératif.

C’est pourquoi, saisissant l’opportunité de l’élaboration du Programme Opérationnel sur la période 2020-2027, la Collectivité Territoriale de la Martinique souhaite traduire cette volonté politique en utilisant plusieurs leviers :

* La localisation sur place, **d’espaces de recherche et d’innovation**, de conquête de savoirs et de savoirs faires, de veille et de prospective, pour nourrir un tissu structuré d’entreprises dynamiques et solides financièrement, capables de préserver comme de faire prospérer toutes les ressources disponibles sur le territoire.
* Le potentiel martiniquais est indéniable en la matière : la MARTINIQUE dispose en effet d’atouts, de capacités et d’opportunités dont la mise en valeur doit générer activités, emplois, ressources dans **le cadre de chaînes de valeur organisées sur le mode « durable ».**

Cette orientation forte peut être déclinée sur différents thèmes : la valorisation de l’agriculture tropicale, la valorisation des produits et services de l’économie bleue, les énergies renouvelables, les risques dans toutes leurs dimensions, l’économie circulaire avec notamment la question des déchets et la valorisation des sargasses, l’eau, la biodiversité, les problématiques de santé liées au vieillissement et à certaines maladies au regard de leur prévalence..., les richesses culturelles et immatérielles.

C’est ce Patrimoine qui, sous ses différentes formes démographiques, naturelles, culturelles, sociétales... constitue notre « actif » de référence. Il y a obligation de le valoriser durablement.

* Cette ambition devra nécessairement s’appuyer sur des **réseaux stratégiques de communication numérique et de transport multimodal performants**. Que ce soit pour réduire les contraintes liées à l’insularité et à l’éloignement des grands marchés, ou au désenclavement interne, ces réseaux sont indispensables pour assurer la mobilité des personnes et des biens, indispensable pour le déploiement des activités économiques et sociales.
* Par ailleurs, l’essor des nouvelles filières stratégiques devra être nourri par le **renforcement des compétences et des expertises**. Désormais le développement sur place de parcours complets de formation, mis en lien avec les réalités du terrain permettra de s’adresser, dans une logique de continuité, à tous les publics (apprenants, chômeurs, actifs…). L’objectif est d’améliorer l’accès à l’éducation, et de garantir à terme une meilleure intégration socio-professionnelle à tous.
* Enfin, toutes ces nouvelles expressions devront soutenir les logiques territoriales. L’action politique résidera, en la valorisation, dans chacun des sous-ensembles du territoire, des richesses Patrimoniales, rationnalisées dans le cadre de pôles touristiques, zones économiques, portuaires ou des centre-bourgs redynamisés, garantissant un **aménagement plus équilibré du territoire**.

Toutes ces démarches s’inscriront dans une **logique de coopération régionale et d’ouverture à l’international.** La Martinique, comme ses voisins de la Caraïbe est placée au cœur de problématiques d’envergure planétaire, et renforcées dans les régions insulaires. Leur petite dimension les désigne de fait comme des laboratoires expérimentaux pour traiter, en partenariat, des sujets tels la valorisation des produits de la mer et de la terre en milieu tropical ; les crises sanitaires ou le traitement des maladies génétiques ; la gestion des risques, quelles qu’elles soient ; les effets du changement climatique et la montée des eaux…, tout cela en privilégiant le numérique dans l’abolition des distances et de la petitesse.

Cette nouvelle ambition nous oblige désormais à faire évoluer les méthodes en privilégiant une approche **transversale** qui garantisse, sur une même problématique, le maillage des différents fonds mobilisables sur la période 2020-2027 (FEDER, FSE, FEAMP, FEADER). Il devra également être recherché toutes les **complémentarités** entre les différentes priorités d’investissements identifiés par la Commission Européenne, pour servir la stratégie de développement économique, sociale et environnementale de la Martinique.

# Vers un nouveau modèle de développement

En 2020, **les conditions pour asseoir une production compétitive en Martinique restent à améliorer**. Le **système productif est atomisé** entre plusieurs types d’acteurs eux-mêmes faiblement structurés entre eux :

* D’un côté, les acteurs publics de la recherche de l’innovation - dont une large partie est orientée vers les sciences de l’humaines et sociales - qui ne sont pas suffisamment insérés dans les réseaux de recherche européens avec des dépenses de R&D inférieures à la moyenne européenne. Bien que certains centres de recherches soient spécialisés sur les thématiques locales (exemple agro-alimentaire), de nombreux sujets de recherche et d’innovation peuvent encore être développés pour répondre à des préoccupations spécifiquement martiniquaises ou caribéennes relatives à la pollution, aux risques ou à l’énergie par exemple ;
* De l’autre côté, un **tissu économique** composé majoritairement **d’entreprises individuelles**, **faiblement compétitives et fragiles financièrement**. Ces entreprises ont encore trop peu, voire pas du tout saisi l’opportunité de la digitalisation et globalement, elles créent peu de valeur ajoutée sur le territoire martiniquais. Les relations entre tous ces acteurs ne sont ni suffisamment fréquentes ni suffisamment structurées pour produire une véritable émulation et innovation.

Dans le contexte de crise sanitaire économique, l’objectif de **localisation la production autour de quelques filières prioritaires en lien** avec les réalités du terrain,est une priorité.

Dans cette perspective, les acteurs doivent concentrer leurs efforts pour **structurer ce système de production** autour d’entreprises innovantes, solides financièrement, organisées dans les filières. Pour atteindre cet objectif, le soutien aux projets collaboratifs d’innovation, le renforcement de la solidité financière des entreprises via les instruments financiers dédiés, les outils de structuration de filières, la digitalisation et le développement de parcours de formation complets et pour tous les publics sont autant de leviers à mobiliser.

## 1.1 Développer des espaces de recherche et d’innovation martiniquaises

* + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

**L’écosystème de recherche et d’innovation martiniquais est principalement porté par les ressources et acteurs publics. Il est faiblement connecté avec le tissu économique martiniquais et peu intégré aux réseaux régionaux et internationaux.**

L’écosystème martiniquais de recherche et d’innovation est essentiellement **porté par** :

* **Un pôle d’enseignement supérieur et de recherche** qui regroupe 8 866 étudiants en 2018-2019[[1]](#footnote-2), plus de 200 chercheurs répartis dans 9 laboratoires de recherche (à forte dominante Sciences de l’Homme et de la Société) ;
* **Des structures de recherche publiques axées sur les points forts de spécialisation intelligente du territoire**: le Campus Agroenvironnemental de Martinique, le Pôle Agroalimentaire Régional de la Martinique (PARM), la technopole de la Communauté Agglomération Centre Martinique (CACEM), le Réseau d’Innovation et de Transfert Agricole (RITA), l’Institut français de recherche pour l’exploitation de la mer (IFREMER), l’Institut de recherche pour le développement (IRD)...
* **Dans une moindre mesure, des entreprises actives et de plus en plus innovantes** : Sur la période 2014-2016, près de la moitié des entreprises martiniquaises de 10 salariés ou plus sont innovantes au sens large, soit un niveau comparable à celui de la France hexagonale (51 %). Le secteur d’activité le plus innovant est l’industrie manufacturière ; l’innovation organisationnelle apparaissant comme le type d’innovation le plus répandu[[2]](#footnote-3), mais **encore trop peu en lien avec les acteurs de la recherche et de la formation.**

***Un écosystème de RDI globalement modeste et qui ne produit pas encore suffisamment pour le territoire***

Il apparait en 2020 que les capacités de recherche-développement et d’innovation (RDI) et les opportunités de partage de connaissance demeurent, dans l’ensemble, encore trop limitées pour répondre efficacement à cet enjeu. En effet, La Martinique reste confrontée à :

* **Une faible densité d’acteurs de l’écosystème innovation (entreprises, recherche, acteurs du transfert)** comparée à bien d’autres régions européennes : selon une extraction du Moteur de la Recherche et de l’Innovation scanR[[3]](#footnote-4), au 14 avril 2020, 119 organismes locaux– dont 42 PME – sont activement impliqués dans des travaux de Recherche, Développement et Innovation (dépôts de brevets et participations à des projets de recherche – ANR, H2020, etc.). La faible densité d’entreprises innovantes et de forces académiques qui rendent plus aléatoires les occasions de rencontre et de collaboration entre acteurs scientifiques et les entreprises (Synthèse S3 des régions françaises[[4]](#footnote-5)) ;
* Un **faible niveau de financement des projets de développement et d’innovation par et pour les entreprises** : l’intensité de recherche (dépenses R&D / PIB) ne s’élève qu’à 0,83% du PIB en 2011, contre 2% en moyenne dans l’UE la même année (Eurostat, 2018[[5]](#footnote-6)).
* Les faibles capacités de recherche et le manque d’interaction entre les acteurs privés et les acteurs de la recherche conduisent à une **faible production d’innovations technologiques :** entre 2005 et 2015, seulement 36 brevets ont été délivrés par l’Institut national de la propriété intellectuelle au sein du territoire (IEDOM, étude thématique N° 597[[6]](#footnote-7)). Ainsi, **l’essentiel des innovations martiniquaises relève de l’innovation incrémentale** c’est-à-dire de l’adaptation créative et continue de produits ou services existants (Synthèse S3 Martinique).
* L’écosystème martiniquais d’innovation reste trop **faiblement tourné vers l’international**. Cette étroitesse est en grande partie due à la position géographique ultrapériphérique de la Martinique.
* La fuite des cerveaux renforce la pénurie de talents et de personnel qualifié en R&D.

Malgré la présence de quelques structures-relais, **l’offre de soutien et accompagnement à la recherche, innovation et valorisation reste insuffisante**, notamment au niveau des structures de valorisation de la recherche et d’animation, conduisant à un faible taux de transfert de technologies. Des outils phares du système national d’innovation tels que Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) et les pôles de compétitivité sont absents du territoire (Synthèse S3) ; **c*ependant, des filières d’excellence émergent et la structuration des filières s’amorce.***

**L’un des enjeux majeurs** durant la précédente programmation a été de **développer des filières d’excellence innovantes**, à forte valeur ajoutée et à avantage concurrentiel, autour de différents domaines stratégiques. Sur la période 2014-2020, la Stratégie de spécialisation intelligente (S3) a ciblé les domaines d’activités stratégiques : l’agro et bio industries ; la gestion et la prévention de risques majeurs ; les TIC - Edition de services applications numériques et logicielles ; les méthodes et outils de régulation des relations sociales ; l’économie du vieillissement et les énergies renouvelables[[7]](#footnote-8).

**Dans un contexte de crise sanitaire et économique, la RDI a plus que jamais un rôle à jouer pour développer des solutions adaptées au tissu économique local et plus largement répondre aux enjeux qui s’imposeront à la Martinique.**

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027[[8]](#footnote-9)

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Potentialités territoriales importantes pour les projets structurants et innovants (sujets spécifiques au territoire : énergie, déchets, biodiversité, sargasse, chlordécone, risques climatiques, etc.) * Un tissu de recherche publique composé d’organismes de recherche nationaux et de structures plus endogènes * La présence d’équipes de recherche pluridisciplinaires (SHS, risques naturels, énergies durables…) avec une prédominance des SHS * Un réseau des accompagnants de l’innovation actif (Cap Innovation, technopole de la Communauté Agglomération Centre Martinique, Réseau d’Innovation et de Transfert Agricole, etc.) | * Un écosystème RDI modeste, principalement porté par le secteur public * Un manque de compétences RDI sur le territoire (manque d’emploi en conception-recherche) * Un écosystème RDI insuffisamment intégré dans les réseaux nationaux et européens de recherche d’excellence et un manque de visibilité des activités de recherche au plan local et national * Un secteur privé peu innovant :   + Un tissu économique majoritairement constitué de TPE fragiles financièrement, concentrées dans le tertiaire pour lesquelles l’investissement en RDI est une prise de risque importante   + Un faible nombre de brevets déposés   + Un manque de culture entrepreneuriale et des liens faibles avec les acteurs de la recherche   + Une absence de financement spécifique pour le besoin de recherche et d’innovation tels que capital-risque, garanties et autres * Une relative absence de services, plateformes et équipement en matière de valorisation et de transfert des connaissances et donc une faible intégration des problématiques de transfert dans les projets de recherche |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Un mouvement de regroupement et structuration de filières dans les domaines de spécialisation martiniquais (initiatives existantes et en cours) * Une collaboration interrégionale de la RDI favorable dans l’espace caribéen * Des équipements de laboratoire de niveau européen dans un environnement caraïbe * Des efforts engagés pour participer aux programmes horizontaux et accéder aux financements communautaires * Une recherche publique de plus en plus active et visible en biotechnologie * Le lancement d’un plan innovation outre-mer par l’État (mars 2020) | * Un manque fort de coopération et de coordination entre les parties prenantes, notamment entre la recherche publique et le secteur privé * Une fragmentation des thématiques et des ressources de RDI qui limiterait l'émergence de masses critiques nécessaire à l’activité scientifique * Une forte concurrence internationale * Une véritable fuite des cerveaux et des jeunes formés sur le territoire * La perte de patrimoine, de savoir-faire locaux et de connaissance technologique * Une culture de l’innovation technologique peu développée |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’action identifiés

**La Martinique doit relever trois enjeux principaux améliorer la performance de sa RDI en s’insérant dans les réseaux, ii) améliorer ses apports aux chaînes de valeur martiniquaises et iii) être un véritable moteur dans la formation et l’emploi.**

***Un RDI mieux insérée dans les réseaux régionaux, nationaux, européens, mondiaux***

L’écosystème de RDI martiniquaise est en pleine structuration mais son étroitesse et ses faibles capacités la rende fragile. Les contraintes territoriales (notamment l’insularité) freinent l’intégration de la Martinique au sein des réseaux européens de RDI. Dans un tel contexte, le **renforcement des capacités des acteurs de l’écosystème et l’accompagnement** de ces dernières faces aux mutations technologiques apparaissent comme des besoins cruciaux. Le **renforcement des coopérations entre acteurs publics et privés** **régionaux, nationaux, européens, internationaux** permettra également de soutenir l’écosystème dans son ensemble ainsi qu’une optimisation des ressources. En particulier, les pistes d’action privilégient à ce stade :

* L’accompagnement et la formation des acteurs à l’accès aux financements européens dans le cadre de projets de recherche ;
* Le Renforcement et soutien des équipes et centres de recherche pour les mobiliser sur de sujets de recherche répondant à des problématiques d’envergure planétaire ;
* Le Soutien aux collaborations et échanges avec des entreprises innovantes et laboratoires de recherche régionaux, nationaux ou mondiaux ;
* Le développement d’accords de coopération binationaux entre acteurs privés (partenariats avec des entreprises de pays tiers ..)
* La consolidation de la collaboration entre les territoires pour renforcer les échanges de savoirs faires, de technologies, de RDI
* Le renforcement l’élaboration de projets de coopération universitaire (renforcement de la RDI, d’échanges des étudiants entre universités caribéennes)
* L’augmentation de la qualité et de la qualité des projets innovants en définissant et en structurant une chaîne de l’accompagnement performante.

***Une RDI plus durable qui sert les chaînes de valeur martiniquaises***

Au-delà de contribuer et de s’insérer plus aux réseaux hors Martinique, les acteurs de la RDI martiniquaise (formation, recherche fondamentale et recherche appliquée) devront, sur le territoire, accroître leur mise en réseau de manière à contribuer à l’émergence des filières stratégiques du territoire. Il conviendra donc d’encourager la coopération entre acteurs publics/privés au niveau local, national et international qui se concrétise par des **initiatives et des projets répondant aux défis économiques, climatiques, environnementaux et énergétiques de la Martinique** ets’appuyant sur :

* La transformation agroalimentaire et halieutique
* Le développement énergétique
* La gestion des risques et des crises
* L’économie bleue
* L’économie circulaire/la gestion des déchets
* La biodiversité

Pour ce faire, les pistes d’actions suivants ont été identifiés :

* Mise en place de plateformes facilitant les interactions entre les acteurs publics et les entreprises (pôles innovation) pour l’émergence de projets collaboratifs ambitieux (Entreprise / Startup / Laboratoire)
* Création de lieux d’accueil des entreprises pour la maturation des projets (incubateurs, pépinières d’entreprises, …)
* Soutien à l’innovation aux entreprises
* Sensibilisation et Vulgarisation de l’open Innovation
* Aide à la transmission d’entreprises innovantes ou le transfert de projets innovants vers des entreprises nouvelles
* Communication/animation de la culture d’innovation, l’entrepreneuriat et les orientations stratégiques régionales : S3, STDEII

***In fine, une RDI moteur de formation et d’emplois***

Dans un contexte où le chômage touche près de 18% de la population active (Insee, Enquête Emploi en Continu 2018), l’écosystème martiniquais de RDI doit créer des dynamiques partenariales se concrétisant par la création d’activités et d’emplois. Ces dynamiques doivent être nécessairement accompagnées par la mise en place de formations pour répondre aux besoins des activités ainsi créées.

* Développement de parcours de formation qualifiants relevant des domaines de la S3 (masters recherche, formations doctorales…)
* Développement et adaptation des programmes de formation à tous les publics, autres que les étudiants, doctorants notamment les entrepreneurs, salariés, acteurs publics, …
* Stimulation de l’emploi de chercheurs hautement qualifiés par le Préfinancement d’entreprises pour l’emploi des jeunes chercheurs
* Soutien à l’entreprenariat innovant
* Valorisation des initiatives locales ainsi que celles de la diaspora martiniquaise
* Promotion d’une culture scientifique/d’innovation à travers des Hackathon SW (Startup Week-end), expériences grand public, sous forme d’ateliers, expositions pour les publics scolaires
* Vulgarisation des résultats de la recherche et promotion de l’innovation martiniquaise (renforcer les actions de CCSTI …)

## 1.2 Développer et systématiser les pratiques digitales pour des entreprises martiniquaises agiles, productives et résilientes

* + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

***La filière numérique en Martinique : en besoin de compétences et de ressources humaines***

Conscients du potentiel de croissance et d’emploi du numérique, l’ensemble des acteurs multiplient les efforts pour inscrire les technologies et services numériques aujourd’hui au cœur de l’innovation et dans une dynamique de filière.

L’étude de la filière numérique en Martinique menée par la CCI en 2017, révèle cependant que la filière est moins développée que dans les autres collectivités d’outre-mer (3,3% en Martinique, contre 4% en Guadeloupe et 3,9% en Guyane) L’étude constate par ailleurs que les entreprises ont du mal à trouver du personnel formé.

Ainsi, développer l’offre de formation sur le territoire pourrait contribuer à l’essor de la filière.

C’est pourquoi les différents acteurs multiplient les initiatives pour renforcer la filière :

* En 2018, un groupe de travail, rassemblant un nombre important d’acteurs privés et associatifs, s’est constitué. Appelé Martinique digitale, il prend la forme d’une fédération des acteurs de numérique regroupant les 4 associations et des entreprises adhérentes afin de représenter les intérêts de la filière et penser une stratégie commune de développement.
* Un observatoire du numérique, porté principalement par la CCI, est également en projet.
* La CTM soutient le secteur en proposant des dispositifs d’aide à la création d’entreprise numérique et d’aide à la transition digitale des entreprises traditionnelles.

***L’accès et les usages numériques en Martinique : des opportunités de développement***

En Martinique, en 2018, **99,8 % des logements sont éligibles à internet**. En revanche, seuls 50,8 % des habitations et locaux professionnels peuvent prétendre à un débit supérieur à 30 Mbits (contre 51,5 % en 2017). Une connexion internet inferieure à 3 Mbits est encore la seule option dans 12,0 % des cas (contre 8,6 % en France entière)[[9]](#footnote-10). Des efforts ont certes été engagés depuis plusieurs années, **mais les niveaux de couverture et la qualité de l’offre ne sont pas encore suffisants** et ne parviennent pas encore à égaler l’Hexagone.

En 2017, le nombre d’abonnements à internet en haut et très haut débit atteint 140 000 à la Martinique. Il progresse de +3,7% sur un an et la Martinique concentre 21,8% du total des abonnements ultramarins. La progression des abonnements haut débit à la Martinique, après avoir essuyé des taux de croissance en retard, se stabilise à l’instar des DOM à +3,4% sur la période[[10]](#footnote-11).

Parallèlement, **près d’un tiers de la population martiniquaise déclare se connecter à internet depuis son mobile**. En effet, 85 % des individus de 12 ans et plus disposent d’au moins un téléphone mobile à titre personnel. Ce taux est très proche de celui observé dans l’Hexagone (88 %). Les 12-19 ans, les cadres et professions intermédiaires, les personnes appartenant aux ménages aisés et les individus ayant fait des études supérieures se montrent plus nombreux que les autres à se connecter à internet depuis leurs terminaux mobiles. L’équipement en smartphones apparait également comme un élément favorisant l’utilisation d’internet depuis un mobile.

Malgré des infrastructures numériques encore insuffisantes, **le développement des télé-applications est une filière en plein développement sur le territoire**.

***Numérisation des entreprises Martiniquaises[[11]](#footnote-12) : des niveaux de développement hétérogènes***

Le niveau d’engagement des entreprises martiniquaises dans leur transformation numérique est très catégorique. Trois catégories distinctes sont identifiées en 2020 :

* **Entreprises sur 10 ne sont pas engagées dans le numérique** : elles ne sont pas équipées en terminaux informatiques fixes ou mobiles, et a fortiori non connectée, ces structures ont souvent un CA et une capacité d’investissement très limité. Ce profil recouvre les structures mono-personnelles, relevant de secteurs traditionnels mais cependant filières prioritaires pour la Martinique : Agro-transformation, Commerce de détail, Construction, Tourisme (plus présents hors territoire Centre), …
* **Une majorité d’entreprises avec un 1ier niveau d’équipements et d’usages mais une sous-exploitation du numérique** au regard de leur stratégie d’entreprise. Les pratiques recouvrent des usages relatifs aux *process* de gestion interne (administrative, financière) mais encore non suffisamment optimisés (impression papier des documents, maitrise insuffisante des logiciels spécifiques. Le potentiel d’internet est « encore souvent sous-exploité tant en termes d’animation, de mise en visibilité que de canal de vente :
  1. Un parc de sites web de « 1ière génération », avec un faible niveau de marchandisation (moins de 1 sur 4), avec des formats (responsive design) et un référencement non optimisé dans un cas sur 2
  2. Une chaine de valeur productive et logistique traditionnelle, loin de « l’industrie/l’entrepôt 3.0 »
  3. Peu d’usage RH du numérique
* **La dernière catégorie, beaucoup moins nombreuse, avec un engagement plus abouti dans le numérique qui recouvre des ETI et grandes entreprises** avec des actions transversales et une capacité de transformation en propre (RH et financière) et des startups avec un modèle d’affaire construit sur les nouvelles formes de concurrence et l’accélération des cycles de maturité technologique accompagnant l’innovation digitale mais avec une capacité financière plus limitée »
  + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique[[12]](#footnote-13),[[13]](#footnote-14)*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| Numérisation des PME   * Une majorité d’entreprises sensibilisées avec un 1er niveau d’inclusion numérique * Des acteurs publics et privés au service dédiés (catalogue de service large et innovant, offre commerciale qualitative des acteurs privés) * Présence de relais territoriaux et sectoriels (clusters, structures socio-professionnelles de fédération) * Développement des lieux d’innovation et de partage (tiers lieux, technopoles, …)   Filière Numérique   * **Réseau entrepreneurial dynamique** : Des acteurs cœur de métier matures, relayés par un tissu de jeunes entreprises positionnées Nouvelle économie * **Structuration entrepreneuriale en marche** : Rapprochement des associations à travers une feuille de route commune * **Présence de réseaux d’accompagnement** : CIME (innovation), Cap Nord (plus généraliste que fléché TIC) * **Développement de lieux d’essaimage et d’innovation** (tiers lieux, living labs, démonstrateurs) privés en relai d’une volonté́/démarche publique * **Champs d’applications transdisciplinaires porteurs** (Tourisme, Agriculture/environnement, économie solidaire...) * Intégration du numérique dans les actions « de démarche qualité » * Les grands programmes d’appui et **dispositifs de soutien aux filières** * Développement récent **d’espaces de Co-working** (privés) * L’intermédiation de tiers de confiance | Numérisation des PME   * Une part importante de petits professionnels sans usage ni culture numérique * Des ressources financières et humaines contraignantes dans un contexte économique difficile * Des barrières culturelles dans les entreprises (culture de l’opacité, sentiment d’une protection liée à la fiscalité) * Un manque de prescriptions des grands donneurs d’ordres (publics et privés) * Un manque de visibilité et de coordination des offres d’accompagnement   Filière Numérique   * Écosystème en **manque de visibilité** (dans et dehors du territoire) et de démonstrateurs * Écosystème de **l’accompagnement à consolider** et à adapter à la filière (visibilité, coordination, coût…) * Manque de moyens des entreprises (financiers et humains), accès difficile au financement extérieurs * **Absence d’évènement majeur** et récurrent * Manque de culture entrepreneuriale des porteurs de projets * Peu d’issues notables en RDI * Pas de lieu ouvert d’innovation dédié TIC * Pas de grand donneur d’ordre privé en soutien, portage politique à renforcer * Mise en réseau à l’international insuffisante * Absence de formations très spécialisées et différenciantes * Couverture réseaux THD/mobile partielle, absence de réseau IoT |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| Numérisation des PME   * Le Smartphone, comme support accessible et intuitif * Succès et capitalisation des initiatives innovantes * Mobilisation de l’écosystème de la médiation   Filière numérique   * **Potentiel fort de développement des usages** pour les entreprises, le secteur public et les citoyens * Volonté de concertation des acteurs publics de l’accompagnement * **Projets de formations en local** et actions de sensibilisation (Zétwal) * **L’open data** comme nouvelle opportunité marché | Numérisation des PME   * Perte de confiance vis-à-vis du numérique * Barrières culturelles * Inadéquation croissante avec les attentes client * Manque substantiel des profils IT sur le territoire * Déficit de formation aux compétences nécessaires * Marché trusté par les GAFAM (formation et solutions numériques)   Filière numérique   * **Concurrence territoriale** avec les écosystèmes continentaux et caribéens * **Accentuation de la fuite des talents** |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

L’objectif de renforcement de la compétitivité des filières économiques martiniquaises et des TPE/PME, en particulier dans les filières prioritaires de l’agro-transformation, de l’économie bleue et du tourisme, peut être atteint par un **développement massif et une systématisation de la digitalisation** des stratégies d’aménagement, production, et de communication des entreprises.

Un grand nombre de **pistes d’actions et d’usages spécifiques** sont identifiés **[[14]](#footnote-15)** :

**Réduire les inégalités sur le territoire** en accompagnant les acteurs les plus isolés du numérique :

* Développer un accompagnement de proximité
* S’engager dans un programme de médiation à destination des professionnels

**Accélérer et densifier l’accompagnement :**

* Poursuivre la coordination et la consolidation de l’offre (publique et privée)
* Lancer un plan de communication ambitieux multicanal (TV, radio, papier, online) autour de la transformation numérique
* Créer les conditions d’un investissement numérique innovant

**Soutenir l’innovation** autour de la transformation numérique :

* Créer une plateforme de partage autour de la transformation numérique (déclinaison territoriale du modèle de France Numérique)
* Lancer et pérenniser un AAP sur la transformation numérique des entreprises martiniquaises
* Mettre en place et soutenir l’ingénierie financière autour de projets d’envergure liant numérique et grandes mutations

De même, le numérique en lui-même représente secteur porteur d’activité et créateur de valeur économique. La **filière numérique** existant en Martinique a des besoins spécifiques pour se développer, selon 3 axes :

**Fédérer la filière et renforcer sa visibilité**

* Créer un comité numérique et une plateforme observatoire de la filière pour porter un projet territorial commun et mutualiser les informations et compétences
* Développer des lieux d’accompagnement et d’innovation dédiés à la filière TIC : Incubateur/accélérateur, Lieux ouvert d’innovation (Living Lab, Fablab, Démonstrateur ...)
* Améliorer la visibilité par :
  + Création d’un lieu emblématique, d’un évènement majeur autour du numérique
  + Connexion avec le milieu de l’éducation par des visites et évènements éducatifs, afin de promouvoir l’emploi dans la filière
  + Développement d’un marketing fort : Logos, noms, site, réseaux sociaux, animation…

**Consolider l’écosystème dans une logique de marché**

* Renforcer et mobiliser les financements actuels dans une logique marché : Rendre visible le continuum d’offre actuelles, renforcer les dispositifs régionaux spécifiques, mobiliser les financements privés, développer des politiques de soutien
* Consolider l’accompagnement TIC au niveau local et pour le développement à l’international
* Innover et développer de nouveaux marchés en tirant parti du transfilière et de l’open innovation : Généraliser et structurer la politique d’open Data, AAP transfilière, Concours/Hackaton

**Être en mode agile sur les questions des ressources humaines**

* Mettre en place une plateforme d’intermédiation RH sur les métiers du numérique à la Martinique (CVthèque, offre de stage, offre d’emploi...)
* Mettre en place des dispositifs incitatifs à destination de la diaspora
* Soutenir le développement de formations valorisant l’approche numérique transfilière (TIC & agro, TIC & santé, TIC & économie solidaire...), l’entreprenariat et les programmes ludo-éducatifs avec le corps professionnel
* **Utiliser les TIC comme vecteur de développement et de cohésion sociale,** auprès des citoyens
* **Pratiquer les innovations numériques pour répondre à des enjeux économiques, mais aussi en faveur des dimensions plus transversales**
* Systématiser l’usage du numérique pour simplifier la vie des citoyens (éducation, formation, santé, administration…)

## Consolider le tissu économique de la Martinique

* + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

**Un tissu économique martiniquais en mutation**

Passée d’une économie essentiellement agricole (l’agriculture représentait 30% du PIB dans les années 1960), à une économie portée à plus de 80% par les services, la **Martinique connait une profonde mutation**. Cette mutation a été fortement soutenue par un investissement public conséquent notamment dans de grands chantiers (port, aéroport, infrastructures routières, équipement scolaires et sanitaires), et par une défiscalisation qui a dynamisée le secteur privé. Ainsi, les investissements continus des entreprises dans des métiers nouveaux liés à l’environnement (qualité, traitement des déchets), aux TIC, aux services aux entreprises et à la personne, ont alimenté le fort taux de créativité et réorienté progressivement l’économie locale vers de nouvelles activités où le savoir-faire martiniquais est aujourd’hui reconnu (gestion de l’eau, métiers de l’environnement).

Cependant, **l’éloignement du marché intérieur européen**, l’insularité, la faible superficie et les spécificités climatiques sont autant de contraintes au développement économique du territoire.

**Quelques chiffres clés d’évolution économique de la Martinique**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Indicateurs clés** | **2010** | **2018** |
| PIB en milliards d’euros courants | 8,1 | 8,9 |
| Taux de croissance annuel du PIB en volume | 4,6% | 1,2% |
| PIB par habitant en en milliers d’euros courants | 20 678 | 24 411 |
| Imports de biens et services en millions d’euros courants | 2 541,9 | 2 969 |
| Exports de biens et services en millions d’euros courants | 373,9 | 1 135 |
| Taux de couverture (Export/Import) | 14,7% | 38% |
| Taux de chômage | 20,11% | 17,7% |
| Stock d'établissements (entreprises) | 36 529 | 206 508  (au 17/04/20) |
| Dépenses de touristes en milliard d'euros | 0,3 | 0,42 |
| Investissement en milliards d’euros courants | 1,6 | 1,8 |
| Consommation des ménages en milliards d’euros courants | 5,0 | 5,1 |
| Consommation des administrations publiques en milliards d’euros courants | 3,3 | 3,9 |

Source : DTS PO 2014-2020[[15]](#footnote-16) pour les données 2007 et Insee[[16]](#footnote-17) pour les données 2018

**Une faible structuration du tissu économique**

Le tissu économique martiniquais se caractérise par la part majeure des petites et très petites entreprises (TPE) et la prédominance du secteur tertiaire :

* Les TPE constituent l’essentiel du tissu économique local (42% des établissements actifs au 17/04/2020 ont moins de 10 salariés[[17]](#footnote-18)) ; cela couplé à une sous-représentation des grosses PME ;
* **Le secteur tertiaire qui emploie 85,2 % des salariés** est prédominant en Martinique ; en 2017, le secteur tertiaire marchand concentre 44,8 % de l’emploi salarié (dont 11,5 % pour le commerce et 24,0 % pour les autres services marchand) et le secteur tertiaire non marchand 40,4 % (IEDOM, 2019) ;
* **La plupart des chaînes de valeurs sont relativement peu structurées** et essentiellement composées de petits exploitants ou d’unités de production faiblement compétitives ;
* Avec des emplois fortement tirés par la fonction publique – en 2018, la population active concerne 153 400 personnes donc plus d’un quart sont fonctionnaires (IEDOM, 2019[[18]](#footnote-19)) – le secteur privé martiniquais est aujourd'hui encore faiblement développé, comparé à celui des régions métropolitaines.

**Un faible niveau de compétitivité des entreprises**

Le faible niveau de compétitivité des entreprises martiniquaises est en partie dû aux **surcoûts** liés à l’ultra périphéricité. Ces surcoûts sont de quatre types et ont un impact fort sur la santé financière des entreprises :

* Les taux d’intérêt et les autres frais bancaires, plus élevés en outre-mer ce qui réduit l’accès au financement
* Les délais et retards de paiement des clients qui mettent sous pression la trésorerie des entreprises et accroissent les niveaux d’endettement à court terme
* Les paiements des dettes et encours vis-à-vis des fournisseurs qui accentue la nécessité à recourir au crédit à court terme ;
* Le « sur stockage » du fait de l’éloignement géographique et des délais de livraison longs qui accroit les besoins en fonds de roulement.

Selon une enquête réalisée par la Région Martinique le surcoût moyen observé pour 100 entreprises martiniquaises représente 27,6% de leur chiffre d’affaire pour les années 2010- 2011 et 2012.

Ces surcoûts concernent :

* L’importation par les entreprises de matière premières, produits semi-finis, et emballages, non présents à la Martinique, en provenance d’Europe,
* L’exportation de produits martiniquais à des fins de commercialisation et de déchets notamment dangereux pour un traitement ou une valorisation selon les normes européennes.

Le diagnostic souligne, dans son ensemble, la nécessité d’asseoir la production sur des entreprises solides financièrement et suffisamment agiles pour avoir la capacité de faire face aux mutations soudaines, anticipées ou non. Pour ce faire, l’**économie martiniquaise doit évoluer, passant d’un système atomisé reposant principalement sur des petites entreprises, à faible capacité financière et à haut niveau de risques, vers un système structuré et reposant sur des filières composées d’entreprises bancables et rentables**.

Des moyens et outils ambitieux de développement des entreprises méritent d’être engagés pour atteindre cet objectif de transformation profonde de l’économie martiniquaise pour l’ensemble des filières martiniquaises. Une attention particulière devra être portée aux filières prioritaires que sont l’économie bleue (cf partie III-FEAMP), le tourisme durable et l’agroenvironnement (cf partie II-FEADER).

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| **Un taux de création important**   * Un secteur tertiaire dynamique (employant plus de 85% des salariés martiniquais) * Un taux de création de micro-entreprises à plus de 10% par an (relevé par la CMAR Martinique) * Un savoir-faire reconnu dans les métiers de l’environnement et la gestion de l’eau * Un schéma de développement économique, d’innovation et d’internationalisation entériné | **Une compétitivité des acteurs économiques trop faible (entreprises artisanales, commerciales, industrielles)**   * Des exportations à faible valeur ajoutée et mono produit * Une compétitivité est fortement impactée par les problématiques liées à l’insularité, dont le surcoût des échanges * Une numérisation encore timide * Une prise en compte marginale des enjeux environnementaux * Des pratiques managériales à améliorer   **Un tissu économique atomisé (entreprises artisanales, commerciales, industrielles)**   * Une dynamique collaborative encore insuffisante et de faibles incitations à la création de groupements d’entreprises ou de partenariats |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| **Des potentiels à mieux valoriser (entreprises artisanales, commerciales, industrielles)**   * Un ensemble de filières à fort potentiel déjà identifiées (voir STDEII) et des actions fédérant les acteurs des filières à développer (par exemple le Pôle Agroalimentaire Régional de la Martinique) * Des actions de labellisation à renforcer (reconnaissance du savoir-faire) * Une diaspora martiniquaise dynamique à attirer | **Les prérequis du développement économique menacés (entreprises artisanales, commerciales, industrielles)**   * Un faible positionnement sur le marché interne * Des difficultés à se positionner à l’international * Des freins pour s’organiser en filière * Un vieillissement de la population et un exode des jeunes * Une pression environnementale sur les ressources à valoriser |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’action identifiés

Dans le contexte des bouleversements lié à une nouvelle crise économique mais également face à la lame de fonds de la crise environnementale, le tissu économique martiniquais doit jouer un rôle fondamental dans la construction d’un modèle martiniquais nouveau, plus autonome dans la création de valeur pour son territoire et ses habitants. Ces entreprises doivent être :

* Innovantes, compétitives, performantes, sures et attractives
* Créatrices de valeurs et d’emploi, connectée avec ses collaborateurs, ses machines de production, ses prestataires, ses territoires,
* Conçues pour répondre aux défis économiques, technologiques, organisationnels, environnementaux et sociétaux.

Le tissu économique Martiniquais peut actionner différents leviers pour atteindre cet objectif : i) la structuration de ses filières prioritaires, ii) la modernisation des appareils de production pour s’inscrire dans le futur et iii), l’amélioration de la compétitivité par la prise en compte de la problématique du surcoût et notamment via l’aide au fret.

Une attention particulière devra être portée aux conditions de travail et à l’amélioration du dialogue social.

**Développement d’outils collectifs pour la structuration des filières**

La structuration des filières se présente comme un enjeu essentiel pour la Martinique au regard l’atomicité de son tissu économique. Ainsi, pour une consolidation du tissu économique martiniquais, les principaux pistes d’actions identifiés sont les suivants

* **Création d’unités industrielles partagées** permettant à des entreprises d'une même filière s'inscrivant dans une stratégie globale de mutualiser leurs investissements pour participer activement à la stratégie de la filière ou de bénéficier d’un accès à des moyens ouverts,
* **Mise en commun de compétences techniques** permettant aux entreprises d’une même filière de mutualiser leurs travaux de recherche et développement ainsi que les investissements nécessaires à la conduite des preuves de concept, des tests et de tous autres travaux leur permettant d’améliorer collectivement leur compétitivité,
* **Mise en place d’outils collaboratifs** permettant aux entreprises s'inscrivant dans une stratégie d'intérêt collectif pour une filière ou un sous-secteur d'une filière, de partager des outils à vocation non technologique dans des domaines aussi variés que la logistique, les achats, l'informatique, l'intelligence économique, les RH, le design, le marketing, l’économie circulaire, l’écologie industrielle, … avec un plan d’affaires dédié
* Renforcement de l’action de structures fédérant les acteurs des filières ou faire émerger de nouvelles structures en charge de l’animation des filières stratégiques (tourisme, agro-alimentaire…)

**Amélioration de la compétitivité et prise en compte des surcouts**

* La poursuite de **l’aide au fret** semble indispensable pour participer à la réduction des surcoûts liés à l’insularité.
* L’importation par les entreprises de matière premières, produits semi-finis, et emballages, non présents à la Martinique, en provenance d’Europe,
* Un dispositif spécifique pour favoriser l’exportation de produits martiniquais et des déchets induits (déchets dangereux…)

**Transformation des entreprises industrielles, commerciales et artisanales en entreprises du futur**

Le plan de structuration de l’économie martiniquaise devra nécessairement s’accompagner d’une modernisation des appareils de production. Pour que les entreprises martiniquaises se transforment en véritables entreprises du futur,elles doivent être capables de faire face aux évolutions de marché aux problématiques des surcoûts, d’intégrer les nouvelles technologies, être tournées vers le numérique, tendre vers l’optimisation organisationnelle, prendre en compte les enjeux environnementaux ainsi que les aspects sociétaux liés à leurs activités.

Afin de les accompagner dans la modernisation des pratiques de production, de fonctionnement, de développements dématérialisés, il convient de promouvoir les grands leviers de compétitivité de l’industrie du futur, et notamment :

* Objets connectés et internet industriel,
* Technologies de production avancées (dont robotique, fabrication additive…),
* Nouvelle approche de l’homme au travail / organisation et management innovants,
* Usines et lignes/îlots connectés, pilotés et optimisés.
* Nouveaux modèles économiques et sociétaux (intégration de considérations environnementales et sociétales).

Finalement, ces enjeux, principalement liés à l’accroissement de la performance des entreprises, devront nécessairement s’accompagner d’un **dialogue social** et d’une préoccupation renforcée sur la question du **bien-être au travail**. En effet, la structuration des entreprises en filières va également permettre une structuration des préoccupations sur les conditions de travail et nécessité l’accompagnement des entreprises dans cette démarche spécifique et nouvelle pour les plus petites entreprises. Ceci permettra d’accroître l’attractivité des emplois sur l’île.

Les entreprises de **l’Economie Sociale et Solidaire** dont le modèle porté par la solidarité, l’utilité et le recours à des emplois durables et non délocalisables devraient également bénéficier des dispositifs transversaux déjà déployés.

Par ailleurs, des dispositifs dédiés seront développés notamment pour accompagner les nouvelles démarches entrepreneuriales (dispositifs spécifiques de financement, modules spécifiques d’accompagnement…) ou pour aider à la mutualisation des moyens et des compétences **(**Pactes Territoriaux pour la Coopération Economique…)

## Conforter l’offre d’instruments financiers

* + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

L’offre actuelle d’instruments financiers en Martinique se caractérise par un **dispositif d’établissements financiers assez complet avec la présence d’un réseau d’acteurs et de financeurs publics et privés :**

* Une vingtaine d’établissements bancaires locaux ;
* Bpifrance via ses propres outils (affacturage, soutien à l’international garanties aux banques, outils nationaux et locaux dédiés à l’Innovation, la R&DI, Prêts DOM) ainsi que les outils issus du partenariat avec la CTM (2 prêts territoriaux : Prêt de Développement Territorial et Prêt de Revitalisation Territoriale), un Fonds Territorial d’Innovation de la Martinique intervenant sous formes de subventions, d’avances remboursables et de Prêts à taux zéro Innovation) et un Prêt Rebond destiné au financement des entreprises touchés par la crise du covid-19 ;
* Un fonds de fonds JEREMIE à l’initiative de la CTM (cofinancé par le FEDER) en cours de mise en œuvre. Celui-ci est constitué de 2 fonds de capital-investissement et de 2 fonds de garantie (court terme et moyen/long terme) ;
* Deux fonds de prêts d’honneur aux entreprises à l’initiative de la CTM (cofinancé par le FEDER) : le premier ciblant les entreprises en phase de création, développement et reprise transmission incluant notamment le Numérique et l’Innovation) et le second dédié à l’insertion par l’activité économique d’un public éloigné de l’emploi) ;
* Un dispositif à l’initiative de la CTM baptisé CHRYSALIDE (soutenu par le FEDER et le FSE) destiné à l’accompagnement et à l’insertion de futurs chefs d’entreprises est en cours de mise en œuvre. Il a pour objectif de porter dans le cadre d’un parcours : un suivi par le Pôle-Emploi puis par des opérateurs spécialisés avec à la clé la possibilité de bénéficier d’un prêt d’honneur (continuité du précédent dispositif NACRE) ;
* Des fonds de garantie AFD (FONDS DOM, FCTM) ;
* Des instruments spécifiquement dédiés aux domaines ou filières stratégiques (numérique, innovation, tourisme, agriculture et pêche) ;
* Un réseau associatif d’accompagnement des entreprises en promotion de l’entreprenariat, la création, le développement, la reprise-transmission d’entreprises constitué par INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE, RESEAU ENTREPRENDRE MARTINIQUE, et l’ADIE MARTINIQUE.

La Martinique dispose ainsi d’un large panel de subventions permettant de couvrir les divers besoins des entreprises : la création, le développement, le soutien aux entreprises individuelles (qui constituent une part significative du paysage des entreprises locales, la reprise-transmission, les entreprises en difficultés, les entreprises en phase de difficultés passagère, l’externalisation, le développement de filières…).

Cependant, **cette offre reste perfectible à bien des égards** :

* Des banques réticentes à apporter un soutien entraînant des difficultés d’accès des TPE-PME à des financements structurants (investissement comme BFR, trésorerie),
* Des aides publiques peu accessibles aux petits porteurs de projets (complexité des procédures, lourdeur du préfinancement),
* Un fonds de garantie conditionné à un soutien bancaire,
* Un fonds de Capital-investissement non opérationnel
* L’Insuffisance d’une véritable ingénierie financière portée aux projets d’investissements des entreprises
* Une faible mobilisation des investisseurs privés dans le financement de l’économie territoriale en lien avec un indice de confiance mitigé des acteurs.
  + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Disponibilité d’une solide base en termes d’offre d’instruments financiers (instruments de capital-investissement, de garantie et de prêts) * Présence d’une vingtaine d’établissements bancaires locaux * Présence active de Bpifrance avec une large gamme de ses outils nationaux | * Fragilité des exploitations dès leur création (sous-capitalisation /problématique des Fonds-propres, trésorerie limitée) ; * Accès difficile à des financements adaptés (prêts et garanties) ; * Situation financière dégradée de nombreuses entreprises en création comme en développement (entreprises en situation avérée de « difficultés financières », non à jour de leurs obligations fiscales et sociales, notamment sur la partie salariale…) ; * Hostilité des prêteurs faute de lisibilité ou de pertinence des projets présentés |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Un panel d’instruments financier à étoffer ; * L’accompagnement à l’accès au financement (Initiative Martinique Active) ; * 6 Instruments financiers d’initiative européenne mobilisables sur le territoire pour le financement des projets, l’accompagnement et l’assistance technique aux bénéficiaires en matière d’ingénierie de projets. | * Offre de financement sous-optimale découlant d’une demande supérieure à l’offre ; * Frilosité des financeurs ou leur inexpérience pour accompagner les entreprises dans les domaines de l’innovation, R&D, nouveaux modes de production privilégiant les ENR, le développement durable, l’environnement… ; * Faible recours aux instruments financiers par les entreprises encore faiblement bancables/rentables. |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’action identifiés

Étant donné que le tissu économique martiniquais est encore principalement constitué d’établissements de très petites tailles, la structuration des filières ne pourra être durable sans le renforcement de la structure financière des entreprises martiniquaises. Il s’agit d’accompagner la croissance de ces dernières en mettant à leur disposition des outils financiers adéquats et surtout accessibles. L’état des lieux a mis en exergue l’existence d’une base pertinente d’outils financiers déjà disponibles en Martinique. Cependant, **ce panel d’instruments doit être renforcé et davantage démocratisé à l’ensemble des acteurs martiniquais**. Pour améliorer la compétitivité des entreprises martiniquaises par l’augmentation de l’offre de financement adaptée, la structuration et la diversification des activités sur le territoire, il convient de :

* Faciliter l’accès au crédit avec des taux compétitifs et des garanties complémentaires sur des financements court, moyen, long terme par le biais de fonds régionaux et des fonds européens ;
* Améliorer la solvabilité des entreprises par le renforcement des capitaux propres ;
* Améliorer la productivité des entreprises en favorisant les investissements productifs ;
* Accompagner l’entreprise dans la recherche de financements ;

Par ailleurs, en matière de capital-investissement, des efforts complémentaires restent à faire sur le secteur de la transmission et de l’amorçage (au-delà de l’offre en matière de prêt d’honneur) mais aussi afin d’accompagner certaines activités du **secteur de l’ESS** et de privilégier l’entreprenariat vis-à-vis du secteur associatif.

Concernant l’offre de garantie, déjàrelativement riche et diversifiée, elle requiert globalement un renforcement d’investissement de la part de la puissance publique afin de soutenir les interventions sur l’axe de l’industrialisation et l’accès au marché de nouveaux produits. Un accompagnement du secteur bancaire dans le financement des secteurs/activités stratégiques (innovation, R&D, nouveaux modes de production privilégiant les ENR, le développement durable, environnement) est également souhaitable.

L’offre de « prêts » (prêts rémunérés, prêts à taux zéro, avances remboursables, prêts participatifs…) qui intervient en complément de l’offre de capital-investissement et de garantie bancaire doit être davantage accessible aux entreprises martiniquaises, en particulier au TPE. La formation des chefs d’entreprise sur des aspects de gestion contribuera à réduire l’hostilité des prêteurs faute de lisibilité ou de pertinence des projets présentés.

## Développer un accompagnement spécifique pour les entreprises touristiques

1.5.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

Le secteur touristique est un atout majeur de l’économie Martiniquaise. Or, il ne contribue qu’à hauteur de 9% du PIB martiniquais alors que ce taux est 3 à 8 fois supérieur dans d’autres pays de la Caraïbe.

Les structures hôtelières sont peu performantes (les taux d’occupation, chiffre d’affaires par chambre louée et disponible sont significativement inférieur en Martinique que pour le reste de la Caraïbe).

Il faut noter par ailleurs que les différentes filières n’ont pas réussi à intégrer les nombreuses évolutions qui ont marqué le marché du tourisme ces dernières années : de nouveaux segments de clientèle (séniors, classe moyenne), de nouvelles règles du marché avec l’émergence de destinations plus compétitives, de nouveaux usages et pratiques numériques, des mutations sociétales (nouvelles attentes des clientèles avec recherche d'authenticité, retour à la nature..), des mutations environnementales (réchauffement climatique, montée des eaux, menaces des récifs coralliens, invasion de sargasses…).

A côté du tourisme balnéaire, de nouvelles filières ont émergé autour du tourisme naturel (éco-tourisme, agritourisme, pescatourisme), tourisme gastronomique, tourisme culturel/cinéma et musique, tourisme d’affaires.

Ces filières émergentes souffrent des mêmes difficultés identifiées pour l’ensemble des entreprises martiniquaises (faible capital, faible niveau de compétitivité, faible articulation avec autres entreprises de la même filière…)

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique – Tourisme*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Le Tourisme balnéaire représente la première demande des touristes de séjour (selon les enquêtes réalisées aux frontières) ; * Les Patrimoines culturels, naturels, historiques s’affirment de plus en plus comme des atouts décisifs à côté de la dimension balnéaire ; * Le rhum agricole martiniquais est le premier rhum du monde pour son label AOC et peut constituer une signature et vitrine à l’échelle internationale ; * Le spiritourisme qui lui est associé est un nouveau produit d’appel en pleine croissance. * L’ouverture d’une école hôtelière (VATEL) favorisera la montée en compétences sur un large panel de métiers. * De nouveaux produits basés sur la qualité des sites, la mise en valeur d’activités-passion (plongée, nautisme, randonnée…), des savoir-faire authentiques (gastronomie, artisanat, pratiques culturelles…) accentuent les niches de différenciation * La volonté de montée en gamme de l’offre d’hébergement (hôtelier et non hôtelier) se concrétise par des réalisations qui enrichissent la diversité proposée. * Destination reconnue pour son haut niveau sécuritaire à tous égards, y compris sur le plan sanitaire. * L’ensemble du territoire (Cf convention de territoire entre 8 communes du Nord Caraïbes, la CTM, la Communauté d’agglomérations du Nord, la CCIM pour dynamiser la zone) | * Problématique d’une « signature » touristique traduisant l’identité de la destination ; * Modèles économiques standards conduisant à des rentabilités moins fortes que dans des destinations concurrentes (poids des charges …) et limitent l’attractivité auprès des investisseurs potentiels   La multitude de marchés ciblés témoigne des difficultés rencontrées pour prioriser les marchés les plus lucratifs ;   * Importance encore très marquée de la saisonnalité de l’activité touristique * La notion de service est encore trop souvent corrélée à la notion de « servitude ». Elle nuit à un service de qualité. * Potentiel de la ville de Saint-Pierre avec son histoire, ses ruines, sa notoriété mondiale… encore trop faiblement mis en valeur ; * Les sites touristiques emblématiques souffrent de manque de signalétique * Insuffisance d’ingénierie de projet pour accompagner les porteurs de propositions |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Des sites multiples avec une réelle potentialité de valorisation capables de renforcer l’attractivité de la destination et de générer de la valeur ajoutée * Possibilité d’attirer des investisseurs étrangers pour les opérations équilibrées ; * La Martinique bénéficie à l’extérieur d’une image identifiante et plutôt favorable : La Montagne Pelée, le rhum, des grands noms (Aimé CESAIRE, Frantz FANON, Edouard GLISSANT), des artistes… ; * La monétisation des visites à Saint-Pierre est obligatoire pour protéger et pérenniser les sites ; * Des produits-passion comme base de packages thématisés pour des clientèles identifiées ; * De nouveaux métiers émergent et doivent être soutenus (conciergerie de luxe, conciergerie de meublés de tourisme par exemple) ; * Le modèle hôtelier peut évoluer pour s’adapter à la demande et à la saisonnalité en misant sur des constructions à « tiroirs » (implantations avec un mixte hôtels /meublés) ; * Le renforcement de la démarche filière et de la structuration « Cluster Tourisme » permettant de gagner en cohérence entre tous les acteurs en termes de afin de stratégie et d’efficacité opérationnelle ; * Potentiels de développement pour le secteur du Nautisme et Yachting à partir du positionnement de référence dont bénéficie la Martinique auprès des professionnels ; à Saint-Pierre avec notamment ses effets bénéfiques attendus pour la préservation du patrimoine ; * Le CMT souhaite accompagner les investisseurs par le biais de l’outil INVEST CARAIBES ; * La mise en œuvre des EAT (Espaces d’Aménagement Touristique), outils opérationnels d’aménagement. | * Priorisation du marché selon la compétitivité prix qui avantage les destinations supportant les charges les plus faibles notamment en termes de salaires (Cas des îles voisines) ; * Situation financière des entreprises très gravement fragilisée par la crise du Covid-19. * De nouvelles tendances pour ce qui concerne les produits, de desserte aérienne, de durée de séjour, de contraintes administratives pour les clients touristes et aussi pour les entreprises ; * CDC et de l’AFD. La CDC indique pouvoir intervenir en faveur des murs pour le secteur Privé sous forme de prêts mais la condition qu’il n’y ait pas d’incertitudes sur la qualité/capacité financière des exploitants ; * Les dettes fiscales et sociales persistantes de plusieurs entreprises du secteur touristique ne permettent pas d’émarger aux dispositifs de financement des fonds européens. |

1.5.3 Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

* Outils spécifiques pour la création et le développement de structures touristiques et de produits touristiques
* Développement du potentiel dans l’ensemble des filières d’excellence : « Bien-être Nature » ; « Saveurs, Gastronomie et Spiritourisme » ; « Croisière » ; « Plaisance » ; « Culture, Cinéma et Musique » ; « Affaires »
* Outils pour garantir une meilleure visibilité sur les marchés extérieurs (Marque, politique de labélisation, politique de promotion…)
* Développement d’outils collectifs pour améliorer la performance économique (foncière tourisme, ingénierie financière spécifique …)
* Développement d’outils d’évaluation : Observatoire…
* Développement d’outils spécifiques pour la Monétisation des Grands Sites et notamment des visites à Saint-Pierre ;
* Développement de la numérisation des entreprises, notamment en matière de conquête marketing.
* Renforcement de la démarche filière et de la structuration « Cluster Tourisme » pour gagner en cohérence en termes de stratégie et d’efficacité opérationnelle ;
* Création d’un Pôle d’innovation dédié.

## 1.6 Développer des compétences et des expertises en lien avec les filières stratégiques martiniquaises

Dans ce contexte de renouvellement du modèle de développement orienté sur la valorisation des ressources et du patrimoine martiniquais, les **secteurs clés** sur lesquels doit s’appuyer ce nouveau modèle socio-économique et environnemental font face à des enjeux propres de développement des compétences. Aussi, il convient en cohérence avec les filières stratégiques de renforcer l’offre de formation sur le territoire afin d’avoir la capacité d’offrir les compétences en local nécessaires au développement de de ces secteurs. On pense notamment aux secteurs**:**

* Numérique : Offre de formation relativement importante (près de 200 offres) et moins de 10% des offres débouchent sur une certification.
* Tourisme : une offre de formation dense (plus de 200 formations recensées), avec de nombreuses formations professionnalisantes, mais qui reste à compléter
* Agriculture/ agroenvironnement : une offre de formation relativement importante sur l’agriculture agroenvironnement qui doit être ajustée pour prendre en compte les enjeux managériaux et les enjeux environnementaux
* Économie bleue : une offre de formation peu importante, une absence de formation en apprentissage et pas de suite de parcours ;
* Environnement et développement durable (développement énergétique, développement environnemental (protection biodiversité, gestion des déchets…) : l’offre de formation est peu développée (une trentaine d’offres) sur l’environnement et développement durable de manière générale au regard des potentiels de développement. Le champ du « risque » est également peu développé en Martinique.
* Sanitaire et social / services à la personne : l’offre de formation est relativement importante (plus de 150 actions recensées), mais 50% de formations ne permettent pas d’accéder à une certification (préparations aux concours d’Etat et des modules de formation professionnalisants)
* BTP et construction : L’Offre de formation importante du niveau 7 (ancien niveau I) et 6 (ancien niveau II) uniquement en formation continue et en apprentissage au niveau 3 (ancien niveau V).

L’enjeu prioritaire, notamment pour les filières jugées stratégiques, est de domicilier sur place des parcours complets de formation pour assurer une meilleure lisibilité des métiers innovants et garantir ainsi l’attractivité pour les nouvelles générations.

Ces parcours devront être formalisés en lien avec le monde économique, le monde de la recherche, et s’inscrire, chaque fois que possible dans des logiques d’espaces garantissant la mise en réseau des acteurs.

*Voir en section 4.1 pour des éléments plus détaillés.*

# Une Martinique plus durable

La Martinique est un territoire insulaire caractérisé par une forte dépendance aux importations. En 2018, les importations représentaient 2 200 millions d’euros.

Or, par les ressources d’ores et déjà accessibles sur son territoire et celles dont le potentiel de développement est notable, la Martinique possède des atouts pour freiner sa dépendance aux importations et développer une économie circulaire.

A ce titre, tous les potentiels qui constituent des champs où la Martinique peut développer cette démarche d’excellence sont à prendre en considération : l’agriculture tropicale, l’économie bleue, les énergies renouvelables, les risques naturels, l’économie circulaire et la question des déchets...

Le Patrimoine sous ses différentes formes (naturel dont biodiversité exceptionnelle, historique, bâti, culturel, sociétaire...) est l’« actif» de référence martiniquais. La mission des acteurs est de le préserver et de le faire prospérer, dans une logique de durabilité.

En cohérence avec ce double enjeu, le développement d’une « Martinique plus durable » est structuré autour d’un bilan sur :

* Le développement d’une agro-industrie (voir le détail des enjeux en partie 2 du présent document)
* Le développement de la transformation halieutique (voir le détail des enjeux en partie 3 du présent document)
* La transition vers une économie circulaire
* La réduction de la dépendance énergétique en Martinique à travers les aspects liés à la consommation énergétique, le développement des énergies renouvelable, les systèmes de stockage d’énergie en Martinique
* La gestion des risques (naturels, sanitaires…)
* L’adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturelles
* La gestion durable de l’eau
* La préservation et la valorisation de la biodiversité en Martinique

La mise en valeur de ces différentes filières doit être appréhendée pour générer activités, emplois, ressources, dans le cadre **de chaînes de valeurs organisées sur le mode « durable ».**

**Cette méthode permettra d’accompagner la Martinique dans la transition écologique.**

## 2.1 Conforter le développement de l’Agro-industrie

A l’exception notable de la canne et la goyave, les produits agricoles martiniquais sont peu valorisés sur place. L’industrie agro-alimentaire qui s’est développée est essentiellement adossée à l’importation d’intrants.

Il existe donc un potentiel important en Martinique pour le développement d’une agriculture diversifiée qui permettre de nourrir une agro-industrie innovante en capitalisant l’expertise acquise.

La filière bois en Martinique est actuellement réduite.

Le Mahogany, est le principal bois de plantations ONF en Martinique utilisé pour le gros œuvre en construction. C’est une essence très précieuse, inscrite à l’annexe II de la CITES (convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction) qui ne représente aujourd’hui que 4% du bois utilisé.

La forêt départementalo-domaniale des Pitons du Carbet (7 000 hectares) abrite une production forestière de 1 350 hectares quasiment mono-spécifique de Mahogany d’où provient presque exclusivement toute la production locale. Sur ces 1 350 d’hectares en production seuls 50% sont accessibles dans le cadre d’une exploitation forestière classique. Plusieurs centaines d’hectares restent inaccessibles et seule l’exploitation par câble permettait de prélever cette ressource[[19]](#footnote-20). Il reste une part importante de la forêt qui est inexploitée et qui représente un fort potentiel de développement d’une activité bioéconomique.

Le potentiel de production agro-forestier de la Martinique peut être un vecteur de développement de nouvelles compétences propres au territoire offrant la perspective de créer des chaines de valeur porté par les pratiques d’un développement durable.

*Ces aspects sont plus particulièrement développés dans la seconde partie de ce document intitulé « PARTIE 2 : Diagnostic territorial de la Martinique sur les thématiques susceptibles d’être soutenues via le FEADER pour la période 2021-2027 ».*

## Développer le potentiel en matière de Transformation halieutique

Le patrimoine marin de la Martinique est riche et diversifié. Il constitue un potentiel de ressources endogènes fort offrant des perspectives de valorisation tant dans la pêche ou l’aquaculture, qu’en protection et valorisation des bio-ressources, ou en développement énergétique marine.

Une partie de ces actions *relèvent de la troisième partie de ce document intitulé « PARTIE 3 : Diagnostic territorial de la Martinique sur les thématiques susceptibles d’être soutenues via le FEAMP pour la période 2021-2027 ».*

## Garantir la transition vers une économie circulaire

L’économie circulaire invite à substituer l’ancien modèle consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter par un nouveau cycle de vie des produits dès la phase de conception, en encourageant le réemploi, la réutilisation, la réparation et le recyclage des déchets pour réduire leur impact environnemental. La loi du 10 Février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l’économie circulaire prévoit des objectifs ambitieux, applicables en Outre-mer : la réduction de moitié de la mise en décharge d’ici 2025 et la valorisation de 70% des déchets du BTP d’ici 2020 ; le recyclage de 100% des plastiques d’ici 2025 ; la sortie des bio-déchets des poubelles, le droit à l’expérimentation de la consigne ; le soutien du réemploi et de la réparation ; la lutte contre le gaspillage alimentaire.[[20]](#footnote-21)

* + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

Outre les produits de la terre et de la mer, de nombreuses ressources naturelles ou produites peuvent servir de base au développement d’une économie circulaire.

**Ressources en matériaux**

Il existe en Martinique une production de granulats provenant de matières premières présentes dans le sol ainsi qu’une fabrication de produits en terre cuite (tuiles et briques) à partir de carrières d'argile situées sur le territoire de la commune des Trois Ilets. La production des carrières de granulat martiniquaises était estimée en 2015 à 2,3 millions de tonnes. Une partie de la production est exportée vers les îles voisines : Guadeloupe, Sainte Lucie, Saint Vincent, Saint Martin, Saint Chris et Nevis[[21]](#footnote-22).

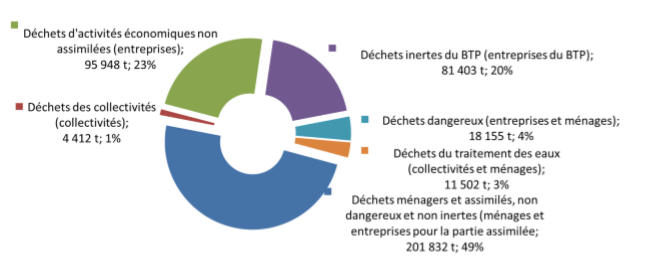
**Les sargasses[[22]](#footnote-23)**

L’échouage massif des sargasses en Martinique est un phénomène qui a pris de l’ampleur notamment depuis 2018. Le phénomène bien qu’aléatoire semble se pérenniser. A l’heure actuelle près de 90% de la sargasse collectée est épandue sur des terrains dédiés (communaux, conservatoire littoral, ONF). Les sargasses engendrent des nuisances sanitaires, environnementales et économiques (notamment en ayant un impact négatif fort sur le tourisme). Actuellement, en Martinique, les sargasses sont uniquement valorisées pour la production de compost en co-compostage avec des déchets verts et agricoles sur la plateforme Holdex (plus de 6000t traitées en 2019). Il existe plusieurs possibilités de valorisation des sargasses :

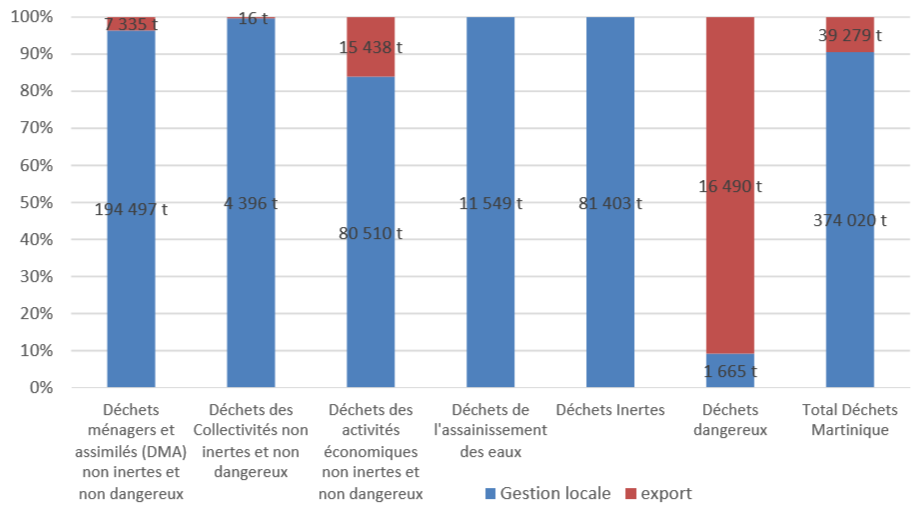
* Valorisation énergétique
* Valorisation en bioplastique
* Valorisation en biomatériaux
* Valorisation agronomique (épandage ou holothuries en aquaculture)

**Déchets[[23]](#footnote-24)**

La densité élevée de population (région la plus dense après l’Ile-de-France et Mayotte), l'exiguïté du territoire (plus petite région française, après Mayotte), et le caractère insulaire de la Martinique font de la gestion des déchets un enjeu clé pour ce territoire. D’après le PDGM de 2019, le gisement de déchets estimé en Martinique en 2016 était de 656 900 tonnes. Sur ces 656 900 t, les modalités de traitement sont connues pour 413 300 t alors que 244 400 t ne sont pas observées. Les quantités de déchets identifiées sur les installations de traitement en 2016 sont de 413 300 tonnes réparties de la manière suivante :



Sur les 413 000 tonnes de déchets identifiés sur les installations de traitement en 2016, 167 900 t sont orientés vers une filière de recyclage et 245 500 t sont stockés ou incinérés. Sur les 413 300 tonnes de déchets recensées en 2016 sur la Martinique, on estime que 9,5 % sont exportés pour être traités dans l’hexagone, soit 39 300 tonnes.



Les déchets dangereux ont été estimés à 18 000 t en 2016. Le fichier IREP a permis d’identifier 2,2 tonnes de déchets amiantés exportés vers l’hexagone. Les 2 entreprises de Martinique œuvrant dans ce domaine ont fait part oralement de 153 tonnes, chiffre ajouté au dénombrement des déchets dangereux. Les déchets dangereux sont en grande majorité exportés.

**Bilan des actions et des objectifs liés à la gestion des déchets**

En ce qui concerne les actions de prévention liées à la gestion des déchets au regard des objectifs nationaux, il apparait que :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Objectifs nationaux** | **Bilan 2019 en Martinique** | **Objectifs en Martinique en 2025** |
| Réduire de 10 % les DMA (déchets ménagers et assimilés) entre 2009 et 2014 | Réduction de 1,5 % des DMA, soit 8 kg/hab., entre 2010 et 2016. | 476 kg/hab. de DMA en 2025 soit une réduction de 55 kg/an/hab. de déchets ménagers et assimilés par rapport à 2010. |
| Programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés obligatoires | 100 % de la population de Martinique est ou a été couverte par un plan ou un programme local de prévention des déchets suivant le dispositif ADEM | Réduction des quantités de déchets d’activités économiques par rapport au scénario tendanciel, de 3 % en 2025 et de 5 % en 2031, soit respectivement 4 000 t de moins en 2025 et 7 000 t en 2031. |
| Développement du réemploi et de la préparation à la réutilisation, notamment des DEEE, des textiles et des déchets d’éléments d’ameublement | Recyclerie de l’ACISE Samu Social, collecte des déchets textiles et des meubles, électroménager, bibelots divers, pour revente et réemploi. L’association Entreprise & Environnement, mène des actions en faveur de l’environnement et du patrimoine martiniquais : campagne de communication, gestion de filières REP des déchets dangereux.  Le tissu associatif de la Martinique (SEL Martinique, La Case, CCPYPM, Disco soupe, Martinique gastronomie, Jardins de Martinique …) effectue de l’animation de sujet de la réparation, et du réemploi.  Le Foyer de l’espérance se structure en vue de réemploi de certains déchets (meubles notamment).  L’association ECO MOBIL (Repair Café), œuvre dans la lutte contre le gaspillage et l’obsolescence programmée en travaillant sur la réparation et le réemploi (ateliers couture, atelier informatique, valorisation de vélos usagés ; …). | Orientation nationale retenu comme objectif local |
| Développement de la tarification incitative | La tarification incitative n’a pas été envisagée à l’heure actuelle par les collectivités à fiscalité propre | Objectif d’étudier les freins et les opportunités de développement de la tarification incitative en Martinique afin de poser les bases de sa mise en œuvre. |

En ce qui concerne les actions de valorisation des déchets au regard des objectifs nationaux, il apparait que :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Objectifs nationaux** | **Bilan 2019 en Martinique** | **Objectifs en Martinique en 2025** |
| Valorisation matière de 55 % des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65 % en 2025 | En 2016, 41 % des DMA non dangereux non inertes sont collectés en vue d’une valorisation matière ou organique. | Atteinte dès 2025 de 65 % des déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière. |
| Développement du tri à la source des déchets organiques jusqu’à sa généralisation avant 2025 | 48% de la population du Plan couverte par une collecte de biodéchets des ménages. Des composteurs dans le cadre des plans de prévention des déchets ont été distribués. | Objectif d’une généralisation du tri à la source dans le respect de la réglementation en vigueur |
| Extension des consignes de tri à l’ensemble des emballages plastiques avant 2022 | Le centre de tri actuel n’a pas la capacité d’étendre les consignes de tri des emballages ménagers aux films et pots et barquettes plastiques. |
| Valorisation matière de 70 % des déchets du secteur du BTP | L’observation actuelle des déchets du BTP est partielle et ne permet pas d’évaluer précisément la quantité de déchets produits et donc le taux de valorisation réel. 35 % du gisement calculé a pu être observé : 35 500 tonnes d’inertes recyclées sur l’installation de Batimat recyclage, environ 9 000 tonnes de fraisats d’enrobés valorisées en centrales d’enrobés, 5 309 tonnes d’inertes valorisées en couverture d’installation de stockage de DND. | Objectif fixé à 71 % les quantités de déchets du BTP orientés vers la valorisation soit une augmentation de 322 % par rapport à 2016. |

En ce qui concerne la valorisation des déchets, le faible du taux de valorisation est lié à l’appropriation insuffisante du geste de tri par l’ensemble de la population. Il apparaît donc que les dispositifs de soutien visant à la sensibilisation et la prévention ainsi que la promotion du geste de tri sont encore aujourd’hui nécessaires. L’enjeu de la miniaturisation des outils pour les besoins de l’île et de la limitation du foncier disponible sont aussi des freins limitant le développement de certaines filières de recyclage qu’il convient de prendre en compte dans les dispositifs d’aides.

En termes d’action de traitement des déchets résiduels au regard des objectifs nationaux, il apparait que :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Objectifs nationaux** | **Bilan 2019 en Martinique** | **Objectifs en Martinique en 2025/2030** |
| Réduire les capacités annuelles d’élimination par stockage des déchets non dangereux non inertes de 30% en 2030 et 50 % en 2035 par rapport à la quantité de déchets non dangereux non inertes admis en stockage en 2010 | En Martinique, en 2010, 177 039 tonnes ont été admises en stockage sur les 3 installations de l’île. 80 490 tonnes ont été enfouies en 2016, et l’installation de Petit-Galion ouverte en 2017 en remplacement de Céron dispose d’une capacité autorisée de 100 000 t/an. | Objectifs de limitation des quantités de déchets non dangereux et non inertes enfouis (-30 % en 2030 par rapport à 2010) de la réglementation en vigueur. |
| Réduire les capacités annuelles d’élimination par incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes de 25 % en 2030 et 50 % en 2035 par rapport à la quantité de déchets non dangereux non inertes admis en incinération sans valorisation énergétique en 2010 | En 2010, en Martinique, 103 224 tonnes ont été admises en incinération sans valorisation énergétique sur l’UIOM de Morne Dillon. 102 300 tonnes ont été incinérées en 2016. | Arrêt de l’incinération sans valorisation énergétique d’ici 2025. |

**Traitement des véhicules et bateaux hors d’usage**

Aujourd’hui, les véhicules hors d’usages (VHU) ou les déchets d’équipements électriques et électroniques (DEEE) sont exportés. En effet, la filière DEEE ne dispose que d'un tri pour export et malgré l’existence d’une unité de démantèlement des Véhicules Hors d’Usage à Fort-de-france, il n’existe pas à ce jour de filière complète de traitement local~~e~~ pour ce type de déchets. De même pour les Bateaux Hors d’usage (BHU), la filière de traitement locale devrait se constituer. APER, éco organisme national a lancé un appel à candidature pour recenser les divers opérateurs locaux qui auraient la charge de l’enlèvement et du démantèlement de BHU. Toutefois, cet Eco organisme ne couvre que les bateaux de plaisance, laissant la flotte de pêche et de commerce sans filière de traitement à moins d’envisager la création d’un éco organisme volontaire.

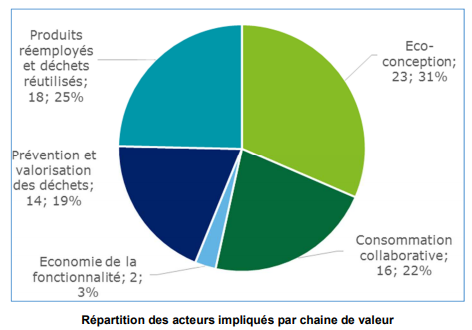
**Initiatives d’économies circulaire en Martinique**

L’ensemble des initiatives recensées a permis de dresser un panorama des secteurs économiques et des piliers de l’économie circulaire concernés. Le secteur tertiaire et de la gestion des déchets sont les plus pourvoyeurs d’initiatives, et les piliers les plus visés sont la consommation responsable (ex : le groupement régional d’agriculture biologique martiniquais fédère les acteurs de la filière) et l’approvisionnement durable (ex : encouragement à l’acquisition de systèmes de récupération d’eau de pluie par la CTM). Il est opportun de relever qu’une même initiative peut être imputée à plusieurs secteurs d’activité, ainsi qu’à plusieurs piliers de l’économie circulaire. Autrement dit, la somme des initiatives unitaires identifiées (environ 50) est inférieure à la somme des initiatives de chaque pilier présenté ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

Il existe une grande variété de nature des acteurs impliqués et leurs actions se font donc à des niveaux d’échelles géographiques différentes et au travers de plusieurs chaînes de valeur :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |



* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Territoire insulaire : compréhension existante d’une finitude physique et de la nécessité d’un modèle de développement durable * Sensibilisation de la population et des acteurs locaux de la production et consommation responsables * Structuration de filières facilitée par le jeu de proximité et par le taux de pénétration au marché de l’emploi * Observatoire existant en cours de structuration * Recyclage, réemploi de certains matériaux * Une forte animation territoriale grâce au secteur associatif qui permet de diffuser le concept d’EC et de zéro déchet au sein de la population * Présence de recycleries / ressourceries et d’acteurs engagés et soutenus * Entreprises de plus en plus sensibilisées via les démarches internes de RSE * Document de planification validé * Organisation de la gestion des déchets structurée * Amélioration de la connaissance des déchets et de leur traitement * Installations de gestion et de traitement des déchets en place * Recyclage local de certains matériaux * Tissu associatif actif et impliqué * Actions et projets innovants et peu couteux à valoriser | * Dépendance du territoire vis – à –vis des flux entrants et sortants impactant la balance commerciale (énergie, denrées alimentaires, biens de consommation et d’équipements) * Manque d’ingénierie financière et déficit en ingénierie de projet * Faible dynamique d’acteurs pour la mutualisation de ressources * Dispositions réglementaires pouvant impacter la valorisation de ressources endogènes et non endogènes * Habitudes de consommation qui ne sont pas en adéquation avec le développement durable. * Trop faible développement du secteur du « vrac » qui n’est pas forcément moins cher que les mêmes produits sur-emballés * Manque de coopération avec les îles proches (petites Antilles) * Difficulté pour mettre en œuvre et développer les filières volontaires (REP) * Secteur industriel privé : manque d’exutoires pour les déchets rares et dangereux qui sont aujourd’hui stockés sur place par les entreprises * Absence ou faiblesse des filières d’enlèvement et traitement des déchets maritimes * Maillage insuffisant du territoire pour les installations y compris réseau de déchèteries insuffisant pour les ménages et pour les professionnels * Difficulté de gestion des déchets dangereux issus des ménages, de l’artisanat et du BTP * Insuffisance des moyens déployés sur la prévention des déchets par rapport aux besoins et des sanctions (décharges sauvages notamment) * Manque de connaissances fines et exhaustives du tissu associatif local œuvrant dans le cadre de la thématique zéro déchet / économie circulaire * Difficultés de trouver des emprises foncières adaptées pour les (petitesse du territoire, contraintes environnementales, sociales, …) |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Contexte législatif et stratégique national :   + Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l’économie circulaire   + Trajectoire Outre-Mer 5.0   + Article 349 du TFUE qui acte le principe de l’ultra périphéricité   + Stratégie économie circulaire en cours d’élaboration * De nombreuses ressources sous-exploitées offrant des potentiels de développement de l’économie circulaire (productions agricoles, sylvicole, sources EnR…) * Maillage du territoire d’un réseau de chargés de mission en charge de l’économie circulaire (collectivités, chambres consulaires) et **volonté politique de revoir le modèle de développement sur le long terme** * Outils financiers à disposition (fonds européens, PTMD, BOP) * Gisement important pour le réemploi, réutilisation et économie de la fonctionnalité * Nombreuses initiatives en cours : jardins partagés, Ecologie Industrielle Territoriale (EIT), entreprises de construction de matériaux durables, réemploi, restaurant zéro déchet, vrac alimentaire, tissu associatif en construction * Fort potentiel d’emploi qualifié durable (réparation, location de service) * Mutualisation et renforcement des dynamiques interrégionales * **Nécessité identifiée de travailler dans une logique inter-filière pour bénéficier de forts volumes** * Développer le réemploi dans le secteur maritime (bateau…) * Etudier des solutions de développement de l’EC via l’ESS * Nécessité de territorialiser / décentraliser au niveau quartier / communal / arrondissement les unités pour qu’elles puissent être adaptées aux réalités du territoire (tailles adaptées aux gisements / localisation / facilité d’accès…) * Climat réglementaire favorable * Projets d'installations de valorisation * Développement de plates-formes territorialisées de compostage (au niveau du quartier) * Mutualisation et renforcement des dynamiques interrégionales * Mobilisation de la R&D en particulier pour trouver une solution de traitement aux matériaux spécifiques et complexes (ex : matériaux composites) * Développement de la filière REP pour les BPHU | * Changement des mentalités à opérer dans la consommation et l’impact des notions de réemploi et réutilisation * Perturbations économiques sous-jacentes qui peuvent être induites par l’endogénéité du développement. * Réglementation trop timorée * L’importation sans filtre / autorisation préalable / vérification solutions de traitement afin d’éviter les produits de consommation composés essentiellement de futurs déchets * Directement dues au caractère insulaire du territoire :   + Déchets maritimes qui nécessiteraient un traitement particulier (filets de pêche ; casiers ;plastics, BPHU …)   + Sargasses * **Forte dominance dans le paysage agricole martiniquais de monocultures (ex : culture banane / canne) qui limite la diversification agricole** * Accès au foncier limité * Réglementation nationale parfois peu adaptée à l'Outre-Mer * Capacité de stockage limité * Fréquence des évènements exceptionnels accrue * (peu de solutions alternatives en cas d'atteinte des exutoires ou des installations de traitement) * Faiblesse de certains gisements impactant le développement et la pérennité économique d'installations locales * Quantités de sédiments de dragage potentielles importantes * Augmentation du gisement des déchets maritimes sous-marins |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

En vue de favoriser une transition vers une économie circulaire, il a été identifié la nécessité de mettre en place les actions suivantes :

La **promotion et le développement du recyclage, de la réparation, la réutilisation et le réemploi et la valorisation des déchets,** cela implique de :

* Simplifier la règlementation
* **Améliorer le bouclage des flux de matières et d'énergie dans une logique territoriale (filières locales de recyclage territorialisées)**
* **Développer les études sur les alternatives locales (en particuliers la potentialité d’utiliser des déchets dans les processus de production locaux**)
* Conditionner l’accompagnement des acteurs à la capacité de réutilisation / réparation / réemploi des produits
* Créer des centres de formation dédiés
* **Favoriser le réemploi dans le secteur du BTP**
* Créer des zones dédiées au sein des déchetteries
* Développer les solutions via le numérique (impression 3D…)
* Assurer la prise en charge des déchets (VHU / Emballages en grandes surfaces…)
* S’appuyer sur l’ESS pour créer des partenariats ciblés entre le secteur coopératif et le secteur privé classique
* Développer la consigne pour le réemploi et/ou le recyclage et les pratiques éco responsables (utilisation de couches et protection lavables, promotion du vrac, des recharges, utilisation de poules…)
* **Créer des ressourceries / recycleries**
* **Développer le tri par un maillage territorial en équipements de tri, collecte, valorisation et traitement afin de réduire les transferts**
* **Optimiser les collectes et mettre en place des collectes séparées pour certains déchets (Dangereux)**
* **Développer la reprise des matériaux, produits et équipements de construction par les distributeurs**
* **Développer de nouvelles filières REP (BPHU, Gaz fluorés, déchets pyrotechniques, déchets agricoles …)**
* **Augmenter la valorisation des biodéchets (recherches scientifiques et du compostage citoyen)**
* Adapter les cadres réglementaires et normes pour prendre en compte les spécificités et contraintes du territoire insulaire, petit et éloigné
* Développer une stratégie commune de gestion de déchets selon leur nature, dans le bassin caribéen

La **promotion et le développement d’une consommation responsable grâce à l’éco-conception, l’économie de la fonctionnalité, l’extraction et l’exploitation des ressources** et les **achats durables**, cela implique de :

* Lutter contre le gaspillage alimentaire
* Promouvoir la distribution valorisant les circuits courts
* S’appuyer sur le secteur touristique (location de voiture / hébergement…) pour son développement
* Promouvoir les dispositifs ou évènements innovants de type « hackathon »
* Réduire la production des biodéchets (Lutte contre le gaspillage alimentaire / Jardinage 0 déchets / Compostage de proximité)
* Poursuivre et intensifier les actions des filières REP opérationnelles
* S’appuyer sur la R&D pour la création d’écoproduits et développement de la « chimie verte »
* Mettre en place des formations locales ou renforcer les formations existantes en intégrant la notion d’éco-conception
* Etudier la potentialité d’utiliser des déchets en éco-conception
* Développer les solutions via le numérique (impression 3D…)

La **promotion et le développement** de **l’écologie industrielle et territoriale** ~~ce qui~~ implique de :

* Promouvoir de nouvelles filières et d'activités non délocalisables
* Mettre en exergue les nouvelles formes d'emplois d'une transition vers l'économie circulaire
* Se donner des capacités d’animation et d’ingénierie de projet / financière
* Décloisonner des mondes industriels / de l’entreprises / associatifs en favorisant leurs rencontres autour d’évènements spécialisés

Le **renforcement de la communication, de la sensibilisation, du partenariat et du transfert de connaissance pour accompagner un vrai changement des comportements**. Cela nécessite de :

* Développer l’éco-exemplarité des administrations publiques
* **S’appuyer sur l’ESS pour créer des partenariats ciblés entre le secteur coopératif et le secteur privé classique**
* **Favoriser le maillage des mondes industriels / de l’entreprises / associatifs par le soutien aux projets collaboratifs**
* **Développer une communication pertinente, performante, répétitive et spécifique à destination des usagers, des chefs d’entreprises, des donneurs d’ordre, des professionnels et de la population en général, sur les bonnes pratiques, les installations existantes, l’impact des déchets sur la population, les responsabilités et obligations de chacun, les sanctions**.
* Elaborer des diagnostics permettant d’avoir une vision des zones optimales pour l’accueil des activités d’écologie industrielle
* Valoriser les projets et actions innovantes et reproductibles
* Mettre en place des actions incitatives et des actions répressives (contrôles, sanctions et diffusion) afin de modifier les pratiques des citoyens.
* Réaliser des benchmarks et de diffuser les bonnes pratiques
* Mettre en place une base de données territoriale des flux
* Mettre en réseau les acteurs économiques proches géographiquement, par filière et par typologie d’extrants / intrants.
* **Sensibiliser la commande publique (cahiers des charges)**
* Créer des lieux d’échanges ou des plateformes numériques et de mutualisation entre entreprises
* Recenser et quantifier les alternatives locales / régionales / nationales des ressources durables
* Etablir une typologie précise des déchets produits sur le territoire
* Identifier les ressources du tissu économique local
* **Accompagner au changement des mentalités et outils de production des différents acteurs (publics et privés)**
* Valoriser les initiatives via les outils règlementaires, les outils fiscaux, les outils financiers

## Viser l’amélioration des performances énergétiques

L’énergie est le principal poste à l’origine de la dépendance de la Martinique aux échanges extérieurs. Or, la Martinique dispose de nombreuses ressources lui permettant de développer son indépendance énergétique. En effet, il existe une multitude de sources d’énergies renouvelables accessibles sur le territoire martiniquais qui sont à valoriser. Il est donc prioritaire que la Martinique conforte son action pour maitriser et réguler sa consommation énergétique et qu’elle déploie les conditions favorables à l’exploitation des ressources de son territoire lui permettant d’accroître son indépendance énergétique. Cela suppose également de soutenir l’adaptation de son système électrique au déploiement de nouvelles sources d’énergie.

2.4.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés[[24]](#footnote-25)

**Consommation énergétique globale**

L'énergie nette livrée par EDF au réseau martiniquais s’est élevée à 1 527 GWh en 2019, en hausse (+0,6%) par rapport à l’année précédente alors qu’elle était en diminution entre 2016 jusqu’en 2018.

*Historique de consommation en énergie électrique*



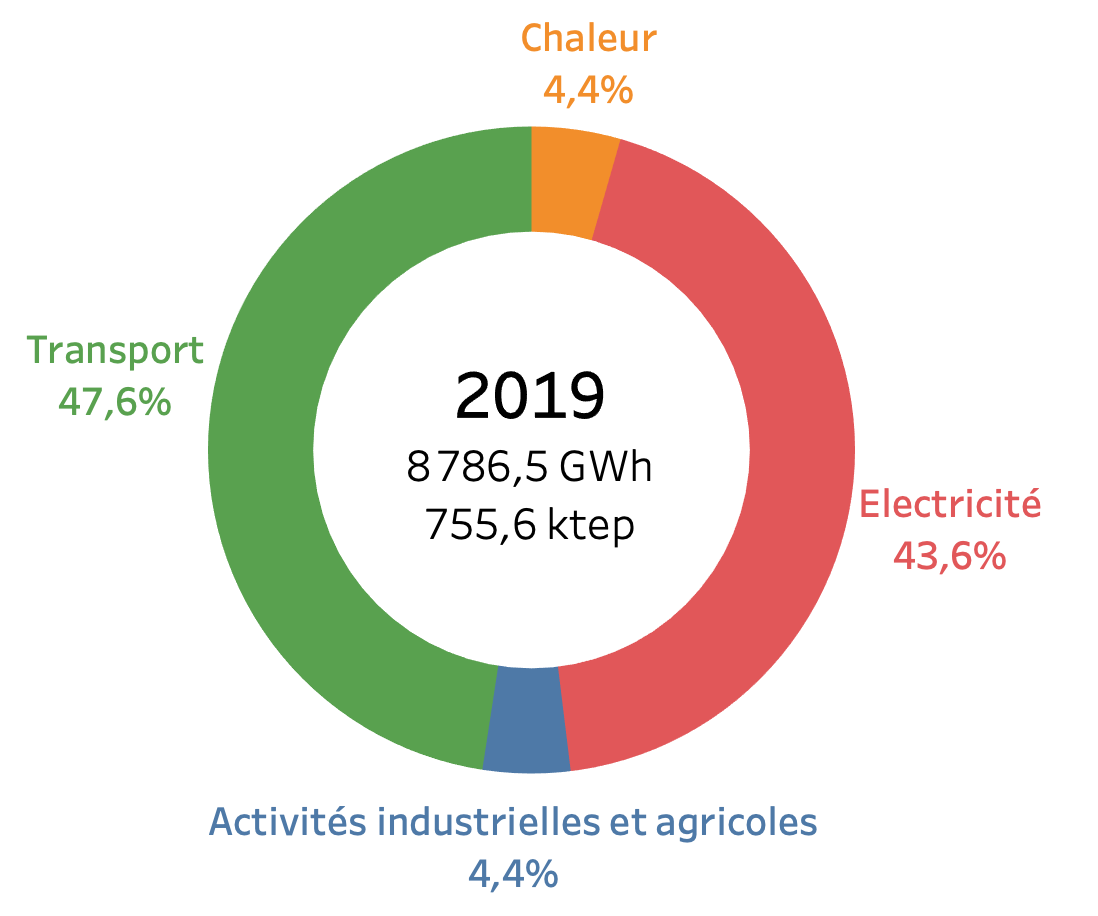
En 2018, la puissance de pointe maximale de consommation sur le réseau a atteint 236 MW, en augmentation par rapport à l’année 2017 (+1,7 %).

En Martinique, la consommation énergétique se caractérise plus largement par :

- Une part importante de la consommation liée au **transport**

- Une forte croissance de la demande électrique liée notamment à la **généralisation d’équipements énergivores.**

*Destination des ressources primaires en 2019*



La thématique du transport et les perspectives qui lui sont associées en termes de maitrise de l’énergie et de développement des énergies renouvelables sont présentées dans la partie « 3.2 La mobilité en Martinique enjeu de développement durable ».

**La consommation d’énergie des bâtiments et résidences**

Les trois quarts des bâtiments résidentiels de Martinique sont trop consommateurs d’énergie (classes G et F), ce qui représente près de 125 000 foyers. Seulement, 4% d’entre eux sont performants d’un point de vue énergétique (classes A et B), ce qui représente 6 000 foyers. [[25]](#footnote-26). On constate la percée de deux postes très consommateurs au sein des bâtiments et des foyers martiniquais : la climatisation et le chauffe-eau électrique. Parmi les personnes possédant un climatiseur, 46% d’entre elles en font un usage quotidien de 2 à 8h. Il existe encore une marge de progression du taux d’équipement des ménages martiniquais puisque 58% des ménages martiniquais ne possèdent pas de climatiseur et deux ménages sur trois possèdent un chauffe-eau électrique (un ménage sur quatre est équipé d’un chauffe-eau solaire).

En matière d’économies d’énergie, le bâtiment est un secteur d’action prioritaire. Depuis le lancement des dispositifs des certificats d’économies d’énergie en 2006, la Martinique, via ses « obligés », a proposé à l’ensemble des foyers des aides sur : les travaux d’isolation de combles, de toitures et des murs, l’achat d’équipements électriques moins énergivores (Appareil de froid, climatiseur,…), la pose de chauffe-eau solaire individuel et collectif, l’acquisition de lampes basse consommation, l’acquisition de coupe-veille automatique, l’acquisition de systèmes hydro-économes. Les actions de MDE menées en 2015 auprès des foyers martiniquais ont permis de réduire leur consommation d’électricité de 5%. Sur l’ensemble de la période 2006-2015, on observe que 32% des économies d’énergie réalisées dans le secteur résidentiel ont été effectuées grâce à la pose de chauffe-eau solaire individuel dans les foyers. La deuxième source d’économie d’énergie est liée au remplacement des lampes usuelles des foyers par des lampes basse consommation (27,6%). L’usage de coupe-veille automatique vient en 3ème position contribuant à 18% de l’ensemble des économies d’énergie réalisées.

Une image contenant texte, carte

Description générée automatiquement

Les secteurs résidentiel et tertiaire concentrent la majeure partie des certificats d’économies d’énergie en cumulant tous deux, 92% des économies d’énergie réalisées entre 2006 et 2015 [[26]](#footnote-27).

A noter que sous l’impulsion du Programme Territorial de Maitrise de l’Energie (PTME), porté par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) avec l’ADEME, la DEAL, le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique (SMEM) et EDF, la Martinique a vu son cadre territorial de compensation validé par la délibération N°2019-006 de la commission de régulation de l’énergie (CRE) le 17 janvier 2019. Ce document précise la nature, les caractéristiques et les conditions de compensation au titre des charges de service public de l’énergie des petites actions de MDE mises en œuvre en Martinique pour la période 2019-2023. Il offre ainsi des perspectives ambitieuses pour les actions de MDE tout en sécurisant leur financement.

Le cadre comporte des actions standards relativement génériques, comme l’installation de chauffe-eaux solaires ou l’isolation des bâtiments, ainsi que des actions non-standards caractérisées par un niveau élevé de dépendance au site d’implantation, comme l’installation d’équipements performants chez un industriel. Si elles sont toutes réalisées, ces deux types d’actions permettront respectivement de réduire la consommation de 207GWh et 11GWh à l’horizon 2023 (218GWh au total), soit environ 15% de la consommation

**Eclairage public**

La consommation électrique des communes représente 6 % de la consommation d’électricité de Martinique.[[27]](#footnote-28) L’éclairage public représente en moyenne environ 60% de la facture totale d’électricité des communes martiniquaises. Aussi, le SMEM, la CTM, l’ADEME et EDF ont fixé l’ambition d’en réduire la consommation de 50% d’ici 2023. Le premier bilan d’un marché lié à l’entretien du réseau d’éclairage public lancé par le SMEM sur 6 communes du Nord-Caraïbe confirme un niveau de vétusté alarmant du matériel installé. Ce constat, qui peut être élargi à quasiment l’ensemble du territoire, remet fortement en question les possibilités d’installer en l’état, en Martinique, des solutions d’éclairage hautement performant.

Afin de qualifier et quantifier les actions à réaliser pour atteindre l’objectif d’une diminution de 50% des consommations, il convient de lancer une étude sur l’état de ce réseau sur l’ensemble du territoire. Elle conduira à l’élaboration d’un schéma directeur de l’éclairage public en Martinique. L’objectif est de définir un programme global de remise à niveau et d’amélioration de l’efficacité énergétique du réseau, basé sur 5 niveaux d’urgence :

- investissements indispensables liés à la conformité des installations et à la sécurité des personnes ;

- investissements liés à la vétusté des ouvrages ;

- investissements liés à des économies énergétiques (suppression des lampes les moins efficaces, limitations des nuisances lumineuses, …) ;

- investissements générés par des améliorations qualitatives (niveau d’éclairement…) ;

- investissements souhaités par la collectivité.

La mise en œuvre des solutions préconisées par le schéma directeur permettra de doter la Martinique d’un réseau d’éclairage public moderne, communiquant, respectant les normes actuelles et futures, et apte à supporter l’installation de matériel énergétiquement performant. Il sera rendu compatible avec un système de gestion centralisé, pour limiter les coûts de maintenance. Des préconisations seront définies quant au type et à la qualité du matériel qui sera installé. La mise en œuvre du programme de rénovation sera aussi l’occasion de structurer toute une filière économique autour de l’éclairage public. Un cursus de formation initiale et continue est aussi à l’étude pour accompagner la transition vers de nouveaux métiers dans ce domaine.

2.4.2 Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| Atouts | ***Faiblesses*** |
| * Programmation pluriannuelle de l’énergie de la Martinique * PTME : accompagnement technique et financier sur le développement des énergies renouvelables et de la MDE * Plan de Communication adaptée à la transition énergétique * Compétences locales en matière de transition énergétique dans l’industrie * Ecosystème et contexte favorable à l’ingénierie en matière d’innovation * Programme CESI * Une décroissance de la consommation énergétique observée récemment | * Faible taux d’isolation des bâtiments * L’insuffisance des connaissances constitue un frein au développement de certaines technologies * Difficulté d’accessibilité aux solutions en faveur de la transition énergétique pour les particuliers : manque d’accompagnement du particulier (conseil, Autoconsommation, rénovation énergétique, sensibilisation, …) * Manque Capacité d’autofinancement * Manque d’ingénierie au niveau des porteurs * Zone non interconnectée * Part importante de la population concernée par la précarité * Peu d’opérateurs MDE compétents localement * Peu de prise en compte de l’adaptation au changement climatique dans les projets |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Des perspectives d’amélioration en termes d’équipement et d’isolation * Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) * Révision de la PPE, élaborée par l’État et la CTM, en concertation avec les acteurs locaux : définition des objectifs et de la stratégie territoriale dans le cadre de la LTECV * Appel d’offre de la CRE * Projets communs aux RUP * Tiers investisseurs (AFD, Caisse des Dépôts, BPI …) * Initiative de l’OECS * Habilitation Energie acquise * Maitrise de la Fiscalité locale (Octroi de mer …) * (Non) - Territorialisation et planification des Appel d’offre de la CRE * Grand Plan d’Investissement pour la rénovation du tertiaire * Révision de la Règlementation Thermique * Cadre local de compensation MDE | * Impacts liés aux Changements et aléas Climatiques * Raréfaction des énergies fossiles * Croissance de l’installation des équipements énergivores * Non prise en compte ou retard par le pouvoir central des besoins de l’outre-mer dans les dispositifs nationaux (tarification des ENR…). L’échéance très courte pour l’atteinte des objectifs d’autonomie énergétique est très souvent oubliée par le national. |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Le premier enjeu en lien avec une amélioration des performances énergétiques et la baisse de la consommation énergétique en Martinique est de mettre en place les moyens permettant de **diminuer les consommations énergétiques des bâtiments, des infrastructures et des équipements privés et publiques** et de **réduire de la facture énergétique des ménages précarisés** et des collectivités. Pour cela, les besoins suivants sont identifiés :

* Amélioration des performances thermiques du bâti : isolation
* Développement de l’habitat bioclimatique pour la maitrise des consommations énergétiques
* Promotion des brasseurs d’air dans le secteur résidentiel afin de contenir le développement de la climatisation
* Optimisation de l’efficacité énergétique des processus industriels adaptée aux contraintes et potentialités qu’offrent ces derniers
* Promotion et déploiement de l’équipement performant
* Rajeunissement du parc électroménager blanc
* Déploiement de l’éclairage performant
* Promotion et développement du chauffe-eau solaire avec un volet précarité.
* Evolution de la réglementation thermique de Martinique (RTM)

Pour garantir la mise en place d’actions de maitrise de l’énergie, il faut créer les **conditions d’émergence d’une dynamique sous forme de clusters** qui soit cohérente avec le maillage du tissu économique et social (ZAE, ZI, réseaux associatifs, quartiers, consortium d’entreprises, …) par le soutien aux projets intégrant :

* La conception et la mise en œuvre de bases d’informations complexes des clusters
* L’échange d’information avec les observatoires régionaux en matière de transition énergique
* Une dimension collaborative et/ou la mutualisation de systèmes d’informations en matière de transition énergétique
* Le Soutien à la mise en place d’un service territorial d’accompagnement à la rénovation énergétique de l’habitat afin que les particuliers aient accès facilement à un parcours complet d’amélioration de leur logement.

Il parait également nécessaire de **mobiliser et impliquer l’ensemble des acteurs par la communication, la sensibilisation, l’information** et créer les conditions d’un engagement durable des parties prenantes. La réponse à cet enjeu doit s’appuyer sur les actions suivantes :

* Faire de la Transition Energétique une valeur du territoire
* Sensibiliser les prestataires de la collectivité aux enjeux Energie/ climat et à leur prise en compte sur leurs chantiers
* Inclure une charte CO2 (et plus largement un volet environnemental) dans les cahiers des charges des marchés publics
* Structurer un réseau d’acteur capable d’être force de proposition lors des consultations
* Renforcer les capacités de la société civile en matière de transition énergétique
* Accompagner la société civile dans des actions de connaissance (étude, formation), de sensibilisation (campagne d’éducation à l’environnement)
* Valoriser les entreprises qui réussissent à améliorer leurs consommations (les mettre au défi avec une récompense à la clef)
* Accompagner et soutenir financièrement les démarches de construction et de suivi d’indicateurs de transition énergétique au sein des entreprises, associations, clusters
* Soutenir financièrement l’information, la sensibilisation et la formation des salariés d’entreprise, des enseignants, sur les enjeux de transition énergétique
* Soutenir financièrement les actions de sensibilisation des jeunes publics en milieu scolaire ou porté par des associations
* **Mettre en place ~~d~~’un programme complet et mutualisé de plateformes techniques de formation des métiers du bâtiment durable : eau chaude solaire, isolation, climatisation, éclairage, photovoltaïque. Ces formations permettront d’accroître et pérenniser la performance des travaux énergétiques**.
* Promouvoir de l’ISO 50 001 dans la gestion énergétique de l’exploitation.

Enfin, une **connaissance précise de la situation énergétique** et l'environnement territorial apparait comme un outil nécessaire de pilotage de la transition énergétique. Il est donc nécessaire de soutenir la collecte de données et la réalisation d’études permettant d’orienter les actions en faveur de la maitrise de l’énergie. En réponse à cet enjeu, on peut citer les besoins suivants :

* La réalisation d’audits énergétiques,
* L’étude et l’installation de systèmes de supervision énergétique
* L’analyse des factures d’énergie pour identifier des consommations anormales
* Réalisation d’une étude de rénovation énergétique du bâtiment sur les établissements scolaires particulièrement énergivore et/ ou à rénover. Y intégrer la possibilité d’un déploiement de centrale PV
* L’Amélioration du suivi des prestataires en charge de la climatisation

## Mener une politique volontariste pour le développement des énergies renouvelables en Martinique

2.5.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

La Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015 a fixé aux territoires d’Outre-mer des objectifs ambitieux. Dès 2020, ils doivent atteindre 50% d’ENR dans leurs productions électriques locales et 100% dès 2030. L'indépendance énergétique est un enjeu stratégique dans les régions insulaires telle que la Martinique, contraintes d'importer massivement des ressources fossiles (fioul, charbon, carburants). La faible taille des systèmes électriques conjuguée à la non-interconnexion des réseaux, induit une plus grande fragilité et nécessite une approche spécifique. Les territoires d'outre-mer disposent néanmoins d'atouts considérables en matière d'énergies renouvelables : solaire photovoltaïque et thermique, biomasse, géothermie, énergies marines renouvelables et présentent, de fait, un mix énergétique original par rapport à celui de la métropole. L’ADEME a étudié le potentiel d’énergies renouvelables (EnR) disponibles et mobilisables. Un mix électrique 100% EnR adapté aux particularités de chaque territoire est techniquement possible en Martinique.

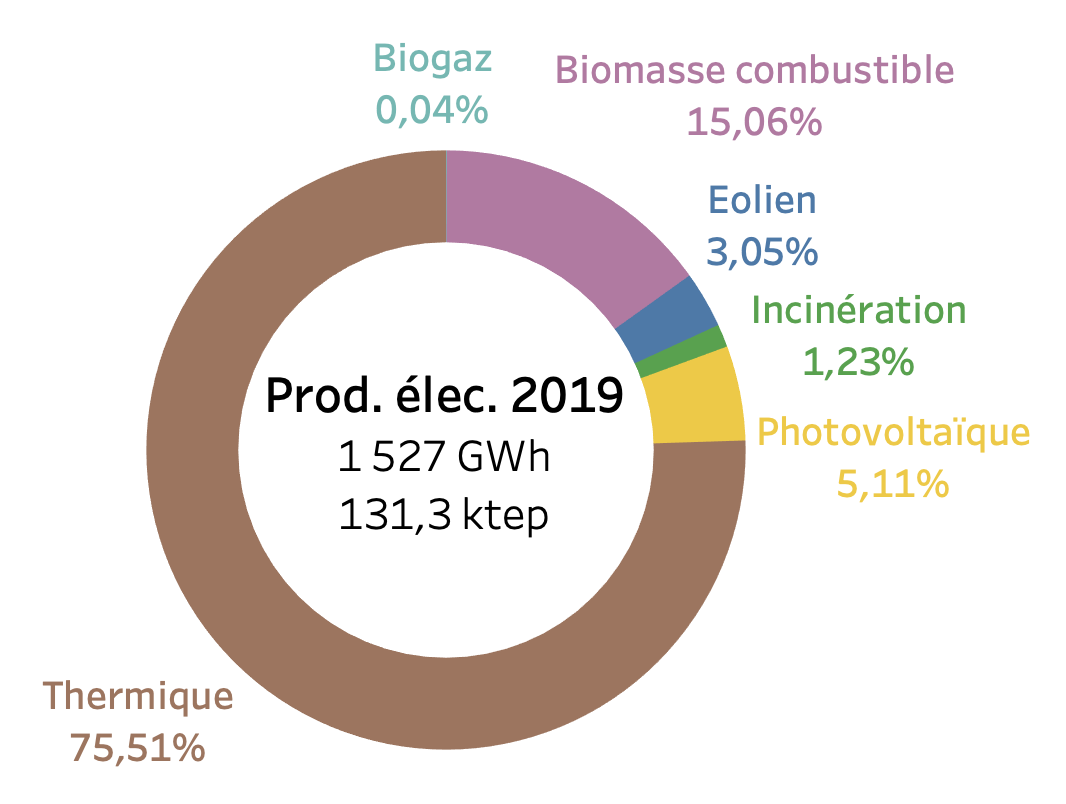
Du point de vue énergétique, l’énergie produite à partir de biomasse, de photovoltaïque, d’énergie éolienne et d’énergie produite à partir de déchets d’ordures ménagères sont les principales sources d’énergies renouvelables en Martinique[[28]](#footnote-29). En 2019, près de 205 000 t de cannes à sucre ont été broyées en Martinique générant 61 000 t de bagasse dont 52 000 t ont été utilisées pour la production d'énergie par les distilleries de l'ile et la sucrerie du Galion (via la centrale de cogénération d’Albioma). Mais ces dispositions sont encore insuffisamment exploitées. Il convient donc de mettre en place une politique volontariste en la matière. Cette démarche devra s’inscrire, chaque fois que déterminante, dans une logique de coopération régionale avec les pays voisins.

**Mix énergétique actuel**

En 2019, le mix électrique est constitué à 24,4% d’énergies renouvelables. Pour rappel en 2017, ce taux s’élevait à 6%. Plus globalement, le mix énergétique de Martinique en 2019, même s’il reste fortement constitué d’énergies fossiles (75%), connait une forte diminution depuis ces deux dernières années (75% en 2019 contre 94% en 2016). Le développement des énergies renouvelables restant fortement contraint techniquement, financièrement et règlementairement. Bien que cette proportion reste faible, elle est en nette augmentation depuis 2018 :



*Production électrique en 2019*



Le territoire possède de nombreux atouts pour réussir durablement la conversion du mix énergétique vers une dominante des énergies renouvelables. Le potentiel des ressources renouvelables mobilisables, la stabilité de la consommation et le coût toujours plus élevé de la production électrique actuelle sont autant d'éléments qui permettent d’accélérer la dynamique en marche pour atteindre ses ambitions. Les principales sources d’énergies renouvelables actuellement mobilisées sont : l’énergie **photovoltaïque** et **éolienne**. En 2019, les énergies renouvelables stables sont produites par :

* L’Usine d’incinération des ordures ménagères qui dispose de 2 chaudières et d’une turbine d’une capacité de 9 MW, bridée à 7MW pour des raisons de maintenance avec une puissance électrique garantie de 4,2 MW.
* La centrale Bagasse Biomasse de 36MW (mise en production industrielle mi-2018)

*Évolution du mix électrique (Base 100 – échelle logarithmique)*

Une image contenant texte, carte

Description générée automatiquement

**Les différentes filières d’EnR et leurs potentialités[[29]](#footnote-30) [[30]](#footnote-31)**

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Martinique, les objectifs de développement des filières d’énergie renouvelables suivant ont été déterminé :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Filière** | **2015**  **MW** | **PPE 2015 – 2018**  **MW** | | **PPE 2019 – 2023**  **MW** | |
| **Nouveau parc** | **Total** | **Nouveau parc** | **Total** |
| Éolien sans stockage | 1,1 | 0 | 1,1 | -1,1 | 0 |
| Éolien avec stockage | 0 | 12 | 12 | 12 | 24 |
| Photovoltaïque sans stockage[[31]](#footnote-32) | 63 | 2 | 65 | 46 | 111 |
| Photovoltaïque avec stockage[[32]](#footnote-33) | 2,5 | 14,5 | 17 | 30 | 47 |
| Géothermie | 0 | 0 | 0 | 50 | 50 |
| Hydroélectricité | 0,02 | 0 | 0,02 | 2,5 | 2,5 |
| Biogaz | 0,8 | 0,6 | 1,4 | 0,6 | 2 |
| Bioéthanol | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 |
| Valorisation thermique des déchets | 6,6 | 0 | 6,6 | 10,2 | 16,8 |
| Pile à combustible | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |

La Martinique vise une forte augmentation de son parc photovoltaïque d’ici 2023, de son parc d’éolienne avec stockage ainsi qu’un fort développement de la filière de production d’énergie à partir de la géothermie. La production de bioéthanol et la valorisation thermique des déchets font également partie des filières pour lesquelles un fort taux de développement est attendu pour concourir à la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique total.

Filière photovoltaïque

Le parc de production photovoltaïque a augmenté rapidement entre 2009 et 2011 passant de 14 MW en 2009 à 54 MW en 2011. Le parc se compose de 1029 installations photovoltaïques d’une capacité de 71,8 MWc en 2019 (dont 7,8 MWc de photovoltaïque avec stockage).

Filière éolienne

Récemment, le Schéma Régional Eolien du SRCAE a estimé le potentiel de 23 à 47 MW. Pour 2023, c’est la fourchette de 24 à 30 MW qui est retenue. Une ferme éolienne de 1,1 MW appartenant à Quadran est installée sur la commune du Vauclin. Sur la commune de Grand-Rivière, une centrale d’éoliennes avec stockage de 14 MW a été mise en service le 14 janvier 2019 par NW Energy. D’autres projets de même nature sont attendus dans le Nord Atlantique.

Filière Géothermie

La campagne d'exploration préalable du potentiel géothermique "haute énergie" (destinée à la production d'électricité) s'est achevée fin 2014. Ces recherches ont permis d'identifier des secteurs présentant des indices d’un potentiel de forage attractif (Étude BRGM/RP63019 –FR) :

• zone côtière de la source thermale des Anses d’Arlets : une source de chaleur à moins de 1 km de profondeur,

• coopération avec la Dominique : potentiel dans la vallée de Roseau.

Les études géothermiques de "basse énergie" (destinée à la production de froid ou autres usages directs de la chaleur) ont révélé un potentiel sur la plaine du Lamentin. Les premières études évaluent un potentiel d’une quarantaine de MW environ dont pourrait bénéficier la Martinique. Les forages d’exploration pourraient confirmer ce potentiel par l’existence et la quantification de la ressource.

Les études indispensables de caractérisation du potentiel géothermique iront de pair avec une levée des incertitudes concernant les gisements, permettant ainsi aux futurs investisseurs de réduire le risque industriel et, in fine, à la CSPE de supporter un prix d’achat qualifié et opposable.

Filière Valorisation thermique des déchets

L’usine d’incinération des ordures ménagères (UIOM) de la SMTVD qui a été mise en service en 2002, fonctionne au maximum de ses capacités et traite environ 120 000 tonnes de déchets par an (près de la moitié de la totalité des déchets ménagers produits chaque année en Martinique). La turbine de l’installation, bridée à 7MW délivre en moyenne une puissance de 6,6MW dont 4,4 MW sont vendus au réseau de distribution d’électricité. Compte tenu du volume de déchets collectés par les collectivités, il existe un potentiel de 10,2 MWe supplémentaires. Les évolutions technologiques et réglementaires dans le domaine des déchets permettent d’ouvrir de nouvelles perspectives pour la gestion des déchets en Martinique. Le centre de tri qui est en construction sur le Parc Technologique Environnemental (PTE) de la Trompeuse vise à trier des encombrants et des Déchets Industriels Banals afin de les orienter vers les filières de valorisation adéquats. Plus de 140 000 tonnes de déchets sont encore simplement enfouis en Martinique sans respecter la hiérarchie de la gestion des déchets. Pour sortir de la logique d’enfouissement des déchets, et pour combiner au mieux les enjeux de développement durable et de transition énergétique, la Martinique, s’appuyant sur des technologies éprouvées et forte des évolutions réglementaires récentes, s’engage dans le développement d’une filière modernes de production de Combustible Solide de Récupération avec une valorisation énergétique.

Filière Biogaz

Le Centre d’Enfouissement Technique (CET) de la Trompeuse comporte un groupe de 0,8 MW alimenté par le biogaz de la décharge a été mis en service depuis 2015. La distillerie Saint James présente un groupe de 0,6 MW alimenté par le biogaz issu des déchets de l’usine alimente en autoconsommation l’usine. Centre de Valorisation Organique (CVO) du Robert a été ouvert en 2006. Il doit permettre le compostage des déchets verts (20 000 tonnes/an), ainsi que la méthanisation de la fraction fermentescible des ordures ménagères et des déchets alimentaires (2 modules de 10 000 tonnes/an). Cette filière méthanisation comprend une installation de production d’électricité à partir du biogaz. La puissance nominale est de 637 kW pour un productible maximal de 4 900 Mwh/an. Des études sont à mener pour mieux évaluer le potentiel de cette filière et ses possibilités d’intégration environnementales. Le potentiel pourrait être de développer d’autres CET, d’autres distilleries, et des projets de méthanisation agricole.

Filière Bioéthanol

Le bioéthanol peut être utilisé en remplacement du FOD pour alimenter les TAC (Turbines A Combustion) moyennant des investissements complémentaires. Actuellement, il n’y a pas de production de mélasse excédentaire disponible en Martinique pour le bioéthanol. Des études approfondies sont donc à mener pour étudier l’intérêt de mettre en place des cultures dédiées au bioéthanol dans le cadre du Schéma Régional Biomasse

Filière Hydroélectricité

En 2014, il existe une pico-centrale hydroélectrique de 15 kW en Martinique. Aussi, plusieurs petites installations sont prévues d’être mises en service à court terme. Leur puissance est estimée à 300 kW environ.

Autres Filières

Un projet porté par « Hydrogène de Martinique » est actuellement en cours afin de mettre en service une pile à combustible de 1 MW.

Le réseau électrique a historiquement été développé selon une architecture adaptée à des moyens de production centralisés. Le raccordement des moyens de production renouvelables, de moindre puissance unitaire et répartis sur le territoire, fera l'objet du Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S2REnR) tel que prévu par le code de l'énergie. La consultation publique liée au S2EnR a d’ores et déjà été lancée. Le développement des EnR sera soumis au respect des critères de stabilité du réseau électrique et de sécurité de l’approvisionnement.

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| Atouts | ***Faiblesses*** |
| * Diversité des ressources énergétiques renouvelables locales * Existence d’un gisement EnR sur le territoire * Habilitation Energie * PTME : accompagnement technique et financier sur le développement des énergies renouvelables et de la MDE * Appel à Projet territoriaux * Plan de Communication adaptée à la transition énergétique * Compétences locales en matière de transition énergétique dans l’industrie * Ecosystème et contexte favorable à l’ingénierie en matière d’innovation * Une capacité de production d’EnR installée déjà importante * Programme CESI * Augmentation du coût des énergies fossiles | * Peu de Ressources EnR stables locales actuellement valorisées * Dépendance énergétique forte * Manque d’accompagnement des collectivités * Difficulté d’accessibilité aux solutions en faveur de la TE pour les particuliers : manque d’accompagnement du particulier (conseil, Autoconsommation, rénovation énergétique, sensibilisation, …) * Manque Capacité d’autofinancement * Manque d’ingénierie au niveau des porteurs * Exiguïté du territoire qui accroit la pression foncière * Absence de granulats marins * Documents d’urbanisme intégrant peu les EnR Coût plus élevé des projets compte tenu du contexte insulaire |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Raréfaction des énergies fossiles * Des projets de stockage des EnR au niveau du particuliers et du réseau * Non - Territorialisation et planification des Appel d’offre de la CRE * Développement de filières locales d’approvisionnement des centrales EnR, en lien avec l’économie circulaire (biomasse par exemple) | * Seuil de proportion d’EnR * Instabilité du système liée à l’inertie apportée par les EnR * Difficultés de stockage des EnR * Impacts liés aux Changements et aléas Climatiques * Risques naturels * Des obstacles potentiels à la navigation et aux activités économiques en mer * Non prise en compte ou retard par le pouvoir central des besoins de l’outre-mer dans les dispositifs nationaux (tarification des ENR…). L’échéance très courte pour l’atteinte des objectifs d’autonomie énergétique est très souvent oubliée par le national. |

* + 1. Principaux besoins et enjeux identifiés

Afin d’augmenter la part des énergies renouvelables et de sécuriser l’approvisionnement en électricité (mix-énergétique durable), les enjeux suivants sont identifiés :

Il est tout d’abord nécessaire **d’accompagner le développement de projet d’exploitation d’EnR**.. Pour ce faire, il est identifié les besoins suivants :

* Accélérer le développement des projets photovoltaïques par des aides aux associations et aux particuliers (garantie bancaire,etc…)
* Développer la géothermie notamment sur les secteurs des Anses d’Arlets (Haute enthalpie : Production d’électricité) et du Lamentin (Basse enthalpie : production de froid)
* Développer des filières de production de biomasse locale à destination de la centrale du Galion, en lien avec les programmes territoriaux existants ou à venir (SRB, PRFB, PPGD…)
* Identifier des gisements potentiels d’EnR et les exploiter (par exemple : développement de l’hydro électricité, projets démonstrateurs d’énergie en mar…)
* Sensibiliser des futurs utilisateurs aux EnR
* Promouvoir la création de partenariat multi consommateur
* Rechercher des porteurs projets et promouvoir la filière
* Quantifier du gain énergétique de ce type de production
* Développer l’autoconsommation collective notamment avec des synergies résidentielles et tertiaires
* Intégrer les sources d’EnR d’autres territoires dans le mix énergétique de la Martinique
* Développer des pôles d’excellence en partenariat avec la Caraïbe et créer un hub technologique dans les domaines des énergies renouvelables en Martinique.

Il apparaît nécessaire de développer **la connaissance et les compétences locales** pour assurer le développement des énergies renouvelables en Martinique. Pour cela, il faut :

* Multiplier les compétences et savoir-faire avec des territoires ayant un contexte géographique similaire
* Mettre en perspective de solutions appliquées dans d’autre territoire
* Mettre en place de formation à l’échelle caribéenne
* Améliorer la connaissance
* Intégrer des sources EnR d’autres territoires dans notre mix
* Encourager les réflexions communes autour de la transition énergétique caribéenne
* Soutenir les actions de montage et de coordination de partenariat, portées par les acteurs locaux (publics, privés, associations) au sein des instances de coopération régionales (Conseil de Coordination Interportuaire Antilles-Guyane, Caribbean Shipping Association, …)

En second enjeu principal, il est nécessaire d’avoir une connaissance précise de la situation énergétique et l'environnement territorial. Pour cela, il est identifié la nécessité de réaliser des études et d’organiser la collecte de données au service de la transition énergétique. Ces études auront pour objectifs :

* Mener des Etudes d’expérimentation de solutions de stockage froid alimenté par une production photovoltaïque
* Elaborer un schéma territorial de développement des ENR (avec la localisation des sources en fonction des gisements et des critères d’intégration sur le territoire en fonction de l’habitat, des gisements etc…)
* Développer la connaissance :
  + Etudes de qualification fine et industrielle du gisement de géothermie
  + Etudes en matière de potentiel hydroélectrique pour les cours d’eau
  + Etudes en matière de gisement des énergies des mers (bathymétrie, courantologie et éolien offshore)
  + Etudes liées au développement des combustibles solides de récupération et leur valorisation énergétique
  + Etudes visant à évaluer l'intérêt de convertir la centrale EDF PEI de Bellefontaine avec une énergie alternative
  + Études de potentiels : cogénération et valorisation de la chaleur fatale

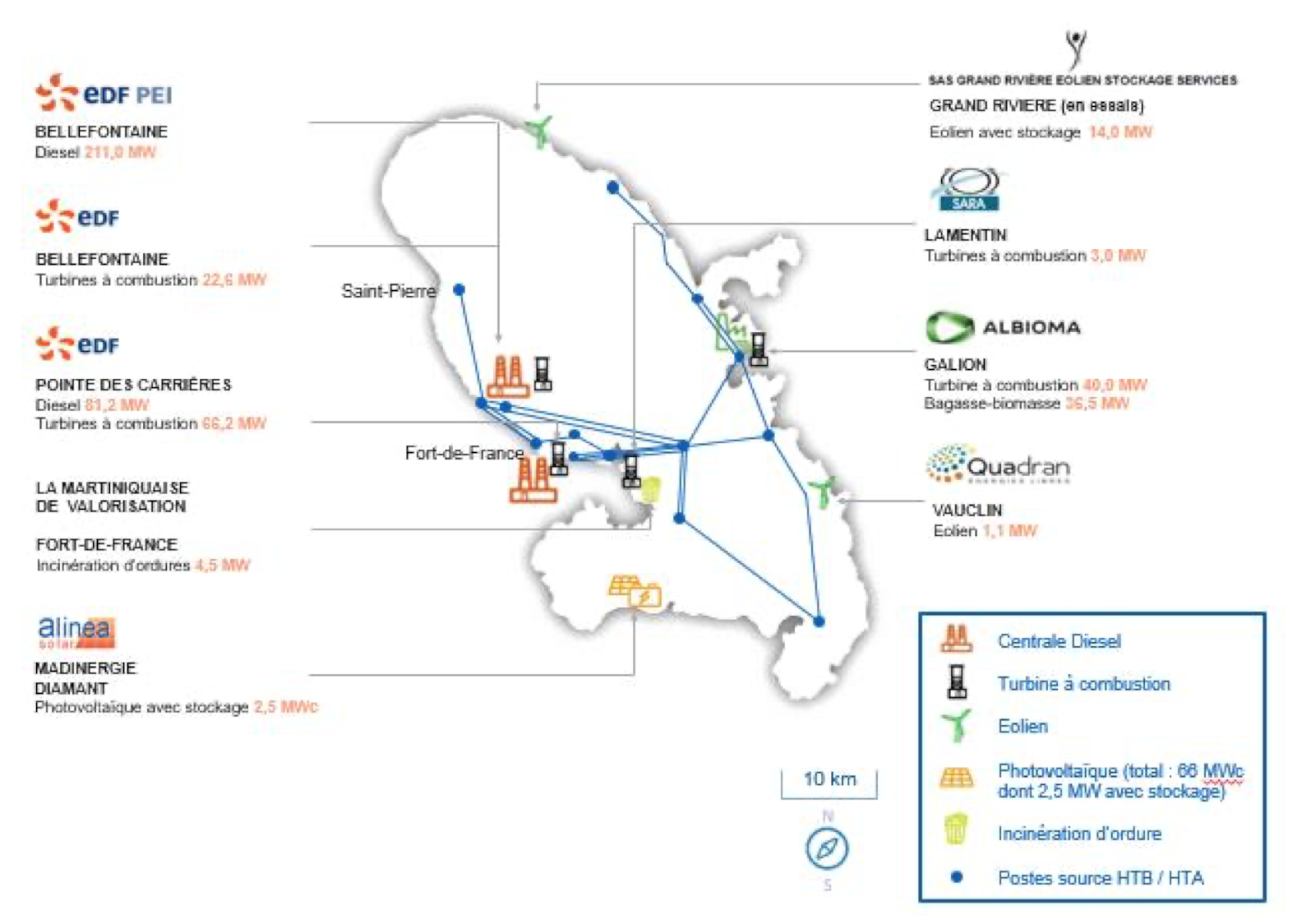
Par ailleurs, le développement des EnR passera également par le soutien et l’appui aux démarches d’innovation qui pourraient être déployées sur le territoire, ainsi qu’au soutien aux filières de formations spécifiques.

## 2.6 Assurer l’adaptation nécessaire des systèmes de stockage énergétiques de la Martinique

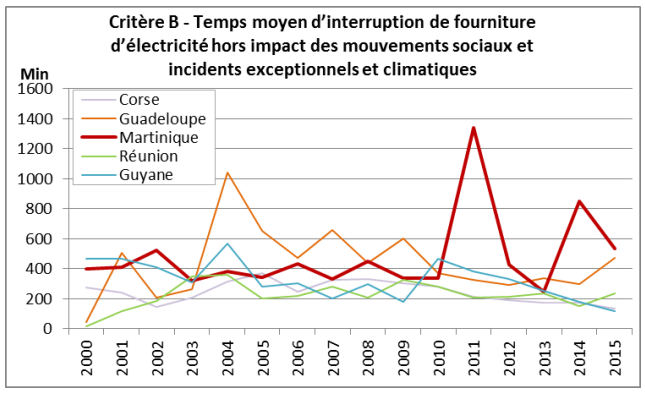
2.6.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

La capacité installée du parc de production d’électricité à fin 2019 s’élève à 544 MW[[33]](#footnote-34). La production d’électricité est majoritairement assurée par les centrales thermiques (76 % de la production en 2019), réparties entre les deux principaux sites de Bellefontaine et de Pointe des Carrières, ce qui rend le parc de production fortement bipolaire. Ce regroupement des moyens de production à proximité de la capitale Fort-de-France et au nord de l’île, ne correspond plus aux nouveaux centres de consommation qui se développent désormais dans le centre et dans le Sud de l’île. Depuis 2018, la centrale thermique Bagasse-biomasse d’Albioma vient sécuriser l’approvisionnement de l’Est comme moyen de base.

*Système électrique de la Martinique au 31/12/2018*



Les réseaux électriques insulaires sont soumis à divers aléas qui ont des conséquences sur la qualité de fourniture : défaillance des matériels qui sont soumis des conditions climatiques sévères, problème d’élagage dû à la complexité des accès et à une végétation luxuriante, agressions des câbles souterrains générés par des travaux tiers. Le temps d’interruption de fourniture en Martinique oscille autour de 400 minutes par an en moyenne, ce qui correspond à un niveau dégradé par rapport aux autres ZNI où EDF SEI exerce les missions de gestionnaire du réseau. **Ce niveau est presque sept fois plus élevé que le temps de coupure en métropole.[[34]](#footnote-35)**



Pour sécuriser le fonctionnement du système électrique sur l’île, EDF, met en service de nouvelles liaisons souterraines. Ces liaisons sont nécessaires pour sécuriser le système électrique et permettre l’évacuation de production thermique et renouvelable. Sur le réseau de distribution HTA, les travaux visant à renforcer le réseau en améliorant les secours entre les lignes et en enfouissant du réseau continuent. A noter qu’en 2019, suite à d’importants programmes d’enfouissement ces dernières années, 67% du réseau HTA est en souterrain. La résorption des longueurs en fils nus est quasiment achevée, en revanche il existe encore de nombreux supports vétustes à remplacer.

Distribution électrique en 2019



Évolution du réseau HTA de 2013 à 2019



Par ailleurs, EDF **fait évoluer la technologie de supervision de ses réseaux, en utilisant les potentialités offertes par les NTIC** (nouvelles technologies de l'information et de la communication) : mise en service fin 2015 au dispatching d’EDF d’un nouvel outil de conduite, déploiement de contrôle-commande numérique dans les postes sources, mise en place d’un nouveau réseau de télécommunication entre le dispatching et les postes se basant sur des liaisons optiques, étude d’un déploiement généralisé de compteurs communicants. Ces projets contribuent grandement à sécuriser l’alimentation sur le territoire.

Une image contenant texte, carte

Description générée automatiquement

**Réseau électrique et EnR**

On distingue l’énergie photovoltaïque et l’énergie éolienne comme étant des énergies à caractère aléatoire, c’est-à-dire qu’elles présentent des variations de production dans le temps qui ne peuvent, pour l’heure, être anticipées. Ces énergies intermittentes sont susceptibles, compte tenu de leurs fluctuations, de mettre en danger l’équilibre des systèmes électriques de la Martinique. **L’intégration supplémentaire d’installations éoliennes et photovoltaïques ne pourra se faire qu’en travaillant sur le développement des capacités de stockage de l’électricité et la prévisibilité de la production électrique de ces installations**. Le système électrique martiniquais doit donc continuer de répondre aux enjeux de stabilité du système pour permettre une insertion accrue des EnR. Il convient de développer, en parallèle des EnR intermittentes, des énergies renouvelables dispatchables ou génératrices d’inertie telles que la géothermie et la valorisation des déchets. Différentes solutions de stockage seront également à mettre en place afin d’accompagner le développement des ENR intermittentes. Certaines répondront à des usages privés (véhicule électrique, sécurisation de l’alimentation pour des usages essentiels, volonté d’autonomie par rapport au réseau…), d’autres contribueront à des besoins du réseau et/ou du système électrique. Elles sont de plusieurs types :

- des batteries de stockage électrochimiques couplées aux installations des producteurs qui devront répondre aux exigences du gestionnaire de réseau en matière de sûreté système

- des systèmes de stockage centralisés ou mutualisés raccordés au réseau, permettant de fournir des services système pour stabiliser le système électrique.

- des systèmes de stockages hydrauliques (STEP) permettant de stocker l’énergie puis la restituer à la pointe.[[35]](#footnote-36)

Le SMEM, propriétaire du réseau de distribution (HTA et BT), envisage en collaboration avec EDF, la réalisation d’un schéma directeur de ce réseau. L’objectif est de le préparer au foisonnement des sources de stockages et de production d’électricité, notamment à partir d’énergies renouvelables. Dans ce cadre, il s’agira de développer les conditions techniques et financières de l’intégration de réseaux intelligents (Smart Grids) et de villes connectées (Smart Cities) à l’échelle du Territoire.

2.6.2 Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| Atouts | ***Faiblesses*** |
| * Diversité des ressources énergétiques renouvelables locales * Une bonne connaissance des caractéristiques locales par les acteurs territoriaux engendrant de nombreux appels à projet territoriaux * Plan de Communication adaptée à la transition énergétique * Compétences locales en matière de transition énergétique dans l’industrie * Ecosystème et contexte favorable à l’ingénierie en matière d’innovation * Une forte capacité de production d’EnR déjà installée * Un réseau en cours de renforcement | * Peu de Ressources EnR stables locales actuellement valorisées * Dépendance énergétique * Concentration de la production d’énergie * Une discontinuité forte de la fourniture en énergie du réseau * Manque d’ingénierie au niveau des porteurs   Réseau électrique pas adapté à l’évacuation de l’énergie renouvelable depuis les zones de gisement (nord atlantique)   * Peu d’opérateurs MDE localement * Des centrales de faible inertie * Des centres de productions d’énergie éloignés des zones d’habitation en développement (sud de l’île) |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Des projets d’innovation technologique prévu * Révision de la PPE : définition des objectifs et de la stratégie territoriale dans le cadre de la LTECV * Un fort potentiel de développement du photovoltaïque et de l’éolien * Appel d’offre de la CRE * Projets communs aux RUP * Tiers investisseurs (AFD, Caisse des Dépôts, BPI …) | * Impacts liés aux Changements et aléas Climatiques * Impacts du contexte insulaire sur les réseaux * Augmentation du coût des énergies fossiles * Difficultés à coordonner la production et l’utilisation des différentes sources d’énergies * Caractère aléatoire des EnR * Déplacement des zones de consommations énergétiques * Méconnaissance des spécificités locales par les autorités externes |

2.6.3 Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

L’enjeu principal afin de sécuriser l’approvisionnement en électricité est de **développer les réseaux, le stockage, la transformation des énergies** et le **pilotage de la demande**. Pour cela, il est identifié les sous-besoins suivants :

* Renforcer rapidement la capacité du réseau entre le nord atlantique et le centre
* Développer un réseau électrique permettant le raccordement des ENR sur les lieux de gisement
* Développer le concept d’éco-quartiers
* Faciliter le raccordement des ENR au réseau : cadrage et transparence des couts et délais de raccordement
* Augmenter le seuil de déconnexion
* Expérimenter la mise en place de compensateurs synchrones permettant d’apporter la stabilité et la sureté du système électrique (stabilisation de la fréquence) en remplacement des moyens de production conventionnels substitués par les ENR intermittentes.
* Mettre en place d'une liaison sous-marine électrique
* Développer des dispositifs de stockage centralisés
* Déployer de dispositifs publics de charge au cas par cas
* Sécuriser du réseau électrique
* Accompagner le développement du réseau fermé de distribution de la zone portuaire

## 2.7 Développer une expertise en matière de prévention des risques et de développement de la résilience face aux catastrophes

* + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

La situation insulaire en zone tropicale entraîne une très forte exposition aux risques naturels. On estime que 94% des communes martiniquaise sont exposées aux risques naturels et climatiques. L’insularité, l’éloignement, la fragilité du bâti et des réseaux sont autant de facteurs de vulnérabilité du territoire. Chacune des 34 communes de Martinique est couverte par un plan de prévention des risques naturels (PPRN). Les PPRN proposent une cartographie des aléas, des enjeux et des risques, et rappellent la réglementation et les procédures à suivre.

Cette exposition aux risques naturels qui s’élargit également aux risques sanitaires, aux risques technologiques, aux risques sociétaux constitue une obligation pour la Martinique de maintenir des actions visant à protéger et à sécuriser sa population. Mais la forte exposition à des formes multiples de risques constitue également pour la Martinique une opportunité en termes de développement avec la possibilité de créer des expertises, de renforcer des compétences et d’améliorer de la connaissance dans la logique de création d’une **chaîne de valeur organisée sur le mode du développement durable.**

Cette démarche devra s’inscrire dans une logique de coopération régionale, de partage et d’échanges avec les pays de la Caraïbe.

**Changement climatique**

Les effets du changement climatique risquent d’accentuer la vulnérabilité environnementale du territoire martiniquais et d’aggraver le niveau actuel de plusieurs aléas. La houle cyclonique et l’élévation du niveau de la mer (sur la période 1993-2011, le niveau marin a cru de 0 à 3 mm/an en Martinique [[36]](#footnote-37)) incitent ainsi à reconsidérer la relation au littoral. L’élévation du niveau de la mer renforce le phénomène naturel d’érosion côtière qui a un impact fort sur le littoral martiniquais. Fortement urbanisé au cours de ces dernières années, le littoral de certaines communes de l’île se trouve de plus en plus menacé. Il s’agit aujourd’hui de s’adapter aux aléas naturels et de s’interroger sur la transformation du littoral et le déplacement de certaines populations. L’acidification et le réchauffement des océans ont des impacts forts sur les récifs coralliens qui tendent à disparaître, accentuant l’exposition du rivage à la mer. Les invasions d’algues sargasses sur les littoraux touristiques prennent de l’ampleur depuis les premiers échouages massifs de 2011 et s’inscrivent dans la durée.

**Risques naturels**

À l’image des autres territoires insulaires caribéens, la Martinique est confrontée de manière permanente à de multiples risques naturels :

• **les cyclones et leurs conséquences** (vents violents, fortes pluies/orages, houle cyclonique, marée de tempête),

• **les séismes**

La Martinique est une zone de forte sismicité (niveau 5). L’île est soumise dans sa totalité aux risques sismiques. En fonction de la répartition de la population et de l’exposition des biens, les conséquences humaines, économiques et sociales d’un séisme peuvent être plus ou moins importantes. En cas de séisme, les installations à risques peuvent constituer une menace importante pour l’environnement (installations classées pour la protection de l’environnement stockant des produits dangereux, barrage de la Manzo, etc.). Or, on dénombre plus de 80 ICPE en Martinique. Les scientifiques s’accordent pour dire qu’il est fort probable qu’un [séisme](http://www.planseisme.fr/spip.php?page=glossaire" \l "gloss154) majeure touche l’une des îles antillaises françaises dans les décennies à venir, comme ce fut le cas par le passé. Cependant, du fait de l’accroissement continu des enjeux en présence et de la forte [vulnérabilité](http://www.planseisme.fr/spip.php?page=glossaire" \l "gloss163) actuelle du bâti antillais, la survenue aujourd’hui d’un [séisme](http://www.planseisme.fr/spip.php?page=glossaire" \l "gloss154) majeur pourrait être plus dramatique encore que ne le fut le grand [séisme historique de 1839](http://www.planseisme.fr/IMG/pdf/11021-1_seisme_martinique_1839_27-06-2013_def_web.pdf) (intensité IX) en Martinique.[[37]](#footnote-38) Fort de ce constat, le gouvernement a adopté en janvier 2007 le [Plan Séisme Antilles](http://www.planseisme.fr/-Espace-Plan-Seisme-Antilles-.html) dont l’objet premier est de réduire le nombre de victimes en cas de [séisme](http://www.planseisme.fr/spip.php?page=glossaire" \l "gloss154) majeur. Il définit une stratégie complète de prévention, qui prévoit le confortement parasismique ou la reconstruction de bâtiments publics devant être prioritairement sécurisés (établissements scolaires, habitat social, casernes de pompiers, bâtiments de l’État servant à la gestion de crise, etc.) ainsi que les actions indispensables de formation et de sensibilisation au risque sismique. En 2019, le plan séismes Antilles a permis de réaliser et de conventionner les travaux pour 30 % des établissements scolaires vulnérables, 30 % des logements sociaux vulnérables et 75% des Services Départementaux d’Incendie et de Secours aux Antilles. A l’heure actuelle, seulement 20% des élèves scolarisés sont protégés en Martinique vis-à-vis du risque sismique (bâtiments répondants à la réglementation parasismique ou renforcés) : 19 % dans les écoles du 1er degré, 37 % dans les collèges et 23 % dans les lycées. La 3ᵉ phase du plan séisme Antilles (2021-2027) reprendra et complétera les axes des phases précédentes avec un objectif de dynamisation et d’accélération des opérations. A cet effet, le gouvernement a confié le pilotage du plan séisme Antilles à la délégation interministérielle aux risques majeurs outre-mer (DIRMOM) et d’associer plus largement les élus et autres partenaires au dialogue, à la décision, au suivi et à la mise en œuvre des différentes actions du plan.

• **les fortes pluies et leurs conséquences** (inondations, coulées de boues, glissements de terrains, etc.)[[38]](#footnote-39)

Les fortes pluies et inondations engendrent l’exposition du territoire à deux grandes catégories de risques : les inondations et les coulées de boues et glissements de terrains. Concernant les inondations, toutes les communes de la Martinique sont exposées au phénomène d’inondation du fait des caractéristiques topographiques et hydrographiques du département. De plus, le risque d'inondation peut survenir à n’importe quel moment, malgré le caractère saisonnier des pluies (maximum de pluviométrie en période cyclonique), aucune période ne peut être considérée comme exempte de risques.

• **les sécheresses** **[[39]](#footnote-40)**

En Martinique, l’augmentation de la température moyenne annuelle est de + 1,47 °C sur la période 1965-2009, soit près du double de la hausse moyenne constatée sur le globe durant la même période[[40]](#footnote-41). La moyenne des températures maximales en Martinique en 2019 a été la plus élevée depuis 1953[[41]](#footnote-42).

• **les mouvements de terrain**

La Martinique est une région très exposée aux mouvements de terrain (plus de 650 événements inventoriés depuis les années 1990). En termes de dommages, comparativement aux autres phénomènes naturels, les mouvements de terrain représentent une très forte menace : plusieurs habitations sont endommagées chaque année[[42]](#footnote-43). Parmi les mouvements de terrain, on trouve principalement les glissements de terrain (qui constituent plus de 80 % des mouvements de terrain recensés), les coulées de boue et les chutes de blocs.

• **les submersions marines, d'origine météorologique (à rapporter aux fortes houles et aux marées de tempêtes) ou d'origine géologique (tsunami) [[43]](#footnote-44),**

La Martinique comprend 450 km de linéaire côtier dont 40 km de mangrove[[44]](#footnote-45) et une population résidente sur le littoral d’environ 160 000 habitants. L'EAIP « submersions marines » représente l'emprise potentielle des inondations par les submersions marines intégrant la rupture d'ouvrages de protection. On dénombre une quinzaine de kilomètres en EAIP submersion marine en Martinique et 27 communes exposées au risque submersion marine et tsunami.

• **les risques volcaniques**

Le volcan de la Montagne Pelée est en activité, et ses dernières crises éruptives meurtrières datent de 1902-1905. Le nord de l’île concentre la plus importante exposition à ce risque.

Les lahars ne sont pas des évènements directement liés à une activité éruptive de la Montagne Pelée mais à l’érosion de terrains volcaniques anciens à l’intérieur desquels circulent des eaux souterraines. Les lahars sont des laves torrentielles liées à un massif volcanique. A partir des pentes supérieures du volcan, la mobilisation par les cours d'eaux de matériel d'origine primaire (cendres, blocs) ou secondaire (matériel altéré) provoque une crue au pouvoir très destructeur. La commune du Prêcheur (au Nord de l’île) est particulièrement exposée à ce risque.

• **Sargasses[[45]](#footnote-46)**

Depuis 2011, une partie du bassin caribéen est confrontée épisodiquement à un nouveau phénomène d’échouages massifs de sargasses pélagiques en provenance de l’océan Atlantique tropical. Les côtes des Antilles françaises, subissent pleinement les conséquences de ce phénomène qui semble s’inscrire dans la durée et s’intensifier avec les années, l’épisode de 2018/2019 ayant été particulièrement intense. La décomposition de ces algues provoque des dégagements de gaz divers : méthane (CH4), gaz carbonique (CO2), ammoniac (NH3), azote (N2), hydrogène sulfuré (H2S), mercaptans, etc. La question de la prévision des futurs échouages revêt un rôle particulièrement important dans l’anticipation des situations de crise rencontrées par le passé. La décomposition rapide des algues échouées provocant l’émission de gaz toxiques comme l’hydrogène sulfuré et l’ammoniac, un ramassage et une évacuation dans les 48 h constitue un objectif annoncé que seule une anticipation suffisante permet d’atteindre. Depuis le dernier épisode d’échouages massifs de 2015, la mise en orbite des satellites publics Sentinel 2 et 3, dédiés à la surveillance des océans, offre de nouvelles perspectives pour la télédétection des bancs de sargasses, en améliorant sensiblement la résolution des images et la fréquence de couverture des zones à surveiller. Une stratégie d'organisation technique ou financière est encore à déployer afin de juguler les impacts du phénomène, d’en prévenir les effets et surtout de trouver des dispositifs permettant de transformer une menace en opportunité. Le déploiement d’une stratégie pour la gestion de l’échouages de ces algues est rendu compliqué par la variabilité et l’imprévisibilité du phénomène, leur localisation parfois très urbanisée, parfois peu accessible et la difficulté à accéder à un matériel de collecte adapté.

La Martinique est donc soumise à l’enjeu de la protection de son bâti et de ses infrastructures (routières, hydrauliques, énergétiques, etc…) pour faire face aux différents risques naturels auxquels elle est exposée. Il est à noter que le renforcement des bâtiments de la Martinique face aux risques de séismes et de cyclones s’accompagne de la gestion du désamiantage des bâtiments.Cela implique de prévoir les modalités de gestion des déchets associés à ce process qui pose plusieurs difficultés à la Martinique. En effet, ces déchets doivent être exportés vers leur lieux de traitement final, ce qui induit des coûts supplémentaires et une charge logistique pour prévoir des expéditions groupées des déchets. La protection face aux risques naturels fait également écho aux besoins d’autonomie énergétique. En effet, le développement des équipements de stockage individuel de l’énergie et la production d’énergie renouvelable offre une garantie supplémentaire en cas de catastrophe naturelle.

**Le développement de compétences et de prestations locales dans le domaine de la gestion des risques naturels est un enjeu essentiel pour la Martinique.** A titre illustratif, un état des lieux partagé avec les professionnels du bâtiment antillais montre la nécessité de poursuivre ou de développer la formation à la construction parasismique des différents corps de métiers. Une estimation très globale indique qu’environ 300 à 400 personnes devraient être formées par an.[[46]](#footnote-47)

**Risques liés au trafic maritime**

La Caraïbe concentre près de la moitié de l'activité de croisière mondiale. Pendant la saison touristique, de novembre à mai, on enregistre en moyenne la présence simultanée d’une vingtaine de navires de croisières représentant environ 70 000 personnes. Le risque d’une intervention de type SMGA (Secours Maritime de Grande Ampleur) est donc particulièrement prégnant. La sécurité maritime est sous la responsabilité aux Antilles françaises du délégué du Gouvernement pour l’action de l’État en mer (DDG AEM), le préfet de Martinique, assisté par le commandant de zone maritime (CZM). Le DDG AEM engage et coordonne les moyens des administrations et autres acteurs agissant en mer (affaires maritimes, douane, marine nationale, sécurité civile, SNSM, gendarmerie) pour assurer les secours en mer, prévenir et lutter contre les pollutions marines. Il dispose d’un centre opérationnel, le CROSS Antilles-Guyane, qui assure le suivi du trafic maritime et la coordination des opérations de sauvetage des personnes et d’assistance en mer dans une zone de 3 millions de kilomètres allant d’Anguilla à la Guyane jusqu’au milieu de l’Atlantique. Le CROSS assure un rôle important d’animateur du réseau de sécurité civile des moyens intervenants en mer, et possède de nombreux accords de coopération avec les pays voisins. La plaisance reste l’activité suscitant le plus de sauvetages et d’assistances (près de 60 % des opérations). Enfin, les établissements de signalisation maritime (ESM), dont l’entretien est assuré par le service des Phares et Balises des Directions de la Mer, permettent de sécuriser la navigation aux abords des ports et abris. Du matériel de lutte contre la pollution est stocké dans des centres POLMAR en Martinique et en Guadeloupe et mis à disposition du SDIS en cas de pollutions marines menaçant les côtes. La Marine nationale dispose également dans la base navale de Fort-de-France de moyens de lutte contre les pollutions marines pouvant intervenir en mer.

**Risques sanitaires**

La Martinique, par son positionnement dans la Caraïbe, est en interaction avec de nombreux pays et territoires (Caraïbe, Amériques, Europe) et est fortement exposées à des flux importants d’hommes, d’animaux, de végétaux. Ce contexte est propice à l’émergence et à la dispersion de maladies infectieuses comme en témoignent les émergences qui ont frappé ces dernières années (Chikungunya, Zika, cercosporiose noire des bananiers, Huanglonbing des agrumes). D’autres menaces sont présentes (diarrhée épidémique porcine, jaunissement mortel du cocotier, fusariose TR4 du bananier …).

**Gestion des risques et des crises**

La fréquence élevée de survenue d’aléas climatiques, la forte activité géodynamique autour de cette zone intertropicale, les différents évènements cataclysmiques (volcanisme, séismes, tsunamis, cyclones…), l’exposition aux risques sanitaires militent pour **le développement d’expertises dans la prévention et la gestion des crises**.

La nécessité de leur prévision et leur suivi, les besoins inéluctables en matière de gestion (avant, pendant, après), en matière d’aménagement du territoire, impose que soit mis en place un espace de recherche et de formation dédié pour identifier les outils de modélisation, et les méthodologies à mettre en œuvre pour accroître la résilience face à ces aléas et améliorer la gestion des crises générées par la survenue de ces épisodes.

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| Atouts | ***Faiblesses*** |
| * Population majoritairement informée * Présence de bureaux d’études géotechniques et hydrauliques compétents en local * Des PPRN multi-aléas approuvés et révisés en 2013 pour l’ensemble des 34 communes de Martinique * Obligation fixée par le PPRN de réaliser une étude géotechnique pour tout nouveau projet * Tissu associatif important et actif * Savoirs traditionnels * Primes à la construction parasismique * Eurocodes prenant en compte la construction parasismique et para cyclonique * Coordination des services opérationnels * Moyens de sécurité civile * Formation parasismique des professionnels du bâtiment * Des solidarités locales * Une autonomie alimentaire individuelle ou provenant des solidarités familiales (à renforcer) * La présence de moyens aéromaritimes d’État conséquents (Affaires maritimes, Gendarmerie, Marine, Service Garde-Côtes des douanes) * Un réseau ORSEC maritime qui s’appuie sur les réseaux POLMAR (anti-pollution), ANED (assistance aux navires en difficultés) et SAR (Search And Rescue) * Le CROSS AG comme centre régional opérationnel de coordination du sauvetage en mer et de surveillance du trafic maritime | * Un territoire soumis à de multiples aléas naturels * Dégradation des protections naturelles contre les aléas (destruction des zones humides, défrichements, artificialisation...) * Insularité (isolement géographique) * Diversité et récurrence des risques naturels auxquels la Martinique est exposée : séismes, cyclones, inondations, éruption volcaniques… * Insuffisance des systèmes d’alerte * Habitat ancien majoritairement de plus de 40 ans (non conforme aux normes de construction actuelles ; présence d’amiante) * Habitat informel et non assuré, ce qui complique, en cas de catastrophe naturelle, les procédures d’indemnisation et de délocalisations * Normes de constructions non adaptées au contexte ultramarin à risques multiples * Manque de moyens en matière de police de l’urbanisme * Délais trop importants pour la reconnaissance par arrêté ministériel et remboursement * Absence de Schéma Territorial de Risques Majeurs * Absence de stratégie d’adaptation au changement climatique * Manque de cohésion et de coordination des acteurs /défaut de Pilotage * Insuffisance de moyens humain et matériel pour une gestion de crise sanitaire post catastrophe.Inégale répartition des maisons médicales. Couverture insuffisante. * Connaissance insuffisante de la vulnérabilité des réseaux (eau, électricité, téléphone…) et des infrastructures (routières, aéroportuaires...) * Forte occupation du littoral * Peu de capitalisation sur « la mémoire du risque » : retours d’expériences post catastrophes naturelles (en matière d’impacts humains et économiques par ex), relevés de laisses de crue, pose de repères de crue. |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Rapports des missions sénatoriales et création d’une délégation interministérielle outre-mer conséquence des sinistres causés par IRMA. * Coopération au sein du bassin caribéen (AEC, OECS, GIC-SATCAR…) * Fonds de prévention des risques naturels majeurs mobilisable pour des études, travaux et autres actions de prévention et de protection sous maîtrise d’ouvrage des collectivités territoriales * En ce qui concerne l’aléa inondation, le Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM, dit « Fonds Barnier), est mobilisable via les programmes d’actions de prévention des inondations (PAPI). * Conduite d’opération assurée par les services de l’État en Martinique pour les opérations du plan séisme Antilles sur les écoles. * Outils numériques   Environnement favorable au développement de prestation de gestion du risque à haute valeur ajoutée   * Fonds de secours pour l’outre-mer, à destination des collectivités territoriales, pour les équipements publics non assurables sinistrés après une catastrophe naturelle * Développement de solutions fondées sur la nature pour la protection du littoral (restauration des mangroves, coraux et herbiers…) * L’anticipation des différents risques par les documents d’urbanisme et de planification territoriale, en évitant le développement urbain dans les zones fortement menacées par les aléas naturels * Développement du contrôle du respect des règles de construction (CRC) pour les constructions neuves par la DEAL, qui intègre notamment un volet parasismique * Des études en cours pour permettre de mieux connaître l’exposition du territoire aux aléas naturels : projet Carib Coast, travaux de révision de l’aléa mouvement de terrain du PPRN par le BRGM, etc. * Cellule de Veille Hydrologique (CVH) dont les travaux permettent de mieux comprendre les phénomènes de crue des cours d’eau | * Evènements naturels de plus en plus fréquents et violents * Pérennisation du phénomène d’échouages des sargasses * Changement climatique : * - Occupation du domaine public sur la frange Littorale * Evènements naturels de plus en plus fréquents et violents - Pérennisation du phénomène d’échouages des sargasses * Emergence de nouveaux phénomènes de pollution * Risque sanitaire, socio-économique et environnementale des zones touchées par les échouages de sargasses * Défaut d’adaptation du cadre législatif National et Européen à la réalité locale. Notamment les critères d’éligibilité. * Manque de compétences locales en lien avec la gestion des risques naturels * Forte probabilité d’un évènement sismique majeur ces prochaines décennies * Des crises sanitaires majeures, pouvant être amplifiées par le trafic maritime à passager (croisière, plaisance) * Pratique de l’ « auto-construction » sans respect des normes parasismiques, para cycloniques ou du PPRN |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Les principaux enjeux permettant de répondre à l’objectif spécifique d’adaptation au changement climatique, de prévention des risques et de capacité de résilience face aux catastrophes sont les suivants :

Le premier enjeu est de **construire une dynamique territoriale locale, nationale, caribéenne, européenne permettant d’accroître les dotations matérielles d’intervention et de secours** etde **construire une dynamique de continuité territoriale post catastrophes**. Pour répondre à cet enjeu, il est proposé de mettre en place des outils, en support de la gouvernance territoriale :

* Adaptation des normes de construction au contexte ultramarin en intégrant le risque cyclonique et le risque sismique
* Elaboration du Schéma Territorial de la Prévention des Risques Majeurs
* Mise en place de modalités fiscales et/ou financières pour réduire les coûts d’acquisition des moyens matériels de résilience
* Création d’un cadre législatif et réglementaire à appliquer localement
* Création d’un observatoire des risques
* Création ou adhésion à des programmes d’insertions et de coopérations avec les territoires limitrophes
* Développement d’une stratégie commune sur la gestion de crise avec les pays de la Caraïbe

Le second enjeu est de **faire des risques majeurs un élément moteur de notre développement territorial.** Pour répondre à cet enjeu, il est proposé :

* La création d’une entité territoriale centrale en appui aux stratégies de prévention et de gestion des risques et crises : pôle de compétitivité risques
* La création d’un Pôle Risque intégrant un espace de recherche et de formation dédié pour identifier les outils de modélisation, et les méthodologies à mettre en œuvre pour accroître la résilience face aux risques
* La création d’un centre caribéen de Sécurité Civile (de formation et de recherche)
* La création d’une plateforme ou d’un organisme de Protection et de partage des archives et des données avec mise en place d’une stratégie territoriale
* L’appui aux secteurs : public, privé, associatif
* La structuration et le développement des filières
* Le développement de politiques incitatives
* La pérennisation de financements pour la surveillance environnementale
* Le soutien financier par subventions pour le développement de produits innovants réalisés sur le territoire
* Le maintien du soutien financier par subvention des confortements et reconstructions parasismiques des établissements scolaires.
* La Mise en place d'une stratégie partagée de gestion des sargasses
* La promotion du dispositif catastrophes naturelles

Le troisième enjeu est de renforcer les compétences et aptitudes des acteurs du territoire. Pour y répondre, il est proposé de :

* Développer des parcours de formation en fonction de la nature du risque
* Mettre en place Une formation des inspecteurs d’urgence AFPS (Diagnostic bâti post-catastrophe …)
* Poursuivre, intensifier et élargir la formation parasismique des professionnels du bâtiment.
* Développer la Formation recherche développement dans le cadre des risques émergents
* Maintien des activités économiques des zones impactées par les échouages de sargasses

Le dernier enjeu est **d’accroître la résilience du territoire aux différents natures de risques et au changement climatique**. Pour y répondre, il est proposé d’élaborer un programme pluriannuel d’investissement permettant de :

* Accélérer la mise en œuvre des opérations du plan séisme Antilles, en particulier sur les établissements scolaires
* Soutenir les études, travaux et l’animation pour la prévention des risques
* Mettre en place une signalétique tsunami sur tout le territoire et développer des outils d'information et d'alerte des populations
* Renforcer les réflexions communes avec les pays de la Caraïbe, dans un but de financer des projets répondant au mieux aux besoins (Sensibilisation des populations, Implications des autorités publiques et renforcer notre capacité à réaliser une sortie de crise efficace (Stratégie Risque et Plan Risque caribéens à élaborer)
* Améliorer la connaissance de la vulnérabilité des réseaux et infrastructures aux risques naturels majeurs et agir pour améliorer leur résilience, notamment sur les portions prioritaires pour la gestion de crise et l’assistance aux populations
* Aménager et construire durablement (capacité d’adaptation, identification des zones exposées, réalisation de diagnostics de vulnérabilité, contrôle et maintenance des réseaux, organisation des flux et déplacement des populations) permettant de protéger les populations littorales.
* Développer des campagnes de communication grand public sur les bonnes pratiques constructives face aux aléas naturels, en lien avec les organismes de recherche, les bureaux d’études et les professionnels de la construction
* Soutenir des actions d’information préventive (notamment obligations des maires), comme l’actualisation des DICRIM et PCS, réunions d’information de la population...
* Sensibiliser le grand public et prévenir les accidents

## Garantir une gestion durable de l’eau indispensable en Martinique pour répondre aux besoins des activités et de la population

Dans de nombreuses communes d’outre-mer, l’accès à l’eau potable est critique. Des plans d’urgence successifs ont été mis en place par le Gouvernement pour répondre temporairement aux situations de crise causées par les événements climatiques extrêmes (sécheresse, cyclone…), le « plan eau DOM » se présente comme le principal cadre d’intervention pour les acteurs de l’eau[[47]](#footnote-48). Ce plan mis en place en 2016 concerne la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte et Saint-Martin. Il vise à accompagner sur une durée de dix ans les collectivités compétentes dans l'amélioration du service rendu à leurs usagers en matière d'eau potable et d'assainissement. Il affiche plusieurs objectifs :

• Privilégier le niveau de l'intercommunalité pour gérer les services d'eau et d'assainissement,

• Développer les capacités techniques et financières de ces services,

• Donner une priorité à l'amélioration des services d'eau et à l'entretien des installations d'assainissement,

* Développer des expertises (développement des réseaux, exploitation des eaux souterraines)

• Mieux intégrer ces politiques dans les stratégies d'aménagement du territoire.

La communauté d’agglomération du Centre Martinique a élaboré un contrat de progrès pour la période 2018-2022, en déclinaison du projet stratégique territorial de la Martinique, qui illustre bien les enjeux en lien avec la gestion de l’eau en Martinique. Ce contrat est structuré en six axes : clarifier la gouvernance, renforcer le fonctionnement de la régie, maintenir une bonne gestion financière, améliorer la performance technique du service d’eau potable, développer l’accès à l’assainissement et renforcer les services et évaluer la compétence eaux pluviales urbaines.[[48]](#footnote-49)

La gestion de l’eau fait évidemment appel à la nécessité de développer un accès aux services essentiels à tous dans le respect de l’environnement martiniquais. Cependant, les défis associés à la gestion de l’eau sont sources d’opportunité de développement avec la possibilité de créer des expertises, renforcement des compétences, amélioration de la connaissance, dans la logique d’une **création d’une chaîne de valeur organisée sur le mode du développement durable**.

* + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

En moyenne, d’après l’Observatoire de l’eau, la consommation d’eau en Martinique se répartit de la façon suivante : 80 % pour les usages domestiques, 16 %, pour l’agriculture et 4 % pour l’industrie. Cette situation est particulièrement singulière puisqu’au niveau mondial consommation d’eau est de 10 % pour les usages domestiques, 70 % pour l’agriculture et 20 % pour l’industrie.

**Contexte général [[49]](#footnote-50)**

Le relief et le climat de la Martinique sont très contrastés. Le Nord montagneux reçoit de grandes quantités de pluie, excepté la bande côtière « sous le vent ». Le Sud peu accidenté est très ensoleillé et relativement sec. Entre les deux, s’étend l’unique plaine de l’île qui représente un dixième de la superficie totale. Ces spécificités engendrent des contraintes dont il faut tenir compte pour une bonne gestion de l’eau et des milieux aquatiques. L’enjeu de la gestion de l’eau en Martinique est donc de mettre en relation les zones de production avec les zones de consommation afin de satisfaire la demande pour les usages domestiques en eau potable.

Les prélèvements s’établissent depuis ces dernières années entre **41 et 43 millions de m3 par an**[[50]](#footnote-51). Un rapport de l’Agence de développement durable d’urbanisme et d’aménagement en Martinique, paru en 2015, avance une consommation moyenne de 175 litres/jour/habitant en Martinique et de 137 litres/jour/habitant en métropole. **La consommation d’eau par habitant est plus élevée en Martinique qu’en France métropolitaine.**

**Caractéristique du réseau**

Le réseau hydrographique est marqué par un nombre important de cours d’eau et de bassins versants indépendants. L’île compte plus de 70 rivières principales alimentées par de nombreux affluents qui constituent autant de cours d’eau. Ainsi, on recense 325 cours d’eau permanents en Martinique. **Aujourd’hui, la Martinique dispose de 36 points de captages : 20 prises d’eau sur des rivières, 4 forages et 12 sources.**Les prises d’eau sur les rivières représentent 94 % des volumes prélevés, c’est-à-dire l’essentiel des volumes. Les eaux souterraines ne mobilisent que 6 % des volumes. **La majorité des captages sur des rivières se localisent dans le Nord de la Martinique, sur des rivières s’écoulant des massifs montagneux**et, en particulier, des flancs de la Montagne Pelée et des Pitons du Carbet. Trois fleuves (la Capot, la Lézarde et la Rivière blanche) assurent 70 % des prélèvements.

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**En dépit de sa densité importante, le réseau hydrographique de la Martinique est un réseau constitué de nombreux cours d’eau au débit faible et irrégulier**. Cette situation pose des problèmes en cas de carême sévère, avec le non-respect des débits réservés, qui pourraient être palliés par l’exploitation des eaux souterraines, l’optimisation des réserves artificielles alimentées pendant la saison des pluies, ainsi que des actions d’économie de la ressource, comme l’amélioration des rendements des réseaux d’eau potable et la création d’interconnexions entre différentes ressources. Six masses d’eau souterraines ont été identifiées selon des critères de géologie, pluviométrie, bassin-versant et socio-économie. Elles représentent une ressource potentielle significative pour la Martinique.

**L’eau, une fois captée, est acheminée vers des usines de production d’eau potable (UPEP). Il en existe 27 en Martinique.**



Les usines de traitement alimentent 298 réservoirs de stockage qui sont autant de relais au sein du réseau de distribution. Ils représentent 2 jours de consommation moyenne. Les points de captage non conformes, c’est-à-dire ceux gagnés par l’urbanisation ou pollués de façon chronique par les activités agricoles, et au débit faible ont été progressivement supprimés. **Depuis le début des années 2000, quatre sites ont été abandonnés dans le Nord de la Martinique du fait de la pollution au chlordécone.**

**La totalité des masses d’eau souterraine** de Martinique apparait classée comme étant en bon état quantitatif. D’un point de vue qualitatif, trois masses d’eau souterraine sur six apparaissent classées en bon état. En 2018, l’état écologique partiel des cours d’eau de Martinique (sans chlordécone) est bon pour 6 stations sur 20 (30%). Avec chlordécone, le nombre de stations en bon état passe à 4 (20%).[[51]](#footnote-52) Parmi les principales activités polluantes recensées en Martinique, l’industrie agro-alimentaire, avec notamment 9 distilleries et une sucrerie, produit les deux tiers des matières organiques issues du secteur industriel. La vulnérabilité est plus élevée dans les cours d’eau du Sud où les débits sont faibles. Malgré une nette amélioration des traitements des rejets de distilleries, l’incidence de cette activité reste encore forte.52

**Zones humides** **[[52]](#footnote-53)**

En Martinique, plus de 2276 zones humides ont été répertoriées pour une superficie d’environ 2 875 hectares soit 2,5% du territoire martiniquais. Même si les trois-quarts de ces zones sont représentés par les mares et les étangs, ce sont les mangroves – situées à l'interface terre-mer – qui couvrent 82 % de la surface[[53]](#footnote-54). Ces milieux aquatiques, terrestres et marins sont très vulnérables aux changements climatiques qui modifient leur intégrité (assecs, bouleversements physico-chimiques, etc.) et ouvrent ainsi la porte à des évolutions rapides de leur caractéristiques : changement d’espèces végétales ou animales dominantes, invasion d’espèces exotiques, modifications des paysages, etc. Ces modifications peuvent altérer fortement les services que ces écosystèmes nous apportent (alimentation, usages récréatifs, etc.).

**Le réseau de distribution**

La part de logement sans point d’eau est encore importante en Martinique, elle est de 4,9% des logements. La distribution de l’eau potable, puis l’assainissement des eaux usées sont organisés à l’échelle de la Martinique dans le cadre de structures intercommunales qui en ont la responsabilité. Les réseaux de distributions, mis en place au fur et à mesure de l’équipement des zones urbaines, rurales puis périurbaines à partir des années 1970-1980, sont vieillissants, d’un âge moyen d’une quarantaine d’années. Les casses sont fréquentes. **Les fuites sur les réseaux sont un problème qui occasionne la perte d’environ 20 % à 30 % de l’eau distribuée.**La vétusté des réseaux et leur entretien défectueux, les mouvements de terrain fréquents, la longueur des réseaux due au phénomène de mitage, pas toujours contrôlé par les plans d’urbanisme, expliquent cette situation. **Réduire les pertes** sur le réseau de distribution permettrait des économies appréciables en période de sécheresse. Cela permettrait aussi des économies financières pour les abonnés puisque le coût de cette eau, traitée pour être potable mais pas distribuée, est répercuté directement sur la clientèle, d’où un rendement médiocre. **On estime à 500 km le linéaire de tuyau à reprendre à court terme.**Cependant pour l’instant, on s’emploie surtout à réparer les casses, au coup par coup. Le prix de l’eau en Martinique étant déjà jugé excessif, **il semble impossible de l’augmenter davantage pour financer des travaux de rénovation du réseau.**Il s’agit là d’investissements lourds que les organismes de distribution ne peuvent effectuer seuls sans l’aide des collectivités territoriales, de l’État ou de l’Union européenne.

**Le réseau d’assainissement**

**En Martinique, on estime que 60 à 70 % de la contamination en matières organiques des eaux douces se fait par les eaux usées domestiques.**Rappelons que les eaux polluées ont comme exutoire final la mer qui, en Martinique, n’est jamais à plus de 12 km. Aujourd’hui, deux systèmes de traitement existent :

* Le traitement collectif, relié par un réseau de canalisations à une station gérée par un délégataire de l’une des trois communautés d’agglomération dans le cadre d’un réseau d’assainissement collectif (RAC)
* Le traitement individuel appelé aussi assainissement non collectif (ANC) qui concerne les maisons individuelles et les petits ensembles collectifs privés.

Seuls 40 % des abonnés martiniquais sont reliés à un réseau d’assainissement collectif (RAC) Ces stations sont souvent situées en aval des bassins de collecte, à proximité de la mer. Un émissaire permet l’évacuation des eaux traitées en mer à quelques centaines de mètres de la côte. **Le reste des abonnés, c’est-à-dire 60 % de la population, est relié à une installation privée dans le cadre d’un assainissement non collectif (ANC), dit également assainissement autonome ou individuel.** Le fonctionnement de ce type de stations est souvent problématique car elles ne sont pas toujours aux normes, elles sont parfois mal entretenues et elles génèrent des nuisances olfactives et des risques sanitaires. Dans le cas de copropriétés, les stations représentent un coût de fonctionnement important.

**Le raccordement des installations relevant de l’assainissement non collectif au réseau collectif n’est pas toujours aisé.**La solution des écoulements par gravitation est rendue difficile du fait de la topographie mouvementée de la Martinique, constituée en grande majorité de mornes et de fonds. Du fait des pendages des réseaux, l’installation de pompes de relevage s’avère souvent indispensable. Par ailleurs, la dispersion de l’habitat est une difficulté supplémentaire. Dans tous les cas, les frais de raccordement au réseau d’assainissement collectif sont généralement élevés et pas toujours « répercutables » sur les abonnés, et en particulier ceux qui ne sont pas solvables. Dans ces conditions, il est donc indispensable de poursuivre l’effort de soutien à la mise aux normes des stations individuelles.

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Des masses d’eau souterraines peu sollicitées et méconnues * Contrats de progrès des EPCI * Compétence et expertise techniques des acteurs de l’eau * Ressources pour l’AEP de bonne qualité * Des outils dédiés au partage de la ressource et à la restauration des milieux en cours ou en voie de création * Bonne qualité des eaux de baignade globalement bonne | * Peu de masses d’eau de bonne qualité * Les pollutions industrielles, notamment en ZA et ZI * Une très forte demande en eau pour l’irrigation * Performances des installations face aux aléas climatiques, aux risques naturels (notamment sismique) et énergétique * Gouvernance dans son format actuel * Ressource peu diversifiée, essentiellement de surface * Des difficultés d’approvisionnement en eau potable par écart entre bassins de vie et ressource Rendements de réseaux * L’impact du chlordécone : financier et image du service * Contraintes règlementaires et lourdeur administrative des DLE * Schémas directeurs et/ou PPI des EPCI * Mission des SPANC limitée au contrôle de l’ANC * Retard structurel, notamment des infrastructures, lié au développement urbain * Un réseau d’assainissement collectif peu développé, une forte pollution issue de l’assainissement non collectif * Prix de l’eau élevé * Manque d’ingénierie financière dans les EPCI et manque de trésorerie chronique |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Perpétuer l’acquisition de connaissances sur la ressource souterraine en vue de son exploitation * Evaluation des masses d’eau : état et objectif à atteindre * Les eaux souterraines : connaissance des volumes prélevables * Gouvernance : consensus politique sur le syndicat unique de l’eau * Evaluation des masses d’eau : état et objectif à atteindre * Inciter à l’interconnexion des ressources pour l’alimentation en eau potable * Potentiel création d’emplois et développement d’activités * Solutions techniques à rechercher : améliorer les performances du réseau collectif (stations d’épuration, déversoirs d’orages, postes de relevage) pour en limiter l’influence négative sur les milieux * Renforcer la communication et la sensibilisation, notamment sur le comportement * Améliorer le réseau et contraindre l’urbanisation aux zones desservies * Mettre en place une filière de traitement des boues d’épuration * Concertation des acteurs * Potentiel de coopération | * Les pollutions domestiques notamment assainissement et agricoles : un impact direct sur les milieux aquatiques * L’impact du chlordécone : pérennité de la ressource, notamment souterraines * Risque de déclassement des sites de baignades * Aléas climatiques et sismiques * Données démographiques : paupérisation et déclin démographique (vieillissement) * Un réseau d’assainissement privé ou collectif en mauvais état |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’action identifiés

Le premier enjeu identifié en vue d’assurer une gestion durable de l’eau en Martinique est de réussir à **concilier les usages humains et les besoins des milieux aquatiques** notamment en **développant les capacités techniques et financières des services d’eau potable et d’assainissement et en mettant en place une gestion des eaux de pluie.** Pour répondre à cet enjeu, on identifie les besoins suivants :

* Satisfaire l’ensemble des besoins en eau en diversifiant l’origine des ressources (eaux pluviales, eaux souterraines, eaux brutes, REUT…) et en développant les interconnexions de réseaux et le stockage ;
* Soutenir les actions d’économie d’eau (amélioration des rendements de réseaux, développement des techniques culturales, et du choix des espèces, sécurisation des infrastructures...) ;
* Créer les conditions pour assurer la qualité et la soutenabilité de ces services
* Mettre en œuvre des orientations des contrats de progrès ;
* **R**éviser les SCOT en tenant compte des zonages d’assainissement et de distribution d’eau potable.
* Développer la gestion patrimoniale des réseaux
* Développer L’opération groupée et concertée de réhabilitation ANC, notamment dans les zones à enjeux ou à risques (glissements de terrain) ;
* Gérer La résorption de la problématique des raccordables non raccordés (coercition / financement de la partie privative / pour les réseaux neufs aller au branchement privatif) ;
* Mettre en place des outils pour améliorer le taux de collecte des matières de vidanges et boues
* Développer des filières de traitement et de valorisation des matières de vidanges et boues
* Répondre aux contraintes règlementaires en termes de prévention des inondations
* Elaborer des schémas directeurs eaux pluviales à l’échelle des EPCI
* Gérer les eaux pluviales à la source, et développer les zones d’expansion des crues et de stockage ;
* Gérer des eaux pluviales des zones d’activité et des pollutions induites.
* Définir une stratégie de gestion liée à la limitation de l’imperméabilisation des sols
* Accompagner la gestion à la parcelle des eaux pluviales (récupération et valorisation des eaux pluviales, ...)
* Utiliser les interconnexions caribéennes de gestion de l’eau afin d’améliorer les prestations territoriales.

Le deuxième enjeu identifié en vue d’assurer une gestion durable de l’eau en Martinique est de **reconquérir la qualité de l’eau et des milieux aquatiques, de protéger et de restaurer les milieux aquatiques remarquables**. Pour répondre à cet enjeu, on identifie les besoins suivants :

* Rétablir les continuités écologiques
* Enrayer les pollutions diverses quelle que soit leur origine, urbaine, agricole, industrielle.
* Développer des outils de préservation de la ressource en eau (aires de protection des - captages, planification du développement urbain…) et de protection des ressources en eau potable, superficielles ou souterraines.
* Lutter contre les rejets de micropolluants (substances dangereuses, pharmaceutiques, - substances émergentes)
* Protéger les milieux aquatiques et notamment du littoral et des mangroves, qui sont l’exutoire naturel des pollutions provenant de l’île.
* Mettre en œuvre des techniques de restauration adaptées au contexte martiniquais, améliorant notamment la continuité écologique des cours d’eau ;
* Améliorer la qualité des eaux portuaires, des zones de plaisance et de baignade ;
* Mettre en œuvre des actions de protection et restauration des mangroves et zones humides, en encadrant la gestion de la politique foncière notamment.
* Limiter l’artificialisation des sols en amont des cours d’eau et le long du littoral

Le troisième enjeu identifié en vue d’assurer une gestion durable de l’eau en Martinique est de r**enforcer la gouvernance des collectivités compétentes.** Pour répondre à cet enjeu, on identifie les besoins suivants :

* Au niveau des EPCI, renforcer le contrôle des exploitants
* Privilégier le niveau de gouvernance idoine
* Développer les co-maitrises d’ouvrages
* Créer un pôle de compétence transversal et mutualisé entre les EPCI pour l’innovation et l’adaptabilité

Le dernier enjeu identifié en vue d’assurer une gestion durable de l’eau en Martinique est de **renforcer la connaissance** pour mieux gérer l’eau et agir sur les comportements**.** Pour répondre à cet enjeu, on identifie les besoins suivants :

* Mettre en œuvre des actions de sensibilisation / communication / information
* Assurer une meilleure connaissance des moyens et des techniques innovantes.
* Développer des expertises sur des problématiques spécifiques : eaux souterraines, pollution….
* Mettre en œuvre des actions concertées en transversalité lors de la mise en œuvre des politiques publiques ;
* Développer des démarches de benchmarcking ;
* Renforcer les moyens d’accompagnement des usagers ;
* Sensibiliser les acteurs du territoire à l’économie d’eau
* Communiquer sur les investissements réalisés et leurs résultats

## 2.9 Faire de la préservation et la valorisation de la biodiversité, un vecteur de développement de la Martinique

* + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

La Martinique fait partie du « hot spot » de la biodiversité de la zone Caraïbe. Sa biodiversité particulière à fort taux d’endémisme est sujette à un déclin important depuis plusieurs décennies. En effet, du fait même de son insularité et de son exiguïté, les espèces endémiques de la biodiversité martiniquaise sont particulièrement sensibles et subissent de nombreuses pressions et menaces. Les perturbations climatiques peuvent impacter ces milieux, mais ce sont les perturbations d’origine anthropiques qui sont la principale cause de l’érosion de la biodiversité. Le fort accroissement démographique depuis les années 1950 a conduit à une forte urbanisation, avec un mitage des espaces naturels conséquent et une pression particulièrement marquée sur le littoral. Les espèces exotiques envahissantes constituent également un point d’attention majeur.

La biodiversité englobe également la dimension agricole, dont la riche agro-biodiversité, qui — constitue, elle aussi, un patrimoine biologique à part entière.

Deux enjeux s’en dégagent donc :

* Protéger le patrimoine naturel qui est menacé par des activités anthropiques concentrées.

Des mises en cohérence devront être recherchées s’agissant des s pollutions générées par l’agriculture intensive conventionnelle sur un territoire exigu où sont captées les eaux douces, les pollutions urbaines, les aérosols générés par les moyens de transport …ou toute activité mettant en danger la biodiversité insulaire et les populations…

* Faire de la biodiversité agricole un moteur de développement économique autour d’une spécialisation en bioéconomie en milieu insulaire tropical.

Aussi, au-delà des enjeux de protection de la biodiversité, les actions et les projets développés pour y répondre doivent pouvoir constituer également des opportunités de développement pour la Martinique au travers de la création d’expertises, de connaissances et de compétences sur le territoire. Ceci dans la logique de créer une chaine de valeur sur le territoire martiniquais.

**Milieu terrestre[[54]](#footnote-55)**

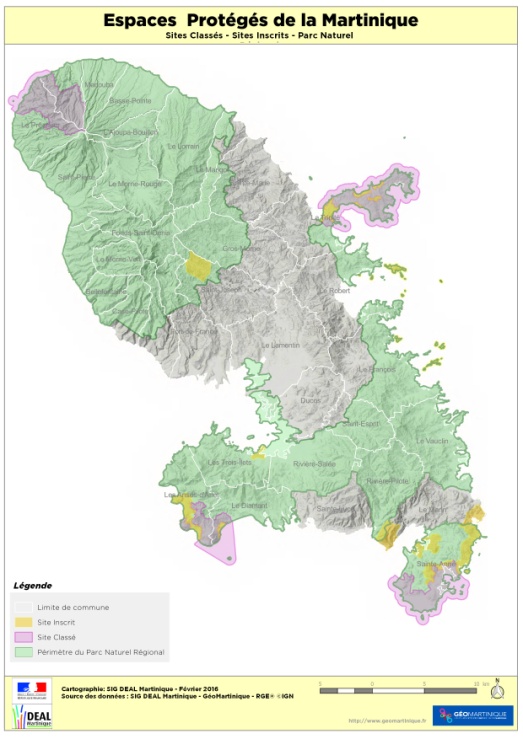
Le potentiel naturel est considérable dans « l’île aux fleurs » (riche de 1 700 espèces de fleurs comme les bougainvillées multicolores, les hibiscus, les tulipes du Gabon, les orchidées et les anthuriums sauvages, etc.). On y dénombre 2 960 espèces de phanérogames (12% endémiques des Petites Antilles) et 323 espèces de ptéridophytes (14% endémiques des Petites Antilles). Sont également présents sur le territoire 202 taxons d’orchidées. La forêt martiniquaise couvre actuellement 48 000 hectares soit 45% de la superficie de l’île. L’île possède environ 400 espèces d’arbres, soit davantage d’espèces que toute l’Europe continentale dont 20% endémiques des Petites Antilles. 56 de ces spécimens en danger d’extinction locale et 12 en danger d’extinction totale. La mangrove, « forêts de palétuviers », est une formation forestière palustre qui assure un rôle biologique important, protège physiquement le littoral et contribue largement à l’épuration physique des eaux. La diversité des milieux forestiers (43 % de la surface de l’île) et des milieux naturels est particulièrement propice à l’avifaune (plus de 235 espèces recensées, permanentes ou migratoires). Plus de 200 espèces d’oiseaux sont présents en Martinique dont 70 espèces nicheuses et plus de 110 espèces migratrices. Certaines d’entre-elles sont exclusives à la Martinique, aux Petites Antilles ou à la Caraïbe. Il existe sur le territoire 9 espèces de reptiles terrestres indigènes dont 2 espèces endémiques de l’ile, 11 espèces de chiroptères, toutes sont protégées par arrêté ministériel de janvier 2018. La Martinique détient deux réserves naturelles d’importance nationale avec la presqu’île de la Caravelle (côte orientale) et les îlets de Sainte- Anne (extrémité sud-est de l’île) ; sans oublier les sites classés de la Montagne Pelée et de la Caravelle. La biodiversité terrestre de la Martinique est menacée par l’activité humaine et l’urbanisation mais elle est également impactée par les activités agricoles. L’analyse de la biodiversité en lien avec les pratiques agricoles révèle que les exploitations où l’utilisation d’insecticides et de désherbants est plus rare ont une plus grande diversité d’oiseaux. Les exploitations où l’utilisation d’engrais et d’amendements est plus rare ont une diversité biologique intéressante d’un point de vue fonctionnel (abondance d’insectes nectarivores, omnivores, phytophages et pollinisateurs, abondance des vers de terre, d’escargots et de grenouilles).[[55]](#footnote-56) Ainsi les pratiques agricoles limitant l’utilisation des intrants et favorisant les habitats de la biodiversité, telle que l’agroécologie, sont favorable à la préservation de la biodiversité dans le cadre d’une activité agricole.

**Bioéconomie**

La biodiversité terrestre de la Martinique est à la fois riche et fragile. Elle constitue une source d’attractivité du territoire en étant au cœur de la stratégie de développement de l’écotourisme martiniquais. Elle est directement en lien avec les activités agricoles et offre de nombreuses possibilités en termes de développement bioéconomique et de transition énergétique. Elle est également une composante importante du cadre de vie des martiniquais. Au titre de ces éléments la valorisation de la biodiversité martiniquaise doit être conduite dans le respect de sa préservation.

**Milieu marin**[[56]](#footnote-57),[[57]](#footnote-58),[[58]](#footnote-59)

Ce milieu se caractérise par une diversité au niveau des habitats remarquables ( 22 km² de mangroves, 49 km² d’herbiers, 55 km² de récifs coralliens dont 80% en état dégradé dont 44% en état très dégradé,16 espèces de coraux protégés depuis 2017, 350 km de plages) mais également une grande variété biologique (47 espèces de coraux, 200 espèces d’algues, plus de cent espèces d’éponges, de gorgones, de mollusques, de crustacés, d’échinodermes, plus de 300 espèces de poissons côtiers et de nombreux grands poissons pélagiques, 500 à 600 espèces de mollusques marins, cinq espèces de tortues marines, 175 sites de ponte répertoriés, 25 espèces d’oiseaux marins dont 7 nichent sur les falaises et les îlets, des oiseaux limicoles, 21 espèces de mammifères marins dont la baleine à bosse, le cachalot et des populations résidentes de dauphins). Environ 25 espèces de cétacés fréquentant les eaux martiniquaises toute l’année ou à des périodes données. Les espaces marins font l’objet de mesure de protection. Il existe deux réserves naturelles avec un périmètre en mer : une nationale sur les îlets de Sainte-Anne et une régionale le long de la côte de la commune du Prêcheur, 16 km de linéaire côtier protégés par le Conservatoire du littoral un parc naturel marin, et dans les eaux des Antilles françaises le sanctuaire Agoa, dédié à la protection des mammifères marins. On dénombre en 2016, 8 596 hectares de zones marines en ZNIEFF (Zone Naturelle d’Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique) et 2 276 hectares de zones humides en ZNIEFF (Zone Naturelle d’Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique) en Martinique. L’acidification a des conséquences importantes sur le fonctionnement et la productivité des écosystèmes marins. Les mesures en faveur d’une réduction des émissions de gaz à effet de serre auront donc un impact favorable sur le maintien de l’écosystème marin. Les récifs et écosystèmes côtiers protègent naturellement de l'érosion littorale 42 km de route et plus de 10 000 logements[[59]](#footnote-60).



La mer et son littoral sont des espaces de loisirs pour tous les Martiniquais ainsi que pour les touristes attirés par la beauté des plages et des fonds marins. Dans les eaux claires et chaudes, on pratique tout type de sport de mer : gommier, yole, plongée, kayak, surf, voile, etc...Ces espaces sont affectés par les échouages récurrents de sargasses sur le littoral de la Martinique. Le milieu marin, et les activités traditionnelles qui lui sont associées, est un vecteur d’activité touristique telle que le **pescatourisme** qui permet aux touristes de découvrir la pêche côtière martiniquaise à bord d’embarcations traditionnelles (comme la yole).

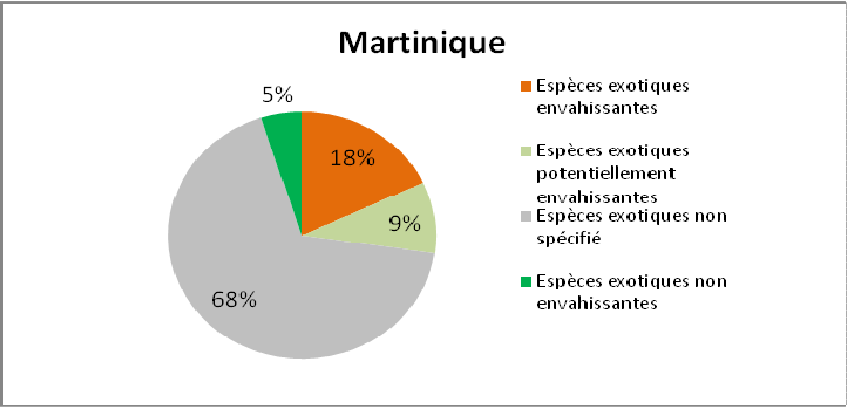
**La valorisation touristique du patrimoine**

De nouvelles formes de tourisme se développent en Martinique en lien direct avec la valorisation de la biodiversité locale. Sans être exhaustif, il convient de citer :

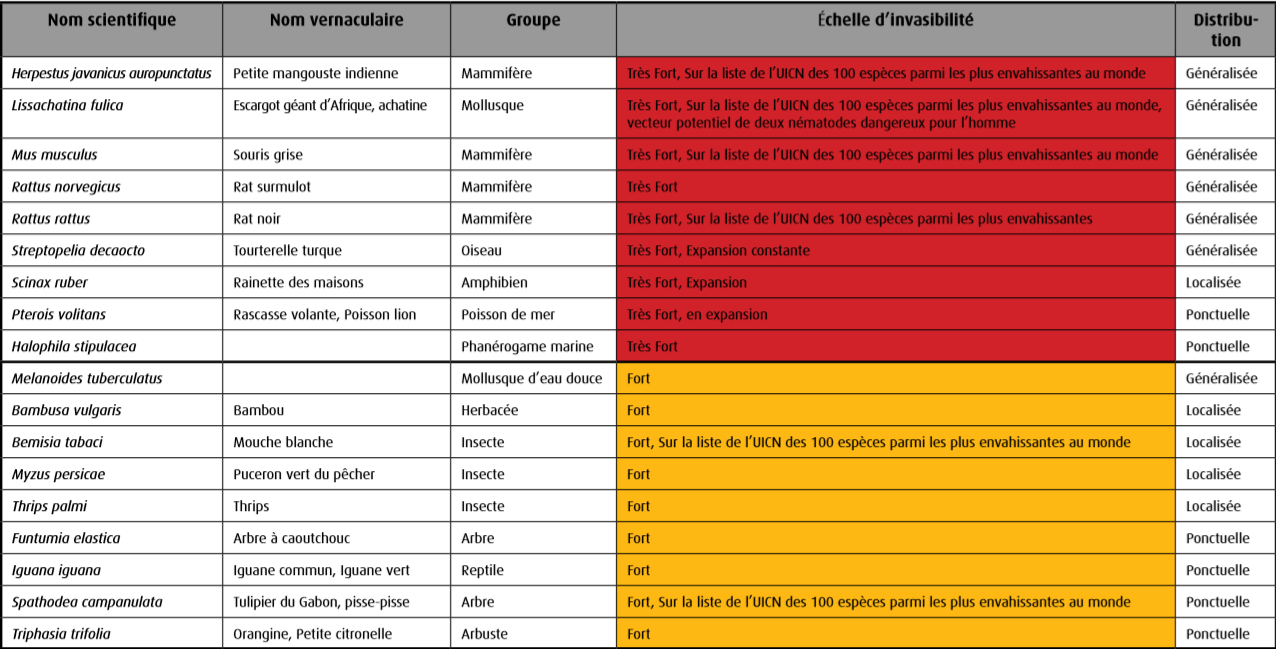
* L’**écotourisme** qui s’appuie sur le climat et la situation tropicale qui permettent à l’île d’abriter une grande diversité de faune et de flore.
* L’**agritourisme** qui recouvre l’ensemble des activités touristiques pratiquées sur une exploitation agricole en activité (hébergement, restauration et vente de produits et ou services).
* Le **pescatourisme** qui permet aux touristes de découvrir la pêche côtière martiniquaise à bord d’embarcations traditionnelles (comme la yole).
* Le **spiritourisme**

**Les espèces exotiques envahissantes[[60]](#footnote-61), [[61]](#footnote-62)**

Les espèces exotiques envahissantes constituent la troisième menace pesant sur les espèces à l’échelle mondiale. En outremer français, 15% des espèces terrestres menacées le sont à cause d’elles selon l’Union internationale pour la conservation de la nature. Pourtant, le phénomène des invasions biologiques demeure mal connu aux Antilles Françaises et peu d’actions locales d’envergure semblent s’y attaquer. La priorité a été accordée aux espèces à impacts sanitaires ou agricoles. La prise en compte des répercussions environnementales est récente ce qui explique le retard accumulé. Ainsi, les espèces exotiques envahissantes déjà implantées sur les îles Antillaises sont souvent méconnues et non considérées en tant que telles. En Martinique, on dénombre 139 espèces exotiques considérées comme envahissantes, potentiellement envahissantes, à caractère invasif non spécifié et enfin non envahissantes. Les espèces considérées véritablement comme envahissantes représentent 18% du total des espèces recensées en Martinique.



Parmi les espèces envahissantes recensées en Martinique, on dénombre 9 espèces ayant un potentiel très fort d’invasivité dont 6 ont une distribution généralisée sur le territoire.



Dans la liste des 100 espèces les plus envahissantes au monde de l’UICN, les espèces suivantes sont également présentes en Martinique : la Jacinthe d’eau (Eichhornia crassipes), le Longose (Hedychium gardnerarium), l’Herbe cré-cré (Clidemia hirta), le Lantanier (Lantania camara), le Faux mimosa (Leucaena leucocephala) et le Bois noir (Albizia lebbeck). Engager une politique de lutte contre les espèces exotiques envahissantes constitue aujourd’hui un défi en termes d’enjeu de conservation de la diversité biologique de la Caraïbe dont font partie les Antilles Françaises, et d’organisation partenariale

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Biodiversité exceptionnelle en termes de nombre d’espèces et d’endémisme : * - Diversité des milieux naturels terrestres et marins * - Paysages naturels remarquables reflétant cette grande variété de biotopes * Présence de quelques sites d’un état de naturalité primaire intact * Nombreux espaces protégés ou labellisés, notamment à l’échelle internationale * Continuité des écosystèmes (ex. mangrove-herbiers-récifs, continuum forestier) * Nombreux acteurs agissant en faveur de la biodiversité (associations, OMB, etc) * Agrément national prochain (Mai 2020) du Conservatoire Botanique de Martinique * Expertises disponibles sur le territoire en lien avec la biodiversité (terrestre, marine) et l’agro-écologie * L’économie circulaire comme outil de développement territorial en Martinique : économie collaborative / EIT (opération pilote en cours sous l’égide d’Entreprise et Environnement / DEAL / ADEME / CTM) avec un réseau d’animation territoriale déjà existant (3 EPCI / ADEME / CTM / ETAT) | * Fragilité et vulnérabilité des écosystèmes du fait de l’insularité (surface limitée et absence de redondance pour certains milieux), de la proximité d’activités polluantes et du mitage du territoire * Protection règlementaire des espèces végétales, ancienne (1988) * Rupture de continuité écologique dans certains secteurs aménagés * Education environnementale insuffisante (trop limitée aux scolaires) * Manque de surveillance des espaces naturels pour faire respecter la réglementation * Insuffisance de structures ou de dispositifs pour mise en collection d’espèces, variétés endémiques ou à potentiel représentant la diversité des biotopes * Manque d’évaluation du niveau de menaces pesant sur les espèces végétales (Liste rouge selon méthode UICN) * Absence d’atlas chorologique (atlas de répartition régionale) des espèces végétales * Insuffisance de formations et de compétences liées à la conservation de la biodiversité * Pas d’identification de la trame verte et bleue |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Amélioration des continuités écologiques entre les écosystèmes : mise en œuvre de la TVB * Mesures de restauration des milieux dégradés (renaturation, replantation) * Réalisation d’une liste rouge « flore de Martinique » (acquisition et bancarisation de données nécessaires en amont) * Développement des plans de restauration d’espèces sauvages menacées, tels que les des Plan Nationaux d’Action (PNA) ou les Plans directeurs de conservation (PDC) qui améliorent la connaissance sur la répartition des espèces menacées * Création de nouvelles aires protégées : PNMM et projet de RNT en Baie de Génipa * Démarches de labellisation : OGS Salines en cours, projet UNESCO en cours, réserve de Biosphère en cours, label FE obtenu. * Développement de travaux de recherche sur les PAM (depuis une 10aine d’années) et cultures patrimoniales (ex : café, cacao, apiculture) * Valorisation des savoirs empiriques et traditionnels sur la biodiversité * Potentielle de développement bioéconomique | * Fortes pressions anthropiques (pollutions diverses, défrichement forestier, prélèvement d’espèces, …) : dégradation voire destruction de milieux naturels, artificialisation des milieux * Prolifération d’espèces exotiques envahissantes (EEE) menaçant les écosystèmes (Miconia calvescens, etc.) * Echouages récurrents d’algues sargasses sur certaines zones littorales * Climat : changement global et aléas |

2.9.3 Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Le premier enjeu est de mettre en œuvre des actions et des conditions de **protection, de gestion durable et de valorisation les milieux naturels, terrestres et marins, ainsi que les espèces**.

Afin de garantir la protection des espaces naturels et espèces, il est proposé de :

* Promouvoir les activités anthropiques en faveur de la biodiversité et des paysages, telles que tourisme vert ou écotourisme, agroécologie, énergie verte, gestion durable des forêts, agroforesterie, …
* Développer une exploitation raisonnée des ressources
* Favoriser les démarches de labellisation et de reconnaissance
* Soutenir l’émergence de filières structurées, du producteur au transformateur, pour les cultures patrimoniales telles que les Plantes aromatiques et médicinales, le cacao, le café**…**
* Animer les plans d’action en faveur de la biodiversité
* Développer les contrats de milieux et contrats littoraux
* Améliorer la surveillance et le respect de la réglementation au sein des espaces naturels (protections fortes sur les zones à enjeux telles que les ZNIEFF, …)
* Réduire les atteintes directes (défrichements, prélèvements, mouillages sauvages, …)
* Lutter contre toutes les pollutions, urbaines, agricoles et industrielles
* Maîtriser la prolifération d’espèces exotiques envahissantes (animer, communiquer, surveiller, lutter) et réviser la liste des espèces végétales protégées
* Renforcer les coopérations à l’échelle de la Caraïbe
* Valoriser la pharmacopée caribéenne, en facilitant la validation scientifique des propriétés médicinales des plantes caribéennes. (Promotion du jardin médicinal caribéen) - Biodiversité
* Renforcer les actions de protection foncière et de lutte contre l’érosion
* Mieux maîtriser et sanctionner le braconnage
* Mieux gérer les déchets des professionnels
* Sanctionner et suivre les dépôts sauvages de VHU et de déchets

Le deuxième enjeu est de **restaurer les milieux naturels et leur fonctionnalité**. Pour répondre à cet enjeu, les besoins suivants sont identifiés :

* Réhabiliter des sites autrefois exploités (carrières, anciens sites industriels, …) pour favoriser un retour de la biodiversité
* Rétablir les continuités écologiques et hydrauliques altérées par le réseau routier et autres obstacles
* Restaurer les milieux et les habitats naturels dégradés
* Reconquérir la qualité écologique des milieux aquatiques,
* Restaurer les populations des espèces à enjeux (endémiques, sur liste rouge)
* Favoriser la biodiversité dans le cadre de mesures de compensation des impacts sur l’environnement pour les nouveaux projets
* Mettre en œuvre des mesures de conservation effectives de certaines espèces végétales (renforcements de population, réintroductions)
* Améliorer notre contribution à la préservation et valorisation de la Mer des Caraïbes comme zone de tourisme durable (travail mené par l’AEC dont la Martinique est Membre) => Protection des éco systèmes, des côtes...

Le dernier enjeu en lien avec la préservation et la valorisation de la biodiversité martiniquaise est **d’améliorer et de renforcer la connaissance et la communication sur les milieux et espèces**. Pour cela, il est proposé de :

* Approfondir, diffuser et vulgariser les connaissances sur les espèces et espaces (inventaires, études, suivis, …) sur la relation Homme – Nature (changement climatique et impacts sur les écosystèmes, services écosystémiques, comportement des espèces menacées...)
* Favoriser les mises en collection des espèces endémiques et à potentiel
* Développer et structurer l’offre de formations, initiales et continues, en lien avec la biodiversité et en réponse aux besoins de connaissance des opérateurs de terrain (génie écologique, …)
* Recueillir les savoirs autochtones et les protéger (en lien avec le protocole de Nagoya), faire le lien avec les savoirs scientifiques
* Faire connaître et reconnaître la richesse et la diversité des espèces et des habitats naturels
* Pérenniser les actions d’éducation et de sensibilisation sur la biodiversité et ses enjeux, en fonction des cibles prédéfinies (scolaires, grand public, …)
* Chasse et pêche : développer la connaissance sur les prélèvements d’espèces
* Améliorer la connaissance pour la restauration écologique des milieux (génie écologique)
* Mieux prendre en compte la nature « ordinaire » et les milieux anthropisés

# 3 Une Martinique mieux connectée

La Martinique étant donné son insularité, l’organisation spatiale de sa population et sa géographie présente de nombreux enjeux autour du développement des réseaux de communication (numérique et transport). Mais ceci constitue et doit constituer également une opportunité pour développer et valoriser des savoir-faire spécifiques en la matière. Les éléments qui permettent à la Martinique d’être un territoire connecté sont de deux nature : les outils numériques favorisant la communication, l’accès à la formation ou à l’information ainsi qu’aux services mais également les éléments de mobilités du territoire. Aussi cette partie est-elle traitée selon ces deux aspects.

L’importance des technologies de l’information et de la communication pour les collectivités d’outre-mer est liée à leur rôle de désenclavement et d’abolition des contraintes géographiques (insularité, éloignement) auxquelles ces collectivités sont soumises. La situation actuelle en Martinique est caractérisée par un ensemble de disparités de tarification et de qualité de service. L’isolement géographique et les spécificités de son territoire impose à la Martinique de développer les conditions favorables au déploiement des outils numériques sur l’ensemble du territoire et de la population de la Martinique. Cet enjeu doit être soutenu par **une couverture totale du territoire en Très Haut Débit FTTH,** une **réduction tarifaire des accès Internet**, l**’anticipation des besoins d’interconnexion**, et **l’amélioration de la qualité de service**. Les caractéristiques du territoire martiniquais en lien avec ces aspects sont présentées dans la partie intitulée : « La connectivité numérique en Martinique ».

En termes de transport, les efforts doivent porter sur une amélioration des systèmes de transports pour favoriser la mobilité interne et externe des personnes, des biens et des services, de et vers les lieux de production et de valorisation.

La Martinique se caractérise par une forte utilisation des véhicules personnels. Le transport routier est par ailleurs le premier poste de consommation d’énergie avec 47,6% de la consommation d’énergie primaire en 2019. L’utilisation accrue des véhicules personnels pour le transport individuel des personnes associé à une concentration des zones d’activité économique engendre une saturation des axes routiers de la zone de Fort-de-France et de sa périphérie. Du fait d’un territoire géographique restreint et contraint, la Martinique n’a pas la perspective d’accroître ses axes routiers. Par ailleurs, l’utilisation massive des véhicules personnels pour le transport individuel des personnes n’est pas en cohérence avec ses objectifs de réduction de sa dépendance aux énergies fossiles. **La volonté de la collectivité de Martinique est donc de développer l’offre de transport alternative à l’utilisation des véhicules personnels à énergie fossile.** L’offre d’alternative au véhicule individuel doit être variée, structurée et organisée pour assurer son intégration dans les habitudes de déplacement de la population.

Les différents leviers mobilisables vis-à-vis des modes de transport pour réduire l’impact environnementale de ce secteur sont :

* L’amélioration de l’efficacité énergétique des déplacements effectués, qui peut être rendue possible par l’augmentation des taux de remplissage des véhicules particuliers (covoiturage) et transports collectifs, ou par les nouvelles technologies
* La réorientation de la répartition des déplacements par mode qui peut être rendue possible par l’amélioration de l’offre régionale en transports collectifs
* La réduction du contenu carbone (contenu en gaz à effet de serre) des véhicules, qui peut être rendue possible à travers le choix de véhicules alimentés partiellement ou plus du tout par des hydrocarbures. Les caractéristiques du territoire martiniquais en lien avec ces aspects sont présentées dans la partie intitulée : « La mobilité en Martinique ».

## Assurer la continuité territoriale numérique de la Martinique

3.1.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

L’insularité et l’éloignement géographique des départements d’Outremer ont aujourd’hui un impact important sur **le coût et la qualité de l’accès aux services de communications électroniques**. Les accès Internet haut débit commercialisés en Martinique comme dans les autres territoires d'outre-mer sont plus chers et moins performants que ceux commercialisés en France hexagonale. C’est la conséquence d’un surcoût du carburant numérique qui alimente les territoires d’outremer.

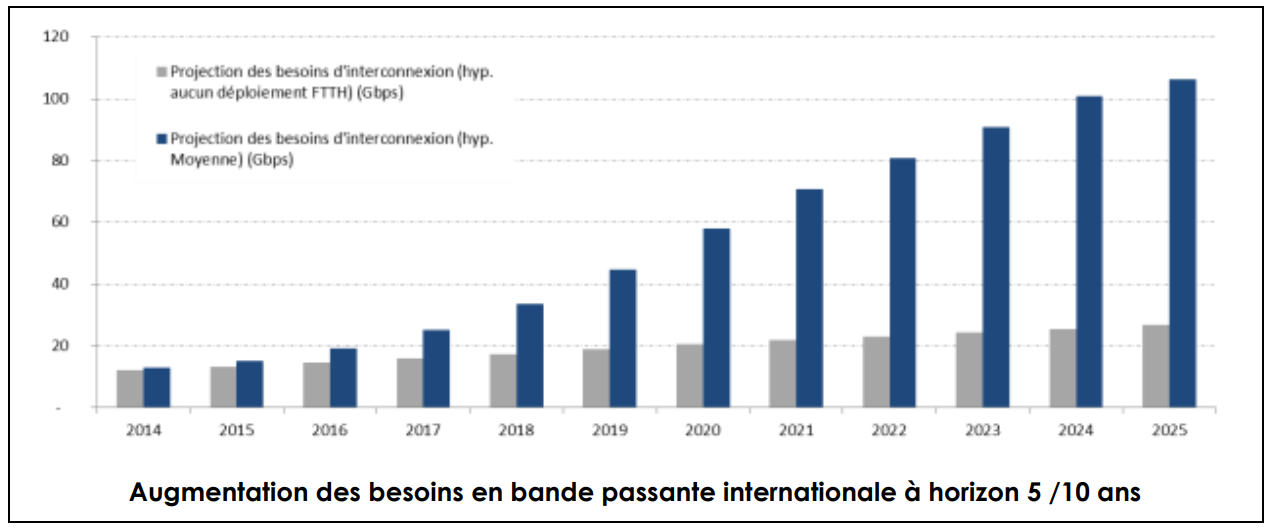
La création d'une continuité territoriale numérique peut être un projet global rentable, à plusieurs titres :

* Une telle continuité permettrait de faire baisser les tarifs de détails d’Internet et les communications vocales des ménages très vite. L'économie cumulée réalisée par les ménages sur la période pourrait être globalement d’au moins 3 Millions d’euros par an pour la seule Martinique, soit l’équivalent du besoin de financement public nécessaire pour l'achat de capacités sur des câbles existants voire même pour la construction de nouveaux câbles.
* Les prix baisseraient également sur le marché professionnel et les services offerts seraient améliorés, de sorte que les DOM bénéficieraient d’un avantage en termes de compétitivité régionale et internationale pour tous les secteurs où l’accès à des réseaux de communications électroniques de pointe, sur et à des tarifs abordables, est essentiel.

Ainsi, les effets positifs sur l’économie et sur l’emploi directs et indirects, seraient très nombreux : notamment dans le secteur des services en réseaux

Un des facteurs de réussite de la stratégie de continuité territoriale de la Martinique est d’inscrire la réflexion martiniquaise à une échelle plus globale en associant les territoires des Antilles et de la Guyane voire l’ensemble des DOM. Cette continuité permettrait en effet à la Martinique et aux territoires ultra-marins de se positionner au cœur d’une stratégie axée sur les services numériques à l’échelle caraïbe, nationale et internationale.

Le graphique ci-dessous illustre la forte augmentation des besoins en bande passante pour l’interconnexion du territoire martiniquais à horizon 5/10 ans.



Ces projections mettent en évidence le caractère primordial et stratégique de l’accès aux capacités internationales dans les années à venir. Si les conditions techniques d’interconnexion semblent suffisantes à ce jour avec la présence de 3 câbles sous-marins interconnectant le territoire martiniquais, les conditions économiques d’accès aux câbles sous-marins permettant l’interconnexion aux réseaux internationaux sont défavorables au développement du Très Haut Débit sur le territoire. Cette situation crée un surcoût sur les offres d’accès à Internet proposées aux Martiniquais et bride fortement la capacité de développement de la Martinique par le numérique.

Trois axes stratégiques sont approfondis afin d’apporter une solution durable à l’interconnexion de la Martinique : **renforcer le lien entre la Martinique et le continent,** organiser **l’interconnexion entre les acteurs** ; **favoriser l’hébergement local de donnée**. L’objectif recherché par la Martinique est de permettre aux fournisseurs d’accès à internet de proposer aux Martiniquais des offres de détail à prix et à qualité de service comparable à la France hexagonale. Les solutions mises en œuvre pour atteindre ces objectifs devront :

* Anticiper les besoins du Très Haut Débit en termes d’interconnexion international à long terme
* Rationnaliser les besoins d’interconnexion internationale en ayant recours au développement de l’hébergement des données localement, en Martinique (serveur de cache et CDN)

La stratégie décrite dans le Schéma Directeur Territorial d’Aménagement Numérique (SDTAN) de la Martinique voté en novembre 2013 fixe un objectif de couverture en fibre optique à l’abonné (FTTH) de l’ensemble du territoire d’ici 2022. La Collectivité de Martinique a été désignée comme Maître d’ouvrage concernant le déploiement FTTH sur le territoire ainsi que l’articulation entre l’investissement publics et les investissements privés. La Martinique est séparée en 3 zones :

* Une zone FTTH d’investissement public dans laquelle la CTM va couvrir en fibre optique 32 communes du territoire
* Une zone FTTH d’investissement privé : les villes de Schoelcher et Fort-de-France sur lesquelles l’opérateur ORANGE met en place un réseau de fibre optique à l’abonné jusqu’en 2020
* Une zone câblée desservie par SFR répartie sur 10 communes du territoire, sur laquelle les opérateurs SFR et ORANGE ont annoncés la mise en œuvre de déploiement FTTH

Les déploiements de réseaux en fibre optique jusqu’à l’abonné représentent un enjeu industriel et financier significatif. Il s’agit pour la Collectivité Territoriale de la Martinique de prévoir le déploiement d’une infrastructure de desserte caractérisée pour environ 100 000 logements à raccorder et 4 500 kilomètres de fibre optique à déployer. Cela représente un investissement public pour la desserte en fibre optique du territoire d’environ 140 M€. A l’heure actuelle, **l**es études d’avant-projet sont terminées sur 14 communes de la Martinique (Lamentin, Sainte Luce, Lorrain, Marigot, Trois-Ilets, Case-Pilote, Ducos, Gros Morne, Rivière Pilote, Saint Esprit, Trinité, Anses-d’Arlet, Saint-Pierre et Sainte-Marie).Les études projets sont terminées sur les communes de Case Pilote, des trois Ilets, du Lorrain, du Marigot, du Lamentin et de Sainte Luce.Des études projet sont en cours sur les communes du Saint-Esprit, Sainte-Marie, Trinité, Gros-Morne et le Carbet.Les travaux sont presqu’achevés sur les communes de Case Pilote et des Trois-Ilets et sont en cours sur les communes du Lorrain, du Marigot, du Lamentin et de Sainte Luce.

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Une couverture mondiale H24 sur laquelle le « soleil qui ne se couche jamais » (France métropolitaine et ses territoires ultra-marins), * Une diversité géographique qui offre une sécurité pour l’hébergement de services limitant les incidences d’un événement majeur en un point du globe qui paralyserait l’activité d’un « télé service » et bénéficie d’une grande diversité climatique. * Un cadre réglementaire et juridique unique sécurisant applicable dans ces territoires : droit européen et droit français applicables relatifs à la sécurité pour établir une confiance maximum. * Des territoires (DOM, TOM et en partie des COM) qui bénéficient déjà ou très prochainement d’un raccordement en fibre optique (Arc Antillais, Saint-Pierre Miquelon, Mayotte, Réunion, Nouvelle Calédonie, Polynésie, …) * Une qualité de services publics à l’image de la France, qu’il s’agisse de services publics dans le domaine de la santé, de l’éducation, de la justice… * Des études (avant travaux, de travaux) déjà bien avancées sur plusieurs communes du département | * Les surcoûts liés à l’éloignement * Une qualité de service inférieure à celle de la métropole * Incapacité des investisseurs privés à résoudre les difficultés liées au développement et à l’amélioration de la connectivité |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Intervention financière publique prévue pour améliorer les conditions d’accès à internet * Une population jeune maitrisant les nouvelles technologies * Développer l’offre de service * La mise en œuvre dans tous les DOM et collectivités d’Outremer des technologies numériques de pointe à un prix très raisonnable, permettrait de dynamiser la coopération internationale autour de ces services publics en développant des services e-santé, e-éducation, e-justice… * Une zone FTTH d’investissement public dans laquelle la CTM va couvrir en fibre optique 32 communes du territoire * Une zone FTTH d’investissement privé : les villes de Schoelcher et Fort-de-France sur lesquelles l’opérateur ORANGE met en place un réseau de fibre optique à l’abonné jusqu’en 2020 * Une zone câblée desservie par SFR répartie sur 10 communes du territoire | * Fracture numérique sur le territoire * Les fournisseurs d’accès Internet de la France hexagonale ne viendraient pas développer leurs services sur le territoire martiniquais et l’intensité concurrentielle resterait durablement limitée, au détriment des Martiniquais. |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Le renforcement de la connectivité numérique est un enjeu majeur pour le développement de la Martinique que ce soit pour faciliter l’accès de la population aux différents services, pour apporter des solutions au vieillissement de la population, pour le développement des entreprises et de l’emploi et pour l’accès à la formation et à l’information.

Les enjeux associés à l’amélioration de la connectivité au numérique en Martinique sont de déployer sur l’ensemble du territoire **le Très Haut Débit FTTH, d’améliorer la qualité du service fourni aux usagers et les conditions d’accès**. Il faut également avoir la capacité d’anticiper **les futurs besoins d’interconnexion**. Pour répondre à ces enjeux, la Martinique doit faire face aux besoins suivants :

* Poursuivre les actions de déploiement de la fibre optique
* Finaliser le déploiement du très haut débit
* Développer les « data-center » permettant le stockage de données en local
* Accompagner le développement de la 5G (en dehors du champ d’intervention des entreprises privées)
* Mettre en place des actions d’observation des consommations et besoin en numérique
* Améliorer l’inter connectivité pour favoriser la circulation des personnes, des biens et des services.
* Poursuivre la connexion numérique
* Anticiper les besoins du Très Haut Débit en termes d’interconnexion international à long terme
* Rationnaliser les besoins d’interconnexion internationale en ayant recours au développement de l’hébergement des données localement, en Martinique (serveur de cache et CDN)

## Faire de la mobilité un enjeu de développement durable de la Martinique

La Martinique dispose d’une grande diversité d’offres et moyens de transports (aérien, terrestre, maritime, de marchandises, de personnes, …) répondant aux besoins de mobilité de la population et aux flux de biens. C’est par ailleurs un levier essentiel pour accompagner le développement économique du territoire.

En termes de transport, la Martinique se caractérise par une forte utilisation des véhicules personnels. Le transport routier est par ailleurs le premier poste de consommation d’énergie avec 47,6% de la consommation d’énergie primaire en 2019. L’utilisation accrue des véhicules personnels pour le transport individuel des personnes associé à une concentration des zones d’activité économique engendre une saturation des axes routiers de la zone de Fort-de-France et de sa périphérie. Du fait d’un territoire géographique restreint et contraint, la Martinique n’a pas la perspective d’accroître ses axes routiers. Par ailleurs, l’utilisation massive des véhicules personnels pour le transport individuel des personnes n’est pas en cohérence avec ses objectifs de réduction de sa dépendance aux énergies fossiles.

**La volonté de la collectivité de Martinique est donc de développer l’offre de transport alternative à l’utilisation des véhicules personnels à énergie fossile.** L’offre d’alternative au véhicule individuel doit être variée, structurée et organisée pour assurer son intégration dans les habitudes de déplacement de la population. Les différents leviers mobilisables vis-à-vis des modes de transport pour réduire l’impact environnementale de ce secteur sont :

* L’amélioration de l’efficacité énergétique des déplacements effectués, qui peut être rendue possible par l’augmentation des taux de remplissage des véhicules particuliers (covoiturage) et transports collectifs, ou par les nouvelles technologies
* La réorientation de la répartition des déplacements par mode qui peut être rendue possible par l’amélioration de l’offre régionale en transports collectifs
* La réduction du contenu carbone (contenu en gaz à effet de serre) des véhicules, qui peut être rendue possible à travers le choix de véhicules alimentés partiellement ou plus du tout par des hydrocarbures. Concernant le développement éventuel des véhicules électriques, une attention doit être portée quant au niveau de contenu carbone de l’électricité objectivé.
  + 1. Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

**Transport de personnes**

* **Transport routier**

La Martinique est un territoire peu étendu (1 128 km²) mais est aussi un territoire où la proportion de ménages possédant au moins une voiture est la plus forte (69,8 %). L’exiguïté du territoire et la croissance du parc automobile alimentent la saturation du réseau routier martiniquais. La périurbanisation qui se développe depuis une vingtaine d’années et l’existence de pôles d’emploi concentres accentuent cet encombrement des voies de circulation. La difficulté des déplacements intérieurs peut apparaître comme un frein à l’activité économique, en sus des nombreuses nuisances environnementales qu’engendre la congestion routière. Ainsi, le centre économique et culturel est concentré autour du chef-lieu, Fort-de-France, ce qui entraîne une saturation routière : 122 000 véhicules/jour entre l’échangeur de Dillon et le canal du Lamentin, près de 76 000 passages entre l’aéroport et l’échangeur de Carrère, 68 000 véhicules sur la RN5 et 64 000 véhicules sur la RN1.[[62]](#footnote-63)

Le mode routier reste principalement utilisé pour les déplacements de voyageurs en Martinique. La dernière Enquête Ménages Déplacements (EMD 2014) mettait en évidence la surreprésentation du nombre de déplacements effectués en véhicules particuliers : 74 % des déplacements en moyenne s’effectuent en voiture particulière au détriment des transports collectifs. De plus, le phénomène d’autosolisme reste majeur : le taux d’occupation des voitures particulières n’est que de 1.4 passagers par voiture. On note également que plus de 20 % des martiniquais déclarent ne pas s’être déplacés la veille du jour de l’enquête (moyenne hors Ile-de-France 12,7%). Enfin, on constate que les flux travail-domicile sont à l’origine des congestions récurrentes du réseau, même si l’on observe, au fil des années, un étalement de la congestion sur la journée. Compte tenu de l’importance du trafic et de l’exiguïté du territoire, la multiplication des voies ne saurait constituer l’unique solution.

Les véhicules alimentés en électricité présentent de nombreux avantages par rapport à ceux alimentés en carburant. Du point de vue de la puissance publique, la mobilité électrique, si elle est alimentée en énergies renouvelables, permet de réduire la dépendance aux produits pétroliers, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et d’améliorer la qualité de l’air. On estime que la Martinique ne dispose actuellement que d'un très faible parc de véhicules électriques de l'ordre quelques dizaines d’unités. L’insularité de la Martinique rend nécessaire un encadrement du développement de la mobilité électrique. Si l’on peut d’ores et déjà introduire du matériel roulant hybride, le recours à du matériel roulant électrique ne peut être valablement envisagé qu’au regard :

D’une technologie éprouvée pour nos latitudes

De la possibilité de déploiement de bornes de recharge des batteries,

* De l’environnement « SAV » pour s’assurer que l’entretien/maintenance/réparations pourra être effectué dans des délais et des conditions économiques satisfaisantes
* **Transport maritime**

Le transport maritime interne de personnes à la Martinique reste encore marginal. La principale liaison maritime interurbaine relie les Trois-ilets à Fort de France, avec un transport quotidien de près de 3000 passagers. Le développement de la modalité maritime de transport des personnes est une alternative à l’utilisation des véhicules individuels que la collectivité souhaite soutenir tant d’un point de vue quantitatif (en développant les lignes, les quantités de personnes pouvant être transportées) que qualitatif (information des usagers, accès au plus grand nombre, coordination avec autre mode de transport). L’optimisation logistique visant à favoriser la mobilité multimodale est donc un axe prioritaire de développement qui devrait se traduire par des répercussions positives en termes de compétitivité de l’ensemble des activités économiques. Pour la partie transport terrestre comme maritime, l’enjeu sera d’engager des opérations visant à **améliorer l’accessibilité** à ces services publics de transport collectif. Il s’agit notamment de **faciliter la mise en place d’une billettique intégrée**, rendant ainsi les changements de mode plus transparents pour l’usager, **d’améliorer la visibilité** pour l’usager sur la qualité de service par une information en temps réel de l’état du trafic et de l’heure d’arrivée du prochain service, y compris dans le cadre de l’intermodalité terre/mer, et enfin d’améliorer **l’accessibilité du service aux personnes à mobilité réduite**.

* **Transport en commun**

L’enjeu du développement des transports en commun est d’autant plus important que la congestion des réseaux routiers génère une multitude d’effets néfastes soulevés lors du Grenelle de l’environnement intervenu en Martinique en octobre 2007 : pollution, bruit, gaspillage énergétique, élévation des coûts socio-économiques, accidents… Aussi, la question de l’organisation du transport collectif concentre-t-elle les efforts de l’ensemble des collectivités locales. L’établissement public a compétence en matière de transport scolaire, transport de voyageurs (maritimes et terrestres) et transport de marchandises. Au cours de ses deux premières années d’existence, MARTINIQUE TRANSPORT a initié :

* la mise en service en 2018 du transport en commun en site propre, inclus dans le contrat de DSP du Centre (CACEM)
* un premier maillage du territoire en développant une première phase de transport collectif sur le Nord de Martinique avec des conventions de compensation et d’obligations de service public conclues avec des coopératives regroupant transporteurs et artisans « taxis collectifs » offrant de nouveaux services aux usagers du Nord Caraïbes (2019) et du Nord Atlantique (2020).

Ces nouveaux services permettent la mise en place d’interconnexions multimodales avec le transport maritime (Case-Pilote et Fort-de-France) et le TCSP (première phase de la desserte Nord Atlantique avec la gare de Mahault). La connexion avec le réseau du Sud et du TCSP au niveau de la gare de Carrère sera effective à compter du deuxième semestre 2020. Par ailleurs, ils offrent de nouvelles perspectives aux artisans « taxis collectifs » en termes de structuration et d’évolution de leur activité. La phase 2 de déploiement d’un réseau de transport complet pour le Nord de Martinique est en cours d’études et devrait prendre effet à compter du deuxième semestre 2021. La compétence en matière de transport de marchandises n’est pas encore déployée.

Afin de poursuivre le développement du TCSP et du transport maritime, les études et travaux d’extension suivants sont prévus :

* Trinité (Desmarinières) en passant par le Robert depuis le Pôle d’échange de Mahault
* Sainte-Luce en passant par Rivière-Salée depuis le pôle d’échange de Carrère
* Schoelcher depuis la gare des Almadies-Bo-Kanal à Fort de France.
* Le projet de ligne maritime entre Saint Pierre et Fort de France avec une extension vers le Nord jusqu’à Grand-Rivière, ainsi que de la ligne maritime entre les Anses d’Arlet et Fort-de-France.

**Transport de marchandises**

* **Transport routier de marchandises**

Les flux de marchandises internes au périmètre de la Martinique sont acheminés exclusivement par camion vers le reste de l’île. Des alternatives maritimes ou optimisation des déplacements de ces camions ne sont, actuellement, pas encore effectives. Si le territoire martiniquais souffre d’une saturation de ses principaux axes routiers, le trafic des poids lourds y apporte sensiblement sa contribution. Prenons l’exemple du transport de matériaux de carrière où l’activité est fortement marquée à Saint-Pierre. Selon les chiffres de l’OTTM[[63]](#footnote-64) , un camion traverse la ville de Saint-Pierre toutes les 2mn30. Cela laisse présager des nuisances occasionnées notamment en matière de pollution. En effet, Saint-Pierre fait partie des sept communes “sensibles” définies en fonction des dépassements des valeurs limites réglementaires pour le dioxyde d’azote (NO2) et les poussières fines dont le diamètre est inférieur à 10μm (PM10).[[64]](#footnote-65)

* **Transport maritime de marchandises**

Le transport maritime interne de marchandise est quant à elle inexistante, du fait d’une utilisation exclusive de la route pour les transports de matériaux. Le CEREMA étudie actuellement la possibilité du développement du transport par barges des matériaux de carrière entre Saint Pierre et Fort-de-France.

Dans le cadre de ces échanges extérieurs, le transport maritime est le principal moyen d’approvisionnement. L’organisation du transport maritime est la traduction de la situation de dépendance économique vis à vis de la métropole. Le terminal de la Pointe des Grives, mis en service en 2003, est pour la Martinique l’unique zone de débarquement/embarquement massif du trafic maritime conteneurisé. Son bon fonctionnement représente en conséquence un enjeu stratégique pour l’économie de l’île. En 2011, le port de Fort-de-France se situe au 7e rang des ports français.

L’ouverture d’un troisième jeu d’écluse du canal de Panama en 2015 constitue une opportunité de développement pour le transport de marchandises dans la zone Antilles. Le Grand Port Maritime de la Martinique doit en conséquence adapter ses infrastructures pour pouvoir profiter des retombées de l’accroissement et de la diversification du trafic maritime dans la région. Dans ce contexte, le plan de convergence et de transformation de la Martinique 2019-2033 met en exergue qu’il importe de développer les ports (de commerce, de plaisance et de grande plaisance, de pêche, mixtes), et les zones d’activités associées (logistiques, commerciales, réparation navale, etc.), de déployer des modes de gestion efficients pour tirer le meilleur profit de l’effet d’entraînement des flux internationaux en plein essor. Pour leur adaptation quantitative et qualitative, un village de la réparation navale est indispensable pour garantir une offre complète en la matière.

**Transport aérien**

En 2018, en Martinique, les compagnies aériennes ont ajusté leur offre en ajoutant des fréquences ou en lançant de nouvelles liaisons du fait de la demande accrue de marchés nouveaux ou à fort potentiel, tels que les États-Unis, l’Allemagne ou le Canada. Ce développement du réseau ajouté à une politique de tarification adaptée a eu un impact positif sur l’ensemble des segments du trafic aérien martiniquais. En effet, au cours de l’année 2018, les résultats du trafic, toutes destinations confondues, ont augmenté de 2,3 % par rapport à ceux de l’année 2017. En effet, 1 895 314 passagers locaux ont été transportés fin décembre 2018, contre 1 852 786 fin décembre 2017 [[65]](#footnote-66). L’arrivée de nouvelles compagnies aériennes et le développement de dessertes au départ de l’aéroport Martinique Aimé Césaire constituent une richesse majeure pour l’économie de la Martinique.

La SAMAC a mis en place un programme d’investissements pluriannuel de 2015 à 2020 afin de moderniser et de redimensionner les infrastructures aéroportuaires. Les objectifs étant de réaliser des travaux d’extension afin d’augmenter la capacité d’accueil des longs courriers, optimiser le traitement des bagages et améliorer l’accueil des usagers. Ces projets sont à poursuivre et à développer sur la période 2021-2027. Il parait approprié de penser que la crise sanitaire connue actuellement au niveau mondial en raison de la propagation du COVID-19 aura un impact sur les mesures sanitaires à appliquer lors de transfert par voie aérienne.

En compléments des travaux d’amélioration de l’offre de service et de fonctionnement de l’aéroport du Lamentin, la CTM souhaite soutenir le projet de construction d’un second aéroport dans le Nord Atlantique de l’île, sur la commune de Basse-Pointe. Inscrit dans le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) l'aérodrome du Nord sera implanté sur un terrain d'environ 20 hectares à Basse-Pointe.

Projet d'envergure qui allie à la fois développement économique, touristique et agricole ; cet aérodrome contribuera au désenclavement du Grand Nord. L'implantation de l'aérodrome dans le Nord :

* Favorisera l'évolution d'avions de petits gabarits,
* Servira de piste de déroutement en cas d'urgence,
* Accueillera des équipements d'apprentissage mais aussi des équipements hôteliers...

Ce projet apporte un renforcement de la connectivité aux voisins de la Martinique en permettant le développement de lignes au sein de la Caraïbe. Ce projet répond également à un enjeu de sécurité civile puisqu’il permet une alternative à l’aéroport du Lamentin en cas de catastrophe. C’est d’autant plus opportun que l’aéroport du Lamentin se situe en zone de liquéfaction (liée au risque sismique).

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Création d’une autorité unique d’organisation du transport en Martinique (Martinique transport) * La stabilité politique * Le Marché Unique Antillais, territoire fiscal unique * Possibilité de développer un transport maritime complémentaire au transport terrestre * Projet portuaire « Un port tourné vers la ville » * Des savoir-faire portés par de nombreuses entreprises privées dans le domaine maritime * Mise en service du TCSP et bon avancement des études relatives à son extension * Programme d’investissements pluriannuel de 2015 à 2020 afin de moderniser et de redimensionner les infrastructures aéroportuaires du SAMAC * Possibilité de financer les aéroports dans les RUP sur la période 2021-2027 | * Les émissions de gaz à effet de serre des transports en Martinique s’élèvent à 740 000 TeqCO2 et représentent 30% du bilan global régional * PTME essentiellement focalisé sur la maitrise de la consommation électrique alors que la maitrise de l’énergie dans le secteur des transports et de la mobilité est un enjeu majeur * La communauté d’Agglomération de Centre de la Martinique (CACEM) concentre 43% de la population totale martiniquaise ainsi que 60% des entreprises et des institutions. * Un retard de développement des transports en commun aujourd’hui peu adaptés aux besoins des Martiniquais * Contraintes physiques et bioclimatiques imposées au développement du réseau routier et maritime et des infrastructures routières * Un faible taux d’occupation des véhicules particuliers (en moyenne 1.4 passager/voiture) * Forte dépendance au véhicule personnel en raison d’un réseau de transport en cours de développement * Faiblesse du report modal du véhicule particulier vers le transport collectif * Transport maritime interne de marchandise est inexistant et peu important sur les personnes |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Meilleure mixité entre bassins de vie et bassins d’activité (réduisant des distances de déplacements). * Troisième jeu d’écluse du canal de Panama * Augmentation du nombre de visiteurs issus du transport aérien * L’ouverture vers la dématérialisation des activités permettant la diminution du nombre de déplacements * Développement des véhicules alimentés partiellement ou plus du tout par des hydrocarbures. * Possibilité de développer un transport maritime alternatif au transport terrestre * Une stratégie du GPM en cours d’élaboration pour devenir un Smart port et un Green Port * Un développement d’un maillage à l’échelle du bassin entre ports et mouillages, qui joueraient un véritable rôle de portes d’entrée sur les territoires | * Infrastructures de transport menacée par changement climatique * Un parc de véhicule qui est en augmentation constante (+ 4%/an) * Réseau routier en voie de saturation qui ne peut pas être étendu * Impact COVID 19 sur la connectivité aérienne et maritime (émergence de nouveaux protocoles ou normes), sur les flux (dans le bassin, inter-RUP, national, européen et international) * Technologie liée à l’utilisation des nouvelles sources d’énergie non adaptée aux latitudes de la Martinique |

3.2.3 Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Le premier enjeu visant à assurer un développement du réseau RTE-T et de la mobilité urbaine de façon intermodal, durable, intelligente, sûre et résiliente face aux changements climatiques est de **soutenir le développement et la diversification de l’offre de transport** :

* Assurer une meilleure compétitivité des entreprises de transport intérieur (terrestre et maritime) par le renforcement de leurs capacités financières d’exploitation dans le cadre des délégations de service public ou contrats de services publics
* Valoriser les outils numériques dans les systèmes de transport en commun pour : la billettique (autonomie sur titre de transport), l’information des voyageurs, l’aides à l’exploitation sur l’ensemble du territoire
* Améliorer la signalétique routière (marquage et identification des arrêts)
* Poursuivre la diminution l'impact environnemental du transport (augmentation de l’offre en matière de transport en commun en termes qualitatifs et quantitatifs avec en outre extension du TSCP Martinique permettant la réduction de l’utilisation de véhicules dit de tourisme)
* Développement des véhicules hybrides (et électriques dans les zones adaptés) et bornes de recharge associées
* Développer les réseaux d’alimentation électrique à quai des navires
* Consolider le Grand port de Martinique (GPM) dans sa vocation de porte d’entrée de l’Europe
* Conforter la position du GPM dans le marché international des flux de marchandises
* Développer l’accompagnement financier des porteurs de solutions de mobilité alternative à la voiture individuelle (service de location longue durée de VAE, VAE en libre-service sur les pôles d’échange ou les gares maritimes, solution d’autopartage, logistique urbaine en vélo cargo…)
* Faciliter La mise en place de navette express à la demande pour désenclaver les quartiers et pour éviter l’engorgement des centres ville
* Favoriser les véhicules à faibles émission pour les flottes captives d’entreprises (suppression de l’octroi de mer comme à la Réunion) - véhicules particuliers et bus électriques
* Assurer une qualité de service permettant de favoriser le recours au transport en commun
* Procéder à l’harmonisation tarifaire sur le territoire
* Renforcer la formation générique et technique des exploitants

Le second enjeu est **d’accompagner le développement des démarches vertueuses** en termes de transport :

* Développer et soutenir des actions de sobriété dans le cadre des déplacements (co-voiturage, télétravail, déplacement multimodal, écoconduite, développer les visio-conférences…)
* Améliorer les conditions du covoiturage domicile travail : adhésion à une plateforme de mise en relation, aires de covoiturage, animation/sensibilisation, stationnements réservés
* Animer la réflexion sur le plan de mobilité employeurs (Ex PDIE)
* Promouvoir les démarches des plans de mobilité
* Développer la tarification solidaire Accompagnement du déploiement de véhicules peu émissifs et notamment hybrides : amélioration de l’efficacité CO2 du parc de véhicules
* Lancer un vaste Plan Piéton pour améliorer les cheminements (trottoirs, passages piétons…), faciliter l’accès au Transport Collectif
* Assurer la réalisation et la mise en œuvre de schémas cyclables dans toutes les communes (aménagements provisoires ou définitifs)
* Favoriser la création de parc relais, de plateforme covoiturage ou de transport collectif personnalisé à la demande

# Une Martinique plus performante et plus inclusive

La Martinique est caractérisée par :

* un fort taux chômage, de l’ordre de 18% qui touche en premier lieu les jeunes et les femmes
* une pauvreté très présente avec une frange de la population martiniquaise vivant en deçà du seuil de pauvreté
* un phénomène d’exode des jeunes populations notamment ceux qui sont formés ou en formation
* Ceci accentuant le phénomène de vieillissement de la population de la Martinique.

Compte tenu de ces caractéristiques, la Martinique doit faire face à un double enjeu, s’agissant de l’intégration socio-professionnelle des acteurs :

* Mettre en place des dispositifs pour limiter l’exclusion de certaines populations
* Mettre en place des outils, pour, en accord avec les orientations qu’elle s’est fixée pour assurer le développement durable de son territoire, développer des compétences et les expertises nécessaires pour accueillir et maintenir les jeunes qualifiés

La Martinique doit faire face par ailleurs à des problématiques de santé de plus en plus prégnants :

* Les publics marginalisés nécessitent bien souvent un accompagnement pluridisciplinaire (les problèmes de santé sont fréquents chez les personnes en exclusion)
* Le vieillissement de sa population impose une offre de soins et d’expertises qui garantisse la capacité de prise en charge de cette tranche de la population.
* De nombreuses pathologies chroniques, à des prévalences élevées, existent : la drépanocytose, le cancer de la prostate, et le diabète, l’obésité.

Il est donc proposé de traiter dans ce chapitre les éléments suivants

* Un accompagnement à l’emploi en Martinique pour accompagner les mutations souhaitées
* L’intégration socio-économique des populations marginalisées de la Martinique
* L’accès aux soins en Martinique

## Faire de la formation un outil de développement au profit de la population et du territoire

4.1.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

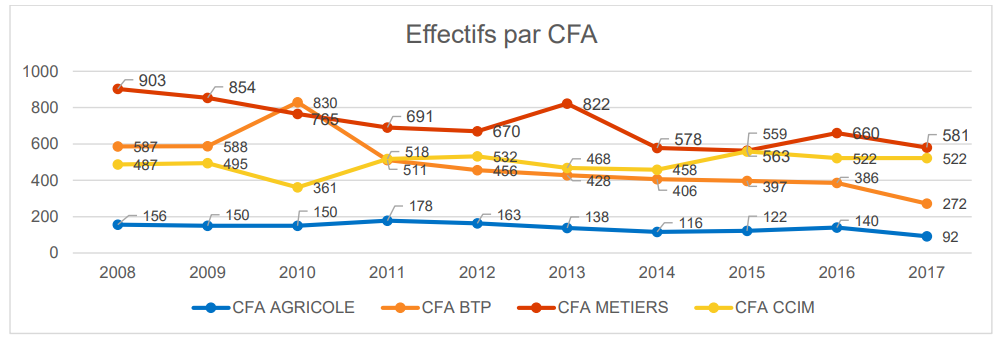
*La Martinique est un territoire en transition économique. Cependant, la main d’œuvre n’est pas en adéquation avec les besoins des acteurs économiques.*

Le tableau de la situation fait ressortir un certain nombre de **points positifs**:

* Nette amélioration du niveau de formation au cours des 10 dernières années : le pourcentage de populations n’ayant aucun diplôme a fortement chuté alors que la proportion de celles ayant un niveau de 2ème ou 3ème cycle universitaire ne cesse d’augmenter.
* Un taux de décrochage scolaire en baisse constante depuis 2011. On passe de 2 639 décrocheurs en 2011 à 929 en 2017-2018
* Le taux de scolarisation des 15-29 ans est de 47,3 %, un peu plus qu’en France hexagonale (45,8 %). Il existe en Martinique 52 collèges, 11 lycées général et technologique, 9 lycées polyvalents et 11 lycées professionnels. Le taux d’équipement et le taux de scolarisation est élevé, sensiblement similaire aux moyennes nationales.
* Le renforcement des compétences de la population incarcérée

Il faut noter néanmoins un certain nombre de **points négatifs** persistent :

* Une offre de formation restreinte et mal adaptée aux réalités économiques du territoire
* En ce qui concerne le niveau de formation en Martinique, on constate que près de deux jeunes sur dix ne sont pas diplômés, alors qu’en France hexagonale, seulement 13,4 % des 15-29 ans n’ont aucun diplôme. Les jeunes martiniquais sont également peu nombreux à obtenir un diplôme de l’enseignement supérieur (14,9 % contre 25,7 % en France hexagonale).
* Certaines catégories de la population sont plus durement touchées par le chômage :
* Les séniors, 16,4 % des chômeurs sont âgés de 50 ans et plus
* les femmes, avec un taux de chômage en 2018 de 17 % (18 % chez les hommes),
* les jeunes de 15-29 ans n’étant ni en emploi, ni en formation représentent, en 2015, 29,5 % de du nombre total de jeunes
* les jeunes, avec un taux de chômage des 15-29 ans qui s’élève à 41% (3 points de plus qu’en 2017).
* Un taux de chômage étroitement lié au niveau de formation :
* le taux de chômage des actifs sans diplôme (22 %) est plus élevé que celui des Bac+2 (9 %),
* si l’on cumule le facteur de l’âge et celui de l’absence de diplôme, le taux de chômage atteindrait 65 % (en 2016).
* Une insertion professionnelle des jeunes qui se détériore :
* le taux de chômage des jeunes sortants qui sont inactifs est de 44 % pour les hommes et de 39 % pour les femmes
* Une insertion dans l’emploi corrélée à la spécialité du diplôme préparé :
* les sortants des formations relevant du domaine des services s’insèrent mieux que ceux des formations relevant du domaine de la production,
* dans les services, le taux d’emploi est plus important pour les spécialités « santé », « sanitaires et sociales » et « comptabilité, gestion ». Dans une moindre mesure, il est également plus important dans la production pour les spécialités « énergie climatique », « électricité, électronique », et « génie civil ».
* Le niveau d’illettrisme demeure encore élevé. En 2014, le taux d’illettrisme en Martinique s’élève à 13,6% contre 14,6 % en 2006 ; Cette baisse concerne toutes les classes d’âge. Mais les plus âgés restent les plus touchés. Les secteurs les plus touchés sont l’agriculture (44,4 %) et l’industrie manufacturière (27 %). De plus, 22,4 % des demandeurs d’emploi sont concernés
* Le secteur de l’apprentissage demeure moins développé que dans le reste du territoire national, les employeurs étant plutôt réticents à accueillir des apprentis. Il existe 4 centres de Centres de Formation et d’Apprentissage (CFA) en Martinique dont les effectifs évoluent à la baisse depuis 10 ans, mis à part, pour le CFA de la CCIM. La baisse la plus importante concerne le CFA Métiers.



Au regard des capacités d’accueil de ces structures, le taux d’occupation global est de 46%. Le CFA des Métiers est celui qui accuse le plus faible taux d’occupation, alors qu’il dispose de la capacité d’accueil la plus importante.

**4.1.2 Les parcours de formation incomplets s [[66]](#footnote-67):**

Si l’offre de formation dispensée en Martinique est riche, elle est aujourd’hui prodiguée par des structures de formation, qui mettent en place, souvent sans concertation, des programmes par typologie de publics : lycéens, stagiaires de la formation professionnelle, demandeurs d’emplois, étudiants, doctorants.

Il en ressort une absence de ciblage en fonction des besoins du terrain, et une rupture dans de nombreux parcours.

Les évolutions envisagées et les mutations qui s’imposeront, militent pour une nouvelle vision de l’offre de formation, et des pratiques rénovées par un décloisonnement des enseignements, un meilleur maillage du territoire et une optimisation des plateformes pédagogiques permettant de créer des passerelles entre les formations dispensées

Tourisme

Le secteur du tourisme est en crise depuis plusieurs décennies maintenant. Il dispose cependant de nombreuses potentialités encore sous exploités. **Les acteurs du tourisme devront s’orienter vers de nouvelles stratégies** pour s’engager dans un tourisme durable. **L’offre de formation est dense** (plus de 200 formations recensées), du niveau II au niveau V (25% de l’offre) et comportent de nombreuses formations professionnalisantes : 75,1%.

Agriculture et milieu marin

Depuis plusieurs décennies le secteur de l’agriculture et de l’agroenvironnement est confronté à une forte crise. Cependant il détient un fort potentiel de développement qui est subordonné à la mise en œuvre de certaines innovations. Ce secteur comporte une **offre de formation relativement importante, du niveau II au niveau V.**

La mer un espace insuffisamment exploité et confronté à certaines difficultés disposant de filières à fort potentiel, dont la valorisation est soumise à la mise en œuvre de certaines innovations. Ce secteur comporte une **offre de formation peu importante, limitée essentiellement au niveau V**, à l’exception d’une formation de niveau I dispensée à l’UA, et de 2 BAC PRO (un en formation initiale, l’autre en formation continue. Il n’y a **pas de formation en apprentissage, pas de suite de parcours pour les titulaires du bac pro nautique.**

Environnement

Les menaces environnementales et les diverses formes de pollutions sont démultipliées dans les pays insulaires de petite dimension comme la Martinique. **Il est donc nécessaire de prendre en compte la dimension environnementale dans le cadre d’activités diverses afin de garantir la préservation de l’environnement et le développement durable des ressources.** Cette prise en compte est à l’origine de nombreuses perspectives en matière d’emploi et de formation en matière de collecte et de traitement des déchets, de production et de distribution de l’énergie, de traitement et de distribution de l’eau potable. **L’offre de formation est actuellement peu développée (une trentaine d’offres)**, du niveau I et II au niveau V, en formation initiale (1/4 des offres), en formation continue, mais aussi en apprentissage. Les formations de niveau II (licence et licence pro) représentent près du tiers de l’offre de formation.

Sanitaire et social

Le secteur sanitaire et social du service à la personne est confronté à des problèmes de recrutement dû à un déficit d’attractivité. De plus, une majorité des professionnels soignant est vieillissante. Le secteur social et médico-social a des besoins en emploi croissant pour répondre aux différentes problématiques sociétales, cependant à cause de problèmes de financement public ces emplois ne sont pas toujours pourvus. Depuis quelques années, les Services à la Personne connaissent une très forte croissance due en grand partie au vieillissement de la population qui s’accompagne inéluctablement d’une perte d’autonomie physique et psychologique. Le défi pour la Martinique est donc de gérer les conséquences de ce vieillissement en s’assurant notamment de disposer de la main-d’œuvre qualifiée pour accompagner les séniors.

Par ailleurs, de nombreuses pathologies chroniques, sont aujourd’hui présentes avec des prévalences élevées : la drépanocytose, le cancer de la prostate, et le diabète, l’obésité.

Cette situation milite pour **le développement de spécialités et expertises médicales de haut niveau**, en cohérence avec les particularités métaboliques de la population martiniquaise.

**Concernant l’offre de formation en Martinique, elle est relativement importante (plus de 150 actions recensées), du niveau I au niveau V.** On y retrouve de nombreuses formations ne permettant pas d’accéder à une certification (préparations aux concours d’Etat et des modules de formation professionnalisants), elles représentent un peu plus de 50 % des offres.

Numérique

Dans un environnement structurel de crise économique, le numérique est un secteur mis en avant pour son potentiel de croissance et d’emplois. Les technologies et services numériques sont aujourd’hui au cœur de l’innovation, de produit comme de service, dans la plupart des activités industrielles et de services. Les besoins en formation concernent tous les secteurs d’activité compte tenu de l’évolution des métiers avec intégration du numérique. **L’offre de formation est actuellement relativement importante (près de 200 offres)**. Moins de 10% des offres débouchent sur une certification allant du niveau II au niveau IV. **Les modules de formation professionnalisants représentent plus de 90% de l’offre de formation recensée.**

BTP

Le secteur du BTP est peu attractif et donc confronté au vieillissement de ses effectifs. L’insécurité économique liée à ces métiers, couplée à des contraintes physiques importantes, une exposition accrue aux nuisances peut justifier le manque d’attrait des emplois. **Néanmoins, les nouvelles technologies ainsi que les exigences en matière de sécurité, de développement durable notamment créent de nouvelles perspectives**. De même. Le vieillissement du parc de logements crée des besoins en matière de rénovation versus des constructions neuves. **L’offre de formation est importante du niveau I et II (uniquement en formation continue et en apprentissage) au niveau V.** L’offre de formations initiale commence au niveau III (près de 10% de l’offre de formation). Les formations de niveau IV et V représentent environ 40 % des offres recensées. De nombreux modules de formation sont proposés (plus de 45% des offres). En formation initiale, il n’existe pas de suite de parcours au Bac Pro ouvrage du bâtiment métallerie.

Culture

En Martinique, 2 140 personnes déclarent travailler dans des établissements culturels, soit 1,6 % de la population active ayant un emploi[[67]](#footnote-68). Le paysage culturel martiniquais se caractérise par une richesse patrimoniale (nombreux monuments historiques, musées, lieux culturels…) La formation pour ce qui concerne les arts visuels est assurée notamment au sein du lycée Victor ANICET. Le Campus Caribéen des Arts, école d’art créée en 1984 forme environ 150 étudiants par an. Il existe aussi une formation au CAPES arts plastiques. Cependant il n’existe pas à ce jour de projet structurant pour la culture en Martinique, aussi la CTM souhaite asseoir une véritable politique culturelle d’aménagement du territoire à travers l’enseignement artistique. Elle prévoit ainsi la mise en place de l’Ecole Martiniquaise d’Enseignement des Arts (EMEA). **L’offre de formation est actuellement peu importante**. Une quinzaine de formation recensées, du niveau I au niveau IV dispensées majoritairement en formation initiale au lycée Victor Anicet et au Campus caribéen des Arts.

Sport

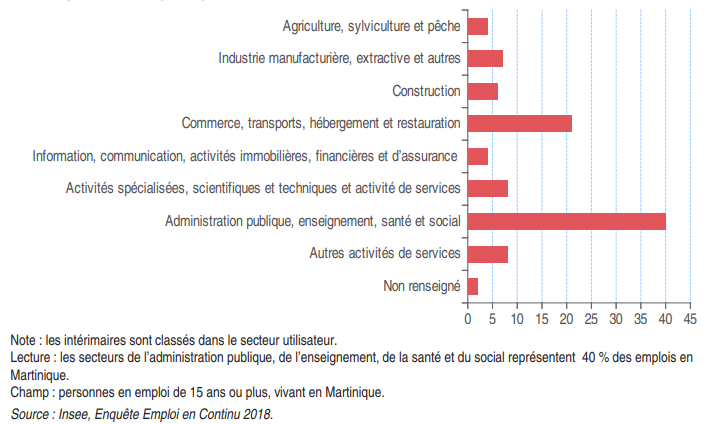
Il existe de nombreux équipements sportifs répartis sur l’ensemble du territoire (équipements structurants, équipements scolaires, équipements de pleine nature…). Il est nécessaire qu’il y ait une meilleure complémentarité entre les équipements structurants et les équipements scolaires, et faire en sorte que sur un même bassin géographique, il y ait plus de cohérence à l’implantation des équipements. Il est aussi nécessaire de professionnaliser l’emploi sportif. En effet les besoins en formation qualifiante et en emplois qualifiés sont réels pour faire face au vieillissement de la population, au développement du tourisme sportif, et à la place du sport dans la médiation sociale et dans le développement du tourisme **On dénombre actuellement très peu de formation dans le sport et l’animation (une vingtaine), une majorité de formation continues**. La plupart des formations sont de niveaux IV et V. Les formations relatives au BAFA et au BPJEPS représentent chacune 1/3 des formations disponibles.

Services aux entreprises

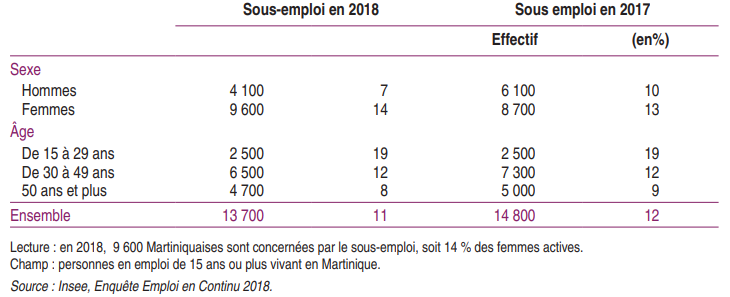
Les services aux entreprises, ou « services B to B » (pour business to business), occupent une place importante dans l'économie martiniquaise. De plus en plus d’entreprises, sous-traitent leurs fonctions support à des prestataires extérieurs pour se recentrer sur leur cœur de métier. **L’offre de formation de services aux entreprises est très large :** près de 200 formations. Un quart des formations de niveau I et II. La plupart des formations sont en continue dans le domaine de l’administration de entreprises.

**4.1.3 Les difficultés d’insertion pour les jeunes peu ou pas diplômés et les dispositifs déployés**

L’économie martiniquaise est davantage tournée vers le secteur tertiaire qu’en France métropolitaine, étant donné l’importance des services administrés dans les économies ultramarines. En 2018, huit personnes ayant un emploi sur dix, salariées ou non, travaillent dans le tertiaire. Il faut souligner que près de 80% des entreprises ne disposent que d’un salarié.

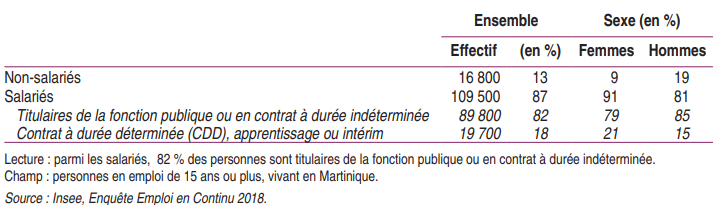


En Martinique, comme dans les autres territoires ultramarins, le taux de chômage (18% en 2018) est nettement plus élevé qu’en France hexagonale (9,1% en 2018). En 2018, le taux de chômage concerne 18 % de la population active. Les jeunes âgés de 15 à 29 ans sont les premiers touchés par le chômage de masse (41 % en 2018). Ce fort taux s’explique par les difficultés d’insertion des jeunes en milieu professionnel, surtout pour ceux peu ou pas diplômés. En 2017, 14 % des Martiniquais âgés de 16 à 65 ans sont en situation d’illettrisme avec un taux plus élevé chez les personnes de 50 ans et plus[[68]](#footnote-69).En 2018, le sous-emploi concerne 11 % des actifs occupés. Deux fois plus de femmes sont en sous-emploi que d’hommes (14 % contre 7 %). Dans un contexte de précarité de l’emploi, certains actifs ont recours à la pluriactivité, voire à l’emploi informel, pour augmenter leurs revenus.

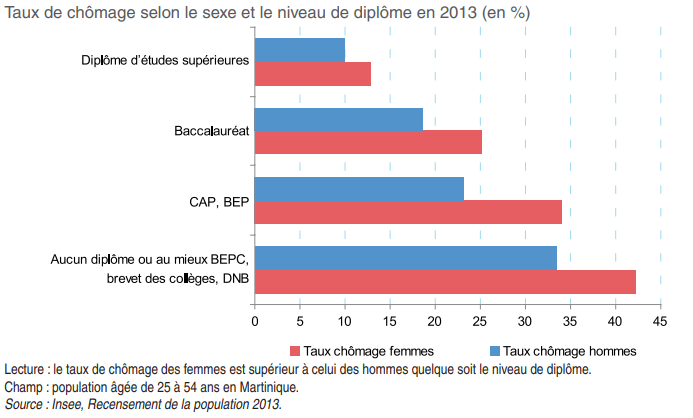


Les causes du taux de chômage élevé sont diverses mais le niveau de qualification insuffisant des candidats sur le marché du travail et les inadéquations formations-emplois / offres-demandes d’emplois constituent une partie des données du problème. En effet, les emplois ou formations majoritairement sollicités ne correspondent pas aux besoins réels du marché ou conduisent à des situations d’emplois durablement précaires. Ces constats incitent à affiner l’analyse des secteurs où la demande est largement excédentaire au regard des besoins du marché.[[69]](#footnote-70) Il faut souligner que l’insuffisance de structuration des branches ou filières des socio-professionnels ne permettent pas une mise en concordance des besoins de formation et des besoins des entreprises.

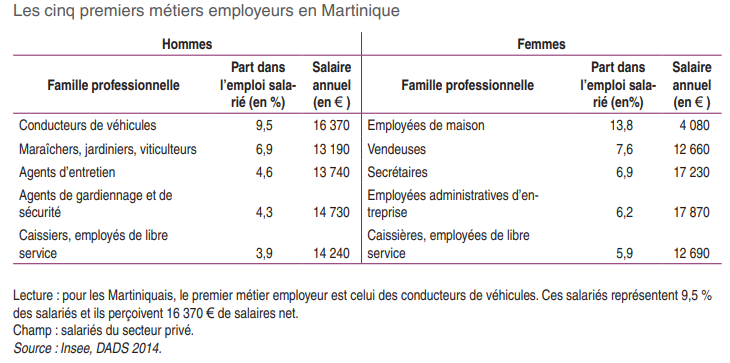
La Martinique se caractérise par un taux d’activité des femmes élevé. Inférieur de seulement trois points à celui de la métropole, il est peu éloigné du taux d'activité des hommes. Les femmes sont davantage sous le statut professionnel de salarié que les hommes (respectivement 91 % et 81 %). Toutefois, la situation des femmes dans le salariat est assez fragile : certaines sont amenées plus souvent que les hommes à accepter des emplois faiblement qualifiés ou faiblement rémunérés.

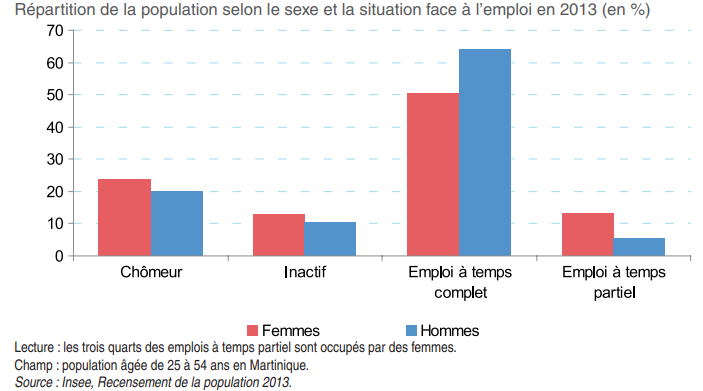


Les inégalités entre les hommes et les femmes perdurent en Martinique que ce soit vis à vis de l’insertion professionnelle ou des salaires. En effet, quel que ce soit le niveau du diplôme considéré le taux de chômage est toujours plus élevé pour les femmes que pour les hommes :



En ce qui concerne les salaires, de manière générale, les hommes salariés du secteur privé gagnent en moyenne 26 % de plus que les femmes salariées. Lorsqu’elles ont un emploi, les femmes occupent des postes dans des secteurs très féminisés comme les services à la personne dans lesquels la norme est un emploi à temps partiel :





Les martiniquaises font preuve d’un esprit entrepreneurial développé puisqu’elles représentent 37 % des créateurs d’entreprises (contre 28 % en France hexagonale).

Pour répondre aux difficultés d’insertion, la Collectivité Territoriale a mis en place, dans le cadre du PO 2014-2020, deux programmes de formation professionnelle, un à destination des adultes (PFPA) et un à destination des jeunes (PFPJ).

Sur 122 actions de formations, 109 ont été cofinancées par le FSE :

* 55 actions du PFPA (30 formations diplômantes et 25 professionnalisant es)
* 54 actions du PFPJ (29 formations diplômantes et 25 professionnalisant es)

Les taux de réalisation sont de 61 % pour le PFPA et le même pour le PFPJ. Les éléments de réponse suivants pouvant expliquer les taux moyens de réalisation

* Trop d’instruments financiers se font concurrences, principalement ceux concernant les jeunes. Le FSE + doit intégrer cela compte tenu de la fusion FSE et IEJ.
* Il y a un fort taux d’absentéisme, surtout au niveau des jeunes. Il s’agit d’un public particulier, constitué prioritairement de jeunes décrocheurs (NEET’S), demandeurs d’emploi ayant des besoins particuliers (père ou mère de famille monoparentale, aînés de famille, ….).
* L’évolution permanente des outils financiers nationaux et des lois : le PACTE, les différentes lois (5 mars 2014, 5 septembre 2018, …)..
* Les critères de sélection devraient être élargis surtout pour ce qui concerne les filières prioritaires. Pour le PO 2020-2027 secteurs de l’économie verte et bleue. Quid du BTP et du sanitaire et social.

Pour compléter l’approche formation, La Collectivité Territoriale a mis en place un certain nombre de moyens en faveur de l’emploi [[70]](#footnote-71) pour accompagner les publics en insertion et notamment les bénéficiers du RSA :

**Accompagnement à la création d’entreprise**

La CTM a mis en place, dans le cadre du déploiement de sa politique d’accompagnement social et professionnel des publics éloignés de l’emploi, une aide financière individuelle subsidiaire et ponctuelle, en partenariat avec l’Etat dénommée « Aide Individuelle à la Reprise d’Activité – AIRA ». Au regard du diagnostic des besoins sociaux, des spécificités propres à la Martinique et des solutions sur le territoire, l’AIRA constitue l’une des actions définies par la CTM au titre des priorités locales 2017-2019 financées par le Fonds d’Appui aux Politiques d’Insertion (FAPI). L’aide, plafonnée à 3000€ sur 12 mois consécutifs, est destinée à favoriser la reprise ou le maintien en activité des publics cibles, elle répond à des critères d’attribution liés à la reprise d’activité, à l’entrée en formation et à la création d’entreprise.

**Accompagnement vers l’emploi**

Les publics en insertion rencontrent des difficultés accrues notamment du fait de leur niveau de qualification. La stratégie de la CTM vise à développer l’employabilité des demandeurs d’emploi dont les BRSA et améliorer leur accès aux secteurs innovants et en développement. La convention N° 18-283-1 du 24 août 2018 conclue entre la CTM et le POLE EMPLOI pour trois ans constitue un rapprochement innovant d’expertises et de moyens entre ces deux acteurs majeurs des politiques de formation et d’Emploi en Martinique. Elle traduit l’expression d’une volonté commune au service de la mise en œuvre de dispositifs :

- déclinant la nouvelle politique de la CTM en matière d’orientation, d’accès à la formation et à l’emploi, en privilégiant l’efficacité en vue d’un meilleur retour à l’emploi des demandeurs d’emploi ;

- favorisant des réponses de proximité territoriale en lien avec les acteurs de l’économie, de la formation, de l’orientation et de l’emploi. Ainsi, l’ensemble des chefs d’entreprises et des demandeurs d’emploi seront les bénéficiaires des résultats attendus de cette convention ;

- accompagnant les axes majeurs de développement économique portés par la CTM.

Pour faciliter l’insertion des publics précaires, des dispositifs d’emplois aidés ont été successivement mis en place au fil des années :

* Les contrats aidés, ou emplois aidés, se caractérisent par le fait que les employeurs bénéficient d'aides publiques. Les emplois aidés co-financés par l’Etat et la CTM représentent une part importante de l’emploi public territorial et associatif en Martinique. Ils sont cadrés notamment par la Convention Annuelle d’Objectifs et de Moyens (CAOM). Signée chaque année entre la CTM et l’Etat, ladite convention organise les modalités de mise en œuvre des contrats aidés.
* En 2018, le Parcours Emploi Compétences (CUI-PEC) a succédé au Contrat d’Accès à l’Emploi (CUI-CAE). Les PEC reposent sur le triptyque Emploi-Formation-Accompagnement et visent l’inclusion durable des personnes les plus éloignées de l’emploi. Depuis la baisse du taux de prise en charge de ces contrats par l’Etat en 2018, la mobilisation de ces outils d’insertion est à optimiser. La CTM a ainsi décidé de renforcer son dispositif de soutien à l’emploi, notamment associatif, et aux salariés brSa en PEC motivés et désireux de se former.

**Accompagnement par les structures d’Insertion par l’Activité Economique (SIAE) 70**

Par décret n° 2014-197 du 21 février 2014, la réforme du financement de l'IAE porte généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'Insertion par l'Activité Economique. La Collectivité s’est dotée, par délibération n° 16-144-1 du 19 juillet 2016, d’un cadre d’appui qui définit les modalités du soutien qu’elle apporte aux Structures d’Insertion par l’Activité Economique (SIAE) et Coopératives d’activités et d’emploi.

Le cadre d'appui aux SIAE est un outil financier permettant de mettre en œuvre la politique d'insertion par l'activité économique de la CTM. Il vise à permettre le renforcement des compétences sociale et professionnelle, ainsi que la qualification des salariés en insertion mis en emploi dans les Structures IAE (Atelier et Chantier d'Insertion, Entreprise d'insertion, Entreprise de travail Temporaire d'Insertion, Association Intermédiaire) via un agrément individuel du PÔLE EMPLOI. Ce cadre se veut être notamment un levier en faveur du développement de nouvelles filières économiques en capacité de répondre aux besoins d'utilité sociale non satisfaits en Martinique. Les publics cibles de cet accompagnement à l'amélioration de l'employabilité sont : les brSa prioritairement, les jeunes de moins de 26 ans, les demandeurs d'emploi peu qualifiés et en grandes difficultés sociales, les demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an d'inscription), les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, les demandeurs d'emploi en situation de handicap. Le cadre d'intervention prévoit aussi l'accompagnement des "têtes de réseau" pour la mise en œuvre de leurs missions.

**La promotion de l’égalité hommes-femmes**

Compte tenu de la surreprésentation des familles monoparentales en Martinique, l’entrée dans la vie professionnelle des jeunes Martiniquaises est significativement retardée par rapport aux jeunes Martiniquais. En outre, comme dans la plupart des autres régions françaises à l’exception de la Guyane, les filles sont davantage scolarisées en Martinique. Davantage que les femmes, de nombreux jeunes hommes quittent la Martinique pour trouver un emploi en France hexagonale et pour poursuivre leurs études. L’expérimentation « Territoires d’excellence en matière d’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » a été lancé dès 2012 piloté par l’Etat et les Régions. Les actions déployées dans ce dispositif concernent :

• La mixité des métiers,

• L’insertion et l’accès à l’emploi des femmes

• L’égalité salariale dans les entreprises, et plus particulièrement les petites et moyennes entreprises.

4.1.2 Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| Formation :   * Le taux de scolarisation est de 47,3 %, un peu plus qu’en France hexagonale (45,8 %). * Près de deux tiers des jeunes qui ont choisi une formation technico-professionnelle, a priori plus courte, sont actifs * Existence de schémas sectoriels, * Compétence en matière d’orientation et de formation professionnelle * Politiques nationales et territoriales volontaristes et relativement cohérentes ; * « Taille humaine » du réseau des acteurs en Martinique ; * Maillage géographique de l’offre de services relativement homogène ; * Grande diversité des acteurs de la formation initiale et continue ; * Efficacité des dispositifs de prévention et de lutte contre le décrochage.   Emploi :   * Une forte proportion de femmes dans la création d’entreprise * Un secteur tertiaire dynamique * Taux d’emploi stable * Existence des différents cadres d’intervention pertinents dans les domaines de compétences de la CTM (CAOM, PDI, PTI, Cadre d’appui IAE,ect) * Signature des conventions partenariales de coopération et des protocoles de mise en place et de mise en œuvre des politiques publiques (Accompagnement global des DE, Convention de gestion du rSa, Convention pluri partenariale d’orientation et au droit à l’accompagnement des brSa socle, protocole PLIE d’accompagnement socioprofessionnel des brSa, ect), * Dynamique de soutien aux entreprises du secteur de l’ESS et de l’IAE, * Soutien financier individualisé pour le maintien en activité des brSa, | Formation :   * Près de deux jeunes sur dix ne sont pas diplômés, alors qu’en France hexagonale, seulement 13,4 % des 15-29 ans n’ont aucun diplôme * Les jeunes martiniquais sont également peu nombreux à obtenir un diplôme de l’enseignement supérieur (14,9 % contre 25,7 % en France hexagonale * Caractéristiques des entreprises martiniquaises (TPE en majorité), à accueillir des alternants * Des filières où les besoins en formation ne sont pas couverts * Schéma directeur des collèges et lycées non encore finalisé ; * Difficultés d’insertion professionnelle des jeunes qui rendent complexes et fragiles les logiques inclusion-formation-insertion ; * Contraintes structurelles du territoire (transport, hébergement) qui limitent l’accès aux services et parcours disponibles ; * Très forte spécificité territoriale (insularité, histoire, économie) des caractéristiques de la « différence sociale ». * Fuite des compétences   Emploi :   * Inadéquation entre formation et marché de l’emploi * Faible niveau de formation * Disparité hommes/femmes en termes de salaire et d’insertion professionnelle * Des métiers très « féminisés » de nature précaire * L’insuffisance des moyens (techniques, humains, matériels) dédiés à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif d’orientation des brSa * 14 % des Martiniquais âgés de 16 à 65 ans sont en situation d’illétrisme * Formation professionnelle des conseillers en insertion (pour certaine formation sur le tas), * Défiance de certains brSa dans certaines politiques publiques qu’ils estiment inadaptées à leurs besoins (les créateurs d’entreprises et les jeunes), * Faible synchronisation de l’animation territoriale des acteurs de l’insertion |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| Formation :   * Le taux de décrochage scolaire est en baisse constante depuis 2011 * De nouveaux besoins en formation émergent en lien avec l’évolution de la société et du marché de l’emploi * Parc d’établissements bien repartis sur l’ensemble du territoire ; * Partenaires économiques en recherche de jeunes martiniquais hautement qualifiés ; * Baisse des effectifs doit favoriser l’élévation du niveau de formation ; * Inclure dans le schéma directeur les insuffisances révélées par la crise sanitaire * Un transport scolaire développé et porté par des acteurs expérimentés * Émergences de besoins nouveaux au sortir de la crise sanitaire * Faciliter le niveau de consommation de produits locaux et bio dans les restaurants scolaires et participer ainsi au développement de l’agriculture. * Rôle d’accueil majeur joué par les EPLE lors de catastrophes naturelles (intempéries, cyclones, tremblement de terre…) * Également en matière d’organisation d’activités sportives et culturelles, ainsi que d’accueil vacances. * Faire coller les spécialités des EPLE avec les besoins prioritaires des bassins d’emploi * Existence de pistes de coopérations entre certains EPLE par exemple le projet du Lycée International du Nord Caraïbes. * Dynamique induite par le Contrat de Convergence et de Transformation ; * Développement d’une stratégie académique partenariale de formation et de certification tout au long de la vie (Campus des métiers et des qualifications, Lycées des métiers, CFA Académique) ; * Réalisation de toutes les dispositions de la Loi « liberté de choisir son avenir professionnel » ; * Digitalisation des services, de la formation, des activités professionnelles et des métiers qui permet un dépassement des limites extra-insulaires du territoire et une atténuation des contraintes d’accessibilité induites par sa géographie.   Emploi :   * Aide Individuelle à la Reprise d’Activité – AIRA * Des dispositifs de coopération innovants entre les acteurs impliqués dans le développement de l’emploi (pôle emploi et CTM, par exemple) * Contrats aidés * SIAE et dispositifs en faveur de l’économie sociale et solidaire * Meilleure adaptation des actions aux besoins des territoires et des publics cibles, facteur d’amplification du poids de celles-ci, * Mise en place d’une dynamique de territorialisation des programmes d’actions, * Soutien aux actions innovantes et initiatives pouvant porter réponses aux besoins de développement endogène des territoires (création d’emplois novateurs dans le champ de la Sylver Economie, des NTIC, le télétravail, les transferts de savoirs), * Soutien aux têtes de réseau des structures de l’ESS, l’IAE et la mutualisation des moyens. | Formation :   * L'offre de formation ne couvre pas tout l'éventail du marché du travail * Les infrastructures doivent s’adaptées au développement de l’offre de formation * Les taux d’insertion après le CAP et le Bac Pro restent très faibles * Progression des contrats d’apprentissage de plus courtes durées * Impact de la loi « Avenir professionnel » prévoyant différentes évolutions et de nouvelles perspectives pour les prestataires de formation * Baisse des effectifs à scolariser ; * Délais de commandes et d’acheminement des équipements ; * Vétusté des bâtiments et mise aux normes ; * Problématique amiante ; * Difficulté à trouver du foncier disponible en raison des problématiques urbaines et de cohabitation des autres activités sur le territoire. * Désynchroniser les composantes sociales, structurelles, économiques et de formation, dans les plans d’accompagnement sectoriels du territoire (Vieillissement, Mer, Transition énergétique, Numérique) ; * Restreindre pour des raisons liées au partage de compétences, le développement de projets structurants visant à mieux accueillir, à mieux former et à mieux insérer les jeunes martiniquais * Considérer que le travail non-déclaré est une conséquence alors qu’il est aussi une des causes des problèmes d’exclusion sociale   Emploi :   * Exode des jeunes populations -Fuite des compétences * Inadéquation entre les souhaits de formation et le marché du travail * Marché du travail limité * Ne pas saisir l’opportunité de la révolution numérique qui permettrait de positionner le territoire et ses habitants sur la plateforme mondiale des activités professionnelles distancielles ; * Difficultés parallèles à l’absence d’emploi, notamment dans le domaine de la santé * Risque de récession économique liée au Covid 19, * Fragilité du tissu économique martiniquais composé majoritairement de TPE et de PE, * Fermeture des structures d’accompagnement des personnes en situation de précarité dont les SIAE, * Nombre important de bénéficiaires de minima sociaux, * Persistance du nombre de travailleurs pauvres, * Fracture numérique, faiblesse technologique, * Absence de pérennité de certains projets d’activité, * Coordination partenariale parfois laborieuse (retours d’expériences, productions bilans), * Dispositions étatiques tardives (contrats aidés), * Politiques publiques parfois inadaptées aux besoins des territoires ultra marins, |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Les différents plans de développement élaborés ces dernières années ont **fait apparaitre les filières prioritaires** sur lesquelles la Martinique souhaite appuyer son développement. Il s’agit des filières suivantes notamment : le tourisme durable, l’économie bleue, l’agroécologie et l’agroenvironnement, le numérique, le développement énergétique, la prise en compte des enjeux sanitaire et sociaux, la gestion des risques naturels, la construction durable et la filière sportive et culturelle.

Par ailleurs les efforts entrepris pour améliorer **l’inclusion des populations marginalisés** et **éloignées de l’emploi** devra être poursuivi, à la fois en termes d’offre de formation et d’équipement d’accueil.

L’effort devra également être maintenu pour la **professionnalisation des actifs**

En conséquence, le premier enjeu visant à améliorer l’insertion professionnelle sera de **soutenir l’offre et les moyens nécessaires à la formation dans les filières stratégiques**. Il s’agira donc de répondre aux besoins notamment par :

* Elaborer une ingénierie de formation pour bien identifier les besoins
* Diversifier et compléter les filières de formation en lien avec les besoins du territoire
* Créer de plateformes de mise en réseau avec les acteurs économiques et les acteurs de la recherche sur les filières déterminantes (Pôles d’innovation, cluster…)

Le deuxième enjeu visant à améliorer **l’insertion professionnelle** sera de développer les moyens nécessaires pour accompagner l’accès à l’emploi

* Améliorer l’efficacité des marchés du travail et l’accès à un emploi de bonne qualité grâce au développement de l’innovation et des infrastructures en matière sociale
* Améliorer l’accès à des services de qualité et inclusifs dans l’éducation, la formation et de l’apprentissage tout au long de la vie grâce au développement d’infrastructures
* Renforcer l’intégration socio-économique des populations marginalisées, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux
* Garantir l’égalité de l’accès aux soins de santé grâce au développement des infrastructures, y compris les soins de santé primaires ;
* Mettre en place des mesures de repérage et d’activation, destinées notamment aux personnes inactives et aux jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation, en particulier dans les régions ultrapériphériques
* Fournir un soutien et des informations ciblés pour prévenir le décrochage scolaire, en particulier dans les RUP
* Contribuer à mettre en place de nouvelles infrastructures d’éducation et à améliorer les infrastructures existantes
* Faciliter la mobilité des apprenants, des enseignants et des formateurs, en particulier dans les RUP
* S’agissant de l’apprentissage, mettre en place des dispositifs à destination des employeurs pour les encourager à accueillir des apprentis

Le troisième enjeu consistera à faciliter **l’orientation et l’accompagnement des personnes éloignées de l’emploi.** Pour répondre à cet enjeu, il faut :

* Développer les formations et les outils d’encadrement permettant d’Améliorer le taux d’insertion professionnelle des jeunes les plus éloignés de l’emploi
* Renforcer la formation du personnel encadrant les personnes nécessiteuses
* Développer des dispositifs pour réduire les disparités Femmes/hommes
* Redonner à la formation son rôle clé de solution dans le processus d’inclusion
* Lutter contre l’exclusion numérique, l’illectronisme chez les jeunes et les seniors

Le quatrième enjeu consistera à accompagner **la professionnalisation des actifs**

* Augmenter du niveau de qualification des actifs en adéquation avec le marché du travail
* Développer la formation tout au long de la vie des enseignants favorisant le renforcement des compétences (incluant les compétences numériques)
* Développer la création d’entreprises ainsi que la qualification et l’expertise des entrepreneurs
* Renforcer des compétences RH dans le secteur public
* Renforcer des capacités administratives des collectivités,
* Renforcer des capacités d’ingénierie de projet des collectivités,
* Développer des dispositifs pour augmenter de l’employabilité des seniors

Le cinquième enjeu sera de veiller à la construction ou à la rénovation déploiement **des infrastructures d’accueil nécessaires**

Rénover des équipements scolaires et des structures de formation

* Augmenter de la capacité d’accueil et de formation des jeunes les plus éloignés de l’emploi
* Augmenter la capacité d’accueil pour la formation dans les filières stratégiques

La rénovation des équipements devra intégrer la prise en compte des risques sismiques et le désamiantage des équipements existants.

## 4.2 Assurer l’intégration socioéconomique des populations marginalisées de Martinique

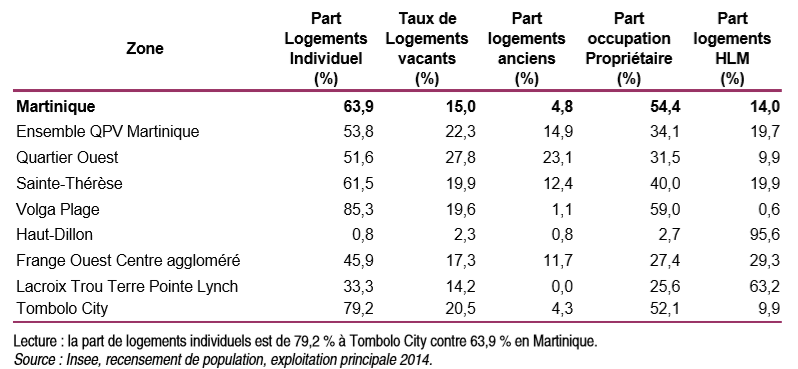
4.2.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

**La pauvreté en Martinique**

Parmi les départements français, la Martinique est l’un de ceux où la pauvreté monétaire est la plus élevée : 32,1 % de sa population se situe en deçà du seuil de pauvreté. L’intensité de la pauvreté est également plus élevée en Martinique (24,6 %) qu’en France hexagonale (21,0 %) : le niveau de vie des personnes pauvres est nettement inférieur au seuil de pauvreté.

En 2018, le taux de pauvreté en Martinique est estimé à 32 %[[71]](#footnote-72). Les familles monoparentales sont parmi les plus précaires, dont l’écrasante majorité des chefs de famille est des femmes.

Les Martiniquais n’ont pas tous accès à l’eau chaude, dans leur logement : 40% des logements ne disposent pas d’eau chaude et seulement 12% des logements sont équipés d’un chauffe-eau solaire.[[72]](#footnote-73) Par ailleurs, sur l’ensemble du territoire, le taux de logements vacants est deux fois plus élevé en Martinique (15 %) qu’en France (8 %). Cette caractéristique peut s’expliquer par l’existence de propriétés en indivision : ce phénomène, courant à la Martinique, accentue la vacance des logements.



En octobre 2019, la Collectivité territoriale de Martinique et l’Etat ont conjointement signé la convention d’appui à la lutte contre la pauvreté et d’accès à l’emploi. De nombreuses mesures de cette stratégie relèvent de la compétence de la CTM, chef de file de l’action sociale. Avec cette contractualisation, la CTM et l’Etat s’engagent, sur la période allant de 2019 à 2022, autour de 3 axes :

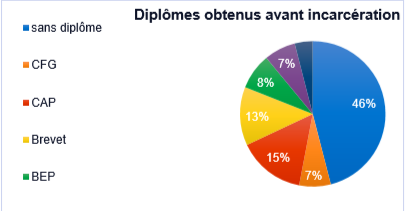
* **Fin des sorties sèches de l’aide sociale à l’enfance** : permettre aux jeunes de choisir un référent officiel dans leur parcours d’insertion sociale et professionnelle ;
* **Simplification des guichets et des services** : simplifier les démarches administratives à partir d’une généralisation des lieux de proximité destinés au premier accueil social inconditionnel et de référent de parcours ;
* **Insertion des bénéficiaires de minima sociaux** à travers un accompagnement personnalisé.

Au regard des mutations démographiques de notre Territoire, la Collectivité a également fait le choix de retenir la problématique de la pauvreté des personnes âgées de plus de 60 ans.

**Formation des personnes sous-main de justice**

La loi du 5 mars 2014 transfère aux collectivités régionales la formation des publics sous-main de justice. Les publics détenus présentent un certain nombre de caractéristiques (illettrisme, absence de qualification, précarité sanitaire, absence de logement…) dont il doit être tenu compte dans la construction des réponses formation qui leur sont proposées :

* Près des 2/3 des personnes incarcérées au centre pénitentiaire de Ducos n'exerçaient aucune activité professionnelle au moment de leur écrou.
* La plus grande part des personnes détenues ont arrêté leurs études au collège
* Près de 50 % des personnes détenues n’avaient aucun diplôme au moment de leur incarcération



Sur la période 2016 et début 2017, des données concernant 702 détenus, sur une population d’un millier environ a pu être analysée. Afin de mieux répondre aux attentes des détenus et favoriser l’insertion professionnelle, le programme 2018 a visé deux orientations stratégiques :

* L’acquisition et le renforcement des compétences de base, en s’appuyant sur le Plan d’investissement dans les compétences,
* L’accès à la qualification.

Ces actions sont à poursuivre.

D’autres actions pour promouvoir l’autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l’exercice de la citoyenneté, sont mises en œuvre :

* **Les Chèques d’accompagnement personnalisé** : Ce dispositif permet l’attribution de chèques d’accompagnement personnalisé affectés à l’alimentation, l’hygiène, l’habillement, les actions éducatives.
* **Le Fonds d’Aide aux Jeunes (FAJ)** L’objectif du FAJ est de favoriser l’insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans confrontés à de graves difficultés d’insertion sociale et professionnelle. Leur prise en charge nécessite une aide financière assortie d’un accompagnement social. Il peut accorder à titre exceptionnel des secours d’urgence et financer également des actions collectives à finalité préventive et d’intégration sociale.
* **Les secours exceptionnels :** Ces aides financières ne constituent pas un droit. Elles sont subsidiaires et doivent intervenir en complément des aides légales et de la saisine des autres dispositifs internes et externes à la Collectivité. Ces secours sont destinés à venir en aide aux personnes en situation de précarité ou victimes d’accident de la vie.
* **Actions sociales d’intérêt collectif :** Actions thématiques permettant de renforcer les potentialités des usagers
* **Résidence Sociale de Balata :** Assure l’hébergement sur une période transitoire, des familles en situation d’expulsion ou de difficultés sociales et familiales. Ces familles bénéficient d’un accompagnement social et éducatif pour l’accès vers le logement durable

4.2.2 Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Les inégalités femmes/hommes face à l’emploi sont plus faibles en Martinique qu’en France hexagonale * En occupant des logements HLM, les habitants des quartiers prioritaires s’assurent, davantage que les autres, de bénéficier de loyers encadrés. | * 32 % de la population de la Martinique vit sous le seuil de pauvreté en 2018 * 7% de la population vit dans un QPV * Le taux de logements vacants est deux fois plus élevé en Martinique (15 %) qu’en France de province (8 %). * 40% des logements ne disposent pas d’eau chaude et seulement 12% des logements sont équipés d’un chauffe-eau solaire * Dans les QPV, en 2014, la part de la population peu ou pas diplômée de 15 à 64 ans est plus importante que la moyenne régionale * L’intensité de la pauvreté est également plus élevée en Martinique (24,6 %) qu’en France hexagonale (21,0 %) |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Aides sociales * Nombreuses associations impliquées dans le domaine social * Développement de l’offre d’accueil pour personnes âgées * Possibilités de développer des modes de logements alternatifs pour les personnes âgées * Développement d’un cadre partenarial avec les pays de l’OECS | * Les familles monoparentales sont parmi les plus précaires * Des quartiers prioritaires de la politique de la ville où résident essentiellement des personnes seules et âgées, propriétaires de logements individuels anciens et dégradés * Problème de santé mentale corrélée aux difficultés financières * Problème de violence notamment au sein du cercle familial |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Afin de renforcer l’inclusion des personnes marginalisées et des groupes défavorisés les principales actions identifiées sont les suivantes :

* Diminution du nombre de logements indignes et insalubres
* Soutien aux personnes en errance en particuliers les personnes âgées
* Continuité de l’amélioration de l’offre territoriale en équipements d’accueil des étudiants, stagiaires, et des professionnels
* Augmentation de l ’employabilité des communautés marginalisées
* Développement d’un accompagnement de proximité (social, médicale, psychologique…)
* Stimulation de l’implication des citoyens dans les projets d’aménagement et de la vie de la société
* Accompagnement des chefs de famille monoparentale vers le retour à l’emploi
* Développement de Structure d'aide aux devoirs dans les quartiers prioritaires.
* Partage d’expérience, avec les pays de la Caraïbe, sur les bonnes pratiques en matière de lutte contre la pauvreté l’isolement et l’exclusion (au travers notamment du plan d’actions de l’OECS).

## 4.3 Un accès aux soins à renforcer pour répondre aux besoins de la population martiniquaise

4.3.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

La Martinique est en matière de santé le territoire d’outre-mer le plus proche des indicateurs hexagonaux. Le territoire bénéficie d’un accès aux services hospitaliers plus rapide que dans la plupart des régions. Si l’île est avantagée par une faible superficie qui limite les déplacements, l’accès aux soins est restreint à l’offre hospitalière du territoire. La majorité des spécialités médicales est assurée en Martinique et 95,7 % des hospitalisations de résidents sont prises en charge localement. Fortement attractifs, les établissements du territoire « Centre » proposent l’offre de soins la plus large. Le défi principal repose sur l’évolution démographique du territoire, qui implique des besoins accrus en matière d’accueil et de soins des personnes âgées. Les projections de population à l’horizon 2040 prévoient en effet une accentuation du vieillissement de la population martiniquaise si les tendances démographiques actuelles se maintiennent. Le nombre de personnes âgées de 60 ans ou plus doublerait et les plus de 80 ans seraient quatre fois plus nombreux qu’aujourd’hui.

Par ailleurs, du fait des origines plurielles de peuplement et des particularités de l’espace géographique de la Caraïbe, des pathologies chroniques, d’origine génétique et métabolique, sont aujourd’hui présentes à des prévalences élevées : la drépanocytose, maladie génétique récessive potentiellement transmise par 12 % de la population, le cancer de la prostate avec près de 600 nouveaux cas diagnostiqués par an et le diabète qui touche environ 10 % de la population.

Aussi, le développement, l’amélioration, l’accessibilité de l’offre de soins et la formation associée constituent des enjeux clés en Martinique. Ils constituent également un levier de développement pour le territoire au travers de la mise en place d’une chaine de valeur dédiée à ces spécificités

Par ailleurs, des pathologies chroniques, sont aujourd’hui présentes à des prévalences élevées causant de réels problèmes de santé publique. Parmi les maladies fortement représentées, on peut citer la drépanocytose, maladie génétique récessive potentiellement transmise par 12 % de la population, le cancer de la prostate avec près de 600 nouveaux cas diagnostiqués par an et le diabète qui touche environ 10 % de la population.

L’exigence d’une amélioration de l’accès aux soins pour tous, et notamment pour les populations vieillissantes ou en grande précarité, milite pour **le développement de spécialités et expertises médicales de haut niveau,** en partenariat avec les autres territoires insulaires tropicaux de la Caraïbe.

**Un territoire insulaire plus exposé aux risques** [[73]](#footnote-74)

Petit territoire insulaire, la Martinique, située en zone tropicale chaude, doit faire face à de nombreuses évolutions, naturelles et environnementales qui ne sont pas sans conséquences sur la multiplication des éléments favorisant certaines maladies ou leurs vecteurs. Il en est ainsi de l’aggravation des maladies respiratoires (avec la diffusion de spores, et la possible augmentation des épisodes de brumes de sable...), des maladies zoonotiques (teigne, chikungunya, …) ; de la recrudescence d’épisodes d’invasion d’algues toxiques ; de la vulnérabilité des personnes âgées liée à la fréquence plus élevée des épisodes de fortes chaleurs. En Martinique, le risque environnemental le plus connu est celui de la chlordécone, un perturbateur endocrinien. Ce produit classé comme neurotoxique cancérigène, a été déversé en quantités importantes jusqu’en 1993, contaminant de manière durable les sols et l’eau. La mise en évidence de la contamination de l’environnement et de l’exposition des populations via l’alimentation a conduit les pouvoirs publics à mettre en œuvre, à partir de l’année 2008, des plans d’actions pour répondre à la situation de pollution et mettre en sécurité les populations. Le plan chlordécone III (2014-2020), dans la continuité des deux premiers plans, a pour objet de poursuivre les actions engagées pour protéger la population (surveillance et recherche) mais aussi d’accompagner les professionnels fortement impactés par cette pollution, notamment les pêcheurs du fait de la diffusion de cette molécule dans le compartiment marin.[[74]](#footnote-75)

Par ailleurs, l’insularité peut constituer une contrainte à la fois pour l’organisation de parcours de soins, qui peuvent nécessiter de recourir à des offres de prises en charge située à l’extérieur, ou pour la survie de filières de prise en charge spécialisées (recrutement d’une patientèle suffisante).

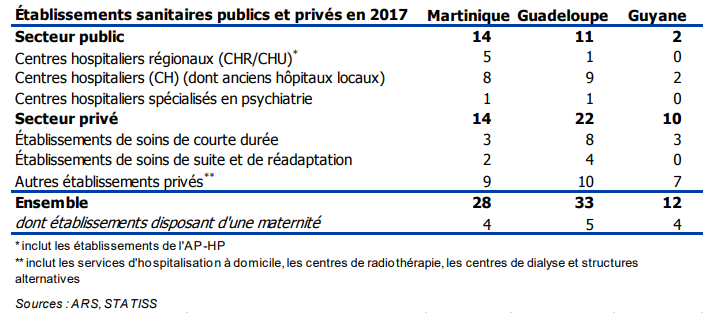
**Une population en diminution, répartie inégalement sur le territoire**73

La Martinique est marquée depuis plusieurs années par une diminution régulière de la part des moins de 20 ans, à laquelle s’ajoute une augmentation du nombre des personnes âgées de 60 ans et plus. Selon les projections de l’Insee, elle serait, d’ici à 2030, la cinquième région française la plus âgée avec plus d’une personne sur trois âgée de 60 ans et plus. D’ici 2040, 40% des Martiniquais auront plus de 60 ans (contre 31% en France Métropolitaine).

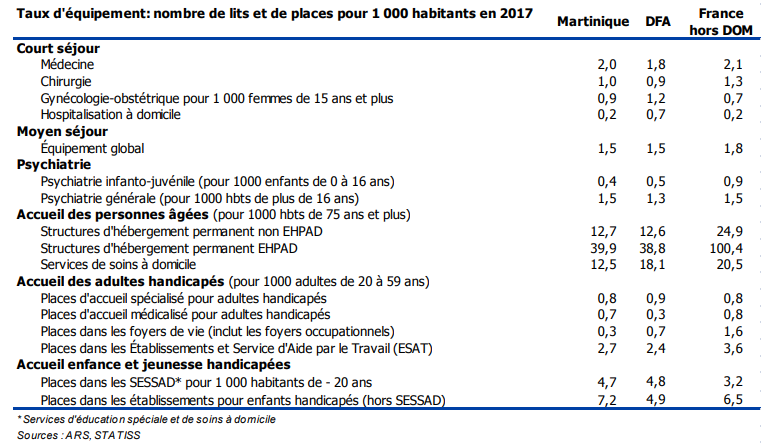
De plus, 44 % de la population sont concentrés au centre de l’île sur quatre communes où Fort-de- France compte à elle seule près d’un quart des habitants de l’île. Le centre connaît une densité de 948 habitants/km2, alors que la frange nord-caribéenne, légèrement plus étendue (210km2) connaît une densité de 111habitants/km2. Dans un contexte insulaire, où les infrastructures de transports sont peu développées, l’enjeu de l’organisation spatiale de l’offre de santé et de son accessibilité est exacerbé.

**Les infrastructures de soins****[[75]](#footnote-76)**

Le secteur sanitaire martiniquais dispose, début 2017, de 28 établissements (publics et privés confondus), contre 24 en 2015 et 29 en 2016. La part des établissements publics est en baisse et rejoint le niveau du privé en 2017. Dans les DFA le nombre d’établissements publics est inférieur au nombre d’établissements privés (33,3 % en Guadeloupe et 16,7% en Guyane). La Martinique dispose de plus de centres hospitaliers que les autres DFA (13 en Martinique, 10 en Guadeloupe et 2 en Guyane), mais de moins d’établissements privés de soins de courte durée (3 en Martinique, 8 en Guadeloupe et 3 en Guyane). En Martinique, à l’instar de la Guyane, 4 établissements disposent d’une maternité contre 5 en Guadeloupe. L’année 2017 a été marquée par l’ouverture en janvier du plateau technique du CHU de Fort-de-France, dont la phase de construction aura duré trois ans. Ce plateau regroupe les urgences, les salles d'intervention chirurgicales et la réanimation. De plus, la construction d’un nouvel établissement spécialisé dans les soins de suite et de réadaptation à Saint-Joseph se poursuit.

****

La Martinique affiche des taux d’équipement comparables à ceux de la France hexagonale et de la zone Antilles-Guyane concernant le nombre de lits et de places en court séjour, en moyen séjour et en psychiatrie. En matière d’accueil des jeunes handicapés, elle se situe même au-dessus de la moyenne nationale. **En revanche, la Martinique, comme l’ensemble des départements français d’Amérique (DFA), accuse un retard important en matière d’accueil des personnes âgées.** Début 2017, on ne compte en effet que 39,9 places (41,4 places en 2016) en structure d’hébergement permanent de type EHPAD pour 1 000 habitants de 75 ans et plus en Martinique (contre 101,4 en France hexagonale).

****

**Taux de pauvreté élevé 73**

La Martinique compte deux fois plus de ménages pauvres qu’en France et une forte proportion de bénéficiaires d’allocations attribuées sur la base des ressources. La problématique santé est une constante chez les bénéficiaires du rSa. Certains troubles compromettent parfois l’élaboration de projets d’insertion viables. Les conduites addictives sont identifiées au projet régional de santé 2018-2022 initié par l’Agence régionale de Santé (ARS) de Martinique comme une problématique de santé publique importante et un véritable frein à l’inclusion sociale des personnes qui en sont atteintes.

**Une amélioration globale de l’état de santé de la population**

L’espérance de vie à la naissance est comparable à la moyenne nationale et atteint en 2015 84,7 ans pour les femmes et 79,4 ans pour les hommes, en forte progression depuis 2001 (où elle s’élevait à 81,5 et 75,3 ans respectivement), mais avec des fluctuations importantes (chute de l’espérance de vie en 2014 notamment).

De même, l’on constate une diminution de la mortalité par maladies cardio-vasculaires sur les 10 dernières années liées notamment à une faible consommation de tabac : on recense en Martinique des proportions significativement plus basses de fumeurs quotidiens, ainsi qu’une prévalence tabagique de fumeurs quotidiens (14,7%) plus faibles que celles observées dans les autres régions métropolitaine (entre 23 et 31 %).

Pour autant, si l’espérance de vie est comparable à la moyenne nationale, le niveau de santé perçue est en revanche inférieur, puisque 56% des Martiniquais déclarent un bon ou très bon état de santé (contre 69% en France hexagonale).

**Des problématiques de santé publique persistent** 73

Cependant, certains indicateurs de santé restent inquiétants et des problématiques de santé publique persistent.

Les indicateurs de santé périnatale sont particulièrement défavorables : la Martinique fait partie des territoires les plus touchés par la mortalité maternelle, avec un taux de décès bien au-dessus de l’ensemble des régions métropolitaines, (15,5 décès pour 100 000 naissances vivantes, contre 7,5 sur l’hexagone hors Île de France), quoiqu’inférieur aux autres DROM.

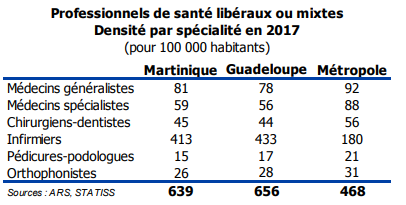
On constate une forte prévalence de l’obésité et de ses comorbidités telles que le diabète, les maladies rénales chroniques, les maladies cardio-vasculaires et les troubles musculosquelettiques sur tous les territoires martiniquais : plus de la moitié des adultes (58,8%) est en surcharge pondérale, dont 27,7 % de personnes obèses ; le diabète est en augmentation (+3,5 % de prévalence de diabète déclaré entre 2003 et 2013), touchant une personne sur 10 et en majorité les femmes, et la prévalence des patients traités par dialyse pour insuffisance rénale est deux fois supérieure à la métropole.

Les cancers restent la première cause de mortalité, avec une incidence importante de certains cancers : cancer de la prostate (2 676 nouveaux cas entre 2010 et 2014, soit 54,3% des cancers chez l’homme), cancer du sein (1 079 nouveaux cas sur la même période, soit 32,6% des cancers chez la femme) et le cancer colorectal (93 nouveaux cas et 44 décès par an chez l’homme et 85 nouveaux cas et 46 décès par an chez la femme). Si le risque de développer un cancer reste tout de même moindre en Martinique que dans l’Hexagone, la Martinique est particulièrement touchée par le cancer de la prostate, le cancer du col de l’utérus et le cancer de l’estomac.

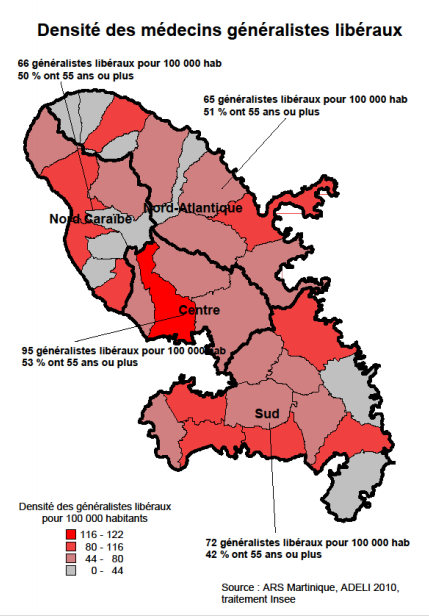
Par ailleurs, si la consommation de tabac en Martinique est la plus faible des régions françaises, l’île présente des enjeux spécifiques liés aux addictions, du fait de la fréquence de consommation d’alcool, mais également de l’usage de cannabis et de crack. La Martinique est l’une des six régions françaises les plus concernées par la dépendance à l’alcool (12.6% de la population est à risque). L’ampleur de la consommation de ces substances pourrait par ailleurs être sous-évaluée, du fait de l’absence d’un diagnostic actualisé et de la difficulté à identifier repérer certaines addictions. Enfin, si elles sont moins documentées, les problématiques liées à la santé mentale apparaissent également comme inquiétantes du point de vue des acteurs de santé Martiniquais. La crise de COVID-19 et le confinement qui s’en est suivi a fait apparaitre de nombreux cas de violences intra familiales révélatrices de difficultés comportementales qu’il est nécessaire de prendre en charge tant d’un point de vue social que part un encadrement médical. La Martinique présente également un taux de suicide chez les jeunes qui est préoccupant. En effet, en 2014, le taux de suicides chez les 15-30 ans était de 6.4% en Martinique contre 5.8% sur le continent français. Cette problématique nécessite également un accompagnement de proximité et multi-approches[[76]](#footnote-77).

**Une démographie médicale fragile, insuffisante pour couvrir les besoins de demain et une offre hospitalière en tension** 73,[[77]](#footnote-78)

Le nombre de praticiens libéraux en Martinique atteint 639 pour 100 000 habitants au 31 décembre 2016. Il est supérieur à celui de l’Hexagone (468 pour 100 000 habitants). Ce chiffre masque toutefois des disparités importantes selon les praticiens. Les médecins généralistes (-12,0 %) et spécialistes (-33,0 %) sont sensiblement plus nombreux au niveau hexagonal. Il en est de même pour les chirurgiens-dentistes, les podologues et les orthophonistes. En découle des délais d’attente particulièrement importants pour obtenir des rendez-vous. En revanche, les infirmiers sont deux fois plus nombreux en Martinique qu’au niveau national (densité de 413 pour 100 000 habitants, contre 180 pour 100 000 habitants dans l’Hexagone), en lien notamment avec le déficit de structures adaptées aux personnes âgées. 75



On constate un vieillissement des médecins généralistes : 53% des médecins généralistes en Martinique ont 55 ans ou plus en 2015, contre 49% en France métropolitaine et sont plutôt concentrés dans le centre de la Martinique.



Compte tenu de la poursuite attendue du vieillissement de la population et de l’augmentation attendue de la prévalence des maladies chroniques, les besoins en offre de soins de premier recours, aujourd’hui déjà insuffisamment couverts, iront croissants. A l’inverse, les densités paramédicales d’infirmiers et de masseurs kinésithérapeutes exercice libéral ou mixte sont plus importantes qu’en métropole (respectivement +124% et +31%).

Aux fragilités de l’offre de soins de ville, s’ajoutent les difficultés rencontrées par les établissements de santé à attirer et recruter des professionnels de santé. Par ailleurs, la situation financière des établissements de santé martiniquais, à commencer par le CHUM, apparaît depuis plusieurs années comme une priorité.

**Télé-santé** [[78]](#footnote-79)

Du fait de la situation régionale globale en matière de démographie médicale, la télémédecine permettra de pallier des difficultés locales qui pourraient intervenir notamment lorsque les soins dans un bassin de vie reposent sur un petit nombre de professionnels ou de structures n’apportant pas une réponse spécialisée. Par ailleurs, la tension constatée pour nombre de spécialités incite à développer, notamment la téléconsultation et la téléexpertise.

La télémédecine permet également de favoriser un recours maîtrisé au système de soins en diminuant la fréquentation des urgences, le recours aux dispositifs de permanence des soins, les hospitalisations inadéquates et les transports. Elle peut permettre de contribuer à une décélération des dépenses de santé dans la prise en charge des maladies chroniques comme par exemple pour les patients souffrant d'insuffisance rénale chronique avec la télédialyse.

Le vieillissement, la précarité d’une partie importante de la population (notamment jeune), la prévalence importante des situations de handicap, le développement des maladies chroniques sont autant d’évolutions qui nécessitent aujourd’hui mais également dans les années à venir, de structurer des prises en charges pluridisciplinaires, mobilisant les acteurs du sanitaire, du médico-social voire du social. Il s’agit désormais de renforcer et de structurer les interventions coordonnées autour de patients, pour faciliter leur parcours de santé et de vie et prévenir les ruptures, notamment en favorisant les échanges entre les professionnels de santé autour du patient.

Plusieurs axes d’amélioration de l’accès aux soins ont été définis dans le cadre du Projet Régional de Santé (2011-2016). Des actions de réorganisation de l’offre sont engagées. L’implantation de centres de santé, de maisons médicales de garde ou de maisons pluridisciplinaires devraient permettre d’étendre le maillage du territoire afin de rompre l’isolement des zones les plus reculées (grand nord notamment). La restructuration du CHU, fusionnant les trois établissements publics de MCO (médecine, chirurgie et obstétrique) que sont le CHU de Fort de France, le CH du Lamentin et le CH de Trinité devrait permettre une organisation mieux coordonnée de l’offre de soins. Il en est de même des établissements de proximité, qu’il s’agisse de la communauté formée par les établissements du nord caraïbe (Carbet, Saint-Pierre et Maison de Retraite du Prêcheur) ou des établissements du sud (Saint-Esprit, Marin, Trois-Ilets, François, Saint-Joseph et Maison de Retraite des Anses-d’Arlets). Ces établissements devront fonctionner en réseau y compris avec les établissements de MCO. La mise en place d’équipes régionales médicales, dans un contexte de pénurie médicale, assurera à la fois le maintien d’une offre de proximité dans les trois établissements de MCO et permettra d’offrir des consultations spécialisées décentralisées dans ces établissements au bénéfice des populations de leur secteur.

L’ensemble des besoins évoqués ci-dessus implique la nécessité d’accompagner la montée en compétences et expertises des acteurs du territoire. Il faudra notamment veiller à la mise en place d’équipes pluridisciplinaires. Cela implique l’existence de médiateur dans différents domaines. On peut en particuliers citer le cas des médiateurs numériques permettant de renforcer l’accompagnement des personnes dépendantes à domiciles par les aidants familiaux. De façon générale, la montée en compétences associée à l’encadrement des personnes en perte d’autonomie est un enjeu fort pour le territoire de la Martinique.

4.3.2 Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Connaissance des dispositifs de prise en charge institutionnelle des publics vulnérables dans les champs de l’Enfance en Difficulté, du Handicap, et des Personnes Agées ; * Connaissance des besoins sociaux et médico-sociaux du territoire (schémas) ; * « Source » de la cartographie de l’offre d’équipements sur le territoire * Connaissance des capacités financières des ESMS autorisés ; * Transversalité des missions avec les autres directions métiers de la DGA Solidarités ; * Une sous-mortalité générale par rapport à la moyenne nationale et en diminution depuis 2002 * Une espérance de vie en constante augmentation * Des solidarités intergénérationnelles, familiales, culturelles qui pourraient faciliter le développement de démarches communautaire en santé Une prise en compte croissante de la promotion de la santé dans les orientations politiques (publiques et structurelles) et des citoyens de plus en plus préoccupés par leur santé * Une consommation de tabac parmi les plus faibles de France * Une diminution de la mortalité par maladies cardio-vasculaires sur les 10 dernières années * Des acteurs de proximité, compétents et mobilisés * Une offre diversifiée et graduée répartie sur l’ensemble du territoire * Des plateaux techniques et équipements de haute technologie * Un accès aux soins pour tous garanti par le système de santé actuel * Une stratégie d’animation territoriale qui a permis d’interroger les habitants sur leurs besoins dans le cadre des diagnostics permettant à l’ARS de mener une politique de santé de proximité * Une avancée sur la coordination des financements de projets, mise en œuvre dans le cadre de la conférence des financeurs ARS * Une demande sociale importante pour l’amélioration de système de santé Des efforts importants en matière d’investissements réalisés ces dernières années * Forte concentration des opérateurs publics de santé et réorganisation récente * Formalisation d’une politique régionale de cyber-sécurité portée par l’ARS * Expérience de l’utilisation d’une plateforme régionale urbanisée avec les services socles ROR / SRI / Annuaires en routine depuis plus de 10 ans * Comités techniques avec l’Assurance Maladie (CGSS) lancés et à intensifier * Sécurisation de la mise à jour du socle régional (portail citoyen et professionnel – labellisation) * Capitalisation sur les services socles mis à disposition par le GCS * Présence des grands programmes d’innovation dans la stratégie territoriale (Télémédecine, e-parcours, GHT, HOP’EN) * Partenariat avec les pays voisins (Caraïbes) et renforcement de l’arc Antilles Guyane * Positionnement en leader d'innovation e-santé (Silver Economie (AAP FEDER) ; Innovation sociale ; Article 51 ; Projet CAP NORD ; Madinina LAB Santé) * Renforcement de la formation des professionnels de santé (OPCA) à l'utilisation du numérique | * Insuffisance de formation technique de base (en comptabilité, contrôle de gestion) ; * Absence de formations spécifiques aux différents métiers de la direction sur le territoire ; * Insuffisance de moyens de contrôle des structures (humains et matériels) ; * Manque de locaux pour installation personnels de la direction * Insuffisance de fonds dédiés à l’accompagnement des investissements des ESMS ; * Un territoire insulaire, éloigné des grands pôles spécialisés de la Métropole * Des risques sanitaires plus importants liés à la situation géographique du territoire * Des controverses publiques sur les sujets de santé environnementale * Une partie de la population en situation de forte précarité * Des difficultés d’appropriation et d’adoption de comportements favorables à la santé * Une croissance rapide du nombre de personnes âgées dépendantes * Des indicateurs encore défavorables autour de la périnatalité (prématurité, mortalité maternelle et infantile notamment) * Une prévalence forte de l’obésité et de ses conséquences en termes de diabète, insuffisance rénale chronique et maladies cardio-vasculaires et ostéoarticulaires Consommation de drogues (crack, cannabis…) sous-évaluée * Une répartition encore inégale de l’offre médicosociale et des territoires peu pourvus en offre de soins renforçant les difficultés géographiques d’accès (cap nord notamment) * Une organisation des transports publics perfectible et des dispositifs de transports sanitaires innovants à développer * Une lisibilité insuffisante de l’offre existante * Des points de rupture dans les parcours de santé liés à la fois à un défaut de coordination et à un défaut de certaines offres * Des publics vulnérables qui rencontrent encore des difficultés à accéder au système de santé * Une situation financière des établissements de santé dégradée * Une vétusté importante d’un certain nombre de structures malgré les efforts régionaux en matière d’investissements * Acteurs de la gouvernance de santé fortement sollicités * Ressources techniques rares et critiques en région * Coût de l’externalisation d’un grand nombre de tâches * Investissements importants mais insuffisants pour renouveler les infrastructures techniques * Dépendance de toute la région sur une seul CHUM, donc risque importants en cas de dysfonctionnement * Désynchronisation entre les plateformes régionales et nationales, perte des efforts engagés * Manque de visibilité des services disponibles faut de communication et de marketing adaptés * Turnover, difficultés à recruter des compétences locales |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Bonne connaissance des acteurs du terrain ; * Connaissances des éléments d’évaluation interne et externe des structures et services ; * Pilotage de la formation des personnels et des gestionnaires d’établissements ; * Animation de rencontres techniques entre gestionnaires d’établissements ; * Communication régulière d’éléments d’information sur les structures ; * Partenariat actif dans les relations avec les autres administrations (ARS, Préfecture, DTPJJ, DGSCS…)Une interconnaissance des acteurs et un travail en commun favorisé par la dimension du territoire * Des mutualisations d’actions, un partage de compétences et une définition d’objectifs communs à des acteurs qui se connaissent et sont mobilisés * Une coopération régionale et interrégionale pouvant potentiellement permettre de dépasser la petitesse du territoire, et de renforcer la qualité et la sécurité des soins * Un développement de nouvelles technologies au service de la santé présentant un potentiel pour une amélioration de l’offre (accessibilité, qualité, innovation) * Des évolutions règlementaires et législatives favorisant la transversalité inter-secteurs et la promotion de la santé et renforçant la place des usagers au sein du système de santé * Un nombre de paramédicaux libéraux (IDE et Masseurs kiné) permettant de pallier en partie la faiblesse de la démographie médicale dans la prise en charge en proximité | * Impact des risques sanitaires sur la qualité de la prise en charge des publics vulnérables en établissements et dans les services ; * Impact des risques majeurs (tremblement de terre, cyclone, volcan) ; * Vétusté des établissements et de leurs équipements ; * Difficultés de gouvernance des structures liées au manque de formation des administrateurs ; * Absence de mutualisation de moyens entre structures ; * Taux d’équipement faible dans les différents secteurs ; * Impact de l’allocation de ressources a minima/limitative sur la mise aux normes de certaines structures * Certaines activités hautement spécialisées limitées par l’étroitesse du territoire et du bassin de vie et pour lesquelles le développement de coopérations extrarégionales est nécessaire au maintien d’une attractivité professionnelle, d’un niveau de qualité des professionnels et d’un équilibre financier * Une croissance rapide du nombre de personnes âgées sur le territoire, entraînant des adaptations rapides nécessaires pour la prise en charge de la dépendance et de la perte d’autonomie * Une démographie médicale déséquilibrée et en tension sur certaines spécialités et un vieillissement des médecins généralistes et spécialistes * Une dégradation des conditions d’exercice des professionnels de santé, nuisible à la santé au travail des acteurs, à la performance, la qualité et l’attractivité du système de santé Martiniquais |

4.3.3 Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Les problématiques de santé publique auxquelles est aujourd’hui confrontée la Martinique (évolution du surpoids et de l’obésité, vieillissement accéléré de la population, indicateurs de santé périnatale défavorables…) appellent le renforcement d’actions de promotion de la santé, permettant aux individus d’acquérir les connaissances, les compétences et de bénéficier des informations pour faire les bons choix en matière de santé. Il apparait également nécessaire de renforcer les actions de prévention notamment en encourageant l’accès aux activités physiques.

La forte corrélation observée entre les populations les plus pauvres et les problèmes de santé invitent à proposer un soutient aussi bien social que sanitaire aux publics en difficultés. Ce soutien doit recouvrir les aspects de santé physiques mais également de santé mentale. Les actes de violences et de détresse psychiques (suicides) sont également à accompagner.

Parallèlement, de manière à définir des interventions efficaces, la territorialisation des réflexions et des modes d’action, est un levier incontournable.

A partir de ces constats, les besoins auxquels la Martinique doit faire face sont les suivants :

* Appui aux structures de proximité
* Appui à l’exercice des professionnels de santé dans les déserts médicaux
* Appui à la pratique en collectifs
* Soutien au déploiement d’actions de promotion de la santé pour les publics les plus éloignés des structures de santé
* Développement de l’offre de proximité et de densification de l’offre de soins dans les territoires les plus isolés
* Soutien du développement des e-services dans le domaine médical
* Orientation vers les métiers de la santé en besoin de recrutement
* Formation sanitaire et sociale
* Levée des freins liés à la santé pour l’accès à l’emploi et à la formation
* Actions de coordination, de mise en parcours et de suivi de parcours sur la dimension « santé »
* Développement d’une Gérontopole
* Développement des outils de coordination des parcours personnes âgées, personnes handicapées et aidants
* Renforcement de la prévention et de lutte contre la perte d’autonomie
* Soutien à la parentalité, notamment les dispositifs visant à intervenir dans les 1000 premiers jours de la vie de l’enfant.
* Renforcement des capacités d’action des systèmes de soins et de santé en situation de crise (sanitaire, climatique etc.)
* Amélioration de l’accès aux soins à des publics caribéens
* Développement des partenariats en matière de gestion de crise sanitaire
* Elaboration d’une cartographie précise de l’offre de soins et de formation caribéenne
* Développement d’une Stratégie commune de gestion des maladies vectorielles – surveillance épidémiologique (anticipation – alerte précoce - action)

# 5 Une Martinique mieux aménagée

Le territoire de la Martinique présente une certaine hétérogénéité avec des problématiques qui lui sont propres. Certains territoires souffrent d’une urbanisation non maitrisée et d’une concentration de l’activité économique implantée de façon anarchique, d’autres sont soumis à une sur fréquentation touristique mettant en difficulté les infrastructures, les ressources naturelles et l’attractivité des territoires ; d’autres enfin sont le siège d’une déprise économique.

Un enjeu important de l’action politique en Martinique réside dans la recherche d’un équilibre garant de la cohésion territoriale et sociale entre les différentes zones de la région, en valorisant les spécificités et atouts de chacun de ses sous-ensembles.

La Collectivité territoriale de Martinique a initié l’élaboration du Plan d’Aménagement et du Développement Durable de la Martinique (PADDMA). Ce plan visera à reprendre les grandes lignes des outils et habilitations de schéma d’aménagement régional. Doté d’une portée normative, cet outil aura vocation à compiler et afficher dans un document unique les orientations stratégiques dans les domaines du développement économique et touristique, de la gestion de l’énergie, des déchets, de l’assainissement, de protection de la ressource en eau et de la biodiversité, et du développement de l’économie circulaire, du développement sportif et culturel

L’objectif est de parvenir à un aménagement équilibré du territoire atour de ces différentes dynamiques.

Par ailleurs, la Martinique dispose d’un patrimoine naturel et culturel qui donc être mieux valoriser pour répondre au développement et à l’attractivité des territoires.

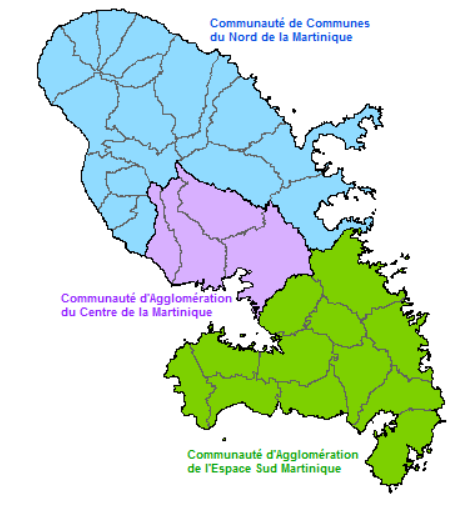
## 5.1 Assurer un développement territorial équitable dans les zones urbaines, rurales et côtières de la Martinique

5.1.1 Présentation de l’état des lieux et des chiffres clés

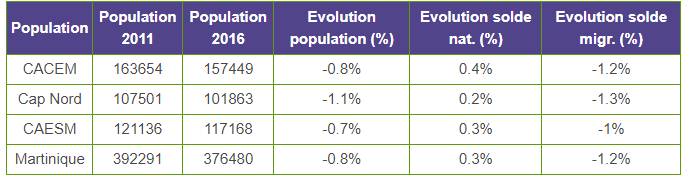
**Contexte démographie du territoire [[79]](#footnote-80) [[80]](#footnote-81) [[81]](#footnote-82)**

La Martinique se découpe en trois intercommunalités qui regroupent les 35 communes de l’île :

* La communauté de communes du Nord de la Martinique (Cap Nord)
* La communauté d’agglomération du Centre de la Martinique (CACEM)
* La communauté d’agglomération de l’Espace Sud de la Martinique (CAESM)



Les inégalités économiques entre ces territoires obéissent à un gradient géographique qui sépare le versant nord du versant sud de l’île. A titre d’exemple, si la part des allocataires de RSA est en moyenne de 22% des foyers en Martinique, elle est deux fois plus élevée dans le Nord. C’est aussi dans les bassins de vie du Nord que l’on trouve les taux d’illettrisme et de décrochage scolaire les plus importants : le taux moyen de l’illettrisme est en moyenne de 13% en Martinique, de 10% au centre alors qu’il avoisine les 20% dans le Nord Caraïbe et les 23% dans le Nord Atlantique. C’est également dans ces zones que le taux de création d’entreprises est le plus faible. La CACEM est l’intercommunalité qui regroupe la plus grande population et concentre la plus grande activité économique et institutionnelle de l’île :



Le territoire connaît donc de profondes inégalités avec des communes qui souffrent d’un moindre dynamisme économique, avec pour corollaire un déclin démographique plus marqué.

Plusieurs orientations sont envisagées pour porter un coup d’arrêt à cette tendance :

* **Aménagement des ZAE**

Les zones d’activité économiques de la Martinique sont caractérisées par une forte mixité d’activités (commerce, industrie, artisanat, services) génératrice de conflits d’usage. La plupart d’entre elles, anciennes et dégradées, sont handicapées par une implantation anarchique en zone de multi-activités en inadéquation avec les besoins ou les ressources du territoire. **Aujourd’hui, il y a lieu de créer un nouvel environnement qui permette aux entreprises et aux investisseurs de déployer des projets innovants et structurants grâce à la mise en place d’espaces mutualisés de valorisation et de production**. Ces aménagements doivent s’inscrire dans une logique de complémentarité, et en fonction des particularités et des spécificités de chaque sous-ensemble.

* **Aménagement urbain**

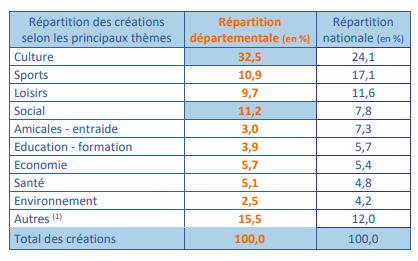
La faible densité de jardins publics et le manque de mise en réseau limite les continuités piétonnes dans les villes de la Martinique. La place du piéton est par ailleurs réduite et peu confortable rendant peu attrayante la pratique de la marche et de la découverte urbaine.

* **Aménagement et animation économique des centres bourgs**

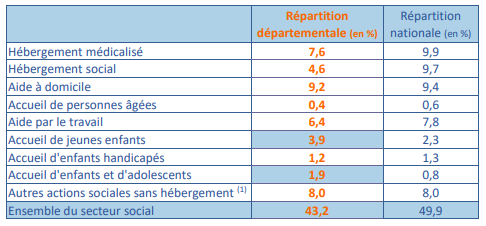
Les différentes études et diagnostics portant sur les centres-bourgs attestent d’une dévalorisation de ces espaces : vacance très importante, dégradation voire insalubrité de nombreux logements, fermeture de commerces, faible valorisation de la richesse architecturale, augmentation des dents creuses, diminution et fort vieillissement de la population. Les opérations de revitalisation des territoires auront pour objet la mise en œuvre de projets globaux de territoire destinés à adapter et moderniser le parc de logements, de locaux commerciaux et artisanaux, du patrimoine architectural ainsi que le tissu urbain des centres-bourg, pour améliorer leur attractivité économique et touristique, des centre-bourgs. Ces centres-bourgs doivent être reconquis en les densifiant et en y faisant revenir certaines fonctions et offres de services pour une meilleure cohésion sociale. Ces opérations permettront d’ouvrir de nouvelles perspectives en termes de compétitivité des territoires et des entreprises et de réduction des émissions de CO2, en limitant les besoins de déplacement. Le renforcement de l’attractivité économique et touristique des bourgs et centres-villes de l’île permettra d’améliorer la qualité de vie des habitants tout en accompagnement un développement économique de proximité porteur d’emplois.

L’aménagement des centres urbains tout comme celui des centre-bourg doivent faire l’objet d’une attention particulière en matière de signalétique routière notamment. En effet, le défaut d’indication permettant l’orientation, l’identification des différentes zones ou services (tels que les arrêts de bus par exemple) affecte la qualité des déplacements en Martinique.

**L’animation économique des centre-bourgs repose généralement sur le monde associatif [[82]](#footnote-83).** On dénombre entre 7 500 et 8 000 associations en Martinique en 2019, de toutes tailles, actives dans tous les domaines de la société : l’éducation, la culture, le social, la santé, l’environnement, la défense des droits, les loisirs… Dans le seul secteur sportif, 835 clubs appartenant à des fédérations agréées ont délivré 55 350 licences, en 2018. Pour l’année 2018-2019, environ 545 nouvelles associations ont été déclarées dans le département. Sur la période récente, il s’est créé en moyenne chaque année, 14,4 associations nouvelles pour 10 000 habitants (moyenne nationale de 10,8).

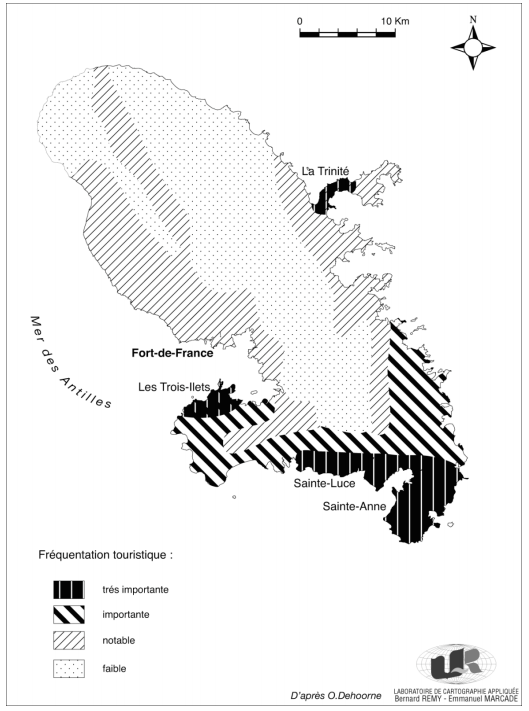


Quelles que soient leurs tailles, ces associations animent les territoires et rendent des services essentiels à la population. Leurs emplois sont précieux, et ils ne se délocalisent pas. Ils représentent aujourd’hui 12,2% des effectifs salariés de l’ensemble du secteur privé du département, pour une moyenne nationale de 9,4%. Plus de 40% des emplois associatifs relèvent du secteur social et s’adressent à des publics fragiles. Par rapport aux repères nationaux, l’accueil de jeunes enfants et l’accueil d’enfants et d’adolescents sont davantage développés en Martinique :

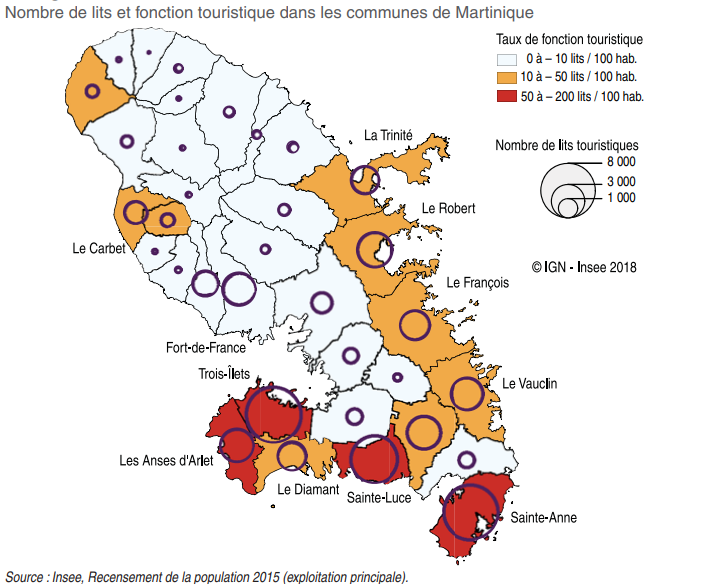


* **Aménagement touristique [[83]](#footnote-84)**

L’activité touristique est très concentrée dans l’espace martiniquais. Seulement 2 % du territoire martiniquais connaît une fréquentation intense, et 10 % une fréquentation importante. L’extrême concentration des pratiques touristiques dans l’espace se traduit par une perte d’attractivité car cela engendre des nuisances (concentration de la masse touristique, dégradation des lieux, difficultés d’accès…). L’important déséquilibre touristique au profit des littoraux méridionaux indique une mise en valorisation inégale de l’ensemble des ressources du territoire.



Cette fréquentation déséquilibrée du territoire est à l’origine d’une capacité d’accueil hétérogène entre les territoires. En Martinique, les offres d’hébergements touristiques sont surtout concentrées au sud de l’île.[[84]](#footnote-85)



L’aménagement de zones dédiées au tourisme est capital pour la durabilité du tourisme car il permet de respecter l’orientation voulue pour le développement du tourisme, de limiter d’autres formes de développement qui pourraient être préjudiciables à la viabilité économique du tourisme à court ou long terme, et de créer de vrais pôles d’attractivité. Ces aménagements seront réalisés et prescrits suivant les critères déjà définis par le Schéma d’Aménagement Régional (SAR)/ Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM), ou dans le cadre de Zones de Mouillage Organisées.

Le nautisme constitue un secteur d’activité économique majeur en Martinique. Fer de lance de l’attractivité touristique du territoire, le nautisme recouvre 10 % de la population active en Martinique (emplois directs et indirects). Outre son poids économique et social, le secteur du nautisme est essentiel pour l’aménagement du territoire, notamment autour de la commune du Marin qui en constitue le berceau. Le fort dynamisme de ce secteur d’activité s’appuie sur l’atout exceptionnel que constitue l’espace littoral et maritime de la Martinique. Moteur économique et touristique, le nautisme contribue à l’attractivité et à la croissance du territoire en incarnant l’image de marque d’une destination associée à la mer, et en offrant des services de grande qualité qui en font le hotspot de la plaisance dans l’arc caribéen. Les zones de mouillage organisées devront accompagner un déploiement rationnalisé terre-mer de ces activités.

Un certain nombre de joyaux territoriaux, de sites touristiques ou de bâti à vocation touristique (La Pagerie, le Golf, le Fonds St Jacques, le CDST, l’Hyppodrome de Carrère…) présentent un potentiel de développement important en raison de la qualité de leur site et de leur environnement. ~~I~~

De nouvelles formes de tourisme se développent en Martinique sont susceptibles de concourir à une répartition plus équitable de l’activité touristique sur le territoire. Si ces formes de tourisme sont à ce jour encore assez peu organisées, elles disposent d’un potentiel de croissance, en marge du tourisme balnéaire, pour un public en recherche d’authenticité :

* La structuration des activités de découverte autour du Patrimoine de la Montagne Pelée et des Pitons du Carbet qui devrait à terme mener à une vraie dynamisation touristique du territoire Nord
* L’**écotourisme** qui s’appuie sur le climat et la situation tropicale qui permettent à l’île d’abriter une grande diversité de faune et de flore. L’**agritourisme** qui recouvre l’ensemble des activités touristiques pratiquées sur une exploitation agricole en activité (hébergement, restauration et vente de produits et ou services). Le **pescatourisme** qui permet aux touristes de découvrir la pêche côtière martiniquaise à bord d’embarcations traditionnelles (comme la yole). Le **spiritourisme**, activité en cours de structuration pour mettre en valeur les richesses liées à la valorisation du rhum martiniquais (3 900 hectares de terres cultivées, 193 exploitations, et 7 distilleries en fonctionnement).
* **Aménagement des zones côtières**

Les prochaines années seront marquées par **la mise en œuvre du transfert de domanialité des 50 pas à la CTM.** Il lui reviendra dans ce cadre de promouvoir une politique globale cohérente en matière de régularisation des occupations foncières sur les zones côtières.

* **Aménagement sportif**

Des équipements sportifs sécurisés et de qualité sont répartis sur l’ensemble du territoire. La rénovation, entretien et mise aux normes des équipements sportifs répartis sur le territoire est une priorité en termes d’aménagement du territoire. Une politique d’investissement volontariste sera déployée pour assurer la maintenance et la mise à niveau de ces infrastructures. La mise aux normes de normes liés à la sécurité, l’adaptabilité et de l’accessibilité des infrastructures sportives à destination des personnes à mobilité fera l’objet d’une attention particulière.

* **Développement de l’Action culturelle**

Si certaines communes maintiennent un certain niveau d’offre en matière d’action culturelle, les populations de l’ensemble du territoire martiniquais n’ont accès qu’à peu de tournées théâtrales, chorégraphiques, cinématographiques, voire d’expositions d’art itinérantes. La production artistique locale est visible en permanence principalement à Tropiques Atrium scène nationale. L’espace Grand Carbet du Parc Aime Césaire, le Théâtre Aime Césaire de Fort-de-France participent également à l’expression de cette production artistique. Par ailleurs, les populations des communes rencontrent les artistes du spectacle vivant, les écrivains, les plasticiens et les musiciens à la faveur de certaines fêtes patronales ou de quelques évènementiels de mémoire qui ont du mal à répondre vraiment à l’exigence d’une politique culturelle soutenue et formatrice.

L’offre d’activités culturelles sera améliorée pour mieux la répartir dans le temps et dans l’espace martiniquais.

* + 1. Analyse AFOM pour la période 2021-2027

|  |  |
| --- | --- |
| ***Situation et tendances en Martinique*** | |
| ***Atouts*** | ***Faiblesses*** |
| * Une volonté des EPCI de s’inscrire dans des démarches territoriales européennes (LEADER / DLAL FSE / ITI) avec une ingénierie de projet déjà existante et efficace * Forte sensibilisation de la population martiniquaise aux circuits courts et plus globalement à la nécessité de développer des activités durables et respectueuses de l’environnement * Nombreux projets d’animation culturelle / patrimoniales (ex : FDF / Ste Marie / potentiel : St Pierre ; Trois Ilets ; Ste Luce…) * Une volonté partagée de sauvegarder et de transmettre notre Patrimoine Culturel Immatériel * Une forte contribution des musées, sites et domaines quant à l’appropriation par les martiniquais de leur architecture et de leur patrimoine, * Des activités traditionnelles tournées vers la mer : pêche, voile traditionnelle, aviron… * Des évènements nautiques majeurs * Richesse du site archéologique sous-marin de Saint-Pierre * Forte attractivité touristique du territoire | * Ingénierie de projet globalement très faible en commune : faiblesse de la remontée de projets / du suivi entrainant souvent des retards dans la mise en œuvre des projets * Manque de communication sur les offres de financement et d’accompagnement des petites structures * Cloisonnement des actions et modes d’intervention sectorisés : intervention en matière de jeunesse et vie associative éclatée dans différents secteurs d’intervention engendrant notamment une faible mutualisation et une difficulté d’identification des personnes et ressources mobilisables en interne * Amélioration de la définition des orientations et objectifs * Collaboration et transversalité entre directions impliquées dans ce domaine * Mise en œuvre insuffisante de l’évaluation des dispositifs déployés, manque d’outils d’évaluation * Moyens limités pour la sécurisation et la mise en valeur des infrastructures sportives (travaux budgétivores) * Une pratique des activités nautiques limitées * Absence du musée de la mer-terre * Une population peu tournée vers la mer * Centre urbain peu adapté au piéton |
| ***Opportunités*** | ***Menaces*** |
| * Nombreux secteurs en développement : tourisme alternatif / économie circulaire / Mobilité durable * Nécessité de développer des outils d’ingénierie financière dédiée aux démarches territoriales et conçues pour les petits porteurs de projets * Possibilité de mettre en place des éco-conditionnalité dans l’octroi des subventions pour les démarches territoriales pour tendre vers une exemplarité environnementale des projets soutenus (nécessité d’une animation territoriale forte) / ou système de bonification au niveau du taux d’intervention * FSE : potentiel d’innovation * Volonté des dépositaires de notre patrimoine de transmettre à la jeune génération * Intérêt du public et des diffuseurs pour notre culture qui favorise et encourage sa diffusion à l’extérieur * Utilisation des TIC qui participent à la visibilité des artistes à l’international * Forte volonté partenariale (Etat - DJSCS et autres acteurs publics) permettant de saisir des leviers pour porter une politique transversale : intérêt manifesté pour un renforcement de la coopération et notamment la co-construction d’une politique territoriale Jeunesse * Variété et richesse des dispositifs existants * Augmentation du taux de pénétration de la pratique sportive en Martinique * Développement et structuration d’une offre sportive diversifiée et territorialisée * Formation des martiniquais aux métiers de la mer et des sports nautiques | * Les démarches territoriales font trop souvent appel à des projets publics, plus simple à faire « remonter » * Défiance des petites structures vis-à-vis des fonds européens jugés trop complexes, trop aléatoires et réservés aux plus grosses entreprises * Disparition des « ainés » et du patrimoine culturel immatériel * Démotivation et reconversion des artistes en l’absence de lieux de création et de diffusion * A la différence de nombreux pays, les musées de la Collectivité de Martinique n’ont pas toute leur place dans la politique touristique menée actuellement. * Fragilisation financière du mouvement sportif * Baisse du nombre de licenciés dans les sports nautiques (voile, aviron) * Capacité budgétaire limitée des communes * Perte d’attractivité des centre-bourg * Développement des ZAE anarchique * Sur-fréquentation de certaines zones par les touristes * Perte d’attractivité de certains territoires |

* + 1. Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés

Les enjeux qui ont été identifiés en lien avec un objectif de développement social, économique et environnemental intégré, du patrimoine culturel et de la sécurité dans les zones urbaines, rurales et côtières sont les suivants :

**Développer une économie proche des citoyens,** pour répondre à cet enjeu on identifie les besoins suivants :

* Accompagner la modernisation des ZAE
* Accompagnement à poursuivre pour la rénovation et la restructuration des zones anciennes et du bâti patrimonial
* Redynamisation des centres-bourgs
* Aide à l’installation d’artisans commerçants locaux dans les centres-bourgs
* Revitalisation des zones rurales, urbaines et côtières
* Accompagnement de l’économie sociale et solidaire (monde associatif notamment)

**Développer un tourisme durable sur l’ensemble du territoire**, pour répondre à cet enjeu on identifie les besoins suivants :

* Mise en valeur du Patrimoine autour de la Montagne Pelée et des Pitons du Carbet
* Développement de parcours touristiques
* Développement des activités touristiques innovantes et durables
* Création de pôles de tourisme patrimonial et culturel
* Création de pôles d’activité touristique attractifs /Espaces d’Aménagement Touristique
* Développement de serres numériques pour valoriser le patrimoine dans des zones moins attractives

**Intégrer les politiques de préservation de la biodiversité, des risques naturels et du changement climatique dans les stratégies d’aménagement** et de **développement du territoire** en favorisant les infrastructures vertes. Pour cela, il est proposé de :

* Limiter les nuisances pour les espèces et espaces naturels : impact environnemental et mesures ERC, intégrer la TVB dans les documents d’urbanisme
* Prendre en compte la biodiversité en milieu urbain et rural, pas uniquement comme une mesure compensatoire mais comme le cœur et le poumon de l’aménagement
* Rationaliser l’utilisation de l’espace : éviter le mitage et l’artificialisation des sols
* Soutenir les actions ramenant la nature en milieu urbain : couloirs verts, jardins partagés, espaces nature, etc.
* Favoriser l’acquisition de données naturalistes et leur bancarisation (SIG/SINP) afin d’orienter les décisions en matière d’aménagement du territoire.
* Aménagement des zones côtières

|  |
| --- |
| PARTIE 2 : Diagnostic prospectif territorial de la Martinique sur les thématiques susceptibles d’être soutenues via le FEADER pour la période 2021-2027 |

**Introduction**

Cette partie du document, réalisée entre avril et mai 2020 en pleine crise sanitaire du COVID-19, constitue une mise à jour du diagnostic réalisé par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et la DAAF fin 2019 dans le cadre de la contribution des Régions françaises au Diagnostic National en vue de la préparation et de l’élaboration du Plan Stratégique National de la PAC pour la période 2021-2027.

Ce diagnostic a été enrichi et orienté au regard des spécificités du territoire martiniquais.

Il a pour but de :

* Décrire la situation globale du territoire (état des lieux)
* Fournir pour chaque objectif spécifique une grille AFOM et une liste de besoins non hiérarchisés

Remarque importante : ce document est un diagnostic complet sur l’ensemble des thématiques de la PAC 2021-2027, basé sur le futur Plan Stratégique National de la PAC 2021-2027.

Il ne présage en rien de la future stratégie qui sera mise en place et soutenu par le futur programme FEADER martiniquais pour la prochaine période de programmation.

Pour plus de cohérence (avec les autres fonds) et de visibilité de l’action, il est proposé d’articuler le diagnostic FEADER autour de 4 grands axes :

* Axe 1 : Une agriculture plus compétitive et plus connectée
* Axe 2 : Une agriculture plus durable
* Axe 3 : Une agriculture plus performante et plus compétente
* Axe 4 : Des zones rurales mieux aménagée

**Avant-propos**

* 1. **Des spécificités liées à l’ultrapériphéricité du territoire martiniquais présentées dans le POSEI 2014-2020 toujours d’actualité :**

***Extraits du POSEI 2014-2020***

« *L’ultrapériphéricité apporte également son lot de difficultés à savoir :*

* *L’isolement de la métropole ;*
* *Difficulté de communication, coûts importants de celle-ci et du transport ;*
* *Durée importante des transports et dépendance vis-à-vis des lignes maritimes (pour les marchandises) et aériennes ;*
* *Un territoire inséré dans des régions où les pays tiers voisins sont beaucoup plus pauvres d’où « des coûts de production plus bas que dans les DOM, soumis au respect des normes sociales et environnementales européennes, ce qui entraîne une forte concurrence de la production agricole de ces pays « limitrophes » sur le marché des DOM et sur le marché européen, compte tenu des arrangements préférentiels dont bénéficient ces pays (« pays du Cariforum »)*
* *Des marchés locaux limités en taille, y compris pour les produits agricoles ;*
* *Des difficultés pour développer des industries agroalimentaires compétitives par rapport à l’importation en raison de l’effet de taille (grande difficulté à réaliser des économies d’échelle et prix de revient élevé de la matière première locale et des intrants industriels) ;*
* *Des pressions de l’importation originaire des pays tiers, mais également européenne, les DOM étant considérés comme des marchés de dégagement par les grandes filières productrices continentales (filière volaille, porcine, laitière)*
* *Une économie héritée de l’histoire encore fortement dépendante des productions agricoles d’exportation (banane et canne à sucre) ;*
* *Une sensibilité extrême de l’économie aux conditions agro-pédo-climatiques tropicales à équatoriales (fréquence des événements cycloniques et des sécheresses) ;*
* *Une orientation vers l’économie de services (tourisme) fortement pénalisée par la concurrence des pays tiers voisins, non soumis aux normes salariales et environnementales européennes ;*
* *Accès difficile au foncier agricole et forte concurrence pour l’utilisation des terres.*

*Mais, il faut aussi souligner des points forts, résultats de l’histoire et de la place à part entière des*

*DOM, au sein de l’Union européenne :*

* *Un niveau de développement économique et social supérieur à la majorité des autres pays des sous-régions auxquelles ils appartiennent ;*
* *Le niveau de formation et de qualification moyenne est assez élevé en comparaison avec celui des pays voisins, mais déséquilibré par rapport à la métropole ;*
* *Des opportunités d’exportation vers le marché européen de l’UE sans contrainte douanière et tarifaire, bien que les accords Afrique Caraïbes et Pacifique (ACP) ou APE, l’initiative Tout Sauf les Armes (TSA) ou d’autres accords bilatéraux en cours de négociation (ex. Mercosur) réduisent voire annulent cet avantage comparatif ;*
* *Des savoir-faire réels en matière de production agricole de qualité, respectueuse des normes agroenvironnementales et sociales ;*
* *Un contexte favorable en matière de recherche et de formation scientifique et agronomique de qualité et d’excellence, présence des principaux centres et instituts de recherche nationaux ;*
* *Une préservation de conditions de production agricole favorables du fait de l’insularité (protection phytosanitaire et sanitaire). »*

**AXE 1 : Vers une agriculture plus compétitive**

La Martinique porte un modèle particulier d’agriculture de petite échelle. C’est une terre d’agriculture synonyme d’un avenir d**’excellence** :

* environnementale, avec le Plan Banane Durable 2 qui s'applique aux quelques 6 000 hectares cultivés qui trouvent naturellement leur place à l'exportation,
* mais aussi économique, avec 4 000 hectares de canne à sucre destinés principalement à la production de rhum agricole AOC.
* des filières animales, avec des races locales ovines et bovines (le bœuf Brahmane par exemple) qui proposent une production permettant d'assurer tous les besoins en frais de l'île, ce malgré les difficultés liées à l'insularité et à la nécessité de faire appel aux importations,

Cependant, bien que participant de manière prépondérante aux exportations de la Martinique, l’agriculture ne représente que 2,8% de la valeur ajoutée totale de l’île et n’occupe que 3,6% de l’emploi salarié (hors agro-transformation).[[85]](#footnote-86) Au niveau des productions, on peut distinguer deux types d’agriculture, l’une tournée vers l’export et une autre, beaucoup plus diversifiée, destinée à l’approvisionnement alimentaire local.

Ces deux types se répartissent comme suit :

* La Banane (18 % de la SAU)
* La Canne à sucre (17% de la SAU)
* Les légumes frais (6% de la SAU)
* Les terres en jachères rotationnelles (16 % de la SAU)
* Surfaces toujours en herbe (37% de la SAU)

Il faut noter cependant ces dernières années, malgré une stabilité des surfaces agricoles, que la production de sucre est à la baisse (-15,1 % en 2017) et la pérennité de sa filière est remise en question. Elle subit en effet une concurrence interne de la filière rhum.

De manière générale, la production martiniquaise, se caractérise par un **faible niveau de compétitivité**.

Elle bénéficie de mesures de protection et de soutien sur le marché interne, national ou européen (différentiels d’octroi de mer, fiscalité spécifique du rhum, protection douanière pour la banane, etc.). Mais les effets de ces dispositifs ne sont pas toujours visibles.

**Des productions d’exportation protégées**

En 2017, la banane martiniquaise occupe 1,9 % du marché européen, loin derrière la banane des Amériques qui en concentre 70 % avec des coûts de production plus compétitifs.

Le rhum bénéficie d’une bonne notoriété internationale et une production qui représente 20,4 % de la valeur ajoutée de la branche agroalimentaire. Cette production assure 22,3 % de la valeur d’exportation de biens (hors produits pétroliers) et constitue le deuxième produit d’exportation, derrière la banane. Il contribue en outre au développement d’un tourisme à dimension patrimoniale.

Mais le soutien à la filière est nécessaire sur le marché européen pour faire face aux grands groupes exportateurs de rhum industriel.

Pour le secteur tertiaire, la filière progresse dans l’agritourisme et le spiritourisme, mais non encore organisée, peine à se démarquer sur le marché régional comme sur le marché international.

**Des filières classiques de diversification et de valorisation émergentes, mais trop peu organisées pour faire à la concurrence des produits importés.**

Pour l’agriculture de diversification, la faible organisation de la production de fruits et légumes explique la forte pénétration des importations. A titre d’exemple, la production des organisations de producteurs de fruits et légumes ne représente qu’un tiers de la consommation totale de produits concernés.

*Diversification végétale*

D’après les données d’ODEADOM, la filière des fruits et légumes est organisée autour de 7 organisations de producteurs[[86]](#footnote-87) :

D’après les données AGRESTE, les principales productions légumières et fruitières de la Martinique en 2017 sont la christophine (1.474), la tomate (1.145 t), la goyave (845 t) et l’ananas (660 t).

*Diversification animale*

Une interprofession a été créée en 1992, à partir de coopératives spécialisées en élevage. Il s’agit de l’Association Martiniquaise Interprofessionnelle des Viandes (AMIV).

D’après les données de l’ODEADOM, en 2017, le constat d’une évolution contrastée entre le secteur des ruminants (bovin viande, bovin lait et ovin-caprin) et le secteur du hors sol (porc, volaille, lapin) se confirme pour la Martinique. De nombreux facteurs sont à l’origine de cette évolution : les contraintes du foncier sur l’île impliquant une rareté et une cherté des terres, les aléas climatiques, mais aussi la durée d’engraissement des ruminants, les habitudes alimentaires. Ils amènent à une baisse tendancielle des productions depuis de nombreuses années.

A l’inverse, l’investissement dans des porcheries et des poulaillers respectant les normes en vigueur,

ainsi que la progression de la technicité et des performances pour ces filières, entraînent un développement régulier de l’activité hors sol. Cependant, la politique de dégagement de produits surgelés en provenance de l’Union européenne à bas prix vers les DOM reste un obstacle essentiel dans la poursuite d’une croissance régulière de ces activités.

*Filière porcine*

En 2017, les abattages effectués par les adhérents des deux coopératives augmentent de +20,3 % par rapport à 2016 en atteignant 1.047 tec.

La production organisée représente 86 % de la production locale, en hausse de 8 points par rapport à 2016. Le nombre d’adhérents aux coopératives augmente légèrement pour atteindre 55 membres en 2017.

Les importations de porc sont de 3 092 tec en 2017, soit +2,1 % par rapport à 2016. Ainsi, le taux de couverture du marché local par la production locale est de 28 %. L’évolution d’un point du taux de couverture du marché local démontre la capacité de la production locale à augmenter plus rapidement que l’importation.

*Filière volaille*

La production de volailles de chair diminue pour la première fois après une croissance de huit années, et atteint 1 652 tec en 2017 (-0,4 %). Les importations sont de nouveau à la hausse (10 997 tec) en raison du dégagement de produits européens à très bas prix. Le taux de couverture du marché reste stable à 13%.

*Filière viande bovine*

En 2017, la filière bovine représente un cheptel de 41.105 têtes. Il est important de noter que la grande majorité des détenteurs de bovins en Martinique est constituée de particuliers non professionnels. Toutefois, les 8.905 détenteurs relevés pour l’année 2017 concernent uniquement des détenteurs actifs qui présentent au minimum un mouvement annuel dans la banque nationale d’identification (BDNI).

En 2017, Les abattages de bovins ont atteint 921 tec, affichant une baisse de -6% par rapport à 2016. Cette diminution concerne essentiellement la coopérative, puisqu’elle connait une perte de 45 tonnes. L’évolution tendancielle en baisse sur la période 2009-2017 (-2,7%), s’explique notamment par le vieillissement des éleveurs et le manque de repreneurs. Par ailleurs, la profession pâtit d’un manque de terres pour les pâtures du fait de la forte pression foncière que connaît l’île. Dans ces conditions, la reprise des exploitations représente le principal défi des filières bovine et ovine ce qui conduit la profession à mener une réflexion sur l’intensification de la production de fourrage afin d’augmenter le chargement moyen (1 UGB/ha en moyenne actuellement).

La part de l’abattage par les adhérents à l’organisation de producteurs membres de l’interprofession

diminue de 2 points par rapport à 2016 et atteint 38 % en 2017. Les importations progressent de +3,5 % en 2017 atteignant 3.867 tec. Enfin, la consommation en Martinique reste globalement stable face à une part de production locale qui ne couvre plus désormais que 19 % du marché local, ce qui correspond à une baisse de 8,6 % par rapport à 2016.

*Filière bovin lait*

Concernant la production de lait de vache, elle décroit de 14,9 % par rapport à 2016 et se situe à 231.134 litres en 2017. 6 éleveurs sont organisés au sein cette filière, et 5 sont bénéficiaires du POSEI. La filière lait est en difficulté depuis plusieurs années, et cela malgré l’existence d’aides publiques. Le faible revenu de base des éleveurs ne permet pas d’établir de grandes perspectives d’évolution pour cette filière. L’objectif est désormais de sauvegarder les cinq élevages en activité.

*Filière petits ruminants (ovins-caprins)*

De même que pour la filière bovine, les personnes considérées comme détentrices d’ovins et de caprins sont uniquement celles qui présentent au minimum un mouvement annuel dans la BDNI.

La filière affiche 42 tec de production contrôlée en 2017 (-17,6 %). La production par les adhérents de

la coopérative est quant à elle en baisse de près de 30 % (19 tec en 2017). La part de la filière organisée s’est ainsi repliée de 7 points pour atteindre 46 % des abattages contrôlés. Cela s’explique par des difficultés économiques que rencontrent la coopérative. Le potentiel de production du cheptel est maintenu, mais la diminution des performances des cheptels rustiques a entrainé une baisse des abattages. L’évolution tendancielle des abattages est de -3,9 % / an sur la période 2009-2017.

Face à une consommation locale augmentant de 9 % et un taux de couverture du marché local diminuant de 34,6 %, une hausse des importations de 1.164 tec (+9,7 %) est constatée pour la période 2017.

*Filière cunicole*

Le marché de la viande de lapin, appréciée pour ses qualités gustatives et diététiques, repose aujourd’hui sur 10 éleveurs adhérents à la coopérative, nombre qui s’est stabilisé depuis 2016.

Le nombre d’animaux abattus dont l’évolution tendancielle est en hausse (+1,5 % sur la période 2009-

2017) a néanmoins reculé de 24 % en 2017 par rapport à 2016 et atteint 34 tec. Cela s’explique par

l’arrêt de la production d’un élevage important. Et même si la productivité par cage mère est en hausse (35 kg en 2017 contre 28 kg en 2016), elle n’a pas permis de rattraper le différentiel de production.

A la suite d’une augmentation des importations, le taux de couverture du marché local a reculé de 21,3%.

**Une branche agro-alimentaire qui se structure**

Les citoyens et les consommateurs martiniquais sont de plus en plus exigeants tant sur la traçabilité et la qualité des produits que sur la valorisation des écosystèmes liés à la production. Pour identifier les facteurs de différenciation, l’accélération de la labellisation des produits à haute valeur ajoutée et la segmentation des marchés constituent des enjeux importants de création de valeur.

Il faut aussi prendre en compte les enjeux de sécurité alimentaire, dont la prise en charge des déséquilibres nutritionnels, mobiliser les entreprises alimentaires régionales et la nouvelle gouvernance sanitaire au titre du Plan National de l’Alimentation.

La transformation agroalimentaire occupe une place de choix dans le panorama industriel de la Martinique. L’utilisation de nouveaux conditionnements, une meilleure intégration des exigences nutritionnelles, l’amélioration de la connaissance des fruits tropicaux, la diversification vers la quatrième gamme, sont des enjeux pour le territoire.

Le partenariat déjà en place entre le Pôle Agro-alimentaire Régional de la Martinique (PARM) et la Technopole sera renforcé pour consolider les liens avec les instituts de recherche et l’Université des Antilles, les experts concernés, le monde bancaire.

L’objectif de ce cluster agroenvironnement est, en lien avec les dispositifs mis en place pour financer l’innovation, de révéler puis d’accompagner les projets individuels ou collaboratifs, en complémentarité et en cohérence, sur l’ensemble de la filière.

Pour conforter cette spécialisation pour laquelle la Martinique a déjà une expertise, une pépinière d’agro-transformation offrira des services administratifs mutualisés mais surtout des services spécifiques pour répondre à la variété de process à accueillir des projets allant de l’agro-alimentaire aux éco-matériaux en passant par le cosmétique, la valorisation des plantes médicinales, la gestion des déchets agricoles. Des activités de recherche devront dorénavant être plus connectées au terrain, pour, à partir des filières animales et végétales, explorer toutes les potentialités classiques de l’agriculture comme les potentialités innovantes de l’agro-reproduction : agro-énergie, biotechnologie, pharmacopée…

**Une forte proportion de petites exploitations et une pratique importante des circuits courts**

Les petites exploitations sont très présentes en Martinique (63%) et pratiquent majoritairement le circuits courts (82%) et pour qui cela représente une large partie de leur chiffre d’affaires.

La vente directe en Martinique est un mode de vente attractif pour la population, notamment depuis la crise du COVID-19 ; cependant il présente ses limites :

* Une charge de travail supplémentaire (gestion des ventes et diversification)
* Un manque de visibilité, notamment pour les marchés associatifs
* Des exploitations peu soutenues financièrement : non adhérentes aux OP

Cependant des opportunités et des leviers d’action émergent :

* Des soutiens techniques à la production, notamment à la diversification des exploitations en fruits et légumes avec des variétés locales
* Une mutualisation de la main d’œuvre : des groupements d’employeurs qui pourraient voir le jour, notamment dans le cadre de marchés associatifs
* Une meilleure visibilité individuelle et collective

Le développement des circuits courts est un véritable enjeu économique pour la Martinique qui permettrait in fine d’augmenter le revenu agricole des petites exploitations diversifiées en développant de nouvelles formes de ventes directes, services et produits adaptés aux cibles visés ; de réduire les charges en développant les synergies et les mutualisation pour permettre des économies d’échelle ; d’accompagner le changements de pratique vers des pratiques plus durable et de rendre visibles les points de vente directe et les producteurs.

Au moment où la banane est en perte de vitesse sur le marché européen, la Martinique doit résolument tendre progressivement vers un nouveau positionnement. Tout en continuant à accompagner l’amélioration de la compétitivité des productions traditionnelles, elle doit tout mettre en œuvre pour conforter les filières classiques de diversification et de valorisation (agroalimentaire), et favoriser également l’émergence de filières innovantes (agro-transformation, biotechnologie, développement énergétique…).

Les exemples démontrent, ici (rhum, goyave) et ailleurs, que la logique d’intégration de structuration en filières est incontournable, pour gagner en compétitivité et s’imposer sur son propre marché et/ou de se positionner sur des marchés extérieurs.

**Les principaux défis et enjeux de l’Axe 1 :**

* **Soutenir des revenus agricoles viables et la résilience dans toute l’Union pour améliorer la sécurité alimentaire**
* Garantir la performance et la sécurisation des productions
* Soutenir et travailler sur les revenus des métiers agricoles
* **Renforcer l’orientation vers le marché et accroitre la compétitivité**
* Favoriser le développement d’une production tracée et de qualité
* Adapter et simplifier les outils financiers
* **Améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur**
* Développer la recherche-innovation
* Accompagner la modernisation
* Encourager la diversification des activités
* Soutenir toutes les formes d’organisations de producteurs (OP, GIEE et autres associations)
* Améliorer la valorisation des produits locaux
* Soutenir les circuits de valorisation et de commercialisation
* Développer des plateformes logistiques de commercialisation
* **Moderniser les filières en stimulant et en partageant les connaissances, l’innovation et la numérisation dans l’agriculture et dans les zones rurales, et en encourageant leur utilisation**
* Favoriser l’innovation participative qui consiste à mettre l’agriculteur au centre du dispositif d’innovation pour recueillir ses attentes
* Renforcer la collaboration scientifique et technique en matière d’ingénierie pour des produits plus adaptés au marché
* Accompagner les agriculteurs dans leur fonction de chef d’entreprise et dans leur stratégie de développement.
* Accompagner la numérisation des entreprises agricoles

|  |
| --- |
| * 1. **Soutenir des revenus agricoles viables et la résilience dans toute l’Union pour améliorer la sécurité alimentaire** |

1. **Grille AFOM**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Positif** | **Négatif** |
| **Interne** | **Atouts**  **Revenu agricole :**   1. Capacité à procurer des revenus en faveur des actifs agricoles par les plus grandes exploitations de par leurs dimensions économiques, technicité et assises foncières et soutien public   **Diversification :**   1. La diversification des activités contribue à renforcer la résilience des exploitations, même si le soutien accordé au travers de la production d’énergie reste inférieur à ce qui est pratiqué dans d’autres pays. 2. Le secteur de la transformation reste performant et diversifié avec une forte présence territoriale et un secteur coopératif fort. 3. Diversification vers des secteurs de niche 4. Plans de développement initiés en faveur des productions à haute valeur ajoutée en PAPAM (cacao, café)   **Environnement et aléas climatique :**   1. Le secteur agricole a pris conscience de la nécessité de protéger son activité face à une fréquence accrue des aléas climatiques, sanitaires et de marché qu’il s’agisse de développer la résilience de l’exploitation et son autonomie, ou de recourir à des instruments de prévention et de gestion des risques. 2. Consensus des politiques et du secteur autour du développement d’une agriculture éco-responsable | **Faiblesses**  **Revenu agricole :**   1. La moyenne de revenu/UTANS est de 14 000 € par an (par rapport au 31 200 € pour l’héxagone) 2. Le revenu d’entreprise agricole moyen représente 70% de la moyenne des salaires constatés dans l’ensemble des secteurs économiques en France. Il a évolué moins rapidement qu’ailleurs et qu’en moyenne dans l’Union européenne. 3. En 2018, le revenu des agriculteurs martiniquais s’élevait à 36 M d’€, soit 7% des revenus des agriculteurs ultramarins, contre 52 M€ pour la Guadeloupe, 82 M€ pour Mayotte, 135 M€ pour la Guyane et 193 M€ pour la Réunion. 4. Il existe de fortes disparités du revenu agricole selon les orientations des exploitations et selon les territoires. 5. La croissance des revenus des facteurs agricoles depuis 2010 est l’une des moins élevée de l’UE. 6. Les charges d’exploitation augmentent, notamment le coût de l’investissement matériel qui n’est pas toujours adapté à la taille et aux besoins des exploitations. Les systèmes de production restent très dépendants du coût des intrants, notamment de celui des commodités très volatiles (alimentation du bétail, pétrole, engrais…). 7. Faible attractivité du métier d’agriculteur considéré comme insuffisamment rémunérateur au regard la charge de travail qu’il implique au détriment de la vie familiale   **Environnement et aléas climatique :**   1. S’agissant de la recrudescence des aléas, les outils de prévention et de gestion des risques climatiques sont insuffisamment développés. Par ailleurs, les agriculteurs intègrent encore insuffisamment la gestion des risques dans leur stratégie d’entreprise, ainsi que les démarches visant à améliorer la résilience. Enfin, le risque de marché est globalement insuffisamment couvert 2. Modèle agricole tourné vers l’exportation 3. Une consommation de produits phytosanitaire encore très importante 4. Une dépendance de l’élevage martiniquais à une alimentation importée.   **Emploi**   1. Baisse de l’emploi agricole entre 2000 et 2010 2. Déficit d’image de la profession agricole   **Diversification (agricole et non agricole)**   1. Manque de professionnalisation des exploitations en agrotourisme 2. Mauvaise qualité de vie des agriculteurs qui ont du mal à profiter de leur famille, et de leurs proches, car ils travaillent tous les jours pour des revenus insuffisants 3. Faible impact de la politique publique sur le maintien et le développement des petites exploitations de diversification 4. Inefficacité dans la structuration des filières de diversification : faibles poids et représentativité des petites exploitations de diversification dans les prises de décision 5. Les soutiens à la production ne concernent que 15 % des producteurs en filières de diversification végétale 6. Hors la conduite en cultures associées, les systèmes de production restent très dépendants du coût des intrants 7. Professionnalisation insuffisante des activités de diversification en agro-tourisme limitant ces revenus complémentaires |
| **Externe** | **Opportunités**  **Revenu agricole**   1. Les aides de la PAC contribuent fortement aux revenus agricoles (50 % des exploitations auraient un résultat négatif sans aides). 2. L’ICHN et les aides couplées pour les territoires et les secteurs en difficultés ont montré leur efficacité sur le maintien des revenus des exploitations, d’un niveau de production et d’une production sur l’ensemble du territoire. 3. Les dispositifs réglementaires, fiscaux et sociaux sont structurants pour le revenu des agriculteurs. 4. L’innovation technologique et organisationnelle et l’investissement dans le capital humain apportent des solutions aux agriculteurs pouvant impacter les revenus positivement. 5. Les consommateurs sont de plus en plus sensibles à la problématique des revenus des agriculteurs et les démarches de commerce équitable se développent, pouvant contribuer à renforcer la position des agriculteurs au sein de la chaîne de valeur. 6. Les revenus agricoles sont soutenus par les aides du POSEI qui sont pour la plupart partiellement couplées à la production et les aides surfaciques du PDR (ICHN pour compenser les handicaps topographiques et les MAEC pour soutenir la transition agroécologique)   **Environnement et aléas climatiques**   1. La France a développé depuis plusieurs décennies des outils de gestion des risques pour atténuer les effets des aléas les plus importants, en particulier le régime des calamités agricoles pour aléa climatique et l’assurance récolte. Par ailleurs, de nouveaux outils tels que la dotation pour épargne de précaution sont mis en œuvre, et des expérimentations sur des outils innovants sont menées par le secteur privé (par exemple développement de contrats d’assurance aux modalités innovantes). Les actions conduites pour développer la contractualisation ou faciliter l’accès aux marchés financiers peuvent contribuer à limiter certains risques économiques. 2. Le mouvement engagé, notamment dans le cadre du projet agroécologique pour la France permet d’accompagner la réduction des intrants et donc des charges d’exploitation : alimentation, produits phytosanitaires, énergie… 3. Les nouveaux débouchés et la production d’énergie renouvelable, tout comme la rémunération des services rendus par l’agriculture dans la lutte contre le changement climatique offrent des perspectives de diversification des revenus à moyen terme. 4. Les citoyens sont sensibles au rôle des agriculteurs en faveur de la préservation culturelle et patrimoniale des territoires***.***   **Production et diversification**   1. Développement de la pluriactivité comme complément à l’activité agricole 2. Expression d’une volonté d’amélioration de la part de la production locale sur le marché intérieur 3. Possibilités d’adaptation des aides PAC en faveur des petites exploitations qui n’accèdent pas facilement aux aides du 1er et 2 e pilier en filières de diversification végétale notamment par un allègement de la conditionnalité et une évolution des dispositifs PDR et POSEI 4. Mise en place du Projet Alimentaire Territorial, adopté par l’Assemblée Plénière de la CTM en novembre 2019. | **Menaces**  **Revenu agricole et facteurs externes**   1. Les agriculteurs sont exposés à des risques de marché et de production en augmentation en raison de l’accroissement de la volatilité des prix, du changement climatique, et de l’accroissement des échanges commerciaux. 2. La volatilité des revenus des agriculteurs s’est accrue depuis 2005, notamment pour les grandes cultures et les produits laitiers 3. Les aides directes se capitalisent au moins en partie dans le prix des terres, avec un effet net incertain sur les revenus. 4. Les paiements couplés ont pu être captés par d’autres maillons de la chaîne de production (notamment dans les prix pratiqués par l’aval), réduisant d’autant l’impact positif attendu sur les revenus agricoles 5. L’agriculture étant encore très dépendante de certaines commodités, la hausse des prix du pétrole et dérivés par exemple sur les marchés mondiaux représente une menace sur le revenu à terme. 6. La disparition progressive des outils de gestion de marché au niveau européen expose plus fortement les secteurs à la volatilité des marchés. 7. Tendance à l’augmentation des charges (coûts salariaux, intrants…) 8. Les revenus des exploitations des filières d’exportation canne et banane mais également celles dédiées à la consommation locale sont également affectées par les conséquences de la concurrence commerciale importante des productions en provenance de pays tiers ou de l’union européenne sur les marchés européens ou le marché martiniquais. 9. Les revenus des très petites exploitations pratiquant l’élevage et les cultures associées, orientées vers la satisfaction des besoins familiaux et les circuits courts et accédant plus difficilement aux aides publiques ne sont pas suffisamment attractifs pour les nouvelles générations de producteurs. 10. Ces facteurs combinés sur les revenus induisent une forte dépendance des filières structurées aux aides publiques et une disparition importante des plus petites exploitations qui constituent une part importante de la population de chefs d’exploitations.   **Environnement et aléas climatiques**   1. Il n’y a pas d’articulation entre le régime des calamités agricoles et l’assurance contre les risques climatiques car l’assurance récolte n’est pas déployée en outre-mer. 2. La prise de risque que représente un changement de système de production vers plus de résilience pour l’agriculteur n’est pas intégrée dans les montants d’aide ou subventions aux changements de pratiques (MAEC notamment). 3. Aucune articulation entre le régime des calamités agricoles et l’assurance contre les risques climatiques qui n’est pas déployée en Martinique |

1. **Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Enjeux** | **Pistes d’actions** |
| 1.Garantir la performance et la sécurisation des productions | Soutenir le renouvellement des plantations de plantes pérennes afin d’améliorer le rendement et optimiser la qualité des récoltes  Encourager la production de semences locales notamment en agriculture biologique  Garantir la protection des exploitations contre les risques phytopathogènes  Développer la recherche-développement et innovation dans ces thématiques  Développer des instruments financiers+ outils de prévention des risques)  Mettre en place des instruments financiers (fonds de garantie Agriculture Pêche Sylviculture et Pêche). |
| 2. Soutenir la compétitivité des exploitations | Assurer un revenu équitable aux agriculteurs, notamment pour les petites exploitations  Mettre en place un plan de sauvegarde et de relance des petits producteurs notamment en diversification  Promouvoir la pluriactivité et l’installation des pluriactifs (accès aux aides…)  Créer de nouveaux outils financiers favorisant l’accès des petits producteurs aux aides  Simplification des procédures administratives  Stabiliser et garantir les revenus des agriculteurs sur une période suffisante pour leur permettre d’investir et d’innover. La faiblesse structurelle du besoin en fond de roulement des exploitations ne leur permet pas d’assurer leur pérennité et met en péril leur capacité à répondre aux enjeux de modernisation. |
|  |  |

|  |
| --- |
| * 1. **Renforcer l’orientation vers le marché et accroitre la compétitivité** |

1. **Grille AFOM**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Positif** | **Négatif** |
| **Interne** | **Atouts**  **Filières (amont et aval)**   1. La production agricole est marquée par sa diversité et capable de répondre à des besoins et des marchés très variés. 2. Les exportations progressent et ont atteint leur niveau le plus haut au cours des dix dernières années. La France demeure le 3ème exportateur de produits agricoles et agroalimentaires sur le marché intra-européen et le premier exportateur vers les pays tiers, avec une forte image de marque notamment le « spiritourisme » avec pour objectif de 1 millions de visiteurs en 2021-2022 (80% de la production martiniquaise est exporté dans l’hexagone et dans une centaine de pays dans le monde) et représente un chiffre d’affaire de 400 M€. 3. Le réseau de TPE-PME dont l’ancrage territorial est marqué est favorable à cette stratégie de différenciation. 4. Contribution importante des filières canne et banane aux exportations : près de 26% des exportations de la région Martinique. 5. En Martinique, les filières d’élevage assurent 73% du marché local en produits frais 6. L’IAA est un marché porteur soutenu par une forte demande locale 7. Le secteur agricole repose en Martinique sur des filières organisées en production de banane et de canne à sucre qui constituent les deux premiers produits d’exportations de la région Martinique hors produits pétroliers et sur des filières en phase de structuration tournées vers le marché intérieur de proximité pour assurer une place accrue dans la consommation locale en viande et des fruits et légumes Les productions issues des filières canne et banane 8. La Martinique porte également un modèle particulier d’agriculture de petite échelle en déprise qu’il convient de préserver. 9. Les produits fabriqués sur l’île bénéficient de mesure de protection et de soutien sur le marché interne, national ou européen (différentiels d’octroi de mer, fiscalité spécifique du rhum, protection douanière pour la banane, etc.) 10. La stratégie déployée en filière canne en faveur du « spiritourisme » soutient le développement d’un tourisme à valeur patrimoniale 11. L’organisation économique de la production de banane valorise l’origine France en s’appuyant sur la démarche de certification Global Gap et en intégrant le premier réseau français de mûrisseries 12. Les filières banane et canne sucre rhum sont dotées d’outils d’expérimentation et de vulgarisation technique traitant des problématiques partagées par l’amont et l’aval des opérateurs de ces productions (IT2 et CTCS) 13. Les structures de transfert de technologie sont relativement bien développées pour le secteur agro-alimentaire notamment par un centre de ressources technologiques (PARM) notamment en filières viande et PAPAM 14. Une part conséquente de la SAU est en faire valoir direct (exploitée directement par le propriétaire) Cette part représente 54% de la SAU Martiniquaise contre 23% à l’échelle nationale   **Signe de qualité et valorisation**   1. La différenciation des produits par les SIQO et les mentions valorisantes aide à mieux valoriser les produits de la filière rhum, 7 distilleries produisant un rhum agricole AOC depuis plus de 20 ans, reconnu internationalement ; des perspectives de développement de la banane BIO sont renforcées par l’autorisation de produire conjointement sur une exploitation en conventionnel et en BIO avec la variété CIRAD 925 2. La prise en compte des nouvelles attentes sociétales par le secteur se développe permettant d’envisager une stratégie de différenciation (sur environnement, qualité, origine). 3. Acquisition par l’UGPBAN d’un réseau de murisseries afin de maîtriser la commercialisation en Europe par les producteurs 4. Accompagnement du PARM notamment pour améliorer la qualité et les process. 5. Le tauxde couverture des besoins de la consommation en viande fraîche par la production locale est élevé 6. La différenciation des produits par les SIQO et les mentions valorisantes contribue essentiellement à mieux valoriser les produits.de la filière rhum, 7 distilleries produisant un rhum agricole AOC depuis plus de 20 ans, reconnu internationalement ; des perspectives de développement de la banane BIO sont renforcées par l’autorisation de produire conjointement sur une exploitation en conventionnel et en BIO avec la variété CIRAD 925 7. Développement de filières à haute valeur ajoutée (café d’excellence, filière cacao, PAM, …) | **Faiblesses**  **Agriculture (transversal)**   1. La balance commerciale se dégrade depuis le début des années 2000, en premier lieu sur le marché européen avec une baisse de la part des exportations françaises dans le commerce intra-UE et une hausse des importations. 2. La productivité agricole française progresse moins vite que dans la plupart des autres pays européens, même si la situation est variable selon les filières. 3. En ce qui concerne l’amont, la taille des exploitations est plus faible que chez nos principaux concurrents européens. Par ailleurs, l’endettement et les charges d’exploitation pèsent sur la rentabilité et la compétitivité de l’amont. 4. Absence de service de remplacement des agriculteurs 5. Des femmes encore sous-représentées dans le secteur agricole (11,7% des actifs agricoles) 6. Les filières d’exportation sont orientées vers des marchés relativement porteurs mais très concurrentiels 7. Culture de l’innovation insuffisante : peu de culture du travail en partenariat ou en grappes d’entreprises, coordination insuffisante et fragile des établissements de recherche, de développement et de formation, structures de transfert et de recherche aux moyens limités, méconnaissance des besoins de transfert, formation, recherche 8. Forte dépendance aux intrants : coûts élevés, manque de disponibilité en ressources locales (Aliments du bétail, approvisionnement en animaux) 9. Faiblesse de l’organisation collective des agriculteurs 10. Manque de compétitivité (viabilité) des petites exploitations (deux tiers des exploitations ont une taille inférieure à 5 ha) 11. Deux tiers des exploitations ont une taille inférieure à 5 ha et commercialisent hors circuit organisé 12. Coûts de production élevés découlant de la situation de RUP induisant un faible niveau de compétitivité 13. Etroitesse du marché domestique tout particulièrement pour les IAA 14. Territoire agricole difficile à cause du relief (fortes pentes) nécessitant une mécanisation adaptée donc prohibitive pour les petites exploitations et augmentant les coûts de production   **Risques :**   1. Développement aisé et rapide des phytopathogènes lié au climat tropical et peu de moyens de lutte disponibles 2. Concentration de l’activité sur deux productions de plus en plus dépendantes des marchés internationaux 3. Maîtrise de l’enherbement des parcelles dégradées depuis trois campagnes suite àl a réduction de l’offre de produits phytosanitaires herbicides en agriculture conventionnelle Dans ce contexte, les rendements se dégradent et par voie de conséquence la production baisse régulièrement depuis une dizaine d’année à l’exception de 2017   **Diversification végétale**   1. Des filières végétales d’importances inégales encore fortement manuelles 2. Faible capacité d’information et de coordination, lié notamment au faible taux d’adhésion à des organisations professionnelles 3. Nombre important de petits exploitants hors circuits organisé, dû à l’atomisation des Organisations de Producteurs et au manque de trésorerie de celles-ci,   **Filières animales**   1. Concurrence des importations qui réduit le poids de la production locale dans la consommation à 16% 2. Des coopératives en difficultés 3. S’agissant spécifiquement des filières animales, l’amélioration de la productivité des exploitations ne suffit pas à compenser l’essoufflement des industries de transformation.   **IAA**   1. Industrie jeune et fragile, sensiblement portée par des dispositifs d’aides publiques et constitué majoritairement de petites structures (85% des entreprises ont moins de 10 salariés) 2. Coût des matières premières élevé et manque de disponibilité de matières premières primaires locales : fruits, cacao, café, épices, viande… 3. En ce qui concerne l’aval, la part très élevée de TPE-PME rend plus difficile les investissements à l’export et l’innovation. La question du renouvellement des chefs d’entreprises est également posée. Les marges relativement faibles des IAA pèsent sur leur capacité d’investissement et affectent leur compétitivité.   **Filière bois**   1. Une filière de transformation peu développée, soumise à la faiblesse des équipements, la faible utilisation du bois local dans les constructions et l’ameublement, l’absence de zone de stockage entre la première et la seconde transformation   **Recherche et innovation**   1. Les actions concernant l’innovation relèvent encore souvent de démarches isolées 2. La recherche privée est très peu présente du fait des très faibles capacités de recherche et d’investissement dans des outils de production innovants par les entreprises locales composées principalement de TPE 3. Ingénierie financière : Système de soutien financier aux entreprises innovantes peu développé et peu adapté : banques réticentes à apporter leur soutien, aides publiques souvent inaccessibles aux petits porteurs, fonds de garantie conditionnés à un soutien bancaire préalable et pratiquant des taux rédhibitoires, capital-risque quasi-inexistant |
| **Externe** | **Opportunités**  **Filières**   1. La demande mondiale est croissante pour les principaux produits exportés par la Martinique (banane rhum, niches de transformation produits tropicaux, PAPAM). 2. Le taux d’autosuffisance montre des opportunités à saisir dans certains secteurs (fruits et légumes, protéines). 3. Relance des dynamiques interprofessionnelles en filières élevage et diversification végétale 4. Le développement d’approches territoriales intégrées autour de systèmes alimentaires territoriaux peut permettre de reconquérir le marché intérieur. 5. L’élaboration de plans de filière par les interprofessions peut permettre de renforcer les approches stratégiques collectives au niveau des filières et de renforcer le dialogue avec l’aval et la société civile. 6. Le développement des démarches collectives peut permettre de compenser la plus faible taille des exploitations et des entreprises. 7. De nombreux dispositifs de soutien publics visent à accompagner la transition du secteur. Plusieurs d’entre eux ont été rassemblés au sein du volet agricole du Grand plan d’investissement mis en place en 2018 et qui intègre de nouveaux outils destinés à faciliter le financement bancaire des projets transformants (fonds de garantie et prêts sans garantie notamment) et à encourager les démarches collectives de filière. 8. Une volonté communautaire de développer les outils d’ingénierie financière 9. Niches à l’exportation (contre-saison) 10. Mettre en place une inter profession fruits et légume 11. Existence d’un organisme de sélection pour contribuer l’amélioration génétique du cheptel bovin 12. Possibilités d’adaptation de la conditionnalité offertes par la PAC aux petites exploitations   **Signe de qualité et valorisation**   1. Les Martiniquais déclarent très majoritairement souhaiter consommer des produits locaux ou issus de circuits courts et ont des attentes croissantes en termes de conditions de production et de typicité. 2. La demande des consommateurs en produits biologiques progresse de façon soutenue et n’est pas couverte par la production nationale. 3. Les consommateurs, en France, en Europe mais aussi partout dans le monde, ont des exigences croissantes en termes d’excellence sanitaire, environnementale et sociale pour lesquelles les produits français ont des atouts à faire valoir. 4. La politique commerciale de l’UE peut être une opportunité via l’ouverture de marchés à l’export à condition de promouvoir la reconnaissance de standards exigeants. 5. Un marché intérieur force de consommation avec une tendance à la préférence locale en matière de consommation : une opportunité à saisir pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire la dépendance aux importations 6. Une couverture faible des besoins des consommateurs par la production locale alors que la demande est forte tant en circuits courts que celle sollicitée par les opérateurs de la distribution et la restauration collective. 7. Mise en place d’un comité de promotion des produits marqués « produits de la Martinique » 8. Possibilité de développer une plus grande valorisation du fruit, notamment par la transformation 9. Potentiels de développement des filières locales par une valorisation accrue par l’agro-transformation 10. L’évolution des normes phytosanitaires requière une évolution des pratiques culturales de la production cannière et le recours aux nouvelles technologies (géolocalisation, robotique, drone, analyse spectrales…) et donc à de nouvelles compétences 11. Dynamiques partenariales locales existantes en faveur de l’innovation à renforcer, pour amplifier les partages d’expériences et accélérer la diffusion des connaissances et des pratiques, notamment celles visant à favoriser les pratiques culturales innovantes, l’agriculture biologique et l’agroforesterie, mais aussi sur des questions sanitaires telles que la virulence des pathogènes, les plantes envahissantes ou les plantes de service, la problématique chlordécone. | **Menaces**   1. Les écarts dans le droit du travail et la protection sociale au sein de l’UE, comme dans les normes environnementales persistent et contribuent à expliquer une partie de la perte de compétitivité relative des productions de Martinique. 2. La concurrence s’accroît au niveau mondial avec l’entrée de nouveaux acteurs sur les marchés exportateurs 3. Le degré d’exigence des politiques environnementales et sanitaires continue d’augmenter plus fortement en France sans qu’il soit toujours valorisé par le marché exacerbé notamment pour les petites et très petites exploitations majoritaires en nombre en Martinique. 4. La politique commerciale de l’UE peut conduire à mettre en danger les filières agricoles les plus fragiles si elle induit une concurrence inégale au regard des standards européens.   **Ingénierie financière**  5. Capacité de plus en plus limitée des pouvoirs publics à accepter et/ou répondre à la prise de risque dans un cadre budgétaire contraint  **Agriculture (transversal)**   1. Concurrence des importations en provenance de pays bénéficiant de législations sociales et environnementales moins contraignantes 2. Diminution des dépenses d’alimentation des ménages, notamment pour la viande, les fruits et les légumes 3. Impact du secteur informel de la production primaire sur la structuration des filières 4. Pression sanitaire accrue avec la réduction de l’offre de produits phytosanitaires disponibles et le développement de pathologies menaçant certaines filières, enherbement en filière canne, cercosporiose et fusariose en banane agrumes avec le chancre citrique, difficultés environnementales rencontrées par les productions de tubercules (pollution par la chlordécone). 5. Concentration de l’activité sur deux productions de plus en plus dépendantes des marchés internationaux 6. Faiblesse des droits de douane d’entrée dans l’Union Européenne dans un fort environnement concurrentiel     **Filières bananes et canne**  12. Concurrence commerciale sur les marchés européens dans un contexte de baisse des prix, handicape structurel et coût de production élevé (banane et sucre)  13. Accroissement des pressions sanitaire, règlementaire et sociale pour la filière banane  14. Incertitudes pour l’avenir de la production, liées à l’arrivée de la cercosporiose noire et la fusariose aux méthodes alternatives à développer  15. La majorité des exploitations sont petites et dépendent des prestataires peu nombreux pour assurer la plupart des travaux de plantation et de récolte.  **IAA**  16. Accroissement de la concurrence sur le segment des rhums blancs (Cuba)  17. Accroissement de la concurrence des produits importés du fait de la faible compétitivité des produits locaux comme intrants des IAA  18. Alignement des régimes fiscaux des DOM sur l’hexagone, sur-transcription de la Norme européenne, faisant fi de nos spécificités de RUP, induisant des investissement non productifs, avec des délais d’adaptation réduit par anticipation de la norme européen, dégradant la compétitivité de l’alcool du cru par rapport au alcool d’importation (gin, vodka,wisky…) |

1. **Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Enjeux** | **Pistes d’actions** |
| 1. Favoriser le développement d’une production tracée et de qualité | * Favoriser la conversion des systèmes conventionnels vers l’agriculture biologique * Appuyer le développement des démarches collectives en faveur de la promotion et de la commercialisation des productions de qualité, |
| 1. Adapter et simplifier les outils financiers | * Consacrer un pan des outils financier de la politique agricole aux agriculteurs individuels et organisés autrement qu’en OP notamment ceux de la diversification |
| 1. Soutenir l’accompagnement des porteurs de projets |  |
| 1. Optimisation des outils d’ingénierie financière | Fonds de garantie vers la reconstitution du potentiel de production agricole endommagé par des catastrophes naturelles et des événements catastrophiques  Mesures de prévention (réhabilitation des terres et surfaces, prévenir des catastrophes naturelles).   * Prêts, garantie.. |
| 1. Mettre en place un programme de structuration des coopératives de la diversification 2. Favoriser la création de CUMA | * Réaliser des assises ou un état des lieux de la coopération agricole aboutissant à la co-construction d’un nouveau projet, |
| 1. Préserver la SAU |  |
| 1. Faciliter l’accès au foncier |  |
| 1. Protéger la production locale de la concurrence |  |
| 1. Favoriser la mutualisation et l’organisation collective des agriculteurs |  |
| 1. Renforcer la compétitivité des petites exploitations |  |
| 1. Renforcer les actions collectives de recherche et d’innovation |  |
| 1. Améliorer la connaissance des besoins en termes de de transfert, formation, recherche |  |
| 1. Créer des nouveaux outils : le Pôle Innovation, la pépinière d’agro-transformation |  |
| 1. Diminuer le coût des intrants |  |
| 1. Rechercher la montée en gamme des produits destinés à l’exportation |  |
| 1. Accompagner le maintien et le développement des petites exploitations (modernisation, marchés de niche, accompagnement) – Mieux cibler les investissements adaptés aux petites exploitations |  |
| 1. Améliorer l’accès des IAA aux matières premières |  |
| 1. Développer la filière bois |  |
| 1. Renforcer l’ingénierie de recherche sur l’économie des filières agricoles locales |  |
| 1. Accompagner les jeunes agriculteurs pour la mise en place d’un mode de commercialisation adapté à son exploitation |  |
| 1. Compenser les surcoûts liés aux conditions topographies/climatiques |  |

|  |
| --- |
| * 1. **Améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur** |

1. **Grille AFOM**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Positif** | **Négatif** |
| **Interne** | **Atouts**   1. La concentration de l’offre au sein des OP est favorisée par la possibilité de négociation collective (OCM), ouverte à tous les secteurs, et les sécurise vis-à-vis du droit de la concurrence. 2. La contractualisation et les démarches tripartites se développent. 3. Le développement des productions sous SIQO permet dans certains secteurs de renforcer la compétitivité hors coût des productions, et d’envisager d’autres formes de captation de la valeur ajoutée.   Les initiatives prises par les producteurs se multiplient pour informer davantage le consommateur sur leur production, les conditions de leur métier, leur manière de travailler, notamment dans des circuits de distribution alternatifs à la GMS classique.   1. Initiatives existantes sur les plantes médicinales pour la pharmacopée avec un dispositif de soutien POSEI spécifique. 2. Existence d’outils de valorisation des produits locaux (PARM). 3. Regroupement d’agriculteurs au sein d’OP et au sein de GIEE. 4. Développement de filières de niche et initiatives de valorisation (Cacao, viandes). 5. Orientation vers des pratiques alternatives. 6. Création de points de commercialisation de proximité par les agriculteurs. 7. Les filières dédiées à l’exportation fédèrent l’ensemble des exploitants en un seul groupement sectoriel : Banamart, une organisation de producteurs membre d’Union des Groupements de banane antillaise (UGPBAN) propriétaire du premier réseau français de mûrisseries (Fruidor-Pomona), la SICA Canne Union non commerciale 8. Organisation des producteurs au sein de 5 structures collectives en élevage, 8 organisations de producteurs et de quelques associations tournées vers les marchés locaux en filières de diversification végétale 9. Existence de circuits de commercialisation structurellement courts avec peu d’intermédiaires 10. Une couverture faible des besoins des consommateurs par la production locale alors que la demande est forte tant en circuits courts que celle sollicitée par les opérateurs de la distribution et la restauration collective. 11. Existence de structures à caractère interprofessionnel en filière élevage et diversification végétale 12. Les initiatives prises par les producteurs se multiplient pour informer davantage le consommateur sur leur production, les conditions de leur métier, leur manière de travailler, notamment dans des circuits de distribution alternatifs à la GMS classique. | **Faiblesses**   1. Les prix agricoles peinent à couvrir les coûts de production, et sont de plus en plus volatiles, de plus en plus découplés des prix de vente des produits alimentaires. 2. Le partage de la valeur ajoutée créée au sein de la chaîne agro-alimentaire est de moins en moins en faveur de la production. 3. La chaîne de valeur se caractérise par un manque de transparence. 4. L’atomicité de l’amont s’oppose à la concentration de l’aval. 5. La structuration des filières est inégale et encore trop faible globalement (taille ou moyens trop peu importants) en filières animales surtout hors production hors sol et en diversification végétale. 6. L’amont est en situation de faiblesse financière (manque de moyens, en particulier pour investir et / ou innover) pour ce qui concerne les nombreuses petites exploitations qui accèdent difficilement aux services de conseil technique et de gestion, aux concours bancaires, aides PAC plus particulièrement en filières élevage et diversification végétale. 7. Absence de centre technique interprofessionnel d’expérimentation 8. Insuffisance de référentiels technicoéconomiques 9. Absence d’ingénierie de recherche sur l’économie des filières agricoles locales 10. Très faible capacité d’autofinancement des entreprises et des exploitants 11. Fragilité financière des exploitations : forte dépendance aux aides, carence de la gestion comptable, difficultés de trésorerie et d’accès aux financements bancaires 12. Surcoûts liés à l’ultrapériphéricité, aux techniques d’exploitation coûteuses du fait des conditions topographiques et climatiques de la zone géographique 13. Un coût de main d’œuvre élevé par rapport aux autres îles caraïbéennes   Filières animales   1. Totale dépendance des élevages hors sol à l’importation de matières premières ou d’aliments aux prix élevés et à la qualité hétérogène 2. Faible transfert des innovations et résultats de recherche 3. Manque de communication entre les agriculteurs et les distributeurs 4. Manque de visibilité de la localisation des agriculteurs et des productions 5. Le développement des productions sous SIQO est limité à la filière Rhum et AB 6. Surcoûts liés à l’ultrapériphéricité, aux techniques d’exploitation coûteuses du fait des conditions topographiques et climatiques de la zone géographique 7. Normes sociales et environnementales plus élevées que celles des pays de la région qui exportent leurs produits en Martinique 8. Totale dépendance des élevages hors sol à l’importation de matières premières ou d’aliments aux prix élevés et à la qualité hétérogène |
| **Externe** | **Opportunités**   1. La relation au consommateur et à la société civile fait apparaître de nouveaux besoins : développement du bio, des circuits courts, préoccupation d’une alimentation saine et durable, montée en gamme qualitative… 2. Les OP reconnues ou leurs membres peuvent bénéficier de dispositifs d’aides dédiés ou de majorations (programmes opérationnels, FEADER …). 3. Possibilités d’adaptation des aides PAC en faveur des petites exploitations qui n’accèdent pas facilement aux aides du 1er et 2 e pilier en filières de diversification végétale notamment par un allègement de la conditionnalité et une évolution des dispositifs PDR et POSEI 4. Dynamique de relance des filières en production de cacao et de café vers des niches de qualité à haute valeur ajoutée. Mobilisation de structures collectives de production (Valcaco), le PNRM, le PARM, la chambre d’agriculture et les transformateurs locaux ; Valeur patrimoniale de ces productions. 5. L’inversion de la contractualisation prévue par la loi EGAlim promeut indirectement la structuration en OP et le formalisme imposé de l’accord-cadre renforce la partie amont. Les interprofessions leur proposent un cadre (indicateurs, contrats-types), le médiateur peut être saisi en cas de difficultés. 6. Les programmes opérationnels ouverts aux fruits et légumes méritent d’être mis en cohérence avec le POSEI 7. L’OFPM fournit une analyse objective et reconnue sur laquelle les acteurs économiques et les pouvoirs publics peuvent s’appuyer. 8. Le numérique peut offrir de nouvelles opportunités pour recréer un lien direct entre producteur et consommateur et accroître la transparence dans la chaîne de valeur. 9. La diversification des productions et des activités et les démarches « qualité », en lien avec l’activité touristique et mise en place d’un comité de promotion des produits marqués « produits de la Martinique » 10. Augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles 11. Potentiel de développement des circuits courts, des marchés de proximité 12. Potentiel de développement des plantes aromatiques et médicinales (pharmacopée) 13. Projets de plateformes logistiques régionales 14. Valorisation de la production locale au service du développement   des débouchés : Marchés de niche – chocolat fin, fabrication de tablette et vente de bâtons de cacao sur le marché de Fort-de-France, café, plantes médicinales, aromatiques, confitures et liqueurs.   1. Volonté partagée de consolidation des coopératives 2. Volonté affichée d’accompagnement à la structuration des circuits courts et marchés de producteurs. 3. Demande de produits locaux par les marchés extérieurs (ex : manioc) 4. Emergence d’un projet de valorisation de l’Agriculture de Petite échelle biodiversifié et agroécologique | **Menaces**   1. La concurrence internationale exacerbée et la libéralisation des marchés favorisent l’émergence de « commodités » sur des segments jusque-là protégés. 2. La perte de compétitivité des IAA françaises pèse sur les débouchés des producteurs nationaux. 3. Les programmes opérationnels sont seulement ouverts aux fruits et légumes, et il n’existe pas d’outil comparable pour les autres secteurs. 4. Les aides couplées ne peuvent être ciblées sur la structuration en OP (critère de « filière en difficulté »). 5. L’insécurité juridique pour les opérateurs perdure, en l’absence de lignes directrices claires sur le risque de qualification d’entente tant au niveau national qu’européen. 6. La logique de défense du pouvoir d’achat du consommateur perdure pour des raisons qui sont légitimes toutes choses égales par ailleurs, ce qui induit une tension continue sur la maîtrise des prix de vente. 7. Les risques naturels et le changement climatique 8. Pression foncière importante 9. Fragilité des organisations professionnelles 10. Insuffisance de prise en compte des potentialités de productions de l’agriculture de petite échelle 11. Diminution globale et continue de la production et du nombre d’exploitation 12. Perte des savoir-faire due à un manque de relève et de transmission |

**2.Besoins et enjeux identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Besoins** | **Description des besoins** |
| 1. Accompagner la modernisation | * Organisation des filières, la labélisation des produits locaux, l’accompagnement de la traçabilité, des démarches de SIQO et l’agriculture biologique. * Développer et mettre en place des cahiers des charges locaux en agriculture biologique * Développer des méthodes de production agroécologiques dont la permaculture |
| 1. Encourager la diversification des activités | * Se baser sur l’existant : exemple du développement de la pharmacopée * Soutenir le développement des plantes aromatiques et médicinales |
| 1. Soutenir toutes les formes d’organisations de producteurs (OP, GIEE et autres associations) | * Consolider les organisations des producteurs * Structurer les filières (système de production atomisé autour de TPEs peu structurées) – hors banane et canne * Développer la communication et les réseaux entre les producteurs et les distributeurs (outil informatique, applications) * Développer des outils collectifs (plateforme…) |
| 1. Améliorer la valorisation des produits locaux | * Améliorer la représentativité des produits locaux en GMS * Valoriser les produits locaux à valeur nutritionnelle spécifique * Créer un répertoire internet localisant les producteurs sur le territoire * Accompagner les producteurs à l’utilisation des moyens technologiques disponibles pour la valorisation des produits * Améliorer le positionnement des produits locaux transformés ou exportés * Garantir la qualité des produits alimentaires |
| 1. Soutenir les circuits de valorisation et de commercialisation | * Organiser et structurer matériellement les circuits de valorisation et de commercialisation des produits locaux à travers des marchés répartis sur le territoire. * Créer une identification particulière des produits locaux sur le marché, simple et compréhensible (Fiches produits et logo identitaire) dans le cadre d’un Comité de promotion * Créer des plateformes logistiques de commercialisation |
| 1. Développer la recherche-innovation | * Transformation du Service E A en Centre ou Institut technique en Agro écologie (animal et végétal) * Accompagner les projets de recherches et d’expérimentations agroécologiques * Développer des labels de productions locales qui s’appuieraient sur des pratiques innovantes issus de centre de recherche * Soutien à la recherche portant sur la résistance à des facteurs exogènes (matériels végétales permettant l’innovation) |

|  |
| --- |
| * 1. **Modernisation du secteur en stimulant et en partageant les connaissances, l’innovation et la numérisation dans l’agriculture et dans les zones rurales, et en encourageant leur utilisation** |

1. **Grille AFOM**

|  | ***Positif*** | ***Négatif*** |
| --- | --- | --- |
| ***Interne*** | **Atouts**  1. Coopération existante dans le secteur de la canne (sucre, rhum)  2. Existence de projets de coopération portés par les centres de recherche (CIRAD, INRA)  3. Échanges de savoir-faire entre les agriculteurs martiniquais et ceux de la Caraïbe (ex : APER)  4. Échanges scolaires avec la Caraïbe | **Faiblesses**  1.Manque de passerelle entre la formation initiale et la formation agricole quel que soit le niveau  2.Manque d’adéquation entre la formation et les besoins  3. L’accès au numérique (les zones blanches) est encore perfectible sur beaucoup de territoires ruraux et mêmes urbains |
| ***Externe*** | **Opportunités**  1. Potentiel important en matière de recherche et d’innovation  2. Existence de partenariats  3. Existence de réseaux de transfert comme le RITA, de réseaux d’agriculteurs  4. Ouverture d’offres de formations en agriculture ou agro-alimentaire  5. Piste d’amélioration identifiées dans le cadre du CEP agriculture  6. Le développement croissant du réseau numérique local en cours de déploiement facilitera l’installation d’activités en zones rurales | **Menaces**  1.Les outils publics de diffusion et de capitalisation des connaissances, et de soutien à l’innovation sont trop éparpillés et souffrent d’un manque de cohérence d’ensemble et de visibilité pour les acteurs. |

1. **Besoins et enjeux identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Besoins** | **Description des besoins** |
| 1.Favoriser l’innovation participative qui consiste à mettre l’agriculteur au centre du dispositif d’innovation pour recueillir ses attentes | Coconstruire des projets (innovation, adaptation,….) de partenariat incluant les producteurs, la recherche, l’expérimentation, la formation et la diffusion et répondant à des besoins, attentes ou problématiques exprimés par les producteurs  - Accompagnement des exploitations pour s'approprier les enjeux associés  - Mise en relation avec les établissements de recherche  -Inscription dans les programmes d'innovation  - Mise en place d'actions d'expérimentation et diffusion |
| 2.Renforcer la collaboration scientifique et technique en matière d’ingénierie pour des produits plus adaptés au marché |  |
| 3.Accompagner la numérisation des entreprises agricoles | -Capitaliser sur les outils numériques  -Proposer des solutions techniques numériques afin de réduire les charges d’exploitation (plateformes collectives d’achat d’intrants, mécanisation, gestion de déchets)  - Formation et sensibilisation sur les usages et la numérisation des activités  -Accompagnement sur l'intégration du numérique dans les activités  - Accompagnement des investissements liés à la numérisation des activités  -Mise en place d'actions d'expérimentation et diffusion |
| 4.Redynamiser et revaloriser le secteur agricole par l’innovation, la recherche et le développement et la formation |  |
| 5.Coordonner R & D et innovation et transfert |  |
| 6.Développer des outils de recherche et transfert agricole (centre technique interpro d’expérimentation) |  |
| 7.Adapter la formation agricole aux nouveaux enjeux (nouvelles technologies, innovation, normes…) |  |

**AXE 2 : Vers une agriculture plus durable**

**Un patrimoine riche mais menacé**

La Martinique dispose d’un patrimoine environnemental riche, dont la fragilité exige des efforts de préservation. Elle est particulièrement exposée aux catastrophes naturelles (risques sismiques, volcaniques et cycloniques). L’exiguïté du territoire (1 100 km²), son relief montagneux et volcanique (+ de 60 % de l’île) associés à une croissance démographique soutenue, favorisent les phénomènes de pression anthropique, qui se traduisent par le mitage du territoire et des déséquilibres dans l’armature urbaine, renforcés par des infrastructures de transport saturées. Ces phénomènes induisent en outre des risques environnementaux préoccupants au regard des pollutions et des dégradations générées.[[87]](#footnote-88)

Les risques naturels sont également des éléments primordiaux à prendre en compte pour le bon développement de l’agriculture et des activités connexes.

En effet, les cyclones majeurs frappent l’île tous les dix ans alors que les séismes supérieurs à la magnitude 8 ont une récurrence de 120 ans (la Martinique est située sur l’une des zones de subduction les plus actives au monde) et doit par conséquent s’attendre à des évènements catastrophiques du type glissements, éboulements, coulées de boues et lahars pour lesquels les facteurs météorologiques sont d’importants contributeurs. A cela s’ajoute le dérèglement climatique qui vient accentuer les périodes de sécheresse (carême de plus en plus sec).

La protection de l’environnement martiniquais est une clé de voute essentielle à une production durable, raisonnée et écologique de l’agriculture. L’utilisation de la chlordécone entre 1972 et 1993 contre le charançon du bananier a conduit à une pollution généralisée des sols et des milieux aquatiques (rivières, côtes). Cette pollution a des conséquences sur la santé de la population et pénalise les filières de l’agriculture, de la pêche et de l’aquaculture. Aujourd’hui encore, de nombreux produits phytosanitaires sont utilisés sur les cultures martiniquaises, de façon systématique pour certains, alors que les menaces pour la santé et la biodiversité sont avérées. Le glyphosate est par exemple injecté notamment dans les troncs des bananiers à chaque renouvellement de plantation, ce produit étant pourtant toxique pour les organismes aquatiques avec des effets néfastes à long terme (3ème département le plus consommateur en 2018).

Pourtant une agriculture diversifiée, s’appuyant sur le fonctionnement des écosystèmes, peut être une alliée de la biodiversité martiniquaise.

A cela s’ajoute les besoins de protection et de préservation de la riche biodiversité martiniquaise particulière à fort taux d’endémisme sujette à un déclin important depuis plusieurs décennies.

Du fait même de son insularité et de son exiguïté, les espèces floristiques et faunistiques de la biodiversité martiniquaise sont particulièrement sensibles et subissent de nombreuses pressions et menaces. Les perturbations climatiques peuvent impacter ces milieux, mais ce sont les perturbations d’origine anthropiques qui sont la principale cause de l’érosion de la biodiversité.

Les espèces exotiques envahissantes constituent également un point d’attention majeur.

La Martinique possède ainsi environ 400 espèces d’arbres, soit davantage d’espèces que toute l’Europe continentale. Elles évoluent dans des milieux tropicaux humides sur les reliefs du Nord, semi-humides ou secs du sud de l’île, jusqu’à la mangrove de bord de mer.

**Un besoin de produire et de consommer autrement**

L’alimentation en Martinique est fortement dépendante des importations : seuls 15% de la viande, 3% du lait, 12% des produits de la pêche et 44% des fruits et légumes consommés sont produits localement. Le foncier limité, la contamination de certaines terres, les contraintes d’exploitation (dénivelés, aléas climatiques…) complexifient le développement d’une agriculture locale à même de nourrir la Martinique. Ce défi est aussi une opportunité pour développer une agriculture performante « environnementale » et contribuer à la lutte contre le changement global[[88]](#footnote-89).

Contrairement au constat national, l’agriculture martiniquaise est faiblement consommatrice d’énergie et émettrice de GES. Il y a une véritable volonté régionale d’amener les exploitants vers une pratique respectueuse de l’environnement, maitrisant également les risques et veillant au bien-être des animaux

La gestion des déchets des acteurs agricoles fait aussi l’objet d’une attention particulière. Une filière pérenne de traitement des déchets d’agrofourniture est en train d’émerger grâce à l’animation de l’APROMAR sur le sujet, avec le soutien de l’ADEME. Le compostage à la ferme ou industriel est aussi un enjeu.

Les circuits courts, les jardins partagés, permettent de reconnecter le citoyen à ce qu’il mange. Des initiatives se multiplient en Martinique. Les plus innovantes et performantes du point de vue environnemental sont soutenues par l’ADEME comme le jardin partagé de Trenelle Citron porté par l’association CCPYPM.

La lutte contre le gaspillage alimentaire est aussi un moyen d’améliorer son empreinte écologique de consommateur. Cela représente près de 29kg/hab/an de nourriture gâchée (moyenne nationale), dont 5kg encore emballés (donnée Martinique).

La lutte contre le gaspillage fait partie intégrante des programmes locaux de prévention des déchets des EPCI avec notamment des actions auprès des établissements scolaires. Une quinzaine de cantines a déjà été ainsi diagnostiquée et a établi des mesures pour réduire le gaspillage alimentaire (et trier les biodéchets).

Enfin, la gestion des ressources naturelles, et notamment de l’eau est un enjeu cruciale pour la Martinique. En effet, la Martinique connait de nombreux épisodes de sécheresse et le coût de l’eau est en augmentation. L’accès à la ressource en eau est un enjeu pour les agriculteurs qui ont un vrai besoin de développer les capacités de stockage individuel. La précédente programmation a d’ores et déjà commencé à agir, notamment par le soutien à l’acquisition des citernes (initialement fléchée sur l’amélioration de la compétitivité). La CTM souhaite aujourd’hui soutenir également des projets de barrages collectifs afin de sécuriser l’accès à la ressource.

**Les principaux défis et enjeux de l’Axe 2 :**

* **Contribuer à l’atténuation du changement climatique (CC) et à l’adaptation à ce dernier, ainsi qu’aux énergies durables**
* Mettre en place des mesures adaptées aux problématiques climatiques locales
* Développer les outils de gestion des risques à l’échelle de l’exploitation
* Développer les énergies renouvelables et la performance énergétique
* **Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l’eau, les sols et l’air**
* Développer un système de conditionnalité des aides adapté aux systèmes tropicaux et à la réalité de la pollution des sols,
* Lutter contre l’artificialisation des sols
* Développer et adapter des dispositifs à la reconversion des terres pour accompagner la transition agro écologique
* Développer et adapter des mesures surfaciques spécifiques aux territoires des DOM
* Poursuivre les plans de réduction des produits phytosanitaires et d’adaptation de l’agriculture à la pollution chlordécone
* Améliorer la connaissance de la pollution des sols et de l’eau ainsi que des moyens pour y remédier (chlordécone)
* Sécuriser l’approvisionnement en eau tout en réduisant la pression sur la ressource
* **Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages**
* Favoriser les alternatives aux produits phytosanitaires par des moyens de lutte biologique
* Favoriser le développement de la filière forêt-bois
* Renforcer la connaissance des milieux
* Lutter contre les espèces exotiques envahissantes
* **Améliorer la façon dont l’agriculture de l’Union fait face aux nouvelles exigences de la société en matière d’alimentation et de santé, y compris une alimentation sûre, nutritive et durable, les déchets alimentaires et de bien-être des animaux**
* Améliorer la sécurité alimentaire et l’information sur la qualité des produits locaux
* Accompagner les changements de pratiques agricoles vers des pratiques plus écologiques et plus durables
* Renforcer la prise en compte des risques sanitaires, notamment liés au changement climatique

|  |
| --- |
| * 1. **Contribuer à l’atténuation du changement climatique (CC) et à l’adaptation à ce dernier, ainsi qu’aux énergies durables** |

1. **Grille AFOM**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | ***Positif*** | ***Négatif*** |
| ***Interne*** | **Atouts**  **GES et carbone**   1. Le secteur agricole français est en dessous de la moyenne européenne en ce qui concerne les émissions de GES par unité de valeur, ha ou bovin. 2. Les pratiques agricoles et forestières permettant de stocker du carbone (C), réduire les émissions, améliorer la résilience, sont connues (agroécologie en particulier : allongements des assolements, etc.) et ont de plus des co-bénéfices sur la biodiversité, les sols, l'eau, l'air et les paysages. 3. Valoriser et mettre en avant les bienfaits écologiques de la canne à sucre (plante en C4) comme par exemple la lutte contre l’érosion des terres (zones montagneuses) et la production d’oxygène générée par 1 hectare de canne (42 tonnes) et absorption de 60 tonnes de Co²   **Energie**   1. Les secteurs agricoles et forestiers possèdent un potentiel en termes de performance énergétique et d'économies d'énergie. 2. Le développement de la production de bioénergies et de produits biosourcés durables est en cours ; le potentiel de production de biomasse et de biogaz est important. 3. Des atouts naturels et un potentiel de ressources important : gisement solaire moyen de 5kWh/m²/jour, relativement constant dans l’année, une ressource en biomasse abondante. 4. La BAGASSE de la canne à sucre pour la centrale de cogénération du Galion 5. Usage séculaire de la biomasse bagasse se traduisant par une faible dépendance de la production de rhum aux énergies fossiles importée (90% d’autonomie énergétique*)*(constat non partagé par les autres filières) 6. Le potentiel de production de biomasse et de biogaz est important.   **Changement de pratiques**   1. La prise de conscience des acteurs agricoles et forestiers augmente. 2. La structuration de certaines filières est importante. 3. Le potentiel des secteurs en termes d'investissement, de R&D et de recherche, et la capacité d'adaptation et d'innovation est importante. | **Faiblesses**  **GES et carbone**   1. Le secteur agricole reste un émetteur important de GES. 2. Il existe un risque de déstockage du carbone dans les sols agricoles en raison de la pérennisation de certains systèmes de production et de la poursuite de certaines pratiques négatives pour le climat comme le retournement de prairies, le tassement des sols, etc. De la même façon, un risque d'affaiblissement du puits forestier et du stockage dans les systèmes agroforestiers (haies) existe   **Risques et aléas climatiques**   1. Les secteurs agricoles et forestiers sont encore peu résilients face aux risques météorologiques, climatiques et sanitaires et l'impact de ces facteurs sur les rendements et les prix sont importants. 2. La dépendance de l'agriculture à l’eau est importante dans un contexte de changement climatique où les ressources vont diminuer ; la dépendance aux importations, dont certaines génèrent de la déforestation est également importante ; 3. La vulnérabilité économique des exploitations agricoles, le risque lié au changement, le manque d'adaptation de la formation et du conseil aux nouveaux enjeux, et l'augmentation de l'âge de la population agricole n'incitent pas au changement et à la transition et peuvent constituer des freins difficiles à lever. 4. L'absence de gestion collective de la forêt, le morcellement de la propriété, l'inadéquation entre offre et demande, les tensions entre usages du bois sont des faiblesses. 5. Fréquence élevée des aléas climatiques majeurs (cyclones, inondations, sécheresse,...)   **Energie**   1. Faible performance énergétique 2. Concernant les énergies renouvelables, les spécificités du secteur entraînent des difficultés de développement de la méthanisation et du photovoltaïque sur bâtiments (montant des investissements notamment).   **Changement de pratiques**   1. Des pratiques agroforestières méconnues et anecdotiques |
| ***Externe*** | **Opportunités**  **Risques et aléas climatiques**   1. De nombreuses mesures de la PAC ont un impact potentiel positif sur le climat (conditionnalité, légumineuses, MAEC, bio, ICHN). 2. Les messages scientifiques sur les solutions à développer pour répondre aux enjeux climat et biodiversité sont cohérents (GIEC – IPBES). 3. Les textes et stratégies adoptés aux niveaux international, européen et national sont cohérents sur les sujets climat.   **Changement de pratiques**   1. L'évolution de la demande alimentaire incite à la réduction du gaspillage, au changement de régime alimentaire (notamment protéines végétales) et à la consommation de produits locaux et de qualité. 2. La prise de conscience et les attentes des consommateurs augmentent. 3. Les acteurs agricoles et agro-alimentaires français ont la volonté de travailler sur l'indépendance protéique et la diversification des cultures de légumineuses.   **Développement économique**   1. Des possibilités de revenus complémentaires pour les agriculteurs existent et sont à développer (énergies renouvelables, bioéconomie durable, paiements pour services environnementaux, labels bas carbone, etc.). 2. L'économie circulaire se développe. 3. L’agroforesterie comme support de diversification 4. Un potentiel de création d'emplois formés non délocalisables   **GES et énergie**   1. Un engagement français et UE de réduction des gaz à effet de serre 2. Un potentiel certain de développement des énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien, micro-hydraulique, biogaz) | **Menaces**  **Risques et aléas climatiques**   1. Dans la PAC, certaines modalités de mise en œuvre du verdissement et de certaines aides couplées (animales) ont limité les effets positifs du dispositif sur le climat. 2. Les évolutions irréversibles du climat entraîneront des modifications majeures des modes de production avec risque de pertes de revenus et déstabilisation des territoires et filières. 3. Les attentes sociétales sont parfois contradictoires : demande d'action sur le climat vs opposition à l'exploitation forestière par exemple. 4. Le changement climatique relève d’enjeux de long terme, qui appellent dès à présent une action au long cours aux effets marqués par l’incertitude, pouvant entrer en contradiction avec des enjeux de court terme. 5. Fréquences élevées des aléas climatiques et sanitaires qui impactent les productions et limitent les possibilités d'assurance récolte   **Environnement**   1. Le rythme de l'artificialisation des terres agricoles et des forêts au profit d'espaces urbains ne diminue pas.   **Changement de pratiques**   1. La concurrence sur les marchés internationaux et l'absence de *level playing field* pénalisent les efforts des producteurs européens vers plus de durabilité, ce qui nécessite la prise en compte de ces enjeux dans la politique commerciale de l'UE. 2. Contexte changeant et variable qui impose aux entreprises de s’adapter 3. Le consentement à payer du consommateur ne semble pas augmenter.   **GES**   1. Une mauvaise image de l'élevage et de sa responsabilité dans les émissions de GES peut compromettre le maintien des prairies permanentes (baisse consommation de viande rouge). 2. Les difficultés d'analyse, de modélisation des effets, de réalisation d'inventaires d'émission et de chiffrage des effets des mesures (incertitudes) n'incitent pas à l'action et rendent la mesure de la performance de l’action difficile.   **Energie**   1. Tendance irréversible à l'augmentation du coût de l'énergie 2. Risque de concurrence sur la mobilisation du gisement biomasse entre projets : les débouchés de la filière biomasse risquent d’être en défaveur de l’agriculture (perte de source de matière organique pour les exploitants) 3. Risque de projets isolés court terme au détriment d'un projet collectif 4. Risque de favoriser la biomasse énergie au détriment des sols et/ou alimentation animale |

1. **Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Enjeux** | **Pistes d’actions** |
| Mettre en place des mesures adaptées aux problématiques climatiques locales | Faire face aux évolutions et aléas climatiques pour accompagner des systèmes de production à la fois vers des adaptions ou changement de pratique, et vers des systèmes plus résilients.  Permettre la mise aux normes (parasismiques, anticycloniques) des bâtiments agricoles existants |
| Développer les outils de gestion des risques à l’échelle de l’exploitation | Avoir des outils assurantiels et de mutualisation qui actuellement ne sont pas mis en œuvre sur le territoire |
| Favoriser le développement des énergies renouvelables (fort potentiel de développement) :   * Biomasse * Photovoltaïques | Promouvoir la création de centrales photovoltaïques sur les bâtiments agricoles existants ou à venir  Accompagner la valorisation de la biomasse |
| Conservation des stocks de carbone et séquestration de carbone forestier |  |
| Renforcer et diffuser les pratiques agroforestières, encore peu connues |  |
| Accompagner la valorisation de la biomasse |  |
| Valorisation des bienfaits écologiques de la canne à sucre |  |
| Améliorer la performance énergétique des exploitations et favoriser les économies d’énergie | Financer l’accompagner des exploitants agricoles sur cette thématique  Moderniser et rénover les bâtiments permettant de faire des économies d’énergies  Inciter à des changements de pratiques moins consommatrices |

|  |
| --- |
| * 1. **Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l’eau, les sols et l’air** |

1. **Grille AFOM**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Positif* | *Négatif* | |
| *Interne* | **Atouts**  **Eau**   1. Bien que la situation de la qualité des eaux soit disparate selon les territoires, constat d'une amélioration de la qualité des eaux superficielles surtout pour nitrates, et phosphates. 2. Démarches volontaires engagées pour la reconquête de la qualité des eaux : contrat de baie de Fort-de-France, contrat de la rivière Galion, contrat littoral Nord et contrat littoral Sud   **Changement de pratiques**   1. Il existe une dynamique des acteurs autour de la transition agroécologique (GIEE et autres groupements collectifs, intégration de critères de durabilité et de santé humaine dans les SIQO, développement de normes privées de durabilité (distributeurs, transformateurs), paiements pour services environnementaux, plans filières, etc.). 2. Des pratiques agricoles durables se développent au niveau individuel et collectif (agriculture biologique, agroécologie, HVE, HVN, agroforesterie, couverture des sols, semis sans labour, enherbement). 3. Développement de production de compost ou de matières organiques à partir des déchets verts et alimentaires | **Faiblesses**  **Eau**   1. La qualité des eaux souterraines reste dégradée 2. Dégradation générale de la qualité : molécules de plus en plus nombreuses (impact de la chlordécone, contamination aux pesticides, fertilisants chimiques…). 3. Performance des réseaux d’eau potable nettement insuffisante. 4. Répartition hétérogène de la ressource dans le temps (sécheresse) et dans l'espace   **Sol**   1. L'agriculture est dépendante de ressources non renouvelables (perte irrémédiable de ressources, telle que le sol), bien que cela soit variable en fonction des systèmes 2. Une sensibilité générale des sols à l’érosion accrue par les conditions tropicales (précipitations abondantes, sécheresse intense, …) et certaines pratiques agricoles (labours profonds, mise à nu des sols, faible apport de matière organique, monoculture) 3. Dégradation rapide de la fertilité des sols : érosion, dégradation rapide de la matière organique, problèmes liés à la monoculture, pratiques liées aux jachères et aux rotations de culture limitées, insuffisance d’apports en matières organiques par amendements, 4. Contamination persistante des sols par la chlordécone (40% de la SAU contaminée > limite de détection) qui se retrouve également dans les sédiments marins 5. Utilisation encore importante de produits phytosanitaires   **Changement de pratiques**   1. Les évolutions vers des pratiques plus durables, même si elles se développent, sont encore limitées au regard des enjeux, les modes de production restant encore souvent fondés sur la simplification des assolements et des structures paysagères ainsi qu'un recours intensif aux intrants. 2. L'évolution des systèmes agricoles est insuffisamment accompagnée d'une organisation aval cohérente (structuration de filières, rémunération par l'aval). 3. La dépendance est encore forte aux produits phytosanitaires et aux engrais azotés avec risque de perte de compétitivité à terme. 4. Les inquiétudes et/ou résistances face aux évolutions attendues des modes de production persistent (enjeu de l'accompagnement, du conseil, et de la formation pour sécuriser la transition) dans un contexte de baisse et vieillissement de la population agricole. 5. Des incertitudes techniques sur les alternatives à certains produits/systèmes perdurent (enjeu de la recherche, de l'innovation et du transfert). 6. Le secteur est dépendant d'importations (ex. soja), ce qui génère des impacts environnementaux négatifs dans d'autres pays. 7. Certaines tendances de fond (spécialisation territoriale, accès au foncier) constituent des verrous au changement. 8. L'agriculture reste à l'origine de l'essentiel des émissions d'ammoniac dans l'air.   **Diversification végétale**  18. Difficultés environnementales rencontrées par les productions de tubercules (pollution par la chlordécone de certains sols longs à résorber)  19. impact des ravageurs en milieu tropical accentué par la disparition de molécules autorisées  **Biodiversité**  21. Dégradation liée aux phénomènes naturels (érosion, aléas climatiques) et aux pratiques agricoles : extensions agricoles, pratiques culturales intensives, labours profonds sur pentes, utilisation de produits phytosanitaires et d’engrais nuisibles à la qualité des eaux et à l’ensemble de la biodiversité terrestre et marine…  22. Poursuite de la déprise agricole entrainant la fermeture des milieux  23. Forte densité démographique et mitage du paysage | |
| *Externe* | **Opportunités**  **Changement de pratiques**   1. Le regard du citoyen et les comportements alimentaires évoluent vers plus de durabilité et de santé, comme l'atteste l'augmentation de la consommation des produits issus de l'agriculture biologique. 2. Des politiques publiques (certaines mesures de la PAC comme les BCAE, aides couplées protéines végétales, MAEC, soutien à l'agriculture biologique, soutien à la modernisation des exploitations, le projet agroécologique, etc.) soutiennent de nouvelles pratiques agricoles. 3. La volatilité des prix des intrants encourage la recherche d'autonomie, celle des céréales la diversification. 4. Les directives européennes (nitrates, air, eau, etc.) et la conditionnalité des aides PAC qui en reprend des éléments déterminants, fixent des règles qui limitent la pression sur les ressources. 5. La politique de recherche européenne et nationale a permis de créer une dynamique de recherche et de transfert de connaissances relatives aux systèmes de production plus durables, encore à renforcer. 6. Des stratégies et politiques nationales et territoriales (ex. prévention des émissions de polluants atmosphériques, gestion durable de l'eau, économie circulaire, aires de captage, PAT), promeuvent une transition écologique.   **Foncier**   1. Fort potentiel de reconquête des terres en friches et non polluées (on estime à au moins 2 000 ha les terres en friche résultant de la déprise agricole, de l'indivision et de la spéculation foncière).   **Eau (quantité)**  8. Faible utilisation de la ressource en eau souterraine  9. Développement de circuits de recyclage des eaux et de systèmes de réutilisation des eaux usées traitées  10. Exploitation des ressources en eaux souterraines (forages)  11. Systèmes de récupération des eaux pluviales  **Sargasse**   1. Développement d’activité économique à partir du gisement de sargasse | | **Menaces**  **Risques et aléas climatiques**   1. Le changement climatique va accroître le besoin en eau et l'érosion des sols voire la désertification (pression sur les ressources) ; il risque de diminuer le stockage du carbone dans les sols et d’augmenter l'usage des pesticides pour combattre l'augmentation des ravageurs et pathogènes.   **Changement de pratiques**   1. Certains outils de réorientation de l’agriculture sont contraints par les règles de l’OMC (paiements pour services environnementaux).   **Sol**   1. L'artificialisation croissante des terres progresse et réduit les terres disponibles pour l’agriculture. 2. La diminution de l’élevage pourrait entraîner une érosion des prairies porteuses de bénéfices environnementaux. 3. L'utilisation sur les sols agricoles de matières issues du recyclage peut entraîner la perte de qualité agronomique des sols agricoles si ces matières fertilisantes sont de qualité insuffisante. 4. Accroissement de l’érosion des sols lié aux pratiques culturales intensives 5. Artificialisation des sols due à la pression de l’installation de panneaux photovoltaïques   **Foncier**   1. Faible mutation du foncier à cause de la concurrence avec l’urbanisation et l’espoir de déclassement pour des plus-values futures 2. Risque de mitage lié au développement de l'agritourisme, … 3. Rupture des continuités écologiques   **Eau**   1. Fréquence des ruissellements en surface dégradant la qualité des eaux 2. Fort phénomène de ruissellement en surface 3. Accroissement des conflits usage entre eau potable et eau d’irrigation et autres usages (pêche, tourisme, maintien de la biodiversité aquatique) 4. La surexploitation de la ressource souterraine pouvant entrainer le déplacement du biseau salé   **Air**  16. Qualité de l’air médiocre due à la brume de sable et autres rejets issus d’activités locales (déplacements, industries,…) |

1. **Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Besoins** | **Description des besoins** |
| Développer un système de conditionnalité des aides adapté aux systèmes tropicaux et à la réalité de la pollution des sols, | -Permettre aux toutes petites exploitations d’intégrer le système des aides de la PAC  -Permettre une meilleure appropriation de BCAE, qui serait adaptée aux systèmes tropicaux |
| Lutter contre l’artificialisation des sols | Renforcer les outils législatifs des DOM,  Favoriser l’accès des terres en friche pour l’agroécologie |
| Développer et adapter des dispositifs à la reconversion des terres pour accompagner la transition agroécologique | Mise en application adaptée de la reconversion de terres arables, soit de friche vers la remise en culture agroécologique, voire d’évolution d’un système de production vers un autre plus respectueux de l’environnement  Remise en culture de friches pour la culture agroécologique : aspect à prendre en compte dans le cadre de la procédure de remise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées. |
| Développer et adapter des mesures surfaciques spécifiques aux territoires des DOM | Sur les thématiques Eau, Sol, Air : les mesures qui dessineront les MAEC 21-27 doivent être adaptées aux préoccupations locales issues de la concertation (Sdage, Srce,) et à la réalité de la pollution des sols |
| Poursuivre les plans de réduction des produits phytosanitaires et d’adaptation de l’agriculture à la pollution chlordécone | Déclinaison locale à adapter en lien avec le plan Ecophyto et avec le plan chlordécone en vigueur |
| Améliorer la connaissance de la pollution des sols et de l’eau ainsi que des moyens pour y remédier (chlordécone) | -Connaitre l’état de la qualité des sols et de l’eau pour coconstruire des systèmes durables  -Préserver le foncier pour préserver les zones agricoles – protection et conservation des sols  Ce volet peut concerner la procédure des terres incultes et la procédure du contrôle du morcellement des terres agricoles mises en œuvre par la CTM. Ceci nécessite d’identifier le foncier et le parcellaire concerné |
| Sécuriser l’approvisionnement en eau tout en réduisant la pression sur la ressource | -Accompagner la maitrise d’une utilisation plus performante de l’eau d’irrigation sur les exploitations  -Prospection et création de petits périmètres d’irrigation  -Former à une utilisation rationnelle de l’eau |
| Réduire l’impact des ravageurs en milieu tropical |  |
| Limiter la dégradation des sols (fertilité, lutte contre l'érosion) par des pratiques agricoles adaptées |  |
| Mettre en œuvre des moyens de protection de la biodiversité (aléas climatiques, pratiques agricoles, mitage du paysage, déprise agricole) |  |
| Développer l’économie circulaire afin de réduire la dépendance aux intrants |  |
| Améliorer la qualité de l’air |  |
| Renforcer les modes de gestion de l’échouage des sargasses | * Continuer à soutenir le stockage * Développer le potentiel de valorisation des sargasses : notamment le compostage, mais aussi de nouvelles techniques : bioplastique, biostimulant, biomatériaux, valorisation énergétique(pyrolise, biocarburants, méthanisation), pharmaceutique, holoturies… |

|  |
| --- |
| * 1. **Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages** |

1. **Grille AFOM**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Positif* | *Négatif* |
| *Interne* | **Atouts**  **Habitats et paysages**   1. L'agriculture et la forêt peuvent jouer un rôle positif important dans l'environnement naturel, en contribuant à façonner les paysages et les habitats et en fournissant un nombre significatif de services à la société. 2. La diversité des cultures et le relatif maintien des infrastructures écologiques constituent un socle à préserver. 3. Après de très fortes baisses, les surfaces en prairies et notamment les prairies permanentes se stabilisent. 4. Une richesse culturelle et naturelle du patrimoine rural, développée autour des habitations notamment   **Forêt**   1. Il existe une dynamique des acteurs autour de la transition agroécologique et de la gestion durable et multifonctionnelle de la forêt (intégration de critères de durabilité dans les SIQO, développement de normes privées de durabilité, labels, paiements pour services environnementaux, plans de filière, etc.). 2. Un gisement forestier martiniquais important, qui couvre 41,78% du territoire régional   **Changement de pratiques**   1. Des pratiques et expérimentations agricoles et forestières durables se développent (agriculture biologique, agroécologie, HVE, agroforesterie, couverture des sols, semis sans labour, enherbement). 2. Des démarches privées (parfois avec partenariats locaux publics), via la contractualisation, la Responsabilité Sociale des Entreprises ou encore des contrats de paiement pour services environnementaux, se développent, signes d’une mobilisation accrue des acteurs. 3. Résultats du plan banane durable mobilisant des itinéraires techniques en cultures associées 4. Dynamique de relance des cultures associées 5. Prise de conscience des agriculteurs et des exploitants forestiers de la nécessité d’évoluer vers des pratiques plus respectueuses de l’environnement   **Environnement et climat**   1. Dans les RUP, les conditions climatiques propices à la production agricole diversifiée   **Biodiversité et espèces**   1. Biodiversité : la Martinique fait partie d’un des 35 « hotspots » mondiaux 2. Races locales reconnues : Mouton Matinik, bovin bramane | **Faiblesses**  **Biodiversité**   1. L'érosion de la biodiversité, y compris génétique, est observée tant sur les habitats que sur les espèces et nuit à la production agricole. 2. Le secteur dépend d'importations entraînant de la déforestation dans d’autres pays (en particulier le soja).   **Changement de pratiques**   1. Les évolutions vers des pratiques plus durables sont encore limitées et insuffisamment encouragées au regard des enjeux, les modes de production restant largement fondés sur la simplification des assolements, l'agrandissement des exploitations et des parcelles, ainsi que l'intensification. 2. La dépendance de l'agriculture aux produits phytosanitaires et aux engrais azotés demeure importante. 3. Certaines inquiétudes et/ou résistances des acteurs persistent face aux évolutions attendues et aux aléas inhérents au changement de systèmes induits (enjeu de l'accompagnement, de la formation, et du renouvellement des générations en agriculture pour assurer la transition). 4. Des incertitudes techniques demeurent sur les solutions de substitution à certains produits/systèmes (enjeu de la recherche et de l'innovation et du transfert vers les agriculteurs).   **Agriculture**   1. La structuration agricole des RUP diffère de la France hexagonale, insularité, mitage, taille des exploitations, topographie, exposition aux aléas climatiques plus grand, exposition aux risques phytosanitaires plus importante |
| *Externe* | **Opportunités**  **Changement de pratiques**   1. Le développement des pratiques agricoles durables est appuyé par des politiques publiques identifiées (certaines aides PAC : aides couplées protéines végétales, MAEC, soutien à l'agriculture biologique, ICHN, et autres politiques comme les GIEE, le projet agroécologique, etc.). 2. Les comportements, notamment alimentaires, des martiniquais évoluent vers plus de durabilité et de santé et la consommation des produits issus de l'agriculture biologique est en hausse.   **Biodiversité**   1. Des stratégies et politiques nationales et locales (ex. biodiversité, déforestation importée) promeuvent une transition écologique. 2. Une multifonctionnalité de la forêt (réservoir de biodiversité et espace de vie et de loisirs) support d’éducation à l’environnement et au patrimoine local 3. Une multifonctionnalité de l’agriculture (réservoir de biodiversité et potentiel support d’éducation à l’environnement et au patrimoine local) 4. Les directives européennes habitats, oiseaux, produits phytosanitaires, etc., visent à limiter l'érosion de la biodiversité. 5. La politique de recherche (européenne et nationale), de développement et d'innovation encourage le déploiement de solutions de préservation de la biodiversité et des services écosystémiques associés dont l’évaluation progresse. 6. Potentiel de valorisation économique de la biodiversité : transformation, extension des plantes dans la pharmacopée, bien-être 7. La trame verte et bleue comme outil de maintien et de réhabilitation des continuités écologique 8. Projet UNESCO (Montagne Pelée et les Pitons) : développement durables des filières agricoles dans la zone tampon 9. 11. Adaptation des dispositifs PAC (POSEI PDR) pour soutenir l’élaboration, la diffusion et les surcoûts des itinéraires techniques contribuant au respect de la biodiversité (agriculture de conservation des sols recourant aux cultures associées, AB) 10. 12. Valorisation de la biodiversité sur le plan touristique par la mise en valeur de sites naturels | **Menaces**  **Habitats et paysages**   1. L'artificialisation des sols est continue et supérieure à la croissance démographique, réduisant les terres agricoles et les habitats naturels. 2. Anthropisation croissante des espaces : développement de l’urbanisation, accroissement des pollutions…   **Climat**   1. Le changement climatique va accroître la pression sur la biodiversité et les services écosystémiques, avec le risque d'atteindre des seuils d'irréversibilité, menaçant gravement l'agriculture.   **Changement de pratiques**   1. Certains outils de réorientation de l’agriculture sont contraints par les règles de l’OMC (paiements pour services environnementaux). 2. La concurrence sur les marchés internationaux (voire intra-UE si une trop grande subsidiarité est laissée aux EM) et l'absence de level playing field pénalisent les efforts des producteurs européens vers plus de durabilité, et bloquent les agriculteurs dans des itinéraires techniques sécurisant les revenus à court terme, au détriment de la biodiversité. 3. Un développement non maîtrisé de la filière biomasse-énergie pourrait menacer la production agricole de denrées alimentaires. 4. L’inertie du système dans son ensemble et l’évolution graduelle des politiques publiques, dont la PAC laissent présager d’une transition lente. 5. Projet UNESCO (Montagne Pelée et les Pitons) : si activités sylvicoles et agroforestières ne sont pas retenues |

1. **Besoins et enjeux identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Besoins** | **Description des besoins** |
| 1. Favoriser les alternatives aux produits phytosanitaires par des moyens de lutte biologique ou agroécologiques | Développer des mesures surfaciques en lien avec la préservation de la biodiversité  Conditionnaliser les aides publiques à un engagement de sortie de cette dépendance sur 3 à 5 ans  Accompagner les changements de pratiques (formation, financement |
| 1. Favoriser le développement de la filière forêt-bois | -Accompagner les propriétaires forestiers vers une gestion durable de leurs forêts  -Favoriser la communication autour de la multifonctionnalité de la forêt  -Renforcer la lutte contre le défrichement, primordiale à la lutte contre l’artificialisation des espaces naturels et forestiers : débat s’agissant de la mutation des terres à vocation agricole reclassées en espaces boisés, perdant leur vocation d’origine.  -Développement des alternatives bioéconomiques des produits biosourcés non alimentaires et énergétiques.  -Développement de l’agroforesterie par l’acquisition de connaissances et l’accompagnement à la diffusion des pratiques  -Soutenir l'équipement de la filière bois locale (outils de transformation) ?  -Valorisation économique de la biodiversité (plantes médicinales) |
| 1. Renforcer la connaissance des milieux | Développement d’outils de référence : inventaire forestiers à l’échelle de station avec recensement du foncier. |
| 1. Lutter contre les espèces exotiques envahissantes | Accroitre les moyens de lutte en espaces naturels, agricoles et forestiers, contre leur propagation dans ces milieux  Préservation des zones agricoles |
| 1. Développer des MAEC territorialisés sur des territoires à enjeux forts en termes de biodiversité, d’habitats, de paysages, de préservation de la qualité des eaux ou des sols | Identifier les territoires à enjeux fort (ex : bassin versant)  Financer une animation intense sur le territoire, au plus près des agriculteurs pour favoriser leur implication et leur reconnaissance pour la préservation et la valorisation des milieux. |
| 1. Favoriser la protection de la biodiversité sur le plan touristique par la mise en valeur des sites naturels | Identifier les zones à enjeux |

|  |
| --- |
| * 1. **Améliorer la façon dont l’agriculture de l’Union fait face aux nouvelles exigences de la société en matière d’alimentation et de santé, y compris une alimentation sûre, nutritive et durable, les déchets alimentaires et de bien-être des animaux** |

1. **Grille AFOM**

|  | ***Positif*** | ***Négatif*** |
| --- | --- | --- |
| ***Interne*** | **Atouts**  1. Il existe une prise de conscience croissante des exigences sociétales par les acteurs, de l'amont à l'aval (distribution, restauration, etc.) et tout particulièrement pour réduire l’exposition de la population à la chlordécone  2. Le secteur est reconnu pour son niveau élevé de sécurité sanitaire.  3. Le secteur est caractérisé par une diversité des produits alimentaires et des modes de production.  4. De nombreuses productions existent sous modes de valorisation officielle de la qualité et labels et la dynamique de conversion en bio est forte  5. Une baisse rapide des ventes d'antibiotiques est constatée au niveau national.  6. Les agriculteurs bénéficient de solutions réduisant l'usage de produits phytosanitaires et l'impact environnemental (fermes DEPHY, plan chlordécone HVE, etc.)  7. La prise en compte progressive du bien-être animal est accompagnée par des dispositifs publics (ex. plan dédié)  8. Plusieurs stratégies publiques et privées visent à réorienter les approvisionnements pour répondre aux attentes sociétales : stratégie nationale contre la déforestation importée, commerce équitable, commande publique en restauration collective, label zéro chlordécone etc.  9. Des entreprises alimentaires développent des stratégies pour améliorer les pratiques (RSE par exemple…)  10.Existence d’une agriculture de petite échelle pratiquant les cultures associées ne recourant pas aux intrants chimiques contribuant à la satisfaction des besoins familiaux et des consommateurs en circuits courts.  11. Des démarches collectives sur le numérique (portées par des fédérations professionnelles) garantissent la qualité de l'information sur l'alimentation  12. Réseau de fermes références (réseau de fermes d’élevage, réseau DEPHY, ECOPHYTO) pour les RUP.  13. L’AOC pour le rhum agricole de Martinique, le label RUP pour le sucre du Galion, et l’IG pour le rhum traditionnel de sucrerie du Galion.  14. Qualité nutritionnelle intrinsèque des produits locaux reconnue.  15. Prise de conscience des agriculteurs de la nécessité d’évoluer vers des pratiques plus respectueuses de l’environnement  16. Plusieurs niveaux de contrôle des produits agricoles (importation, production, locale stockage, transformation) | **Faiblesses**  1. Une majorité d'acteurs connaît encore des difficultés pour intégrer, impulser et soutenir le changement des pratiques dans les filières et les systèmes de production (prises de risque, accès à la connaissance, gestion du changement dans les systèmes complexes), ayant pour conséquence des délais d'adaptation aux exigences sociétales et des difficultés à comprendre, anticiper et (pour partie) percevoir comme des opportunités les évolutions alimentaires  2. L’affaiblissement du tissu agricole a des conséquences négatives sur le secteur (coût des reprises d'exploitations, difficultés à trouver des terres dans certaines zones, manque de candidats à l'installation dans d'autres zones)  3. Les acteurs connaissent des difficultés à développer de nouvelles filières (ex : légumineuses)  4. Il existe encore une forte dépendance aux intrants (ex. produits phytosanitaires, engrais)  5. La construction de certaines filières agroalimentaires basées sur des échanges internationaux de produits et d'intrants ne répond pas à certaines exigences sociétales.  6. La mobilisation collective est encore faible sur l'enjeu du bien-être animal (peu de passage de la recherche vers les pratiques ; pas de mesure incitative ouverte dans la PAC ; valorisation difficile auprès de l'aval ; déficit de communication sur les actions existantes auprès des citoyens)  7.La répartition de la valeur dans la chaîne alimentaire souffre d’un manque de transparence et d’un déséquilibre persistant entre les différents maillons.  8. Absence de solutions alternatives pour faire face à la pression sanitaire accrue par la constante réduction de l’offre de produits phytosanitaires en agriculture conventionnelle constatée pour la plupart des filières végétales et plus particulièrement en cultures tropicales pour lesquelles les coûts d’homologation des produits phytosanitaires sont élevés au regard de l’étroitesse des marchés RUP soumis à la réglementation européenne.  9. Une part importante des superficies agricoles de Martinique est concernée par la problématique chlordécone.  10. Contraintes sanitaires de plus en plus pressantes, nouvelles maladies…)  11. La filière canne-sucre-rhum, souffrance d’a priori défavorable, qui est pourtant une filière vertueuse qui répond aux attentes de la population en matière d’éco-responsabilité  12. Faible nombre d’agriculteurs engagés dans les méthodes alternatives (peu d’agriculteurs au sein des Réseaux de fermes)  13. Les petites structures ont difficilement à la certification Bio, les petites surfaces n’ont pas la capacité de démarcher sur le bio (coût trop élevé)  14. La labellisation GIEE permet de mobiliser des financements publics  15. Une agriculture fortement tournée vers l’exportation  16. Les acteurs ne parviennent pas à développer la production locale de protéines végétales permettant de réduire la dépendance aux importations d’aliments tant pour la consommation humaine que celle des animaux des systèmes d’élevage hors sol |
| ***Externe*** | **Opportunités**  1. Le « modèle » alimentaire français résiste aux influences externes.  2. Les Martiniquais expriment des attentes fortes et diversifiées en termes d'origine, de qualité des produits (bio, SIQO, éthique, équitable, bien-être animal, problématique chlordécone etc.), ainsi qu'en matière d'information sur le mode de production ; la hausse constante du chiffre d'affaires des achats en bio en est un bon exemple  3. Les Martiniquais se tournent peu à peu vers l'approvisionnement « local » (reterritorialisation de l'alimentation, proximité) et de nouveaux produits (protéines végétales)  4. De nombreux acteurs régionaux et territoriaux impulsent des politiques alimentaires nouvelles et diversifiées (éducation, information, approvisionnement, etc.), favorisant la participation de la société civile à l'évolution de l'agriculture et des systèmes alimentaires.  5. Les récentes évolutions du corpus législatif national (issu notamment des EGA) accompagnent cette dynamique.  6. Les acteurs privés (ONG, fondations, etc.) s’impliquent de plus en plus dans cette dynamique (e.g. multiplication des démarches privées d'amélioration de la qualité des produits, influençant les modes de production agricole)  7. Des innovations technologiques et numériques accompagnent ces changements de pratiques.  8. Le développement d'une offre diversifiée d'outils numériques grand public et de modes d'étiquetage améliore l'information et la transparence pour les consommateurs.  9. Le Partenariat Européen d’Innovation (PEI) « Productivité et développement durable de l’agriculture » : une opportunité à saisir pour structurer et fédérer les initiatives et l'accompagnement public de l'innovation  10. Potentialités de développement de la banane BIO renforcées par l’autorisation de produire conjointement sur une exploitation en conventionnel et en BIO avec la variété CIRAD 925 et en canne à sucre BIO en élargissant les expérimentations individuelles à des démarches collectives d’innovation.  11. Objectif partagé localement pour rétablir la souveraineté alimentaire de la Martinique en densifiant sa production et en valorisant la filière agroalimentaire notamment par la labellisation « logo RUP »  12. Adaptation de la PAC (PDR et POSEI) pour renforcer les incitations soutenant les productions locales de qualité et moins dépendantes des instants chimiques  13. Mobilisation des opérations de coopération du PDR pour assurer la mise en œuvre des actions du plan Chlordécone IV visant à accroître la connaissance des parcelles contaminées, le soutien des projets d’adaptation des producteurs concernés  14. Nombre croissant d’agriculteurs qui s’orientent vers des méthodes alternatives à l’utilisation des produits phytopharmaceutiques  15. Existence d’une filière biologique et d’agriculteurs qui ont des pratiques dites « saines ».  16. Mise en place du Projet Alimentaire Territorial de Martinique approuvé par l’Assemblée Plénière de la CTM en novembre 2019 | **Menaces**  1. Le développement du surpoids, de l'obésité, du diabète, etc. sont liés pour partie au maintien de consommations alimentaires favorisant les produits très transformés, riches en sucres, etc. ; persistance de la précarité alimentaire pour certains groupes sociaux  2. Les impacts du changement climatique et de l'augmentation des mouvements sur les maladies animales et végétales font émerger des risques sanitaires.  3. Les habitudes alimentaires sont influencées par des facteurs puissants (pouvoir d'achat, traditions de consommation, modes de vie, etc.) ; les attentes des consommateurs sont diverses et potentiellement contradictoires (diversité /saisonnalité et local, prix /qualité, praticité des produits / naturalité, etc.).  4. La baisse de la consommation de certaines catégories de produits (certains types de viandes, lait, vin, etc.) pourrait à terme compromettre des filières ou segments de filières, alors qu'on observe dans le même temps un recours aux importations pour fournir une demande nouvelle en forte croissance (protéines végétales pour l'alimentation humaine)  5. Les acteurs publics et privés ont des marges de manœuvre réduites pour faire évoluer les habitudes alimentaires face aux dynamiques à l’œuvre (mondialisation, individualisation, etc.)  6. Les ménages accordent une part modérée à la dépense alimentaire dans leur budget (variable d'ajustement) et le prix final des produits contient une faible part pour le producteur.  7. La non prise en compte des coûts environnementaux et sociaux dans les échanges commerciaux (distorsions de concurrence) joue notamment sur la qualité des importations.  8. Une segmentation du marché et la persistance d'une alimentation à plusieurs vitesses sont constatées.  9. La PAC et le niveau européen subissent une perte de légitimité, pour les Français, en vue de garantir un approvisionnement alimentaire stable, de fournir de la nourriture sûre, saine et de qualité, et d’assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs.  10. La PAC est conçue avant tout pour soutenir la production agricole, n'incluant que peu d'aspects relatifs à la consommation et dont le pouvoir d'orientation des systèmes de production, en réponse aux attentes sociétales, est très limité.  11. Il existe une certaine défiance vis-à-vis des acteurs alimentaires sur fond de remise en cause des arguments scientifiques, alimentée par l’amplification des crises par les médias et la déconnexion du consommateur, en grande majorité urbain, par rapport à la production.  12. Les consommateurs font face au foisonnement de sources d'informations et à la difficulté de choix : multiples labellisations et étiquetages sur la qualité des produits, manque de standards communs ; ce phénomène est amplifié par le numérique.  13. La concurrence des importations en provenance de pays tiers ne répondant pas aux mêmes exigences rend plus difficile la transition des modes de production français, confrontés à des coûts d’ajustement importants, et à une demande alimentaire dont le prix reste le premier critère d’achat.  14. Une pression sanitaire accrue avec l’aggravation des conséquences néfastes pour les maladies déjà présentes (exemples cercosporiose noire en banane, chancre en agrumes, et des menaces potentielles d’arrivée de nouvelles pathologies (exemple fusariose)  15. Apparition de nouveaux prédateurs, sans moyens de lutte efficace.  16. Complexification des conditions réglementaires de mobilisation des outils  17. Manque d’information sur la provenance et la qualité des produits.  18. Manque de visibilité des lieux et productions sur le territoire.  19. Développement de circuits informels de commercialisation non contrôlés. |

1. **Besoins et enjeux identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Besoins** | **Description des besoins** |
| 1. Améliorer la sécurité alimentaire et l’information sur la qualité des produits locaux | -Renforcer les contrôles sur sites de ventes improvisés (bord de routes)  -Améliorer l’information sur la qualité des produits locaux  -Améliorer la traçabilité et l’étiquetage des produits  -Valoriser davantage les terres non polluées par la Chlordécone notamment de nombreuses terres en friche, sur la base de la cartographie existante.  -Poursuivre et étendre le plan Chlordécone à toute la population  -Améliorer la connaissance de la population notamment des plus jeunes sur les produits locaux afin de modifier les habitudes de consommation (prévention des problèmes de santé)  -Favoriser la production agricole locale dans la chaine alimentaire régionale => enjeux liées à l'alimentation territoriale (loi EGalim)  -Accompagner le développement des circuits courts  -Augmenter la part de produits locaux dans la restauration collective |
| 2.Accompagner les changements de pratiques agricoles vers des pratiques plus écologiques et plus durables | -Encourager l’installation ou la reconversion en agriculture biologique, paysanne, plus respectueuse de l’environnement  -Accompagner financièrement les agriculteurs dans la modification de leur système de production et de leurs pratiques (agroécologie) |
| 3. Renforcer la prise en compte des risques sanitaires, notamment liés au changement climatique | -Mettre en place d’autres mesures de protection de l’environnement qui préserveront tant le sol que la ressource en eau |
| 4.Mettre en place le Projet Alimentaire Territorial. | * Financer l’animation/communication/coordination de ce projet * Former les producteurs locaux et les coopératives ainsi que les gestionnaires de la restauration collective aux marchés publics * Etablir un diagnostic global des capacités de production du territoire pour l’alimentation locale, y compris une prospective économique prenant en compte les possibilités de réorientation des subventions, pour accompagner de nouvelles filières ; * Accompagner les producteurs du territoire afin d’augmenter l’offre de produits locaux disponibles sur le marché en quantité et qualité ; * Mettre en place d’une plateforme internet de mise en relation de l’offre et de la demande en produits locaux visant à mettre en lien les producteurs et les acteurs de la restauration collective, de type Agrilocal ; * Etablir un diagnostic ciblé sur la restauration collective : étude des conditions et des possibilités d’approvisionnement de la restauration collective en produits locaux ; * Valoriser les initiatives d’alimentation responsables et durables   Soutenir les circuits d’approvisionnement courts |

**AXE 3 : Une agriculture plus performante et plus compétente**

**Renouvellement, renforcement des compétences et professionnalisation des générations : pilier essentiel pour la survie de l’agriculture martiniquaise**

Le renouvellement des exploitants agricoles, dans un contexte de fort vieillissement de la population et de déclin démographique, exige une forte vitalité de l'enseignement agricole, et une intensification

de la politique d'encouragement à installation et à la transmission.

L’offre de formation est quantitativement dense (LEGTA, CFAA, réseau des fermes de références…) pour les exploitants et les salariés agricoles. Le dispositif de formation, d’appui technique renforcé permet l’augmentation de niveau de qualification des exploitations agricoles.

Mais on constate que le niveau de formation initiale des chefs d’exploitation ou co-exploitants reste globalement faible : en 2014, 9% ont fait des études de niveau supérieur ; 53% d’entre eux n’ont aucun diplôme. Seulement 17,22% des exploitants ont une formation élémentaire et complète en agriculture et ce malgré l’existence d’un réseau d’enseignement agricole public et privé.

Pour autant, on observe un taux de recours à la formation continue très faible (pour les petits exploitants mais aussi les encadrants) malgré la présence d’un dispositif de formation, d’appui technique renforcé permettant l’augmentation de niveau de qualification des exploitants agricoles. Il en va de même pour la formation par alternance.

Les femmes constituent un public fragilisé : elles représentent seulement 11,7% de la population active dans l’agriculture en 2014. 41% des femmes chefs d’exploitation ou co-exploitantes travaillent à moins de ¾ de temps complet, 45% n’ont aucun diplôme, et les trois quart n’ont suivi aucune formation agricole.

**Les principaux défis et enjeux de l’Axe 3 :**

* **Attirer les jeunes agriculteurs et faciliter le développement des entreprises dans les zones rurales**

1. Faciliter l’accès des JA au foncier
2. Aider à la professionnalisation des jeunes agriculteurs
3. Faciliter le démarrage d’un jeune agriculteur
4. Inciter les jeunes à suivre les parcours de formation existants
5. Accompagner la professionnalisation des femmes
6. Renforcer l’image de l’agriculture et de l’agriculteur par une meilleure coordination entre les différentes instances qui interviennent
7. Créer des parcours complets de formation dans l’agroenvironnement

|  |
| --- |
| * 1. **Attirer les jeunes agriculteurs et faciliter le développement des entreprises dans les zones rurales** |

1. **Grille AFOM**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | ***Positif*** | ***Négatif*** |
| ***Interne*** | **Atouts**  **Formation**   1. Les agriculteurs français ont un bon niveau de formation, comparativement aux autres pays européens. 2. L’offre de formation est quantitativement dense (LEGTA, CFAA…) pour les exploitants et des salariés agricoles 3. Travail conjoint entre les professionnels et les centres de formation (atelier pédagogique, apprentissage)   **Profil des exploitants**   1. L’âge moyen des agriculteurs reste inférieur à celui de la plupart des autres Etats membres 2. La population salariée agricole, plus jeune que les exploitants, est un vivier de ressources humaines sur lequel capitaliser. 3. De plus en plus d'agriculteurs (dont des jeunes) s'installent hors cadre familial, après d’autres expériences professionnelles, avec des compétences diversifiées. 4. Les installations non aidées par la PAC progressent, y compris après 40 ans. 5. Les installations sous forme sociétaire ou dans un cadre coopératif (SCIC, CAE, SCOP) facilitent l’accès au métier (notamment hors cadre familial)   **Foncier**   1. Une partie importante du foncier détenue par une minorité de propriétés familiales exploitées sous forme sociétaire est relativement facilement transmissible et valorisable par la production agricole 2. Accessibilité des fonds sur l’ensemble du territoire | **Faiblesses**  **Installations et renouvellement**   1. D’importantes disparités régionales en matière de taux de renouvellement sont constatées. 2. Les filières bovins lait et grandes cultures enregistrent les baisses (relatives et absolues) les plus marquées. 3. Seules un quart des installations sont réalisées par des femmes. L'installation des femmes stagne depuis 10 ans (27 %) 4. Le vieillissement de la population s’accélère (sortie de 45% des agriculteurs dans les 10 prochaines années (hors impact nouvelles installations et départs avant l’âge de la retraite). 5. Un exploitant sur trois n'est pas remplacé et cette tendance s'accentue. 6. S'installer nécessite de plus en plus de capitaux (agrandissement des structures, prix du foncier, accès au crédit, etc.), et l’accès à la terre limite fortement les installations, notamment hors cadre familial. 7. Le secteur manque d'attractivité pour les nouvelles générations en raison des risques qu'il comporte, de ses faibles revenus, des conditions de travail, des risques psycho-sociaux, du manque de services et d’emplois pour les conjoints en zones rurales. 8. Les installations aidées ne sont pas les plus intensives en emploi. 9. Difficultés d’installation-transmission – Vieillissement de la population agricole. 10. Généralisation de la contraction de la SAU : réduction de 36% au cours des trois dernières décennies 11. Déclin démographique amorcé et vieillissement rapide de la population 12. De nombreux cas d’échecs des installations de JA 13. Les exploitations suffisamment viables transmissibles sont peu nombreuses car la plupart sont de très petite taille, les potentiels cédants les exploitent le plus tard possible pour assurer leur subsistance 14. Contraction constante de la SAU : réduction de 36% au cours des trois dernières décennies en raison d’une urbanisation insuffisamment maitrisée 15. De nombreuses situations d’indivision limitent les transmissions d’exploitations 16. Problématique chlordécone à prendre en compte dans les projets d’installation 17. De nombreuses situations d’indivision limitent les transmissions 18. La plupart des installations se réalisent dans le cadre le plus difficile de la création d’exploitations qui génère un grand nombre d’échecs   **Formation**   1. Les compétences aujourd'hui détenues par les agriculteurs (par l'enseignement, la formation, l'environnement professionnel) sont inférieures à celles requises (ex. organisation du travail, logique entrepreneuriale, adaptation face au changement climatique et transition agroécologique) et pas suffisamment actualisées au cours de la carrière d’un agriculteur. 2. Difficulté d’accès aux formation et aux financements pour les plus de 30 ans. 3. Un faible niveau de qualification : en 2014, 9% ont fait des études de niveau supérieur ; 53% d’entre eux n’ont aucun diplôme. 4. Rôle de la formation et de l’enseignement sur l’image 5. Insuffisance d’intégration par les agriculteurs de leur mission d’accompagnement des apprentis 6. Services de conseil technique et économique des candidats à l’installation et des nouveaux installés trop souvent limité à la conception des projets 7. Manque de coordination et d’animation du dispositif d’accompagnement à l’installation. 8. Pas de dispositif d’accompagnement à la transmission agricole   **Foncier**   1. Pression foncière due à une urbanisation non maitrisée 2. Problématique d’accès au foncier (quantité, qualité, coût, enclavement…) 3. Les instruments financiers (ex. fonds de garantie) et le portage du foncier par des tiers (ex. collectivités) à l'appui des installations ne sont pas suffisamment mobilisés 4. Le foncier disponible pour l’installation est souvent difficilement accessible (quantité, qualité, coût, enclavement…) |
| ***Externe*** | **Opportunités**  **DJA**   1. La DJA semble améliorer la structuration des projets et leur pérennisation. 2. Le paiement aux jeunes agriculteurs du premier pilier complète la DJA en soutenant des projets plus diversifiés. 3. Le programme d’accompagnement à l’installation-transmission, en amont des aides à l’installation, répond à une demande. 4. Les instruments financiers (ex. fonds de garantie) et le portage du foncier par des tiers (ex. collectivités) à l'appui des installations se développent avec, notamment, un nouvel écosystème hors État (collectivités, fondations, privés) qui se développe pour accompagner et financer l’installation. Un fonds de garantie Agriculture, pêche et sylviculture a été recommandé sur le PO 2014-2020. Les conclusions de l’évaluation étant d’actualité (avec un phénomène d’intensification), cet outil pourrait offrir un accès facilité des entreprises agricoles à des financements bancaires.   **Autres Facteurs externe**   1. La loi issue des Etats Généraux de l’Alimentation et la dynamique des projets alimentaires territoriaux vont augmenter la demande pour la production alimentaire locale et/ou biologique, ce qui peut créer des débouchés et faciliter le développement de projets d'installation. 2. La politique des structures garde pour objectif prioritaire de favoriser l'installation. 3. Le taux de chômage élevé en France renforce l’attractivité du secteur agricole pour une population sans emploi prête à quitter les villes 4. Les attentes sociétales renforcent la demande pour le développement de certaines filières de qualité et/ou locales. 5. L’évolution des normes phytosanitaires requière une évolution des pratiques culturales de la production cannière et le recourir aux nouvelles technologies (géolocalisation, robotique, drone, analyse spectrales…) et donc à de nouvelles compétences 6. Nombreuses opportunités d’emploi dans l’agriculture   **Renouvellement**   1. Le renouvellement de la population des exploitants agricoles comme opportunité de moderniser et d’augmenter la taille des exploitations (sous réserve que les conditions de transmission soient organisées) 2. Problématique transmission différente de l’hexagone : le renouvellement important de la population des exploitants agricoles offre des perspectives d’installation et de développement des exploitations 3. Bonne perception du métier d’agriculteur par l’agriculteur lui-même   **Foncier**   1. Le prix du foncier demeure relativement contenu par rapport aux autres États membres. 2. Réserve foncière détenue par la CTM permettant l’installation d’exploitants 3. Fort potentiel de reconquête des terres en friches et non polluées | **Menaces**  **DJA**   1. En France, La DJA ne porte que sur un tiers des installations, principalement en raison des contraintes administratives et du critère d’âge.   **Formation**   1. Les formations agricoles sont de moins en moins attractives et ciblées pour l’agriculteur qui s’installe (diversification des formations notamment les services à la personne).   **Renouvellement**   1. La valeur des droits à paiement se capitalise dans la valeur des terres ou le capital agricole, ce qui accroît le coût de reprise des exploitations, freine les départs et les installations. 2. Certaines opérations échappent au contrôle des structures et aux SAFER via des montages sociétaires, ce qui peut favoriser la concentration des exploitations au détriment de l'installation. 3. Faible retraite des agriculteurs qui freine la transmission 4. Disparition des exploitations et risque lié à transmission des grandes exploitations   **Foncier**   1. Il existe une tendance à l'accélération dans l'augmentation du prix du foncier.   **Formation**   1. Désaffection des étudiants pour les études agricoles 2. Non-pérennité de certaines filières de formation, exemple du BTS Gemeau (technicien supérieur en gestion et- maîtrise de l’eau) 3. 9.Absence de cicle supérieure en Martinique 4. Mauvaise image et manque d’attractivité des métiers agricoles à la Martinique. |

1. **Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Enjeux** | **Pistes d’actions** |
| 1.Faciliter la transmission d’exploitations agricoles viables | - Faciliter le départ à la retraite des agriculteurs  - Assurer un revenu décent pour les agriculteurs cédants  - Freiner la diminution et la disparition des exploitations agricoles  - Assurer la transmission des exploitations et des savoir-faire existants  - Disposer d’une base de données des exploitations transmissibles  - Disposer d’outils financiers permettant la reprise des actifs de l’exploitation. |
| 2.Aider à la professionnalisation des jeunes agriculteurs  3.Créer des parcours complets de formation dans l’agroenvironnement | -Favoriser la professionnalisation des JA par une immersion ou tutorat dans l’exploitation d’un sénior en vue de rendre les exploitations viables et durables  -Mieux accompagner (financement et encadrement) les agriculteurs qui reçoivent les apprentis  -Mieux former et informer les professionnels en charge de l’orientation des jeunes (CIO, Mission locale) sur les métiers de l’agriculture  -Adapter les formations aux nouveaux enjeux (agroécologie, normes phyto, pratiques culturales, nouvelles technologies…)  -Soutenir la professionnalisation des exploitations en agrotourisme. |
| 4.Permettre l’installation de nouveaux agriculteurs dans des conditions viables et préserver le foncier agricole | -Promouvoir la pluriactivité lors de l’installation  -Favoriser l’accès au foncier pour les professionnels souhaitant s’installer : à prendre en compte au regard des conventions de mise à disposition, des baux ruraux, des ventes de foncier aux jeunes agriculteurs en priorité dans le cadre des procédures de remise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées et de la procédure du contrôle du morcellement des terres agricoles.  -Améliorer l’accompagnement des porteurs de projets qui s’installent par le biais de pépinières d’entreprises, exploitations relais, etc.  -Disposer d’outils financiers de préfinancement des investissements  -Réhabiliter les terres en friche  -Préserver ou créer des zones agricoles  -Mobiliser les dispositifs existants permettant de préserver la destination agricole des terres (dispositif terres en friche, banque de terre, etc.)  -Renforcer le rôle des SAFER pour lutter contre les risques de disparition des terres agricoles  -Soutenir un programme d’aménagement des terres agricoles (désenclavement, irrigation, etc.)  - Soutenir un programme d’aménagement des terres agricoles |
| 5.Renforcer l’image de l’agriculture et de l’agriculteur par une meilleure coordination entre les différentes instances qui interviennent | -Sensibiliser les jeunes aux valeurs, services rendus et métiers .  -Intégrer la transition agroécologique dans l’orientation des formations.  -Renforcer la communication sur l’agriculture  -Valoriser les métiers agricoles et Améliorer l’image de l’emploi agricole |
| 3.Mieux former les exploitants, offre de formation et conseil, accès au métier d’agriculteur | En économie-gestion afin qu’ils soient de véritables gestionnaires chefs d’entreprise ; sur le plan sanitaire et climatique afin de permettre aux exploitants d’optimiser leur organisation par l’innovation technologique, le choix d’investissements les plus adaptés à leurs besoins et à leur situation  Améliorer l’encadrement, le conseil et le suivi des producteurs |
| Accompagner la professionnalisation des femmes |  |

**AXE 4 : Des zones rurales mieux aménagées**

***Un foncier agricole et rural à préserver***

La situation du foncier en Martinique est tendue ; une pression foncière due à une urbanisation peu maitrisée et une difficulté d’accéder au foncier importante (quantité, qualité, coût, enclavement…)

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement rural, la CTM entend développer une véritable concertation avec les institutions et les acteurs pertinents en charge de la protection de l’aménagement et de la valorisation du foncier rural (agriculteurs professionnels du secteur, chambre d’agriculture, services de l’Etat, DAAF, ONF, associations écologistes, instituts techniques et instituts de recherche…). L’action de la collectivité intervient notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées d’une part, et dans la procédure du contrôle du morcellement des terres agricoles, avec l’instance de concertation que constitue, la Commission Territoriale d’Aménagement Foncier, la Banque des Terres et la CTAF d’autre part.

Bien que le document soit ancien, les principaux enjeux du SAR / SMVM de Martinique (23/12/1998), en matière de développement rural et de préservation du foncier agricole restent toujours d’actualités :

* Protéger et mettre en valeur les terres agricoles (sanctuariser 7000Ha de terres à fort potentiel ; prendre en compte les 26 000 Ha de terres de faible productivité)
* Reconquérir les terres agricoles non exploitées (d’après une étude réalisée par l’ancien département il existe un potentiel de 8 000 Ha sur l’ensemble de la Martinique – une procédure est en cours pour les communes du Prêcheur du Morne-Rouge et de Rivière-Salée)
* Optimiser l’exploitation et la gestion des terres agricoles (optimiser les terres identifiées à fort potentiel par des infrastructures d’irrigation intégrées à l’environnement et réaliser des études pour de nouveaux modes de production agricoles moins consommateurs de terres avec des rentabilités à l’hectare plus importantes)
* Adapter les pratiques agricoles pour réduire les transferts de chlordécone dans les bassins versants (Encourager les pratiques qui dispersent la dispersion de la chlordécone et Communiquer sur les pratiques de dispersion)

**Une attractivité à améliorer**

A la campagne martiniquaise, il y a un déficit en termes de services de proximité : transport en commun, accès aux soins, loisirs, services d’alimentation, la topographie très vallonnée accentuant ces problématiques en termes d’accessibilité.

Cette situation d’éloignement et d’isolement vis-à-vis des services, est encore plus pénalisante pour, les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite, déjà fragilisées par leur état de santé.

Des projets sont en cours, comme le lancement du schéma de l’autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap par la CTM pour aboutir à un rééquilibrage des services (soins, culture, administration,...).

On note également un déséquilibre territorial : les communes rurales du Nord, particulièrement mal dotées en équipements et services de proximité, sont à ce titre doublement pénalisées par rapport aux autres communes rurales parce que plus éloignées des grands pôles urbains.

Les communes rurales accusent également un retard en matière d’infrastructures, notamment d'assainissement : Les habitants non raccordés utilisent un système d’assainissement autonome souvent défaillant du fait d’une mauvaise conception ou d’un entretien insuffisant, ou rejettent directement les eaux usées dans le milieu naturel sans aucun traitement. Cela engendre des impacts néfastes significatifs sur la qualité des eaux et l’ensemble de la biodiversité terrestre et marine.

Le désenclavement peut se faire donc par le soutien au développement de la voierie, par le développement des infrastructures et de l’accès aux services, mais également via la connectivité numérique et au raccordement au THD pour les zones blanches.

Le raccordement au Très Haut Débit constitue un enjeu majeur des prochaines années mais il soulève des difficultés liées à des coûts prohibitifs pour les particuliers et les entreprises, ce qui incite les opérateurs privés à se concentrer sur les zones denses les plus rentables. Se dessine ainsi le risque d’une nouvelle fracture numérique. Néanmoins, la Martinique compte 35 écoles numériques, nombre conséquent pour un petit territoire.

**Des activités touristiques et sportives en plein essor**

En crise depuis les années 2000, le secteur touristique est confronté à une concurrence accrue des pays voisins, un déficit d’image auprès de la clientèle comme des investisseurs, l’obsolescence du parc hôtelier.

La spécialisation de la Martinique autour du tourisme balnéaire adopté dans les années 1980 a conduit à une forte concentration des flux touristiques : le sud caraïbe accueille 70% des établissements touristiques. L’offre touristique du nord souffre parallèlement d’un manque de visibilité alors qu’â côté du tourisme balnéaire, un certain nombre de filières émergent (tourisme d’affaires, tourisme gastronomique, cinéma/culture, tourisme sportif…) mais restent encore insuffisamment organisées pour se positionner durablement sur les marchés extérieurs

Il faut dire néanmoins que le tourisme et le sport en milieu rural se développe considérablement. Les compétitions sportives du Tour des Yoles ou de Martinique Surf Pro dans la commune rurale de Basse-Pointe connaissent un succès indéniable. Le nombre de randonnées et de courses (motorisées ou à pied) en campagne a fortement augmenté ces trois dernières décennies. L’agritourisme est de plus en plus apprécié, avec notamment la découverte de fermes traditionnelles, de circuits « végétaux » et gastronomiques. Certaines distilleries et rhumeries ont investi dans le domaine touristique et culturel : galerie de la Fondation Clément au François, ateliers artistiques et littéraires à l’Habitation Saint-Etienne au Gros Morne. Les jardins de Balata, du Domaine d’Emeraude ou des Floralies qui montrent la biodiversité de l’île, attirent de nombreux visiteurs. Les communes remportant le plus de prix au concours de villes et villages fleuris sont encore très rurales (Fonds-Saint-Denis, Ajoupa-Bouillon, Sainte-Marie).

Des sites internet comme Caraïbe-Agricole permettent de favoriser une agriculture 2.0.

**Les principaux défis et enjeux de l’Axe 4 :**

* **Promouvoir l’emploi, la croissance, l’inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable**

1. Favoriser l’amélioration des facteurs limitants l’attractivité en zones rurales
2. Améliorer l’offre touristique en aménageant les voiries dans les zones rurales
3. Favoriser la connectivité (Réseau électrique, eau, TIC…)
4. Lutter contre la pollution diffuse.
5. Garantir le maintien du foncier agricole
6. Assurer le désenclavement individuel et collectif
7. Favoriser l’accès aux services de santé (en lien avec l’axe 5 du FEDER-FSE)

|  |
| --- |
| * 1. **Promouvoir l’emploi, la croissance, l’inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable** |

1. **Grille AFOM**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | ***Positif*** | ***Négatif*** |
| ***Interne*** | **Atouts**  **Economie**   1. En France, Le taux d'emploi en zones rurales est supérieur à la moyenne nationale et à celle des zones rurales européennes. Le taux d'emploi des jeunes ruraux est supérieur à celui des urbains. 2. En France, Le taux de pauvreté en milieu rural est inférieur à la moyenne nationale. 3. De plus en plus de ménages agricoles sont pluriactifs, ce qui renforce leurs revenus. 4. La bioéconomie se développe, soutenue par une stratégie nationale dédiée et la PAC (aides couplées, soutien à la méthanisation, etc.). 5. Le réseau dense de l’enseignement relevant du MAA facilite l'accès à la formation (initiale et continue, généraliste et spécialisée) dans les territoires ruraux et péri-urbains. 6. Le tissu industriel des IAA en zones rurales est résilient. 7. Certaines zones bénéficient d’aménités rurales, environnementales et paysagères qui contribuent à leur dynamisme économique. 8. La vitalité économique des zones rurales est favorisée par certaines politiques publiques (ex. FEADER, contrats de ruralité, politiques d’accueil en zones rurales etc.). 9. Le potentiel de mobilisation supplémentaire durable de bois est important. 10. L’industrie agro-alimentaire est le premier secteur de l’industrie martiniquaise hors produits pétroliers 11. Des actions innovantes et ascendantes sont mises en œuvre dans le cadre de LEADER, avec une forte implication des acteurs locaux. 12. Le développement d’une économie sociale et solidaire et résidentielle contribue à la résilience des territoires (ex. territoires zéro chômeur). 13. Les Projets Alimentaires Territoriaux ont une influence transversale sur la croissance, l’emploi et l’inclusion sociale 14. L'agriculture est un secteur historiquement important, dans l’économie des RUP 15. Une filière banane organisée en Martinique, pourvoyeuse d’emplois salariés (4465 emplois directs et 422 planteurs) et représentant 67% de la valeur agricole en 2010 16. Une filière canne pourvoyeuse d'emplois (278 planteurs et 3900 emplois directs ou indirects) 17. L’industrie agroalimentaire est le deuxième secteur de l’industrie martiniquaise, 18. L'agriculture est un secteur majeur de de l’économie de la Martinique notamment dans les territoires menacés par la déprise démographique : L’essentiel de l’activité agricole est situé sur la façade Atlantique. Au nord, les exploitations y sont plus concentrées et emploient une main d’œuvre plus nombreuse. Au centre, ce situe des grandes cultures (banane et/ou canne) tournées vers les échanges extérieurs et pourvoyeuses d’emplois salariés   **Attractivité**   1. Le spiritourisme, avec une implantation des distilleries et des sites sur l’ensemble du territoire qui favorise une irrigation de l’arrière-pays par les flux de visiteurs + création d’emplois. 2. L’agriculture martiniquaise véritable attrait touristique par le paysage qu’elle entretient. 3. L’agriculture véritable attrait touristique par les valeurs culturelles qu’elle transmet. 4. Développement de l’agritourisme favorisant l’appréciation du métier d’agriculteur 5. L’agrotourisme contribue de façon importante au développement de l’emploi en milieu rural notamment par le développement de l’accueil des touristes en distilleries (spiritourisme)   **Accessibilité, aménagement et services**   1. Couverture du territoire par des services de proximité de lutte contre l'exclusion et d'insertion sociale qui permet le développement des activités de services, notamment aide à la personne, des TIC et du tourisme | **Faiblesses**  **Economie**   1. Depuis 2008, en France, la croissance du PIB est plus faible dans les zones rurales que dans les zones urbaines. 2. En France, Dans les zones rurales, la production agricole et forestière contribue à moins de 5 % de cette richesse. 3. En France, Le revenu médian des habitants des communes rurales est inférieur à celui des communes proches des agglomérations. 4. L'érosion des emplois agricoles se poursuit (-1 %/an depuis 2010 en UTA en France). 5. La mutation de l'emploi dans le secteur agricole (développement du salariat) va se poursuivre à l'instar du secteur secondaire – et questionner la capacité du secteur à employer de la main-d’œuvre peu qualifiée. 6. En zones rurales, les femmes ont un taux d'emploi inférieur à la moyenne nationale. 7. Certaines collectivités et acteurs ont encore des difficultés à se doter d’une ingénierie suffisante pour mobiliser les fonds européens (dossiers et gestion lourds pour des petites structures). 8. Les territoires ruraux font face à la prédominance d'emplois peu qualifiés et à des difficultés pour attirer les cadres, et certains font face à des difficultés de main-d’œuvre. 9. Les métiers agricoles souffrent d’un déficit d’attractivité en raison notamment de leur pénibilité (en dépit d’une certaine dynamique de retour à la nature). 10. La filière forêt-bois fait face à une conjonction de difficultés (déficit de reboisement, morcellement de la propriété forestière privée, déficit commercial, déséquilibre entre les filières bois-matériaux et bois-énergie, disparition des emplois, etc.) 11. Ingénierie financière : Système de soutien financier aux entreprises innovantes peu développé et peu adapté : banques réticentes à apporter leur soutien, aides publiques souvent inaccessibles aux petits porteurs, fonds de garantie conditionnés à un soutien bancaire préalable et pratiquant des taux rédhibitoires, capital-risque quasi-inexistant 12. Des femmes encore sous-représentées dans le secteur agricole (11,7% des actifs agricoles) 13. Trop faible exploitation de la forêt : seul 10% des forêts publiques sont aménagés pour la production de bois alors que la forêt privée, qui présente les 2/3 du gisement forestier, n’est exploitée qu’à la marge 14. Déprise démographique (Nord) 15. Faiblesse des revenus des ménages 16. Chômage important qui atteint particulièrement les plus fragiles : personnes faiblement diplômées, handicapées, jeunes, femmes 17. Une émergence d’actions portées par Leader freinée par la complexité de la procédure de mise en œuvre, le manque d’expérience et de compétences règlementaires, ainsi qu’une définition incertaine des champs d’intervention entre les différents acteurs du processus et des stratégies locales 18. Forte concentration géographique de l’emploi dans l’agglomération de Fort-de-France 19. Soutiens financiers difficilement accessibles aux entreprises innovantes qui ne parviennent à mobiliser les services bancaires et les dispositifs d’aides publiques qui leurs sont dédiés soit par la complexité des outils proposés soit par manque d’accompagnement pour formaliser leurs projets 20. Disparité des revenus des ménages avec une proportion importante de faibles revenus en milieu rural   **Accessibilité, aménagement et services**   1. Certaines zones rurales connaissent des difficultés d'accès à certains services de base (santé en particulier), à un manque d’infrastructures (numérique) et à des problèmes de mobilité et d’offres de formation professionnelle non agricole, ce qui limite leur attractivité. 2. Absence de service de remplacement des agriculteurs 3. Organisation des transports qui présente parfois aussi un frein à l'obtention d'un emploi 4. Concentration des établissements de santé dans les zones urbaines 5. Retard en infrastructures et services de base à la population : 60% de la population rurale n’est pas raccordable à un réseau d’assainissement collectif existant ; 95% des systèmes autonomes ne sont pas aux normes 6. Coûts de connectivité 3G/4G encore élevés   **Attractivité**   1. Insuffisance de formation et d’information, spécialement en matière d’accueil touristique, ce traduisant par un manque de lisibilité sur l'offre existante en matière d’activités de nature et de découverte et des formes d’hébergement alternatif |
| ***Externe*** | **Opportunités**  **Economie**   1. Le numérique, couplé aux nouvelles organisations des activités et aux faibles prix de l'immobilier est un levier clé pour accélérer le développement économique et renforcer l’attractivité du milieu rural. 2. La transition énergétique induit une redistribution de l’organisation de la production et de nouvelles sources de revenus. Elle peut mettre les territoires ruraux en position de contributeurs nets sur cet enjeu stratégique. 3. La récente vague de décentralisation aura permis de renforcer la capacité (ingénierie) des acteurs locaux à mettre en œuvre leurs projets, et la création de l’Agence Nationale de la Cohésion des territoires (ANCT) devrait permettre d’améliorer la cohérence et la robustesse des projets portés dans le cadre de contractualisations territoriales rénovées. 4. Des politiques publiques européennes, nationales et régionales accompagnent le développement local. 5. Fortes possibilités d'améliorations du potentiel d'exploitation de la forêt privée 6. Territorialisation des orientations du développement rural et accroissement de l’effet levier des actions engagées à travers la mise en œuvre du dispositif Leader 7. Accentuation des départs en retraite (baby-boomers) qui peut permettre de libérer des postes et des emplois   **Attractivité**   1. Il existe une demande citoyenne en faveur d’une re-territorialisation et d’une montée en gamme de l’alimentation (circuits courts, etc.) et d’une préservation des écosystèmes agricoles et ruraux, notamment à vocation touristique, culturelle et paysagère. 2. Le développement de l'agro-tourisme et du tourisme rural « vert » se confirme. La fourniture de paysages et de services récréatifs par les secteurs agricole et forestier est une opportunité importante. 3. La commande publique et la sensibilisation du grand public pourraient favoriser l'usage de produits biosourcés. 4. Les zones de revitalisation rurale (ZRR) aident le développement des territoires ruraux au travers des mesures fiscales et sociales. 5. Au sud de la Martinique, les exploitations de polyculture ou polyculture élevage sont davantage tournées vers les marchés locaux et constituent une opportunité de développement de l’agriculture périurbain   **Accessibilité, aménagement et services**   1. Renforcement des services et de l’économie sociale et solidaire, vecteurs de création d’emplois et d’activités en milieu rural 2. Volonté de déployer la 5G sur l’ensemble du territoire | **Menaces**  **Economie**   1. La tendance affirmée à la métropolisation concentre les revenus et les emplois. 2. Une certaine dispersion des financements publics dilue l’effet de levier. 3. Une concentration des financements publics sur des thématiques agricoles et forestières peut se faire au détriment d’une approche territoriale intégrée. 4. Il existe un manque de cohérence entre les politiques agricoles et forestières et les documents de planification des collectivités (ex. SRADET). 5. Le changement climatique risque de dégrader la ressource forestière et son renouvellement alors qu’il fait également peser des risques sur certains territoires ruraux, notamment en matière de raréfaction de la ressource en eau, ressource indispensable aux populations et aux activités économiques des territoires. 6. Forte concurrence sur les marchés de l’UE (coûts, prix et marketing) 7. L’accroissement de la concurrence des meubles importés liée à la moindre attractivité des essences forestières locales se traduit par une baisse quantitative des demandes de mahogany et un accroissement des exigences qualitatives 8. Démotivation ou fragilisation de certains bénéficiaires potentiels de Leader due à la lourdeur de la procédure 9. Risque de non-cohérence des projets locaux avec les stratégies territoriales lorsqu’ils sont financés hors Leader.   **Attractivité**   1. Disparition ou dégradation d'éléments de patrimoine et de savoir-faire et tradition associés 2. Inactivité et risque d’exclusion accru des jeunes 3. Départ des jeunes hors du département   **Accessibilité, aménagement et services**   1. Coûts de la connectivité Très Haut Débit et conditions de répercussion des prix sur les consommateurs 2. Difficultés d’intégration aux opérations de développement des territoires de nombreux jeunes inactifs qui sont propices à aggraver leur exclusion sociale et économique 3. Départs de nombreux des jeunes porteurs potentiels de projets de développement |

1. **Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Enjeux** | **Pistes d’actions** |
| 1.Garantir le foncier agricole |  |
| 2.Améliorer la connectivité : TIC, électricité, eau |  |
| 3.Favoriser l’amélioration des facteurs limitant l’attractivité touristique en zones rurales | -Améliorer l’offre touristique en aménageant les voiries dans les zones rurales  -Développer l’agritourisme (gites, tables d’hotes…)  -Favoriser la connectivité (Réseau électrique, eau, TIC…)  -Lutter contre la pollution diffuse.  -Préserver l’intégrité physique du patrimoine environnemental  -Structurer le tourisme durable autour de filières d’excellence  -Améliorer l’attractivité territoriale en matière de tourisme (appui sur le patrimoine et savoirs-faires locaux qui se dégradent)  -Accompagner l’émergence de talents et de compétences dans le tourisme durable |
| 4.Soutenir et développer l’économie locale des zones rurales | -Soutien à la création et au développement d’emplois et d’activités en zone rurale / redynamisation des centres-bourgs ruraux  -Poursuite de l’équipement en services de base à la population / Rattraper le retard en infrastructures et services de base (AEP, infrastructures de santé, transports, ANC...)  -Faciliter l'accès au soutien financier pour les entreprises innovantes  -Améliorer l'exploitation de la forêt privée (et publiques ?)  -Améliorer l'employabilité globale  -Soutenir les projets d’ESS |
| 5.Assurer le désenclavement collectif et individuel |  |
| 6. Améliorer l’accessibilité et l’aménagement des zones rurales | -Assurer le désenclavement individuel et collectif  -Favoriser l’accès aux services de santé |

|  |
| --- |
|  |

|  |
| --- |
| PARTIE 3 : Diagnostic prospectif territorial de la Martinique sur les thématiques susceptibles d’être soutenues via le FEAMP pour la période 2021-2027 |

**PREAMBULE**

Conformément à l’article 2.18 du règlement (UE) n°1303/2013, la Collectivité Territoriale de Martinique a fait le choix pour la future programmation des fonds européens d’assurer la gestion territorialisée d’une partie du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP).

Le diagnostic ci-après est extrait du projet Plan d’Action de la Martinique qui sera cofinancé par le FEAMP. Destiné à poser les arguments de la stratégie du FEAMP en Martinique et devant alimenter la rédaction du PO national FEAMP, ce diagnostic présente la situation (chiffres clefs et grille AFOM) ainsi que les enjeux et besoins pour les secteurs de la pêche, de l’aquaculture, de l’économie bleue et des milieux marin et littoral. D’autres éléments sur les AFOM et les enjeux de l’économie bleue figurent dans d’autres parties du diagnostic territorial (sur l’énergie, la recherche et l’innovation, la biodiversité, etc.).

Le tableau ci-dessous indique comment l’analyse pour la définition de la « *stratégie pour l’exploitation durable des ressources halieutiques et le développement de l’économie bleue durable de Martinique* » cofinancée par le FEAMP s’inscrit dans la stratégie territoriale de la Martinique plus globalement.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Thèmes d’action du FEAMP 🡪**  **Axes stratégiques du projet de territoire « une Martinique plus…** | Pêche et préservation de la ressource halieutique | Aquaculture, transformation et commercialisation de la pêche et de l’aquaculture | Economie bleue (développement local et production de connaissances sur le milieux marin) | Gouvernance des océans et coopération des garde pêche… |
| … intelligente au service d’un nouveau modèle de développement | R&D et Innovation | R&D et Innovation | R&D et Innovation |  |
| … productive pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et économique du territoire | **Préservation des ressources marines, lutte contre le changement climatique, efficacité énergétique etc.[[89]](#footnote-90).** | | | |
| …connectée | Digitalisation des activités | Digitalisation des activités |  |  |
| inclusive, proche de ses citoyens dans le cadre d’un aménagement durable | Sécurisation des revenus |  | **Développement local porté par les acteurs locaux** (1) |  |

Cette partie du diagnostic s’appuie sur la réalisation de plusieurs entretiens avec les services de la CTM et de la Direction de la Mer, leurs contributions écrites et l’analyse des documents ci-dessous :

* CMUBA-Préfectures de Guadeloupe et Martinique, Cerema ; Document Stratégique des Bassin Maritime des Antilles, mai 2019 et fiches thématiques de juin 2019
* France Agrimer Etude sur les perspectives économiques des filières pêche et aquaculture dans les territoires d’Outre-Mer, mai 2019,
* Fiches atelier croissance bleue Pêche de la CTM : aquaculture - EnR marines - biodiversité. Sargasses et eau de la CTM ;
* Documents pour les Assises de la Pêche ;
* CTM, PTOEPP, avril 2018
* Tableau de synthèse du « plan d’action pour une économie circulaire des outils, équipements et engins de pêche et aquacoles », document de travail extrait de l’étude déchets
* L’économie bleue en Martinique- Note IEDOM 2017
* Données du SIH 2016.

**INTRODUCTION**

Les différentes filières de l’économie bleue martiniquaise, d’importance et de maturation inégale, présentent toutes un potentiel de développement :

La pêche, devrait connaître un net regain, suite à la modification des lignes directrices du règlement de la Commission Européenne n° 2792/1999 qui permet désormais l’aide à l’acquisition de navires neufs (7-12m) ;

* L’aquaculture bénéficiera d’un plan de relance avec une innovation de taille : la mise en place d’un pôle aquacole composé d’un centre technique aquacole et d’une pépinière pour accompagner les aquaculteurs, en production comme en transformation ;
* L’environnement marin qui place la Martinique au cœur de l’un des hotspots mondiaux de biodiversité, bénéficie du contexte favorable de la mondialisation de la protection des écosystèmes. Par ailleurs, les activités liées à la valorisation de l’environnement sont en ébullition et présentent des perspectives intéressantes dynamisées par des programmes de recherche et de développement expérimental portés par les acteurs publics et privés.
* les activités de transport sont aujourd’hui dynamisées, car au carrefour d’un hub de transbordement des terminaux de croisière, d’un pôle de réparation navale et d’un centre d’approvisionnement énergétique de toute la zone Antilles Guyane ;
* les activités liées au tourisme bleu sont en plein essor, avec notamment :
  + le secteur de la croisière qui connaît une croissance soutenue de plus de + 30,5% par an entre 2013 et 2018 (à confirmer au sortir de la crise COVID 19) ;
  + le nautisme et la plaisance représentent une vraie opportunité, avec 13 800 navires immatriculés, 15 000 bateaux de plaisance en escale par an, 42 000 touristes plaisanciers par an et le développement des loisirs nautiques, aquatiques et subaquatiques.
* La conjugaison des activités portuaires, du nautisme et de la plaisance constitue une niche pour les activités de logistique de construction/réparation navale. Ces activités bénéficient d’une bonne notoriété dans la Caraïbe et sont en pleine expansion.

L’espace maritime propose donc des opportunités indéniables en matière de valorisation des espaces et des espèces marines, source d’activités et d’emplois.

Mais le positionnement de la Martinique au cœur d’un des hots spots mondiaux de biodiversité lui confère une responsabilité en termes de préservation de la biodiversité marine.

Tout l’enjeu, pour les institutions publiques et privées martiniquaises est de mettre en place une stratégie qui permette de respecter un juste équilibre entre ces deux démarches.

**Il s’agit donc dans le cadre du FEAMP, de développer des outils pour assurer le développement durable des activités de pêche et d’aquaculture, tout en veillant à leur bonne articulation et à un bon équilibre avec l’ensemble des filières de l’économie bleue.**

* **Accompagner la modernisation de la filière pêche**
  + - **1.1 Une filière qui a du potentiel, mais encore faiblement compétitive**

**1.1.1 Une pêche artisanale**

La pêche martiniquaise est une pêche artisanale, multi spécifique (plus de 180 espèces débarquées), et principalement côtière. Mais plusieurs techniques sont pratiquées sur l’île :

* la pêche à la senne qui se pratique depuis la plage
* la pêche le long des côtes côtière dite traditionnelle sur le plateau insulaire, (nasses et ligne de pêche..)
* la petite pêche côtière (vers le large ou la pêche à Miquelon) au DCP (Dispositif de concentration de poissons)[[90]](#footnote-91). (Marée inférieure à 24h)
* La pêche côtière ou semi-hauturière sur des navires pontés de 10-12m pour des marées de + d’1jr à 4jrs
* La pêche sur le plateau continental de la Guyane ou pêche au vivaneau pour des marées de 3 à 4 semaines

Une grande majorité des navires intègre des navires non-pontés (yole), avec quelques navires pontés[[91]](#footnote-92). Près de 70% des navires pratiquent entre 2 et 6 techniques différentes.

La flotte martiniquaise est composée de 554 navires armés dont 539 sont armés à la petite pêche (yole-marée inférieure à 24h), 7 armés à la pêche côtière (yole pontée- marée entre 1 et 4 jours), 5 armés à la pêche au large (> 12 m - marée supérieure à 4 jours) et 3 armés à la pêche au large pêchant sur le plateau guyanais (marée de 10 à 15 jours).

Les principaux engins utilisés sont les nasses et filets (côte) et la ligne de traîne (large).

L’âge moyen de la flotte est de 17 ans.

Les activités des navires de Martinique se répartissent entre l’exploitation des zones contigües (mer territoriale) autorisées (pollution par la chlordécone) et l’exploitation des zones du large (ZEE), notamment autour d’un réseau de DCP ancrés[[92]](#footnote-93) :

* Zone de pêche des yoles (1 200 km2) ;
* Zone de pêche des navires pontés fonctionnant au diésel de moins de 12 m. (7 000 km2)

soit sur 8 200 km2 sur les 47 000 km2 de la Zone Economique Exclusive (ZEE) exploitables.

* + 1. **Une production qui ne couvre pas la demande**

Le volume débarqué est d’environ 1000 T soit 15% en matière de couverture alimentaire.

Par échantillonnage, l’IFREMER estime la production de la flotte entre 432 et 1 137 tonnes par an avec une moyenne de 777 tonnes (base 2016) pour une valeur de 8,5 millions d’euros[[93]](#footnote-94). Elle s’élevait à 1420 tonnes en 2009 et à 783 tonnes en 2017, soit une baisse de 55% et une baisse du chiffre d’affaires de 6M€/an.

La production locale couvre moins de 10 % de la consommation globale de produits de la mer de la Martinique (environ 8483 tonnes). Ainsi, la Martinique est un territoire « importateur net » de produits de la mer qui viennent majoritairement de la France hexagonale (32%) de la Guyane (10%), du Venezuela, de la Guadeloupe et d’autres îles de la Caraïbe. Les produits de la pêche sont écoulés exclusivement sur le marché local et très majoritairement en circuit court. Il existe quelques ateliers de transformation de produits de la mer, la plupart de ceux-ci sont artisanaux.

**1.1.3 Des Financements non adaptés**

Avec des budgets fortement contraints, les aides publiques se sont considérablement réduites au fil des années. Par exemple, au titre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) qui intervient dans le cadre de la Politique commune de pêche (PCP), les enveloppes de subventions européennes destinées à la Martinique n’ont plus, pour la période 2014-2020, vocation à soutenir la création d’entreprises pour les jeunes pêcheurs. L’accent a été mis pour la période à venir, sur le développement des ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris. Or, l’investissement associé à l’acquisition d’une première embarcation aux normes (environ 100 000 € selon le Comité régional des Pêches Maritimes) est, dans la plupart des cas, trop lourd à supporter pour un jeune pêcheur qui ne dispose par ailleurs pas d’historique financier lui permettant d’obtenir un financement bancaire professionnel …[[94]](#footnote-95).

Les aides territoriales existent telles que :

* la prime à la première installation,
* l’aide au recrutement de matelots,
* l’aide à l’acquisition de navires d’occasions,
* l’aide au renouvellement de la flotte de navires en Martinique (en projet).

**1.1.4 Une filière encore faiblement structurée**

La filière est insuffisamment structurée.

Il n’y a pas de véritable réseau de commercialisation de la production et la majorité de la production est écoulée en vente directe. En 2015, une mission de préfiguration d’une interprofession de la pêche a bénéficié d’un financement de la collectivité territoriale. Elle s’est cependant heurtée aux habitudes culturelles de la vente directe.

Des mesures de gestion existent mais sont encore insuffisantes au regard de l’état de la ressource côtière, malgré l’existence de plusieurs organisations régionales de pêche comme la COPACO ou le CRFM (*Caribbean Regional Fisheries Mechanism*)[[95]](#footnote-96).

**1.2 Une connaissance de la ressource à approfondir**

Les poissons pélagiques (l’albacore ou thon jaune, la dorade coryphène, les thonidés, le makaire bleu) représentent 37% du tonnage, majoritairement sur DCP. Les divers poissons marins comptent pour presque 18% des prises : il est en effet difficile de les différencier, puisqu’il est estimé que plus de 180 espèces différentes sont pêchées en Martinique[[96]](#footnote-97) .

Selon les données de l’IFREMER, près de la moitié des apports provient des activités à la ligne ou à la palangre au large (DCP, pêche à Miquelon) et 40% des activités au casier.

L’état des stocks côtiers exploités en Martinique est largement méconnu. La perception partagée par l’ensemble des acteurs est celle d’une surexploitation des espèces de la zone côtière (poissons, crustacés, mollusques et oursins)[[97]](#footnote-98). Toutefois, la rareté du poisson n’est pas uniquement liée à la diminution des stocks mais à un changement d’habitat en raison de la pollution terrestre, de réchauffement climatique et de la prédation (poisson lion, pêche récréative…)

Par ailleurs, 1/3 du périmètre de l’île est interdit à la pêche à cause de la pollution.

**1.3 Une population vieillie et peu formée**

La Martinique compte 650 marins pêcheurs.

L’âge moyen de la population des marins est élevé (52 ans) avec seulement 17% des marins âgés de 40 ans et moins[[98]](#footnote-99).

Parmi les autres acteurs figurent les mareyeurs (5 mareyeurs sont agréés par la DAAF) et les revendeurs (dont 17 poissonniers) [[99]](#footnote-100).

Les statistiques disponibles sur la pêche montrent que 92% des marins se répartissent sur les catégories de 3 à 6, sur une échelle de 1 à 20 (contre 52% en moyenne nationale). Cela traduit un faible niveau de qualification, qui et correspond aussi au type de pêche pratiqué.

L'Ecole de formation professionnelle maritime et aquacole (EFPMA), la seule institution habilitée pour la formation maritime initiale et continue (statut associatif)[[100]](#footnote-101) sera transformé en un Institut délivrant des formations initiales (enseignement du secondaire et supérieur) et continues.

Ces formations couvriront l’ensemble des secteurs de l’économie bleue.

**1.4 Des sites portuaires à aménager et rationnaliser**

Il existe sur l’île une grande dispersion des zones de pêche : 17 à 20 APIT[[101]](#footnote-102), 7 Grands Ports de Pêche, 24 Appontements, 168 points de débarquement.

Les ports de pêche et les APIT sont gérés par la collectivité et ont déjà bénéficié des efforts en faveur de l’organisation, de la structuration et du développement des infrastructures. Les investissements réalisés en ce sens sont destinés à permettre l’avitaillement, l’entretien, la réparation des embarcations, le stockage, la vente et la conservation de manière substantielle, les conditions de conservation des produits de la pêche.

C’est dans ce cadre que la Collectivité Territoriale de Martinique a installé des machines de production et de stockage de glace à écaille. A ce titre, elle a équipé depuis 2002, six (6) ports de pêche en machines à glace orbitale tels : le Marin, Case Pilote, Trinité, les Anses d’Arlets, le Vauclin et le François, destinées exclusivement aux professionnels de la pêche.

Les APIT de Saint Pierre, « Canal » au François, « Poirier à Rivière Pilote ont fait au cours des années 2014 à 2019, ont fait l’objet de nouveaux aménagements tels (box de pêche, étals de vente, halles de ramendage, chambres froides). D’autres sont programmés sur les APIT du Robert, Sainte Marie, « Fonds Lahayé » à Schœlcher et « Baie des Mulets » au Vauclin et le Port de pêche territorial de Case-Pilote.

Pour pallier les difficultés de gestion de l’ensemble des machines, la CTM a décidé de mettre en œuvre une concession de service relatif à la gestion, l’exploitation et la maintenance de ces équipements sur les ports de pêche territoriaux, avec le choix d’un prestataire unique. Le marché serait conclu pour une durée d’un (01) an et reconduit tacitement trois fois.

**1.5** **Grille AFOM**

|  |  |
| --- | --- |
| Atouts | Faiblesses |
| **Compétitivité**  Recherche   * Existence d'une unité Sciences et Technologies Halieutiques - IFREMER * Accompagnement du PARM (Centre technique agro-alimentaire)   Organisation/structuration   * Des DCP existants * Infrastructure des Port de pêche (7) et APIT (20) en bon état * Potentiel de développement dans le cadre du plan de modernisation de la flotte de pêche * Ancrage territorial de la filière avec un tissu associatif dense   Financement   * Taux d'aide supérieur à celui l'hexagone * Accompagnement financier des collectivités locales et de l'état   **Environnement**   * Grande diversité des espèces pêchées * Méthode de pêche artisanale respectueuse de l'environnement et du consommateur. * Une ressource au large insuffisamment exploitée par la flottille * Résilience de la flotte face aux aléas climatiques (PPT DSM plénière, janv. 2020) * Une réglementation de la pêche excluant les techniques limpactantes (engin traînant…) * Un parc naturel marin de Martinique (qui est un outil de gestion ne créant pas de réglementation supplémentaire, et qui couvre la totalité de la ZEE Martiniquaise) (DSBM Antilles, CMUBA, déc. 2019) * une réserve naturelle régionale marine du Prêcheur, inaugurée en 2017 (Monographie maritime, DM Martinique, 2017)   **Formation/compétences**   * Ecole de formation maritime sur le territoire * Arrêtés pêche professionnelle (respect de l'environnement marin…) * Carte professionnelle (à venir) * Filière halieutique pourvoyeuse d'emplois et d'activités * Compétences et expérience des patrons pêcheurs | **Compétitivité**  Recherche   * Peu de moyens de recherches et de transferts/développement par rapport aux besoins de connaissances identifiées * Des difficultés à nouer des partenariats scientifiques/professionnels (exemple de la pêche) * Manque de connaissance sur l'état et la gestion des ressources   Organisation/structuration   * Bateaux inadaptés et vieillissants - petites tailles des navires, faible capacité de capture et autonomie réduite * Une pêche côtière prédominante en raison de navires peu/pas adaptés * Une durée de vie limitée des DCP, nécessitant des investissements réguliers * Insuffisance de DCP * Filière insuffisamment structurée * Procédures administratives complexes (Déclaration Sociale Nominative, prélèvement à la source, rôle collectif…)   Financement   * Capacité d'investissement limitée (faiblesse de Fonds de roulement) * Difficulté d’accès aux crédits bancaires * Difficultés d'accès au plan de compensation des surcoûts et au FEAMP * Importation de l'aliment (appâts) * Absence de systèmes de couverture des risques (privés et publics) * Coût élevé des intrants (MP, carburant et pièces) * Faible niveau des investissements productifs - pas d'attractivité - perte de confiance des investisseurs   **Environnement**   * Filière confrontée aux risques de catastrophes naturelles (ouragans, cyclones plus fréquents et plus forts) * Règlementation liée à la PCP peu adaptée aux spécificités de la Martinique * Des atteintes aux écosystèmes forestiers côtiers (mangroves), facteurs de filtration des apports terrigènes * Absence de référentiel technico-économique de la pêche * Impact de la pollution à la chlordécone sur 1/3 du littoral maritime, qualité des eaux côtières dégradées au sens de la DCE * Gestion et contrôle des activités de pêche insuffisantes * Topographie et emplacement des fonds marins = difficulté d'accès à la ressource du large   **Formation/compétences**   * Âge moyen des pêcheurs élevé * Pénibilité du métier et une prise en compte de la sécurité au travail insuffisante par les marins pêcheurs * Une offre de formation insuffisante et difficultés d'embarquement des apprenants * La flotte professionnelle présente un taux d’inactivité relativement élevé (Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019) * Manque de compétences en gestion des entreprises et difficultés de préfinancement   **Aménagements portuaires**   * Des points de débarquements nombreux et vieillissants peu ou pas fonctionnels * Superstructures des ports de pêche à moderniser (MAG, chambre froide, matériels de levage, de pesé et de traçabilité, logiciel de suivi statistique…) * Absence de réseau gestionnaire des ports * Surabondance des sites de débarquement des produits de la mer |
| Opportunités | Menaces |
| **Compétitivité**  Organisation/structuration   * Création du Conseil Consultatif des RUP dans le cadre de la PCP * Existence d'organismes de coopération régionale (COPACO, ICCAT, CRFM) * Un tissu associatif dense mais à dynamiser (PPT DSM plénière, janv. 2020) * Existence d'un potentiel de revitalisation, de restructuration et de diversification de l'activité * Des accords de partenariats en matière de sauvetage maritime en cours de finalisation avec les États insulaires des petites Antilles   Mise en place d’une stratégie simultanée des 2 GPM grâce au Conseil de Coordination Interportuaire  Financement   * Lancement des aides au renouvellement prochain de la flotte (Commission), meilleures conditions de travail et de rentabilité * La reconduction du Plan de compensation pour les surcoûts et du FEAMP * Exonération totale des charges sociales et fiscales sur 3 ans (recommandation 44 du rapport Letchimy/ Binin)   **Environnement**   * Une forte potentialité d'une gestion durable de la pêche * Demande de réalisation d'une étude technico-économique pour les différentes pêcheries (plan chlordécone IV) * La réduction de la dépendance alimentaire des territoires * Des ressources au large sous-exploitées, même si des espèces restent mal évaluées (dorade, thon noir…) à ce jour voire menacées (marlin bleu et blanc) * Des marges réglementaires encore importantes en termes de capacité de flotte (jauge et puissance)   **Formation/compétences**   * Accompagnement des marins-pêcheurs côtiers pour une reconversion (plan chlordécone IV) - pêche au large - diversification des activités (tourisme) et la valorisation des produits locaux * Une valorisation de la filière professionnelle accrue (communication) (PPT DSM plénière, janv. 2020) * Transformation de l’EFPMA en Institut de Formation aux Métiers de la Mer * Structuration professionnelle : gestion des dossiers de PCS | **Compétitivité**  Organisation/structuration   * Problèmes liés à la sécurité des pêcheurs au regard de la réglementation maritime (cat des navires/zone de pêche/matériels de sécurité) * Peu de suivi statistique de la ressource halieutique et donc méconnaissance de l'état des stocks côtiers et pélagiques (exploitation durable des ressources - mise en place des quotas) - Pas de données économiques * Complexité de s'adapter aux réformes conduit à la désertion de marins   Concurrence avec la flotte de pêche non professionnelle et étrangère, Pêche illicite, non déclarée (moyens de contrôle insuffisants)  Financement   * Taux d'aide insuffisant pour l'aide à la remotorisation dans l'optique d'une pêche au large * Un effort de pêche mal connu mais globalement en diminution * Des capacités d'investissement limitées * Vol, destruction des engins et navires de pêche (PPT DSM plénière, janv. 2020) |

* 1. **Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés**
     1. **Amélioration de la compétitivité de la filière pêche**

|  |  |
| --- | --- |
| Réseau et structuration politique et administrative de la filière pêche | * Améliorer la gouvernance pour des prises de décisions partenariales entre les acteurs, simplifier les procédures administratives * Tenir compte de l'article 349 TFUE et s'adapter aux spécificités locales * Simplification des procédures d'accès aux aides * Assurer une organisation collective de la filière * Renforcer la qualité de gouvernance des Aires Marines Protégées (moyens, réseaux...) |
| Renforcement de l’accompagnement administratif et financier | * Accompagnement administratif (aide au montage de dossiers…) * Accompagnement financier : outils financiers à développer |
| Augmentation de la production | * Appuyer le développement d’un modèle de navires adapté à l’exploitation des zones au large dans des conditions satisfaisantes des zones au large dans des conditions de sécurité, de manière à soulager la pression de pêche dans les zones côtières * Développement d’une flotte de nouvelle génération pour répondre à la nécessité de reporter la pêche au large afin de faire face aux restrictions environnementales |
| Renforcement de la chaine de valeur | * Mieux valoriser les produits de la mer (développement des activités de valorisation et de transformation halieutique) |

* + 1. **Amélioration de la connaissance, gestion de la ressource et performance environnementale des activités de pêche**

|  |  |
| --- | --- |
| Besoins pré-identifiés**[[102]](#footnote-103)** | Stratégie (Description et précision sur les besoins régionaux et exemples d’actions et de projets) |
| Amélioration de la connaissance de l’état de la ressource halieutique | * Amélioration des connaissances scientifiques sur les espèces biologiques et leurs milieux * Renforcement des connaissances sur les ressources halieutiques et sur le suivi de la pêche (technique, sociale et économique) * Amélioration des connaissances géographiques des zones de peuplement d'intérêt halieutique * Amélioration des connaissances sur les stocks, leur état et évaluer la durabilité d'une pêcherie |
| Renforcer les partenariats entre scientifiques et professionnels | * Renforcer les moyens scientifiques pour le suivi-évaluation de la ressource * Évaluer la pêche de loisir/ Favoriser le développement d’une pêche maritime de loisir durable |
| Protéger et restaurer les écosystèmes marins | * Protection de la ressource halieutique et préserver les milieux * Renforcement de la surveillance et les contrôles |
| Aires Marines Protégées / Biodiversité | * Développer les actions de l’AMP et assurer sa popularité et son appropriation par les populations locales |
| Réduction des déchets plastiques en mer | * Besoins et actions listés dans le document des régions (avec axes et orientations) à intégrer ici * Cf. Plan d'actions pour une économie circulaire des outils, équipements et engins de pêche et aquacoles (ARF) |
| Réduction des émissions carbone | * Contribuer à rendre les activités de l’économie bleue plus économes en énergie |
| Lutte contre les pollutions et déchets en mer et sur le littoral | * Traitement des Bateaux Hors d’Usage (BHU), source de pollution pour les milieux marins * Gérer la pollution par la chlordécone * Sensibilisation des usagers de la mer et formation des professionnels sur la gestion des déchets en mer et au port (y compris matériel hors d’usage) * Renforcement des nettoyages du littoral (publics et privés) * Cf. Plan d'actions pour une économie circulaire des outils, équipements et engins de pêche et aquacoles (ARF) (à compléter) * Actions Sargasses |
| Gestion de la flotte et des pêcheries (ex : à travers la déf la mise en œuvre et le contrôle de mesures de gestion) | * Promotion de pratiques de pêche durable, redéploiement en partie des pêcheries vers le large, encouragement de la pratique de bonne gestion * Développer la gestion d’un parc de DCP * Garantir la durabilité et la traçabilité des filières |

**Amélioration des compétences et de la professionnalisation des acteurs**

|  |  |
| --- | --- |
| Renouvellement des générations et attractivité des métiers | * Favoriser l’évolution professionnelle des marins en adaptant l’offre de formation aux besoins spécifiques du territoire * Poursuivre l’effort de mise à niveau des qualifications des marins avec le référentiel STCW ainsi que la formation à la pêche avec une montée en professionnalisation et l’encouragement d’une formation en mer assurée par les pêcheurs en activité et permettant une transmission des savoirs * Lutter contre le vieillissement actif – Remplacer et Rajeunir par la transmission intergénérationnelle – favoriser le renouvellement des générations * Assurer la professionnalisation des marins-pêcheurs (centre de gestion et de ressources dédié) * Créer des parcours complets de formation |
| Développer la formation des acteurs aux meilleures pratiques actuelles en matière de développement durable et de ré  duction des déchets plastiques | * Cf. Plan d'actions pour une économie circulaire des outils, équipements et engins de pêche et aquacoles (ARF) |

* + 1. **Rationnaliser la gestion et l’aménagement des zones portuaires**

|  |  |
| --- | --- |
| Moderniser les équipements portuaires | * Meilleure adaptation et gestion des aménagements des ports de pêche aux besoins de professionnels * Réalisation d’infrastructures pour le traitement des sédiments * Reconstruction Etal sur Autres Sites Ports et APIT * Mise en place d’aires de carénage couvertes, mise en place de points de collecte principaux, etc. |
| Rationnaliser l’aménagement des zones portuaires | * Meilleure adaptation et gestion des aménagements des ports de pêche aux changements climatiques et aux crises sanitaires * Réduire l’impact des infrastructures et équipements d’accueil (ports et zones de mouillage) * Accompagner la transition énergétique et écologique des ports * Reconstruction appontement sur Port * Amélioration des infrastructures du Port de Grand Rivière eu égard à la problématique d’ensablement * Poursuite des reconstructions (grosses réparations) des Ports et APIT |
| Rationaliser la gestion des ports de pêche | * Améliorer la gouvernance administrative des ports |

**2. Développer le potentiel de l’aquaculture (hors commercialisation)**

**2.1 Un secteur avec du potentiel, mais en crise**

La filière aquacole en Martinique est en déclin : 2 à 3 fermes aquacoles sont en activité en Martinique contre une douzaine il y a seulement quelques années[[103]](#footnote-104).

La filière se distingue en une filière marine et une filière eau douce.

Le tableau ci-dessous récapitule les chiffres de production par espèces des deux filières pour les années 1992 (maximum de production atteint grâce à la filière d’eau douce), 2004 (maximum de production atteint grâce à la filière marine) et 2017 (derniers chiffres disponibles de production).

*Statistiques de production par espèces des deux filières (1992- 2004- 2017)*

* 

\* estimation par regroupement de données

La Martinique présente un marché intérieur offrant des potentialités importantes, une demande locale encore insatisfaite et l’aspiration du territoire à un développement endogène[[104]](#footnote-105) .

Les habitudes alimentaires changent et la demande en produits « prêts l’emploi » poursuit son développement. La filière aquacole à une « carte à jouer » dans ce secteur où la plus-value est importante. Cette mesure a permis sur la période précédente de développer des TPE dans ce domaine.

**2.2 Les conditions a développer pour une pratique durable**

Des connaissances sont à développer pour garantir une pratique durable de l’aquaculture, sur les problématiques tels que l’ accès au foncier, es autorisation d’élevage, d’autorisation de prélèvement d’eau, ingénierie, formation à l’aquaculture…)

**2.3 Des Compétence et la professionnalisation à améliorer**

Les entreprises restent fragiles : majorité de TPE (1 personne), manque de compétences en gestion d’entreprises, difficultés de préfinancement[[105]](#footnote-106) ; aucune formation de chefs de projet et de techniciens supérieurs n’est disponible sur place et les candidats pour ce type de cursus doivent acquérir les compétences en dehors du territoire[[106]](#footnote-107).

**2.4 Des espaces à rationnaliser**

En Martinique, le foncier littoral est rare et la règlementation contraignante[[107]](#footnote-108).

**2.5 Grille AFOM de synthèse**

|  |  |
| --- | --- |
| Atouts | Faiblesses |
| **Compétitivité**  Financement   * Un soutien indéfectible des collectivités locales et de l’état   Recherche   * Existence d’un centre de recherche aquacole localement (IFREMER) qui joue un rôle technique essentiel dans la production aquacole (Monographie maritime, DM Martinique, 2017) et de l’UA -accompagnement scientifique nouvelles espèces indigènes * Aquaculture multi-trophique à l’étude (outil de développement durable) * Le territoire bénéficie d’un centre technique agroalimentaire (PARM)   **Environnement**   * Méthode de production artisanale respectueuse de l’environnement et du consommateur. * Diversité des espèces exploitées (2 poissons et 1 crustacé) * Sites de bonne qualité (aquaculture marine) * Développement de l'aquaculture offshore avec des cages submersibles * Développement de systèmes hors-sol (ex : aquaponie = culture de plante et l’élevage de poissons…) * Espèces marines aquacoles non impactées par la pollution à la chlordécone * Conditions thermiques favorables et de nombreuses zones d’implantations potentielles (climat et opportunité de coopération inter iles et bassin caribéen)   **Formation/compétences**   * Une aquaculture artisanale pourvoyeuse d’emplois et d’activités * Aquaculteur compétent et qualifié sur les tâches de production   **Aménagement**   * Dissémination des petites exploitations sur le territoire qui contribue à une meilleure répartition de l’activité économique et à une sédentarisation en dehors des pôles urbains habituels (PCS Martinique, nov. 2015) | **Compétitivité**  Financement   * Coût de production élevé * Capacité d’investissement limitée (faiblesse de Fonds de roulement) * Dépendance vis-à-vis de l’extérieur pour l’aliment * Insuffisance de compétitivité (concurrence des produits importés) * Absence de systèmes de couverture des risques (privés et publics) * Surcoûts liés à l’éloignement et l’insularité (PPT DSM plénière, janv 2020)/ * Difficultés d’accès au plan de compensation des surcoûts et au FEAMP et retards de paiement du PCS qui ont sensiblement fragilisé les entreprises existantes * Beaucoup d’entreprises financièrement exsangues (Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019)   Organisation/structuration   * Filière peu structurée, * Procédures administratives pour l’installation et l’exploitation trop longue, complexe et éclatée dans les différentes administrations (mille-feuille réglementaire) * Contraintes ICPE, freinant les initiatives de développement de la production aquacoles * Production faible et en déclin aussi bien en eau douce qu’en eau de mer, * Irrégularité dans l’approvisionnement en alevins (ombrine, St Pierre ,..)   **Environnement**   * Terre polluée limitant le développement des espèces d’eau douce, * Un milieu naturel particulièrement sensible (récifs coralliens particulièrement sensibles aux apports en nutriments, ...) (SRDAM, Collectivité Territoriale de Martinique, déc. 2012) * Une filière aquacole marine qui doit régulièrement faire face à des aléas environnementaux tels que tempêtes, cyclones, sargasses etc.) (L’économie bleue à la Martinique, Note IEDOM, 2017). * Aquaculture basée exclusivement sur des espèces introduites * Monoculture de l’aquaculture marine (poissons) ce qui la fragilise en cas de crise (ex des problèmes de croissance enregistrés en 2011-13)   **Formation/compétences**   * Absence de formation aquacole initiale et continue sur le territoire |
| Opportunités | Menaces |
| **Compétitivité**  Financement   * Prise en compte des assurances par le FEAMP * Existence et maintien de la compensation liée aux Surcoûts   Organisation/structuration   * Projet de Création d’un centre technique Territorial aquacole en cours (sécurisation à moyen terme de la fourniture en larves et alevins) * Réflexion sur l’inter-régionalité de la gestion des géniteurs d’ombrine par la filière en cours * Existence d’un Plan de développement (PRDAPM) * Prise en compte de ce secteur par les acteurs politiques régionaux et intégration dans les différents schéma (sdage, stdeii, Padma, dsb, livre bleu de l’outre-mer, l’économie bleu en OM)   **Environnement**   * Un espace littoral aux multiples usages, supports potentiels de synergies entre usagers (SRDAM, Collectivité Territoriale de Martinique, déc. 2012) * Développement de nouvelles espèces en favorisant les espèces locales (ex : DREAM IFREMER ) * La réduction de la dépendance alimentaire du territoire   **Formation/compétences**   * Transformation de l’EFPMA en Institut de Formation initiale et continue * Développement de l’E-learning * Potentiel de création de nouvelles entreprises (CF. SRDAM sites favorables et possibles) * Environnement favorable à la création des pépinières d’entreprises de production. * Un début d’interprofession créé en 2014 (AFIPAM) avec pour objectif de préparer la création d'une association interprofessionnelle regroupant | **Compétitivité**  Financement   * Retard dans la mise en œuvre des PO et difficulté persistante pour bénéficier des aides à la production (PCS) (PPT DSM plénière, janv. 2020)   Organisation/structuration   * Complexité des schémas logistiques * Des seuils réglementaires inadaptés à la production aquacole locale (seuil ICPE)   **Environnement**   * Pollution aux pesticides (chlordecone ….) * Absence de sécurisation à moyen/long terme sur la fourniture des larves/alevin (PPT DSM plénière, CMUBA, Pref Martinique 23 janvier 2020) * Dépendance vis-à-vis des intrants * Vulnérabilité de l’aquaculture vis-à-vis du changement climatique. * Des contraintes météo défavorables (cyclones, Houles) plus fréquents et plus forts, prolifération des algues sargasses   **Formation/compétences**   * Manque de formation aquacole initiale et continue |

**2.6 Principaux enjeux et pistes d’actions identifiés**

**2.6.1 Améliorer la compétitivité de la filière aquacole**

|  |  |
| --- | --- |
| Enjeux**[[108]](#footnote-109)** | Pistes d’actions |
| Améliorer la gouvernance et Simplifier les démarches administratives pour les porteurs de projet en aquaculture et autres | * Rapprocher les structures administratives et scientifiques des acteurs de terrain, * Renforcer la collaboration entre les professionnels, les Pouvoirs publics et les organismes scientifiques * Simplifier les procédures administratives * Renforcer le rôle de la Martinique dans les instances régionales et européennes pour une meilleure prise en compte de l'article 349 TFUE pour une adapter des règlements aux spécificités locales * Faciliter l'intégration de l'aquaculture dans les activités maritimes sur le littoral et les eaux Martiniquaises. * Accompagner la création d'une interprofession (aquaculture - pêche) ou d'une organisation de professionnels reconnus par l'UE. * Soutenir la structuration INTER-RUP à travers l'UAOM * Soutenir les structures collectives existantes (coopératives, association) * Développer les échanges entre les professionnels aquacoles RUP françaises et bassin caribéen (faciliter les participations aux séminaires spécialisés) |
| Améliorer la lisibilité des filières pêche et aquaculture | * Créer des outils (plaquette, guide à l’installation, … pour accompagner les porteurs de projet * Créer des supports vidéo visant à promouvoir la filière : * L’aquaculture aux Antilles (actions de suivi d’une unité de production de la réception des alevins à la mise en marché) * Vidéo sur l’interaction entre l’aquaculture et de l’environnement marin autour des cages dans les Antilles |
| Améliorer la structuration de la filière | * Elaborer un plan interrégional stratégique * Soutenir les actions collectives (investissement, communication, plateforme mutualisée…) * Mettre en place le pôle d’innovation mer * Créer un centre technique aquacole * Créer une zone d’activité aquacole et de pépinière de production |
| Recherche et innovation dans l'aquaculture | * Accompagner les actions de R&D sur les espèces, les techniques de production et les infrastructures. * Travaux de recherche en cours sur le développement de l'aquaculture d'espèce endogènes * Nouveau système d'élevage (cage off-shore, système hors sol pour faire face à la pollution aux pesticides. * Stimuler et Accompagner les programmes de recherche universitaires. * Développer les échanges entre les professionnels aquacoles Rup Françaises et bassin caribéen (faciliter les participations aux séminaires spécialisées) |

* + - 1. **Amélioration des outils de production, des conditions de travail et pérennisation de la qualité des produits**

|  |  |
| --- | --- |
| Améliorer la rentabilité des entreprises | * Soutenir les coûts de fonctionnement des exploitations aquacoles |
| Développer les investissements en aquaculture | * Relancer l'aquaculture et sécuriser la fourniture en alevins |
| Mettre en place des outils d'ingénierie financière et administrative | * Encadrement technique et accompagnement administratif * Mettre en place des outils financiers pour faciliter l’accès aux crédits bancaires * Conseil en gestion, service de remplacement temporaire |
| Améliorer la gestion des risques (mécanismes d'indemnisation pour les dommages naturels, sanitaires…) | * Mettre en place un fond de garantie contre les catastrophes naturelles |
| Augmenter la valeur ajoutée des produits aquacoles | * Favoriser la création de valeur ajoutée dans la filière * Diversifier l’aquaculture en espèces locales * Démarches de labellisation – certificat |

* + - 1. **Amélioration de la connaissance, Environnement, préservation de la biodiversité**

|  |  |
| --- | --- |
| Structuration des données | * Réaliser un état des lieux très exhaustif de l’aquaculture marine |
| Limiter l'impact des activités aquacoles sur l'environnement | * Accompagner les actions de R&D sur les espèces, les techniques de production et les infrastructures. * Trouver des solutions optimisant une production respectueuse de l’environnement, notamment via la planification spatiale et le respect de la résilience du milieu (apports en intrants, etc.) |
| Développer l’économie circulaire au sein de l’aquaculture | * Caractériser les déchets du secteur * Favoriser les initiatives de collaboration entre aquaculteurs * Soutenir le développement de l’aquaponie (à développer…) |

* + - 1. **Développement des ~~les~~ compétences et la professionnalisation des acteurs**

|  |  |
| --- | --- |
| Renforcer la formation dans l'aquaculture | * Créer une filière de formation aux métiers de la biologie marines avec un module aquacole sur le territoire, * Développer les formations en alternance dans le domaine de l'aquaculture et les ouvrir à la coopération, * Optimiser les entreprises en accompagnant par la Formation continue tout au long de la vie les chefs d'exploitatio |

* + - 1. **Amélioration de la planification des espaces**

|  |  |
| --- | --- |
| Planification spatiale | * Actualisation du SRDAM * Anticiper la réservation d'espaces maritimes pour l'installation de nouvelles fermes et favorisant la mutualisation (lotissement ou zone d'activité aquacole, pépinière d'entreprise) * Réalisation d'une étude ICPE par espace maritimes dédié à l'aquaculture. * Réaliser une cartographie pour les espaces propices au développement de l'aquaculture d'eau douce (sites existants et sites potentiels). |

**3 Assurer la commercialisation et la transformation des produits de la pêche et de l’aquaculture**

* + - **3.1 Place de l’aquaculture et de la pêche dans l’économie locale**

S’agissant de l’espace maritime martiniquais, celui-ci est, depuis toujours, exploité pour ses ressources naturelles, principalement la pêche. Mais depuis une dizaine d’années, face à un durcissement de la règlementation et une réduction des aides accordées aux pêcheurs, la production de pêche a considérablement diminué et l’aquaculture n’a pas pris le relais[[109]](#footnote-110). Leur développement souffre aussi de l’absence d’outils de commercialisation, d’un déficit en matière de recherche innovation, de difficultés d’accès aux crédits bancaires.

**3.1.1 Les pratiques de Commercialisation**

Ventes locales

Le marché de la Martinique en produits de la pêche et de l’aquaculture est structurellement déficitaire. La production locale (750 t) ne suffit pas pour approvisionner le marché qui a recours à l’importation. Ce sont entre 8 500 et 9 000 t. de produits qui sont importés par an suivant les années (données Douanes), pour une valeur proche de 50 M€. Les produits importés de métropole représentent environ 32% des importations et ceux de Guyane 10%. D’après les 1eres estimations, la production locale ne couvre que 10% des besoins actuels du marché[[110]](#footnote-111).

Les produits de la pêche locale sont vendus directement aux consommateurs et aux restaurateurs par les pêcheurs eux-mêmes à l’état frais pour 70% des quantités, à des mareyeurs (6%) et à des revendeurs (24%) (estimations de 2005). Toutefois le pourcentage de vente directe fluctue en fonction de la saison et des espèces pêchées. Les poissons démersaux s’appuie sur la vente directe. La commercialisation des espèces benthiques et pélagiques utilise deux canaux en proportion identique (vente directe et mareyeurs). Le marché n’est pour le moment pas organisé[[111]](#footnote-112). Le commerce via la vente informelle existe aussi aux abords des routes.

Fixation des prix

A la Martinique, les prix des produits de la mer ou aquacoles restent globalement bas.

Pour la pêche, le prix de vente moyen pour la clientèle finale retenu est 11 € le kilo, identique quel que soit le poisson. Seuls échappent à cette règle les *balaous* et les *coulirous* vendus entre 7€ et 10€ le kilo.

Exportation

Le marché local étant déficitaire, le développement d’une filière export n’est pas envisagée, ni pour la pêche, ni pour l’aquaculture[[112]](#footnote-113).

**3.1.2 Le développement de la Transformation (industrie, atelier, difficultés financières)**

Le secteur de la transformation est peu développé. Il existe néanmoins une entreprise Marin Pêche qui travaille principalement de la matière première importée (Venezuela) [[113]](#footnote-114). Quelques unités de première et seconde transformation commencent à apparaitre (les *Ti-fumé* *de Clément*, Fraicheur des pitons, Au rendez-vous de la mer, Délice locale, ...).

**3.1.3 Grille AFOM de synthèse**

|  |  |
| --- | --- |
| Atouts | Faiblesses |
| Pêche et aquaculture   * Marché soutenu par une forte demande en produits de la mer en produits aquatiques (Augmentation de la demande en ombrine ocellée d’aquaculture en GMS, et sur le segment du produit de première transformation (filet) (PPT DSM plénière, janv. 2020) * Forte ressource potentiellement existante car exploitation de 17% de notre ZEE * La traçabilité et la fraîcheur des produits sont garanties * Vente directe favorisée d’où une proximité avec le consommateur * Développement d'ateliers privés de valorisation de la production   Pêche   * Le cahier des charges existe pour la labellisation ''pwason matinik'/ Le CRPMEM a lancé fin 2017 une application smartphone (Pwason Matinik) permettant aux pêcheurs d’annoncer leurs apports aux consommateurs ; en plus de donner aux pêcheurs un outil de gestion de leurs activités (Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019).   Aquaculture   * Reconnaissance affirmée de l’ombrine ocellée d’aquaculture sur le marché (PPT DSM plénière, janv. 2020)/Le cahier des charges existe pour la labellisation de l’ombrine et est à mettre en œuvre. | Pêche   * Peu de structures de transformation qui permettraient une meilleure valorisation des produits * Prix de vente est identique quel que soit le poisson pêché * Vente directe et temps de commercialisation long et prix bas * L’offre est inférieure à la demande   Aquaculture   * Un marché de la Martinique en produits de l’aquaculture structurellement déficitaire et pour le moment pas organisé (Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019). * Pas de structure de commercialisation et de transformation collective (Mise en sommeil de la coopérative des aquaculteurs) * Prix de vente bas * Des lacunes dans les moyens de communication et de promotion autour de l’aquaculture martiniquaise |
| Opportunités | Menaces |
| Pêche   * Projet de création d'une structure collective - maitrise de la filière amont à l'aval (mise en marché) * Développement du marché de niche pour les produits à forte valeur marchande (transformation pour le marché local et exportation sur le marché de Rungis…)   Aquaculture   * Fort potentiel de développement et de conquête de marché (restauration, GMS, particuliers, exportation (l’offre aujourd’hui ne satisfait pas la demande) notamment sur les produits de première transformation… * Création d’un réseau de commercialisation et de valorisation des produits (projet case à pêche) et des coproduits | Pêche   * Réglementation UE moins favorable aux subventions pour la transformation des produits   Aquaculture   * Eloignement des marchés pour l’exportation de produits frais * Coût du fret aérien * Règlementation UE moins favorable aux subventions pour l’aquaculture * Concurrence de produits aquatiques importés (prix de vente) * Concurrence du poisson d’importation (Venezuela) * Transbordement en augmentation |

**3.1.4 Principaux enjeux et pistes d’action identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| Enjeux**[[114]](#footnote-115)** | Pistes d’actions |
| Investissements dans la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture | * Investissements dans la transformation des produits de la pêche et de l’aquaculture * Investissement dans les superstructures (appareil de levage, bloc sanitaire…) et les équipements (Equipements de pesée, de traçabilité, de stockage, Ateliers pour la 1ière transformation…) des ports de pêche. * Garantir la qualité sanitaire des produits de première transformation * Poursuivre et accompagner la mise en place d'infrastructures de découpes et de transformation. * Investissements visant à l'amélioration de la qualité (formation) * Développer l’ingénierie et les outils financiers pour la pêche et l’aquaculture * Mobiliser les leviers de l’innovation et de la R&D applicables à l’industrie de transformation des produits de la pêche et de l’aquaculture (cf. sections Pêche et Aquaculture : actions de R&D sur les espèces, les techniques de production et les infrastructures ; aquaculture d'espèce endogènes ; nouveau système d'élevage ; échanges entre les professionnels aquacoles Rup Françaises et bassin caribéen, …) |
| Investissement dans la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture (yc PPC)/ améliorer communication métiers et produits | * Investissements dans la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture   Il est essentiel de poursuivre l'accompagnement à la mise en marché des produits aquacoles et d'en assurer leur traçabilité.   * Mettre en place un circuit de commercialisation * Organiser le marché : les initiatives permettant un regroupement de l’offre par des actions collectives devraient être soutenues * Mener une Enquête consommateurs - Etude de marché * Accompagner le développement d’emballages non plastiques (volet EC à développer) * Modernisations des espaces de vente dans les aménagements portuaires * Mobiliser les leviers de l’innovation applicables au stratégie et activités de commercialisation des produits de la pêche et de l’aquaculture (cf. sections Pêche et Aquaculture) |

**4.Assurer l’articulation avec les autres filières de l’économie bleue durable**

**Nota**: La Martinique dispose de lignes directrices stratégiques et programmes d’actions pour le soutien de l’économie bleue (activités pêche et aquaculture et au-delà). La présente section pose le cadre d’intervention pour l’utilisation des deux articles du règlement FEAMP dédiée à l’économie bleue (article 26 et article 27). Il est ainsi proposé deux axes d’intervention possible du FEAMP.

Cas 1 : quand la stratégie « économie bleue » concerne des secteurs qui relèvent du PO FEAMP (autres que le soutien direct à la pêche et à l’aquaculture prévue par les articles 14 à 25), elles sont mentionnées et décrites dans la présente section 1.4 ou dans le chapitre 2, dans la section 2.4 « types d’actions » pour les « Investissements dans l’économie bleue durable nécessaires pour parvenir à un développement côtier durable » du PA ;

Cas 2 : Quand la stratégie concerne des secteurs qui ne relèvent pas du FEAMP (activités portuaires hors pêches, industrie nautique, tourisme nautique ou balnéaire, …), ils seront mentionnés dans le chapitre 3 sur les « synergies avec d’autres sources de financement ».

**4.1 Périmètre de l’analyse**

L’économie bleue en Martinique s’appuie potentiellement sur six segments existants ou potentiels :

1. Les activités de valorisation des ressources biologiques (pêche marine, aquaculture, …) ;
2. La production d’énergie marine ou éolienne en mer ;
3. Les activités portuaires et la logistique portuaire, la marine marchande et le transport maritime ;
4. La construction, réparation et la mécanique marine ;
5. Le tourisme nautique et le sport du littoral.
6. L’environnement (protection et valorisation)
7. Les activités transversales de connaissances (formation, R&D et innovation) et de régulation (contrôles, administrations …) concernant les ressources biologiques ou patrimoniales marines et littorales ;

Les secteurs de la pêche et de l’aquaculture sont traités par les priorités 1 et 2 précédemment développées, celles sur les activités de connaissances sont prises en compte au travers des priorités 1 ou 2 du FEAMP ou de la présente priorité 3.

Les problématiques, besoins ou potentialités des autres segments de l’économie bleue peuvent potentiellement être pris en compte au titre du règlement FEAMP, via les articles attachés à la priorité 3 « permettre la croissance d’une économie bleue durable et favoriser la prospérité des communautés côtières » :

* soit via l’article 26 « développement local porté par les acteurs locaux (DLAL)
* soit l’article 27 « connaissance des milieux marins ».

L’approche proposée pour positionner la stratégie du PA RUP de Martinique sur ces segments de l’économie bleue nouvellement mentionnés dans le FEAMP est d’identifier les besoins auxquels il serait possible d’apporter des réponses via ces deux articles (26 et 27).

Il a donc été procédé à l’identification des FFOM et enjeux qui pourraient de manière pertinente (et au vu des moyens financiers potentiels limités) être traités par le FEAMP.

***Grille d’analyse des enjeux transversaux entre économie bleue et articles 26 et 27 FEAMP (exemple)***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Enjeux pouvant être traités au titre de l’article 26 « développement local porté par les acteurs locaux »** | **Enjeux pouvant être traités au titre de l’article 27 « connaissance des milieux marins »** |
| 1 - Valorisation des ressources biologiques marines et aquatiques (pêche marine, aquaculture, transformation, commercialisation) | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture et les autres activités : ex : valorisation de la pêche par le tourisme | Oui (hors activités de connaissance nécessaires aux activités de pêches ou d’aquaculture) |
| 2 - Production d’énergie marine ou éolienne en mer | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture : ex : médiation pour gérer l’usage d’un même espace | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture  … |
| 3 - Activités portuaires et logistique portuaire, et transport maritime | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture : ex : projets de la communauté portuaire (toutes activités y compris pêches) pouvant répondre à des besoins : information et action de communication ou de promotion en commun information mutuelle, gestion de conflits d’usage, aménagements sur des espaces partagés | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture  … |
| 4 - Construction, réparation, et mécanique marine, commerces et services nautiques | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture  … | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture  … |
| 5 - Tourisme nautique, de croisière et sport du littoral | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture : ex : gestion de conflits d’usage, aménagements sur des espaces partagés  … | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture : ex : diffusion d’information et actions de sensibilisation  Observation er collecte de données scientifiques participatives, … |
| 6 - Activités transversales (production de connaissances, recherche scientifique, innovation, formation, numérisation et digital, administration, gestion, contrôle) | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture  … | Enjeux liés aux interactions avec les activités de pêches et d’aquaculture  … |

On identifie ainsi des thèmes dont les communautés côtières pourraient se saisir pour développer des projets de territoires, organisés selon l’approche du DLAL prévue par la règlementation européenne. Ces thèmes sont enrichis par ceux mentionnés dans le point 1.4.3 relevant de l’article 27 du règlement FEAMP « connaissance des milieux marins ».

**4.2 Le développement local porté par les acteurs locaux (GALPA)**

Si le FEAMP 2014-2020 n’a pas permis la mise en place de Groupe d’action local de la pêche et de l’aquaculture (GALPA) et de projets de territoire associés à ces thématiques, le territoire de Martinique dispose pourtant d’un patrimoine culturel lié à la mer (savoir-faire, vestiges, organisations sociales…) bien vivant et complémentaire des activités de pêche et d’aquaculture.

La pêche est la principale activité traditionnelle liée à la mer dont les navires ancestraux (yoles en Martinique, elles-mêmes inspirées des pirogues de haute-mer des amérindiens) sont toujours en activité aujourd’hui. La culture maritime liée à la pêche est très ancrée parmi les familles de pêcheurs qui ont longtemps été les seuls « utilisateurs » de la mer. Aujourd’hui encore, de très nombreuses communes littorales organisent annuellement des fêtes des pêcheurs ou des fêtes de la mer. La pratique de la yole a conduit à l’organisation de régates, aujourd’hui considérées comme des événements sportifs de 1er plan comme le célèbre Tour des yoles en Martinique.

Par ailleurs, de nombreuses épaves témoignent également de l’activité maritime accrue dès l’arrivée des colons européens dans les Antilles. Le site de Saint-Pierre en Martinique est mondialement connu pour ces épaves, vestiges du début du XXème siècle détruits par l’éruption de la montagne Pelée.

Également, le « *bwa flo* », la glisse sur des vagues grâce à des troncs d’arbre, véritable ancêtre du surf en Martinique, s’est à l’époque développée pour acheminer les tonneaux des navires à la terre. Divers évènements aujourd’hui visent à redécouvrir cette pratique nautique ancienne et peu connue.

Les sports nautiques (voile, surf, kitesurf, plongée, etc) participent grandement à l’appropriation de la mer par la population et contribuent fortement à sensibiliser les plus jeunes. De plus en plus de « classes de mer » sont organisées afin que les scolaires puissent découvrir et pratiquer ces sports.

Le développement d’une culture maritime passe également par une meilleure connaissance de l’environnement marin, et par une sensibilisation du grand public à sa nécessaire protection : de nombreux établissements publics comme le Parc naturel marin de la Martinique ou des centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI) comme le Carbet des Sciences en Martinique, multiplient les initiatives auprès du grand public et des scolaires. La mise en place d’Aires Marines Éducatives, encouragées par l’Office français pour la biodiversité, contribue également à cette sensibilisation.

Le développement de cette « maritimité de la Martinique » peut aussi s’appuyer les réseaux d’acteurs ou les plateformes collaboratives qui cherche à valoriser les potentialités des territoires, qu’elles soient économiques, sociales ou environnementales ou par le développement des compétences et de la formation des acteurs de ces filières et de ces territoires par exemple

**4.3 Développer la connaissance des milieux marins**

La biodiversité est exceptionnelle à la Martinique et l’île bénéficie d’espaces protégés, d’acteurs engagés (Parc naturel Marin de Martinique, associations, ...) et de capacités d’expertises sur place (IFREMER). Les écosystèmes locaux sont toutefois particulièrement fragiles et vulnérables en regard d’apports terrigènes polluants, du réchauffement climatique, d’un manque de surveillance des espaces naturels pour faire respecter la règlementation, …

Des plans de restauration d’espèces se développent et de nouvelles aires protégées sont créées (PNMM et projet de RNT en Baie de Génipa), mais les pressions anthropiques, la sur-fréquentation de certains sites, la prolifération d’espèces invasives, le réchauffement des eaux, etc. menacent les équilibres naturels.

Le fait d’exercer les activités maritimes, tout en préservant les espèces et écosystèmes marins reste donc un enjeu majeur pour les années à venir.

Par ailleurs, la grande biodiversité et la richesse des écosystèmes marins en font un «laboratoire » intéressant pour la recherche sur la connaissance et la gestion durable de la ressource[[115]](#footnote-116).

Aux Antilles, 850 000 personnes affirment et vivent une interdépendance à la mer des Caraïbes. Et la culture maritime se construit entre activités traditionnelles, sports nautiques et protection de l’environnement[[116]](#footnote-117). Néanmoins, à la Martinique, la Mer reste un espace insuffisamment connu, observé, étudié. En outre, des ressources restent à valoriser (en faveur du tourisme, des loisirs, des énergies marines, du développement des biotechnologies, de l’exploitation des sous-sols marins, transport maritime..., …)[[117]](#footnote-118) mais dans le respect d’une approche durable et sur la base de connaissance scientifiques renforcées.

**4.4 Grille AFOM de synthèse (économie bleue)**

|  |  |
| --- | --- |
| Atouts | Faiblesses |
| **Valorisation des ressources biologiques**  Cf. section pêche et aquaculture  **Production d’énergie**   * Une zone maritime large avec un fort potentiel pour les filières houle, vent et énergie thermique des mers (PPT DSM plénière, janv. 2020)   **Logistique portuaire et transport maritime**   * Une bonne qualité de service des ports français : beaucoup de progrès en termes de formation des personnels, de qualité de service, et très bonnes infrastructures (profondeur, linéaires des quais…)   **Industrie et services nautiques**  - Mise en place de la filière REP pour les BPHU  **Tourisme nautique**   * **…**   **Activités transversales** (R&D, formation, administration, …)   * Des territoires insulaires propices à l'expérimentation/ installation de démonstrateurs (PPT DSM plénière, CMUBA, Pref Martinique 23 janvier 2020) * Des potentialités fortes pour les biomolécules (présence de corail, algues, éponges) (PPT DSM plénière, janv. 2020) * Ecosystème d’innovation dans le domaine de la Mer (Lakoudigital) * La mise en place de capteurs pour surveiller la qualité de l’air suite aux échouements de sargasses * Un très bon positionnement central dans l’arc caribéen plutôt à une échelle sub-régionale * Le bassin Antilles comme tête de pont (et porte d’entrée) de l’Union européenne dans l’arc caribéen * Les accords de partenariat économique (APE) pour développer le libre-échange entre l’Union européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) * Une réglementation française et européenne, qui apporte de nombreuses garanties (sanitaires et sécuritaires en particulier) * Valoriser l’histoire maritime de la Martinique et consolider la pratique des activités traditionnelles | **Valorisation des ressources biologiques**  Cf. section pêche et aquaculture  **Production d’énergie**   * Aucune installation mettant en œuvre les énergies marines n’existe actuellement en Martinique   **Logistique portuaire et transport maritime**   * Une concentration de la population et des infrastructures sur les zones les plus exposées aux risques   **Industrie et services nautiques**   * Absence d’exploitations des granulats marins   **Tourisme nautique**   * Un secteur professionnel ou associatif dynamique dans le nautisme (plongée, kitesurf, découverte des mammifères marins) avec une offre globale de qualité mais pouvant impacter les activités de valorisation des ressources biologiques ou les ressources naturelles marines   Pour plus de détail, cf page 23 du diagnostic FEDER FSE+.  **Activités transversales** (R&D, formation, administration, …)   * Des filières du secteur primaire bleu peu structurées * Des connaissances encore insuffisantes sur le potentiel en biotechnologies de la flore et faune marine (PPT DSM plénière, janv. 2020) * Pollution liée à la chlordécone ayant entraîné l’interdiction de pêche d’un tiers des zones côtières * Des atteintes aux écosystèmes forestiers côtiers (mangroves), facteurs de filtration des apports terrigènes * Des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) présentes (poisson lion, herbier) * Dégradation des habitats benthiques (herbiers, récifs) avec risque de dépassement du seuil de résilience pour les communautés coraliennes * Des structures de formation fragiles |
| Opportunités | Menaces |
| **Valorisation des ressources biologiques**   * Les entreprises actives dans le secteur primaire (pêche et aquaculture) sont les moins endettées auprès des banques martiniquaises, avec un encours relativement stable autour de 3,5 millions d’euros (12,2 % des encours) (L’économie bleue à la Martinique, Note IEDOM, 2017) * Des conditions environnementales et une biodiversité qui doivent encore être valorisées afin de permettre le développement d’activités innovantes (telles que la production d’énergie sobre en carbone, la valorisation de certaines algues, et le renforcement induit d’une filière recherche et développement) (L’économie bleue à la Martinique, Note IEDOM, 2017). * Une possible valorisation des sargasses (PPT DSM plénière, CMUBA, Pref Martinique 23 janvier 2020)   **Production d’énergie**   * La faible part du renouvelable dans le mix énergétique de la Martinique conduit l’île à envisager le développement d’une alternative qui pourrait lier efficacité, durabilité, innovation et avenir (L’économie bleue à la Martinique, Note IEDOM, 2017)   **Logistique portuaire et transport maritime**  **Industrie et services nautiques**   * Autorisation de la Commission d’aide à la modernisation de la flotte de pêche (chantier naval)   **Tourisme nautique**  **Activités transversales** (R&D, formation, administration, …)   * La Martinique a déposé sa candidature pour la création d’un Campus des Métiers et des Qualifications de la Mer en mars 2020. * Révision du SDAGE en cours * Potentiel d’ouverture à l’échelle de la caraïbe des formations maritimes (STCW) | **Valorisation des ressources biologiques**   * Les aides publiques se sont considérablement réduites au fil des années, y compris au titre du FEAMP (L’économie bleue à la Martinique, Note IEDOM, 2017)   **Production d’énergie**   * Acceptabilité des énergies marines en question (PPT DSM plénière, CMUBA, Pref Martinique 23 janvier 2020)   **Logistique portuaire et transport maritime**   * Risque d’accident maritime dû au trafic commercial pétrolier important pouvant entraîner une pollution par hydrocarbure * Une augmentation du trafic maritime, notamment de la croisière, * Des défauts de sécurité potentiels sur les mega-ships (marchandises, croisières) * Des menaces en termes de sûreté maritime : sûreté des personnes et des biens transportés, instabilité politique de certains États du bassin * Des mouillages de navires de commerce et de plaisance non régulés dans certaines zones à enjeux (herbiers)   **Industrie et services nautiques**   * Risques industriels (raffinage du pétrole, cokéfaction, sidérurgie, industrie chimique) et liés au transport de marchandises dangereuses   **Tourisme nautique**   * Une influence sur l’environnement marin (dérangement, pollution) des pratiques récréatives (sportives, festives, observations de mammifères...) et de certaines manifestations nautiques d’ampleur   **Activités transversales** (R&D, formation, administration, …)   * Peu ou pas de porteurs de projet identifiés sur des projets innovants (PPT DSM plénière, janv. 2020) * Des risques naturels forts, dont les cyclones (PPT DSM plénière, janv. 2020) et difficultés assurantielles associées * Echouements de sargasses dégageant des gaz toxiques en pourrissant * Des obstacles potentiels à la navigation et aux activités économiques en mer * Risque sanitaire lié à la crise du Covid-19 * Des Aires Marines Protégées qui manquent de mesures fortes de protection |

**4.5 Principaux besoins et pistes d’action identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| Enjeu **[[118]](#footnote-119)** | Pistes d’actions |
| COMPETITIVITE |  |
| Réseau et partage de données et de connaissances | * Développer la recherche sur la compréhension des interactions entre les écosystèmes et les activités d’origine anthropique, la prévision de ces phénomènes et le cas échéant, leur valorisation * Capitaliser la connaissance à partir des expériences déjà menées * Communiquer auprès du grand public autour des objectifs du grenelle de l’environnement (acceptabilité) * Connaître et prévoir les risques naturels côtiers * Mener des actions de prévention des risques dans les ports et dans les transports maritimes (sécurité maritime, sécurité sanitaire-pandémie) * Améliorer la connaissance sur les pressions qui s’exercent sur les milieux littoraux insulaires et les espèces, ainsi qu’en écotoxicologie des principaux polluants * Améliorer de la connaissance pour la restauration écologique des milieux (génie écologique) * Mieux connaître les masses d’eau hauturières * S’appuyer sur les CEB pour agir en faveur de la biodiversité marine |
| Mise en place et développement des outils de l'ingénierie territoriale, financière et administrative au service de l'économie bleue | * Former les décideurs aux enjeux maritimes : Stratégie en faveur de la gestion intégrée de la mer pour les coll. Territoriales ; Vitalité du CMUBA |
| Faciliter l'accès au financement pour l'ensemble du secteur | * Développer l’ingénierie administrative et financière et la rendre accessible et attractive aux acteurs de l’économie bleue |
| DLAL Développement local porté par les acteurs locaux | * Favoriser une structure collective permettant de prendre à sa charge les travaux gravitant autour d’une exploitation aquacole (entretien des infrastructures en mer, conception et réparation des filets d’élevage, surveillance et remplacement sur les sites de production, aqua tourismes, démarche de valorisation des déchets…) * Assurer la mise en réseau des acteurs professionnels, les pouvoirs publics et les organismes scientifiques et les acteurs de la formation * Renforcer les moyens d’accompagnement à la création de fermes aquacoles par la mise en place de pépinières d’entreprises de production aquacoles toujours sous la forme de SCIC * Développement des outils collectifs constitutifs du Pôle Mer |
| ENVIRONNEMENT |  |
| Favoriser la durabilité des activités maritimes en limitant leurs impacts sur l'environnement (exp. Études d'impact | * Favoriser l’innovation et la mise en place d’entreprises d’exploitation durable des ressources marines * Identifier et quantifier les ressources minérales, biologiques et énergétiques pour une exploitation durable * Renforcer les mesures de gestion et de protection au sein des AMP existantes * Préserver les espèces marines à statut (PNA tortues, sanctuaire AGOA) * Préserver le Domaine Public Maritime Naturel * Restaurer les habitats marins * en cohérence avec le PO FEDER et la stratégie Martinique verte |
| FORMATION/COMPETENCES |  |
| Formation et amélioration des compétences dans les métiers maritimes | * Développement des compétences maritimes, en créant une plateforme réunissant les acteurs de la recherche, de l’innovation, de la formation et des entreprises de la filière bleue, qui aura vocation à rayonner dans la Caraïbe * Formation initiale et continue, campus des métiers de la mer, création de parcours complets de formation sur l’ensemble des filières de l’économie bleue * Développer la transmission des savoirs au sein des entreprises |
| Adapter les métiers aux nouvelles méthodes et techniques, au développement du numérique, à la biodiversité et l'entreprenariat+ EC | * Traitement des Bateaux Hors d’Usage (BHU), source de pollution pour les milieux marins * Promouvoir des activités économiques respectueuses de la biodiversité marine, telles que tourisme bleu (découverte des fonds marins, …), alimentation (transformation innovante des produits de la mer), santé (médicaments, cosmétique, ……) * Promouvoir les activités économiques collaboratives (économie de la fonctionnalité / groupement…) * Volet EC à développer * Transformation numérique des entreprises |
| AMENAGEMENT |  |
| Planification spatiale maritime pour les activités de l'économie bleue | * Aménagement et rationalisation des zones portuaires pour en faire des zones d’activités économiques * Assurer la gestion durable des espèces et des espaces |

**Assurer la surveillance et la planification maritime**

**5.1 Grille AFOM de synthèse**

|  |  |
| --- | --- |
| Atouts | Faiblesses |
| * L’Unité Littorale des Affaires Maritimes (ULAM), qui dépend de la Direction de la Mer de la Martinique, exerce plusieurs missions de police : Contrôle des pêches, contrôle environnement marin, surveillance des activités maritimes, … (Monographie maritime, DM Martinique, 2017) | * Il n’existe pas d’accord d’accès aux ZEE des pays voisins qui devraient être conclus par l’UE du fait de sa compétence exclusive en la matière. Un accord, semble-t-il toujours en vigueur, a été signé avec la Dominique en 1993, mais sans mise en œuvre par un protocole d’application (Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019) |
| Opportunités | Menaces |
| * … | * … * … |

**5.2 Principaux enjeux et pistes d’action identifiés**

|  |  |
| --- | --- |
| Enjeux**[[119]](#footnote-120)** | Pistes d’actions |
| Maintenir la surveillance sur les activités de pêche | * Encadrer l’activité de pêche * … |
| Coopération et gestion concertée des ressources halieutiques | * Améliorer la gouvernance (partagée et partenariale) * Faire converger les politiques et les réglementations au sein de la Caraïbe et en garantir le respect * Apporter aux acteurs institutionnels et économiques une meilleure connaissance des outils et des travaux sur la coopération * Identifier/créer des réseaux d’expertises caribéennes et les mobiliser en faveur d’actions de coopération dans le secteur maritime * Mieux reconnaître les spécificités des RUP * … |

**Vos correspondants pour cette mission :**

**Sébastien GUILBERT, Directeur Exécutif Edater**

guilbert@edater.com

**Elisabeth Zaparucha, Directrice France**

elisabeth.zaparucha@technopolis-group.com

**SIEGE**

**Tour Polygone**

**265, Avenue des Etats du Languedoc**

**34000 MONTPELLIER**

**Tél : 04 67 02 29 02**

**www.edater.fr contact@edater.com**

1. https://data.enseignementsup-recherche.gouv.fr/explore/embed/dataset/fr-esr-sise-effectifs-d-etudiants-inscrits-esr-public/table/?disjunctive.rentree\_lib&q=Martinique&sort=-rentree [↑](#footnote-ref-2)
2. L’innovation et la R&D dans les Outre-Mer : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/iedom\_innovation\_et\_rd\_vf.pdf [↑](#footnote-ref-3)
3. scanR : https://scanr.enseignementsup-recherche.gouv.fr/ [↑](#footnote-ref-4)
4. Synthèse S3 des Régions françaises : https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/ressources/guide-synthese-des-strategies-regionales-de-linnovation-sri-en-vue-de-la-specialisation [↑](#footnote-ref-5)
5. Eurostat : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=R\_%26\_D\_expenditure/fr&oldid=390233 [↑](#footnote-ref-6)
6. L’innovation et la R&D dans les Outre-Mer : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/iedom\_innovation\_et\_rd\_vf.pdf [↑](#footnote-ref-7)
7. Une évaluation de la S3 (non encore réalisée en mai 2020) permettra de mesurer finement si les actions conduites ont permis de progresser dans cette structuration. [↑](#footnote-ref-8)
8. Atelier Compétitivité du jeudi 20 février 2020 (Sous atelier INNOVATION et R&D), Collectivité Territoriale de Martinique [↑](#footnote-ref-9)
9. [↑](#footnote-ref-10)
10. En effet, les abonnements haut débit progressent en moyenne de +3,1 % par an en Guadeloupe, de +3,1% en Guyane et de +4,9% à La Réunion. [↑](#footnote-ref-11)
11. IDATE, COHDA (2020), Étude maturité digitale et usages du numérique dans les entreprises martiniquaises​ [↑](#footnote-ref-12)
12. *IDATE, COHDA (2020), Étude maturité digitale et usages du numérique dans les entreprises martiniquaises* [↑](#footnote-ref-13)
13. *IDATE - Etude de la filière numérique en Martinique (2017)*[*https://www.martinique.cci.fr/iso\_upload/Restitution-finale-Filiere-Numérique-Martinique-VF-30-10-2017.pdf*](https://www.martinique.cci.fr/iso_upload/Restitution-finale-Filiere-Numérique-Martinique-VF-30-10-2017.pdf) [↑](#footnote-ref-14)
14. IDATE, COHDA (2020), Étude maturité digitale et usages du numérique dans les entreprises martiniquaises [↑](#footnote-ref-15)
15. http://archives.europe-martinique.com/wp-content/uploads/2013/04/ACT-MART-SYNTHESE-DIAGNOSTIC-FORMAT-DATAR-VERSION-FINALE.pdf [↑](#footnote-ref-16)
16. https://www.insee.fr/fr/statistiques/4229097 [↑](#footnote-ref-17)
17. Données SIRENE, extraction depuis https://public.opendatasoft.com/explore/dataset/sirene\_v3/table le 17/04/20 [↑](#footnote-ref-18)
18. https://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport\_iedom\_martinique2018.pdf [↑](#footnote-ref-19)
19. Etat des lieux des matériaux et écomatériaux, issus des matières premières locales, exploitables en Martinique. Rapport commandité par l'ADEME., ADEME, 2012 [↑](#footnote-ref-20)
20. Plan de Convergence et de Transformation de la MARTINIQUE 2019-203 [↑](#footnote-ref-21)
21. Schéma des carrières de Martinique, BRGM, 2006 [↑](#footnote-ref-22)
22. Algues sargasses : prévention des échouages et perspectives de valorisation, ADEME, 2019 [↑](#footnote-ref-23)
23. Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM), CTM, 2019 [↑](#footnote-ref-24)
24. Bilan énergétique Martinique 2019, chiffres clés, OTTEE [↑](#footnote-ref-25)
25. Enquête ménage 2015, RTM/OMEGA/AME [↑](#footnote-ref-26)
26. ENQUÊTE SUR LA CONSOMMATION D’ÉNERGIE DANS LES FOYERS MARTINIQUAIS, 2016 [↑](#footnote-ref-27)
27. CADRE TERRITORIAL DE COMPENSATION POUR LES PETITES ACTIONS DE MDE EN MARTINIQUE, 2019 [↑](#footnote-ref-28)
28. Bilan Énergie Martinique, Chiffres clés 2019 [↑](#footnote-ref-29)
29. Schéma Régional Climat Air Energie Martinique - Rapport d’état des lieux – AVRIL 2013 [↑](#footnote-ref-30)
30. Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Martinique 2016-2023 [↑](#footnote-ref-31)
31. [↑](#footnote-ref-32)
32. [↑](#footnote-ref-33)
33. Projet de S2EnR, 30 juin 2019 [↑](#footnote-ref-34)
34. Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Martinique [↑](#footnote-ref-35)
35. Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Martinique [↑](#footnote-ref-36)
36. Mesures altimétriques, d’après Planton et al., 2012, https://www.ecologiquesolidaire.gouv.fr/sites/default/files/ONERC\_Rapport\_2012\_OutreMer\_WEB.pdf [↑](#footnote-ref-37)
37. Plan séisme Antilles Horizon 2020, Objectifs de la deuxième phase (2016-2020) [↑](#footnote-ref-38)
38. Dossier Départemental des Risques Majeurs en Martinique (972), 2014 [↑](#footnote-ref-39)
39. Dossier Départemental des Risques Majeurs en Martinique (972), 2014 [↑](#footnote-ref-40)
40. https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/ONERC\_Rapport\_2012\_OutreMer\_WEB.pdf [↑](#footnote-ref-41)
41. http://www.meteofrance.fr/climat-passe-et-futur/bilans-climatiques/bilan-2019/bilan-climatique-outre-mer2019 [↑](#footnote-ref-42)
42. BRGM, 2019 [↑](#footnote-ref-43)
43. Dossier Départemental des Risques Majeurs en Martinique (972), 2014 [↑](#footnote-ref-44)
44. Observatoire de l’eau Martinique, 2016 [↑](#footnote-ref-45)
45. AVIS Haut Conseil de la santé publique relatif à la définition de mesures de gestion concernant l’exposition des populations antillaises à de l’ammoniac (NH3) et du sulfure d'hydrogène (H2S) issus de la décomposition d’algues Sargasses, 2018 [↑](#footnote-ref-46)
46. Plan séisme Antilles Horizon 2020 [↑](#footnote-ref-47)
47. https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/eau-et-biodiversite-dans-outre-mer-ou-en-est [↑](#footnote-ref-48)
48. Assises de l’eau, 2018 : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2018/08/dossier\_de\_presse\_-\_asisses\_de\_leau\_\_mercredi\_29\_aout\_2018.p [↑](#footnote-ref-49)
49. Yvan Bertin, « [La nécessaire gestion durable de l'eau en Martinique](http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-france-des-territoires-en-mutation/articles-scientifiques/gestion-eau-martinique) », Géoconfluences, novembre 2019 [↑](#footnote-ref-50)
50. *Observatoire de l’eau en Martinique, «*[*Gestion du service public d'eau potable*](http://www.observatoire-eau-martinique.fr/services-d-eau-potable-et-d-assainissement/eau-potable/gestion-du-service-public-d-eau-potable)*».* [↑](#footnote-ref-51)
51. Contrôle de l’état annuel des cours d’eau de Martinique : Suivi de la Directive Cadre dur l’Eau (DCE), AFB & ODE, 2018 [↑](#footnote-ref-52)
52. Synthèse SDAGE 2016-2021 [↑](#footnote-ref-53)
53. Données issues de l’inventaire des ZHIEP [↑](#footnote-ref-54)
54. Chiffres clés de l’environnement de Martinique, DEAL, 2017 [↑](#footnote-ref-55)
55. Evaluation et Suivi de la Biodiversité dans les Bananeraies Martinique et Guadeloupe, UGPBAN, 2015 [↑](#footnote-ref-56)
56. Chiffres clés de l’environnement de Martinique, DEAL, 2017 [↑](#footnote-ref-57)
57. Détermination de la valeur socio-économique des récifs coralliens, des mangroves et des herbiers de phanérogames de la Martinique, 2010 [↑](#footnote-ref-58)
58. Dossier de presse, Parc naturel marin de Martinique, 2018 [↑](#footnote-ref-59)
59. http://www.senat.fr/rap/r14-698/r14-6982.html [↑](#footnote-ref-60)
60. Diagnostic sur l’invasion biologique Aux Antilles Françaises Stratégie de suivi et de prévention, DIREN Guadeloupe et Martinique, 2013 [↑](#footnote-ref-61)
61. Les invasions biologiques aux Antilles Françaises, DEAL Guadeloupe et Martinique, 2013 [↑](#footnote-ref-62)
62. Plan de convergence et de transformation 2019-2023 [↑](#footnote-ref-63)
63. L’Observatoire Territorial des Transports de Martinique (O2 TM) a été créé en 2011 dans le cadre de la Réforme des transports initiée par la Région. Il est administré par l’Agence d’urbanisme (ADUAM) [↑](#footnote-ref-64)
64. Transports et déplacements en Martinique, regard croisé n°4, ADUAM, 2014 [↑](#footnote-ref-65)
65. Insee Conjoncture Martinique n° 5 – 2019 [↑](#footnote-ref-66)
66. 2018-2021 CPTDFOP SCHEMA TERRITORIAL DES FORMATIONS [↑](#footnote-ref-67)
67. Extrait publication INSEE – juin 2014 [↑](#footnote-ref-68)
68. Insee Martinique : Bilan économique 2017 [↑](#footnote-ref-69)
69. Programme d’Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique [↑](#footnote-ref-70)
70. Programme d’insertion 2019 de la Collectivité territoriale de Martinique [↑](#footnote-ref-71)
71. TABLEAU DE BORD DES OUTRE-MER, IEDOM, 2018, complété des entretiens avec la CTM [↑](#footnote-ref-72)
72. Plan d’action RUP, 2014 [↑](#footnote-ref-73)
73. Cadre d’orientation stratégique pour le Projet régional de santé de Martinique 2018-2027, ARS Martinique [↑](#footnote-ref-74)
74. Plan Régional Santé Environnement 3 de la Martinique 2017-2021 [↑](#footnote-ref-75)
75. Rapport annuel, IEDOM, 2018 [↑](#footnote-ref-76)
76. Chiffres clés de la Jeunesse en Martinique en 2018, Ministère des sports [↑](#footnote-ref-77)
77. Diagnostic territorial de proximité, indicateurs sanitaires et médico-sociaux, ARS et INSEE, 2011 [↑](#footnote-ref-78)
78. Programme régional de Telemedecine 2012-2016, ARS Martinique [↑](#footnote-ref-79)
79. Plan de Convergence et de Transformation de la MARTINIQUE 2019-2033 [↑](#footnote-ref-80)
80. Plan d’action RUP Martinique, 2014 [↑](#footnote-ref-81)
81. Rapport annuel, IEDOM, 2018 [↑](#footnote-ref-82)
82. L’essentiel de la vie associative de la Martinique, 2019 [↑](#footnote-ref-83)
83. Rapport annuel, IEDOM, 2018 [↑](#footnote-ref-84)
84. Le tourisme aux Antilles : à la reconquête d’une plus large clientèle, 2019 [↑](#footnote-ref-85)
85. Chambre de l’Agriculture : <https://martinique.chambre-agriculture.fr/pratique/notre-agriculture/chiffres-cles/> [↑](#footnote-ref-86)
86. GIE MHM (Maraîchers horticoles de Martinique) : 14 adhérents ;

    SCA ANANAS MARTINIQUE : 25 adhérents ; SCA VERGERS ET JARDINS TROPICAUX : 22 adhérents ;

    SICA 2M – SICA DES MARAICHERS DE MARTINIQUE (anciennement association Caraïbes Exotiques) : 60 adhérents ;

    COOPERATIVE HORTICOLE DE MARTINIQUE (CHM) : 43 adhérents ;

    CHÂTEAU-GAILLARD : 5 adhérents ;

    Caraïbes Melonniers : 24 adhérents (dont 4 en Martinique).

    On dénombre également 2 groupements de producteurs pré-reconnus :

    SICA FOND SAINT-JACQUES : 48 adhérents ;

    SICA LA SALADIERE : 5 adhérents.

    L’IMAFLHOR (Interprofession martiniquaise des fruits, légumes et produits horticoles) créée en 2010,

    regroupe l’ensemble des acteurs de la production locale [↑](#footnote-ref-87)
87. Situation de la Martinique : POSEI 2014-2020 [↑](#footnote-ref-88)
88. <https://www.martinique.ademe.fr/expertises/economie-circulaire/alimentation-durable> [↑](#footnote-ref-89)
89. dans un souci de simplification des activités de reporting à l’échelle communautaire, la Commission européenne a demandé à ce que, les PO FEAMP des EM soient identifiés comme ne contribuant « techniquement » qu’à 2 OS sur 5 : OS 2 : « une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone par l’encouragement d’une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l’économie circulaire, de l’adaptation au changement climatique et de la prévention des risques » ; OS 5 : « une Europe plus proche des citoyens par l’encouragement du développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières au moyen d’initiatives locales » (cf. fiche n°11 : *Annexes to the Information Fiche Outlining the Common Monitoring and Evaluation System for the EMFF 2021-2027* Version II, 3 June 2019). [↑](#footnote-ref-90)
90. L’économie bleue en Martinique- Note IEDOM 2017 [↑](#footnote-ref-91)
91. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-92)
92. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-93)
93. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-94)
94. L’économie bleue en Martinique- Note IEDOM 2017 [↑](#footnote-ref-95)
95. DSBM Antilles, CMUBA, déc. 2019 [↑](#footnote-ref-96)
96. Monographie maritime, DM Martinique, 2017, sur la base du SIH, IFREMER 2017 [↑](#footnote-ref-97)
97. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-98)
98. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-99)
99. Monographie maritime, DM Martinique, 2017 [↑](#footnote-ref-100)
100. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-101)
101. Données variables selon les sources [↑](#footnote-ref-102)
102. Sur la base des besoins de la fiche Croissance bleue-Pêche et des besoins nationaux pré-identifiés par l’AMO [↑](#footnote-ref-103)
103. DSBM Antilles, CMUBA, déc. 2019 [↑](#footnote-ref-104)
104. PCS Martinique, nov. 2015 [↑](#footnote-ref-105)
105. PPT DSM plénière, janv 2020 [↑](#footnote-ref-106)
106. SRDAM, Collectivité Territoriale de Martinique, déc. 2012 [↑](#footnote-ref-107)
107. SRDAM, Collectivité Territoriale de Martinique, déc. 2012 [↑](#footnote-ref-108)
108. Sur la base des besoins de la fiche Croissance bleue-Aquaculture et des besoins nationaux pré-identifiés par l’AMO [↑](#footnote-ref-109)
109. L’économie bleue en Martinique- Note IEDOM 2017 [↑](#footnote-ref-110)
110. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-111)
111. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-112)
112. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-113)
113. Etude pêche et aquaculture en Outre-Mer, FranceAgrimer, mai 2019 [↑](#footnote-ref-114)
114. Sur la base des besoins des 2 fiches Croissance bleue-Pêche et Aquaculture et des besoins nationaux pré-identifiés par l’AMO [↑](#footnote-ref-115)
115. STDEII, CTM, 2018? [↑](#footnote-ref-116)
116. PPT DSM Antilles plénière, janv. 2020 [↑](#footnote-ref-117)
117. STDEII, CTM, 2018? [↑](#footnote-ref-118)
118. Sur la base des besoins des fiches Croissance bleue-Aquaculture, Biodiversité et des besoins nationaux pré-identifiés par l’AMO [↑](#footnote-ref-119)
119. Sur la base des besoins nationaux pré-identifiés par l’AMO [↑](#footnote-ref-120)